

Du Val d'Orbey au Canton de Lapoutroie

Histoire du Pays Welche



Yvette Baradel

ÉDITÉ PAR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON DE LAPOUTROIE - VAL D'ORBÉY
2003

Vallée vosgienne alsacienne, traversée par une voie qui relie l'Alsace moyenne à la Lorraine et qui est empruntée depuis le néolithique, le canton de Lapoutroie est profondément ancré en Alsace.

Son originalité est d'avoir gardé au cours des siècles une unité à la fois administrative et linguistique. Parlant une langue romane, il a été considéré par ses voisins alsaciens comme un canton welche. Cette langue a favorisé le maintien d'une entité administrative : bailliage du Val d'Orbey avant la Révolution, canton de Lapoutroie ensuite. Ainsi cette unité, cimentée par la langue, permet de présenter une histoire du pays welche, un fragment de l'histoire de l'Alsace.



"Le plaisir d'écrire de belles et bonnes oeuvres."
Sculptures d'Henri Baradel.



AVANT - PROPOS

Le canton de Lapoutroie qui groupe cinq communes : Le Bonhomme, Fréland, Labaroche, Lapoutroie et Orbey, s'étend sur 122 km² au fond d'une vallée vosgienne alsacienne, la vallée de la Weiss. L'entrée, du côté de la plaine d'Alsace, est un défilé et la sortie, du côté de la Lorraine, est un col, le col du Bonhomme, à 949 mètres.

Pourquoi s'intéresser à ce canton qui paraît perdu au fond d'une vallée ?

Tout d'abord, il présente des caractères originaux.

Le premier intérêt est que ses habitants ont parlé, depuis le Haut Moyen Âge jusqu'à la Deuxième guerre mondiale, une langue romane dans un entourage de dialecte germanique.

Cette unité linguistique a favorisé une unité administrative. Bailliage du Val d'Orbey avant la Révolution, il est devenu canton de Lapoutroie en 1796.

Les paysans qui le peuplaient vivaient dans des fermes dispersées sur les versants des montagnes, alors que leurs voisins des autres vallées vivaient en habitat groupé.

Conservant leur originalité, ces paysans ont participé, de gré ou de force, à l'histoire de l'Alsace. Le canton est en effet traversé par une route qui, passant par le col du Bonhomme, permet de joindre l'Alsace moyenne à la Lorraine. Depuis le Néolithique, les hommes soldats, commerçants, voyageurs, les marchandises et les idées ont circulé le long de cette voie. Ces allées et venues continues qui n'ont pas toujours été bénéfiques pour le canton, lui ont tout de même permis de sortir de son isolement. On y trouve ainsi l'écho de tous les événements qui se sont déroulés non seulement en Alsace mais aussi en France.

L'histoire du canton de Lapoutroie est donc riche. Il reste, malheureusement encore, des zones d'ombre. Nous espérons que d'autres pourront les éclairer.

Je tiens à remercier ceux qui, par leur aide compréhensive et efficace, m'ont permis de mener à bien cette étude :

Monsieur le Directeur et le personnel des Archives Départementales du Haut-Rhin
Monsieur le Directeur et le personnel de la Bibliothèque municipale de Colmar
Monsieur Francis Lichtlé, archiviste municipal de Kaysersberg
Monsieur le Président et Monsieur Frédéric Schmitt de la Communauté de communes de la vallée de Kaysersberg
Messieurs les Maires des communes du Bonhomme, Fréland, Labaroche, Lapoutroie et Orbey

Ce livre a pu être écrit grâce à la présence à mes côtés de mon mari, Henri Baradel, un enfant du "Pays welche".

Fréland, mars 2002

LE RELIEF

I - L'ÉVOLUTION MORPHOLOGIQUE

L'évolution morphologique du canton de Lapoutroie est celle de l'ensemble du massif vosgien dont il fait partie intégrante.

LES ROCHES

1) Les terrains cristallins

Ils composent l'essentiel de la région. On trouve des granites divers : granite grossier à deux micas du Brézouard, granite porphyroïde à biotite de la Tête des Faux, granite des crêtes, granito-gneiss à l'est de Lapoutroie, granite à biotite "cloisonnante" à Labaroche.

Ce sont les terrains du socle ancien soulevé à l'époque primaire.

2) Le grès vosgien

Dépôts détritiques datant du trias inférieur, c'est à dire du début du secondaire, ce sont les premiers sédiments qui ont recouvert le socle ancien après que celui-ci ait été arasé à la fin du primaire.

Ils apparaissent sous forme de buttes-témoins comme le Grand et le Petit Hohnack ou le Faudé. Ils surmontent aussi des sommets comme le Kalblin.

3) Les formations glaciaires

Ce sont des moraines composées de blocs, de galets, de cailloux et de sable qui datent du quaternaire. On les trouve en aval du Lac Noir jusqu'à Pairis et en aval du Lac Blanc jusqu'au Pré Bracot. Il en existe aussi au Surcenord sur la commune d'Orbey et dans la haute vallée de l'Ur à Fréland. Des alluvions fluvio-glaciaires, galets et sable, bordent les rivières.

L'ÉVOLUTION MORPHOLOGIQUE

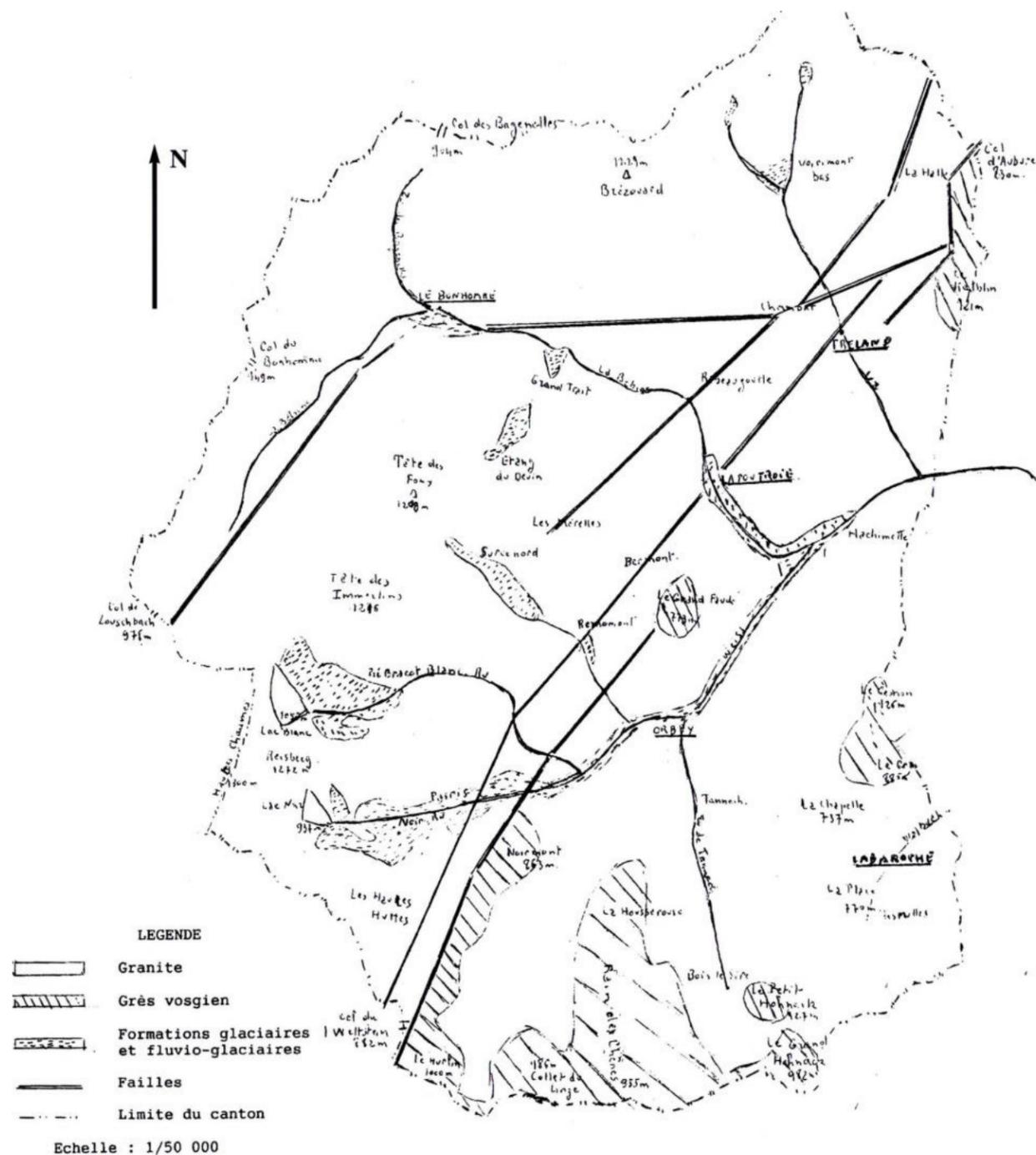
Les Vosges sont à l'origine un massif soulevé à l'époque primaire lors du plissement hercynien, d'une structure complexe et plissé suivant la direction dominante SW-NE.

Ce socle pénéplané à la fin du primaire, connu sous le nom de pénéplaine post-hercynienne, a été recouvert de sédiments au cours du secondaire.

Au tertiaire, Vosges et Forêt Noire se soulevèrent sous l'effet du plissement alpin. Ce soulèvement s'accompagna de fractures entraînant la formation du fossé rhénan.

L'érosion commença. Les cours d'eau, attirés par le niveau de base rhénan, déblayèrent les sédiments, mettant à jour la pénéplaine et nivelèrent les fractures.

Au quaternaire, durant les périodes glaciaires, la neige s'accumula sur les sommets, poussée par les vents d'ouest. Des glaciers s'installèrent dans les lits des rivières.



CARTE GÉOLOGIQUE DU CANTON DE LAPOUTROIE

Source : Carte géologique de la France au 1/50 000 - Feuilles de Gérardmer et de Colmar-Artolsheim

Cette évolution morphologique apparaît dans le canton.

La pénéplaine post-hercynienne se retrouve sur les Hautes Chaumes à 1300 m. La courbe de niveau de 1200 m., qui suit les sommets du Brézouard, de la Tête des Faux et des Immerlins, est celle de la pénéplaine. On la retrouve sur le plateau de Labaroche vers 750 m.

Le grès est installé sur cette surface. Cette superposition apparaît nettement en montant au Grand Faudé. Vers 700 m., la plate-forme de "la Camme" est la surface post-hercynienne débarrassée de son revêtement gréseux. Mais si on continue à monter, les pentes deviennent raides et on trouve des blocs de grès. Notons qu'entre grès et granit existe un niveau d'eau.

Les failles ou fractures sont nombreuses. Elles sont en majorité de direction SW-NE. L'une d'entre elles, particulièrement importante, part du col d'Aubure dit aussi de Fréland, passe par l'église de Fréland, celle de Lapoutroie, le col de Bermont, la chapelle Saint Genest, Pairis et la chapelle Sainte-Barbe aux Hautes Huttes. La haute Béhine appelée aussi la rivière de la Verse semble suivre une faille entre le col du Louschbach et Le Bonhomme.

La surface post-hercynienne se trouvant à 1300 m. sur les Hautes Chaumes et à 700 m. au Faudé, on peut en conclure que la dénivellation tectonique est au moins de 600 m. On distingue ainsi deux ensembles morphologiques séparés par les failles : un ensemble de terrains soulevés à l'Ouest et affaissés à l'Est. Ceci explique qu'à l'Est des failles se soit maintenu le grès, vestige de la couverture sédimentaire.

Les glaciers se sont installés dans les têtes de vallées préglaciaires. Ils ont ensuite aménagé les vallées, où se succèdent actuellement des ombilics avec une pente adoucie et des verrous avec un profil en long plus raide. Cela se présente nettement dans la vallée du Noir-Ru en amont d'Orbey.

II - LE RELIEF

En raison de l'évolution morphologique, nous avons vu qu'on peut distinguer deux régions : à l'ouest, une région élevée composée de massifs granitiques et à l'est, une région plus basse comportant des massifs gréseux.

LES MASSIFS DE L'OUEST

Les sommets se tiennent entre 1200 et 1300 mètres. Les massifs sont lourds et boisés : le Brézouard au nord (1229 m.), puis, en allant vers le sud, la Roche du Corbeau (1145 m.), la Tête des Faux (1219 m.), le Grand Immerlin (1215 m.). Les Hautes-Chaumes (1300 m) présentent ensuite un bord régulier et dénudé, échanuré par les cirques des lacs : le Lac Blanc et le Lac Noir.

Le col du Bonhomme (949 m) ouvre la route vers Saint-Dié et celui des Bagenelles (904 m) vers la vallée de Sainte-Marie-Aux-Mines.

Ces massifs sont échanrés par des vallées dont les pentes présentent des replats. Des noms de lieux-dits en témoignent : le Plat, le Plat de la Beu à Orbey, le Petit Plat, le Plain... Ces replats proviennent d'une érosion qui s'est faite par étapes.

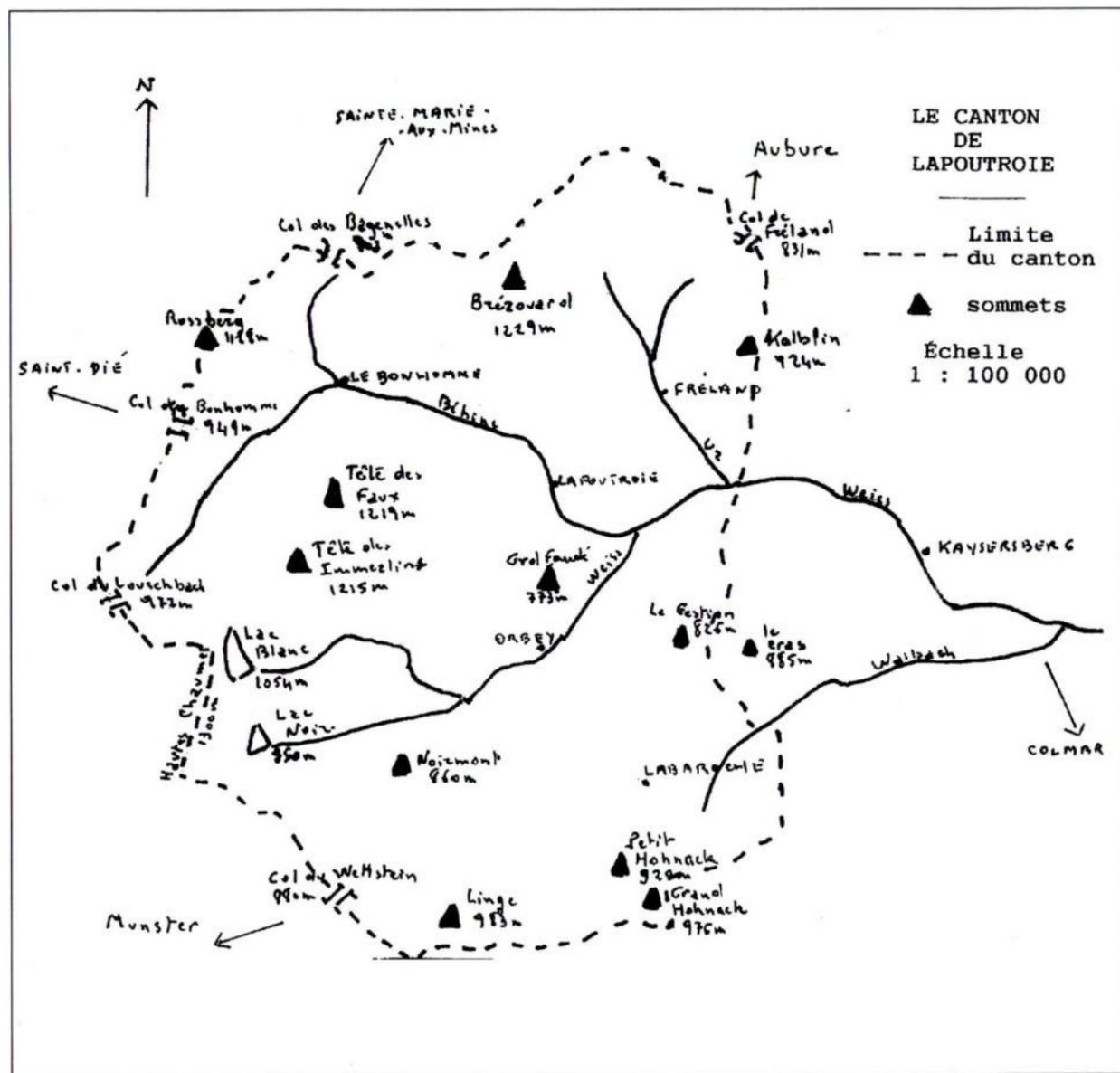
Deux lacs sont nichés au pied des Hautes-Chaumes : le Lac Blanc et le Lac Noir, chacun dans un cirque glaciaire.

Le Lac Noir est situé à une altitude de 950 m. Le cirque glaciaire est à deux étages. Le plus haut est occupé par une tourbière d'où descend une cascade dont les eaux de couleur brune donnent sa couleur au lac et à son émissaire, le Noir-Ru.

Le Lac Blanc est situé à 1054 m. d'altitude. On se trouve devant deux cirques glaciaires adossés dont l'arête du Château Hans est l'intersection.

Sur les pentes de ces massifs s'écoulent la majorité des rivières du canton. On distingue trois bassins : celui de la Weiss qui traverse Orbey, celui de la Béhine qui traverse le Bonhomme et Lapoutroie et celui de l'Ur qui traverse Fréland.

Ces trois cours d'eau se rejoignent aux environs d'Hachimette connu jadis pour ses marécages. La Weiss sort ensuite du canton par une gorge étroite et arrose Kaysersberg.



LES BUTTES GRÉSEUSES DE L'EST

C'est la partie gréseuse du canton, à l'est des failles qui découpent la région. On peut considérer comme limite entre les deux zones une ligne allant du col d'Aubure aux Hautes-Huttes. L'altitude est plus basse qu'à l'ouest, frôlant les 1 000 m. sans les dépasser.

Au Sud, on distingue les buttes boisées de grès du Linge (983 m), du Rain des Chênes (940 m) et en avant du Noirmont (860 m), du Grand Hohnack (976 m) et du Petit Hohnack (920 m). À l'Est, c'est le Cras (888m) et le Kalblin (924 m). Entouré par ces massifs s'étend le plateau de Labaroche (750 m), vestige de la surface post-hercynienne.

Au centre du canton une butte de grès, le Grand Faudé (773 m) permet d'admirer le panorama de la région.

Le réseau hydrographique est beaucoup moins dense que sur les massifs de l'Ouest. En dehors d'un affluent de la Weiss, le ruisseau de Tannach, une petite rivière, le Walzbach, descend directement du plateau de Labaroche vers la plaine et rejoint la Weiss en aval de Kaysersberg.

Ce relief du canton de Lapoutroie est celui des Vosges centrales ainsi décrit par E. De Martonne : Venant de Lorraine et abordant les Hautes Chaumes "on découvre l'abîme des têtes de vallée mordant le versant alsacien. Toute une morphologie nouvelle apparaît où l'empreinte glaciaire s'accuse à chaque gradin d'une descente rapide. Pourtant ces vallées sont loin d'être des gorges ; leur section s'évase dans le haut et leurs versants offrent des replats indiquant un creusement par étapes..." (1)

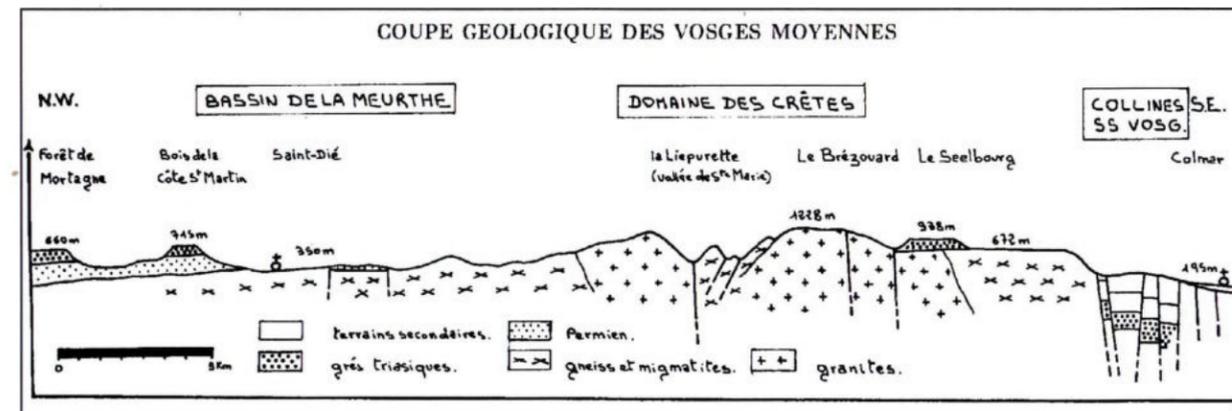
NOTES

1 - E. de Martonne, la Géographie de la France, p. 98

OUVRAGES CONSULTÉS

- Henri Baulig, Questions de morphologie vosgienne et rhénane, Annales de Géographie, 1922, p. 132-154
- Henri Baulig, Un itinéraire géographique, le Val d'Orbey, Bulletin de l'Association géographique d'Alsace, 1956, p. 1-7
- Daniel Jeannette, Les grandes lignes de l'histoire géologique des Vosges, Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse n°2/1978
- Emm. de Martonne, Géographie physique de la France, Armand Colin, 1942
- Philippe Pinchemel, La France, Armand Colin, 1980

Cartes géologiques de la France au 1:50 000, Gérardmer et Colmar-Artolsheim



DASKE Daniel (coord.), Les forêts de montagne, Coll. La Nature en Alsace, éd. Mars et Mercure, Wettolsheim, 1977



Le massif du Brézouard et la vallée de Fréland
Photo D.D.E. Haut-Rhin – Étude AERU



Le plateau de Labaroche et le château du Hohneck
Photo D.D.E. Haut-Rhin – Étude AERU

LE CLIMAT

Le canton de Lapoutroie, situé sur le versant alsacien des Vosges, est soumis à un climat de type montagnard dans une région de climat semi-continentale.

LES VENTS

La station automatique d'Aubure permet d'établir une rose des vents pour le canton. Les vents d'Ouest dominent nettement. Les directions Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest représentent 55 % des fréquences. Ce sont celles aussi qui ont la plus forte proportion de vents soufflant à plus de 8 m/sec : entre 20 et 27 % pour les vents soufflant du Sud-Ouest.

Viennent ensuite les vents venus de l'Est, Nord-Est, Sud-Est qui représentent 28 % des fréquences. Parmi eux la proportion des vents soufflant à plus de 8m/sec atteint au mieux 2 %.

Le reste se partage entre vents du Nord (6 %) et vents du Sud (10 %). La vitesse des vents du Nord n'atteint pas 8 m/sec. Ce n'est pas le cas des vents du Sud qui peuvent dépasser les 8 m/sec.

À ces vents venus de l'extérieur, s'ajoutent les brises de vallée dues à des contrastes de température. Le matin, l'ensoleillement des sommets provoque une brise ascendante qui devient descendante lors du refroidissement de la nuit.

LES TEMPÉRATURES

La répartition des températures est fonction de l'altitude.

Nous avons choisi trois stations, l'une sur les sommets : Orbey-Lac Blanc à 1 136 m., l'autre dans une vallée : Sainte-Marie-Aux-Mines à 450 m. (ne disposant pas de chiffres pour une commune d'une vallée du canton) et la troisième dans la plaine : Colmar-Meyenheim à 208 m.

Les températures s'abaissent avec l'altitude comme nous le voyons en regardant la moyenne annuelle des températures de ces stations

Orbey-Lac Blanc	5°3	moyenne	1977-1992
Sainte-Marie-Aux-Mines	9°7	moyenne	1990-1993
Colmar (Meyenheim)	10°1	moyenne	1961-1990

Le nombre annuel des jours de gel est naturellement plus élevé sur les sommets

Orbey-Lac Blanc :	147 jours
Colmar (Meyenheim) :	92 jours

L'amplitude moyenne des températures est plus faible sur les sommets que dans la plaine, signe de l'influence océanique qui s'y exerce.

	hiver	été	amplitude
Orbey-Lac Blanc	J : - 2°4	Ju : 13°5	15°9
Sainte-Marie-Aux-Mines	F : 0°2	A : 19°9	19°7
Colmar (Meyenheim)	J : 0°9	Ju : 19°2	18°3



ROSE DES VENTS

Station automatique AUBURE

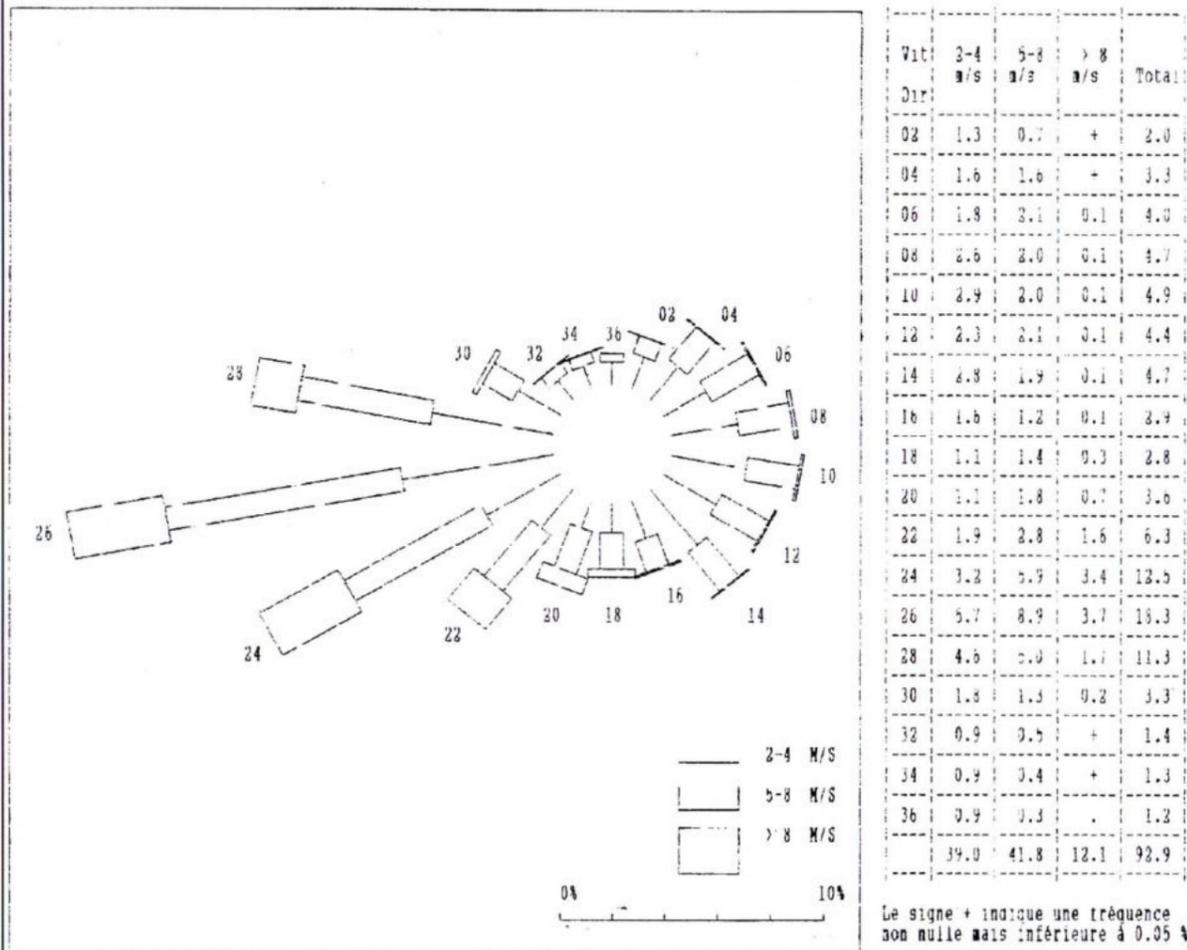
 Commune AUBURE
 Lieu-dit PYLONE TDF
 Département HAUT-RHIN

 Altitude 1110.0 m
 Latitude 48°13'0" N
 Longitude 07°11'0"
 Hauteur anémo. 10 m

Période : MARS 1988 à DECEMBRE 1992

 Fréquences moyennes des directions du vent en %
 par groupes de vitesses : 2-4 m/s, 5-8 m/s, sup. à 8 m/s

Type de données : Valeurs trihoraires de 00 à 21 heures UTC



Fréquence des vents inférieurs à 2 m/s : 7.1 %

 Nombre de cas observés : 12546
 Nombre de cas manquants : 1590

Des inversions de températures sont possibles entre novembre et février. Une pellicule d'air froid stagne dans les fonds de vallée alors que les sommets sont ensoleillés.

LES PRÉCIPITATIONS

Pour les précipitations, nous disposons de chiffres pour Kaysersberg (241 m) que nous avons choisie comme station de vallée.

L'altitude exerce aussi une influence. La somme annuelle des précipitations augmente au fur et à mesure que l'on s'élève.

Orbey-Lac Blanc	1 540 mm	moyenne	1973-1992
Kaysersberg	715 mm	moyenne	1978-1992
Colmar(Meyenheim)	581 mm	moyenne	1961-1990

Le régime des précipitations peut être étudié à partir des coefficients pluviométriques mensuels. Un coefficient pluviométrique est la différence en plus ou en moins par rapport à une répartition égale. Un coefficient supérieur à 1 signifie que le mois est pluvieux, un coefficient inférieur à 1 un mois sec.

	Orbey-Lac Blanc	Kaysersberg	Colmar
Janvier	1.12	1.01	0.73
Février	0.85	1.01	0.66
Mars	0.98	0.94	0.77
Avril	0.81	0.73	0.96
Mai	1.01	1.24	1.38
Juin	1.02	1.13	1.38
Juillet	0.97	1.04	1.22
Août	0.84	0.93	1.30
Septembre	0.85	0.89	0.96
Octobre	1.07	0.92	0.78
Novembre	1.19	0.85	0.98
Décembre	1.25	1.25	0.82

Au Lac Blanc, les mois dont le coefficient pluviométrique dépasse 1 sont les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier. À Colmar ce sont les mois de mai, juin, juillet, août. Sur les sommets, précipitations d'hiver amenées par les vents d'Ouest et sécheresse d'été : on se trouve en climat océanique. À Colmar, les mois pluvieux se situent en été, de mai à août et le mois le plus sec est février. Précipitations d'été dues aux orages et sécheresse d'hiver, c'est la caractéristique du climat continental.

Kaysersberg se trouve dans une situation intermédiaire, recevant à la fois des précipitations d'origine océanique en décembre, janvier, février et des averse orageuses en mai, juin et juillet.

Ainsi des micro-climats se partagent le canton de Lapoutroie. Ils sont dus non seulement aux différences d'altitude mais aussi à la position géographique des Vosges qui se trouvent à la rencontre de deux climats : le climat océanique à l'Ouest et le climat continental à l'Est.

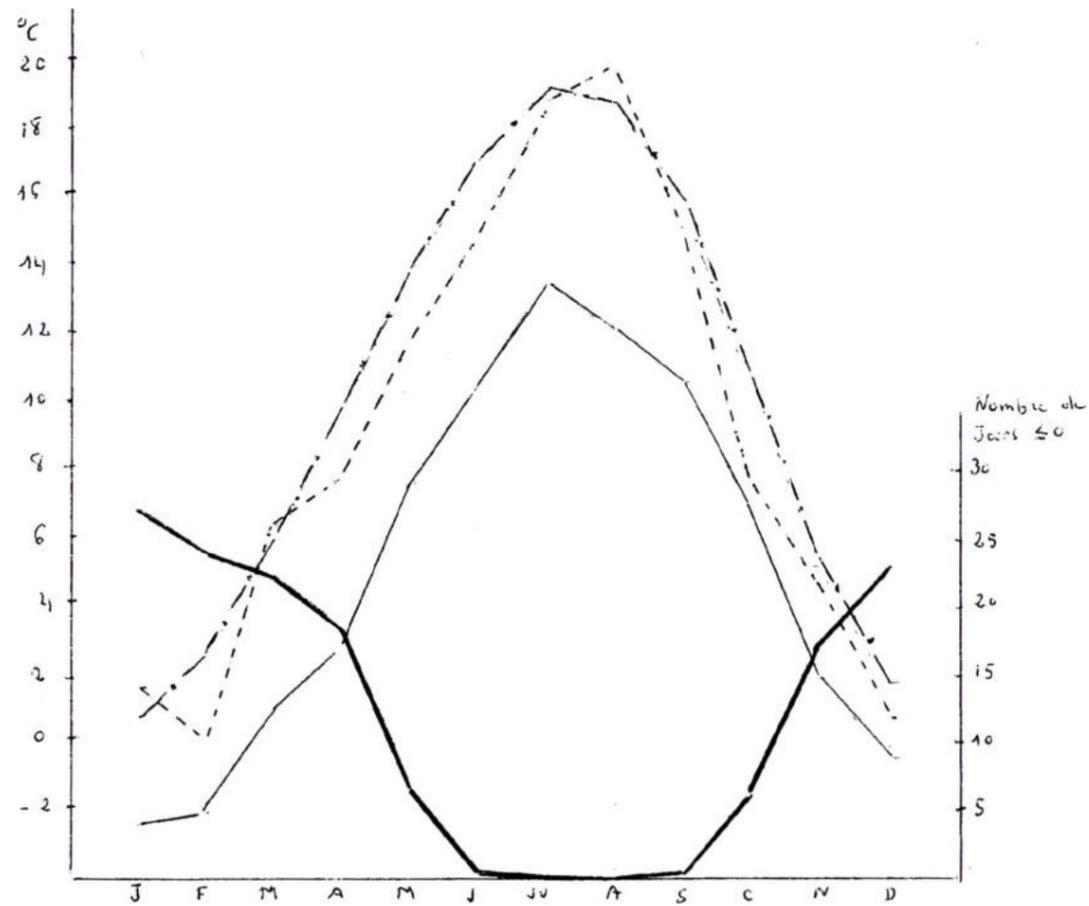
Les sommets plus froids, aux précipitations plus abondantes, sont sous influence océanique. Les vallées, plus tempérées, moins arrosées, sont tournées vers le climat continental de la plaine.

TEMPÉRATURES SOUS ABRI

Moyennes mensuelles en °C

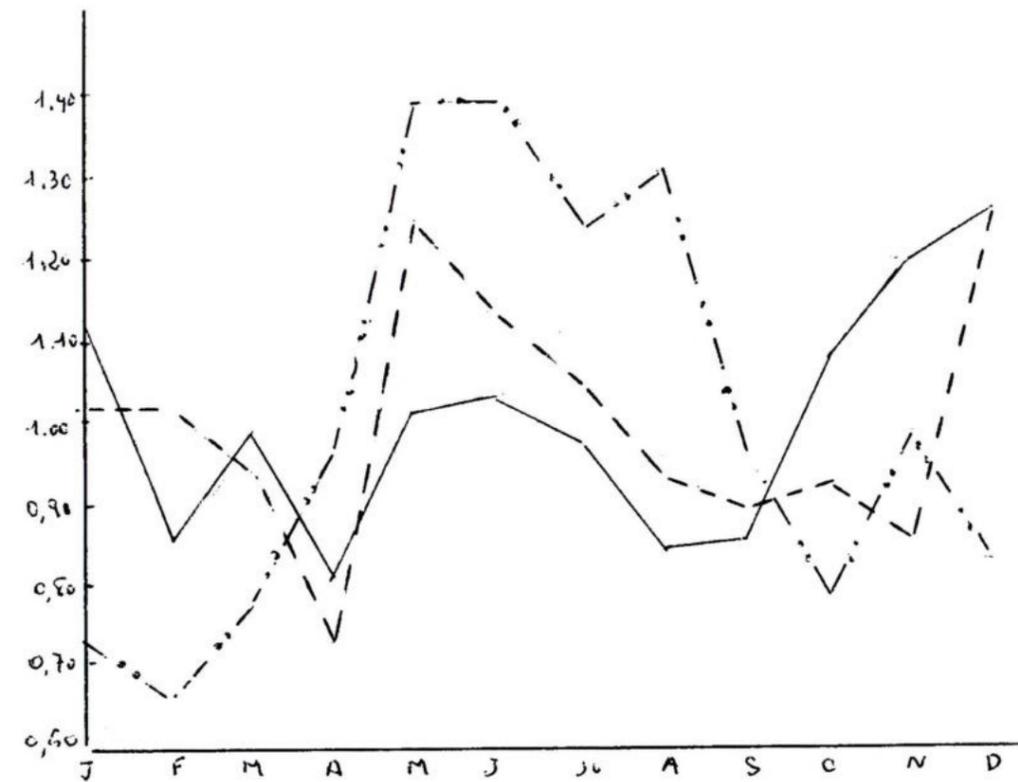
- Orbey-Lac Blanc. 1136 m. Moyennes 1977-1992
- " " " " " Nombre de jours ≤ 0 des minima quotidiens. Moyennes 1977-1992
- - - Sainte-Marie-aux Mines. 450 m. Moyennes 1990-1993
- · - · Colmar (Meyenheim). 208 m. Moyennes 1961-1990

Source : Service météorologique interrégional Nord-Est. Centre départemental du Haut-Rhin



PRÉCIPITATIONS

Coefficients pluviométriques mensuels



- Orbey-Lac Blanc. 1136 m. Moyennes 1973-1992
- - - Kaysersberg. 241 m. Moyennes 1978-1992
- · - · Colmar (Meyenheim). 208 m. Moyennes 1961-1990

OUVRAGES CONSULTÉS

A. Angot, Régime pluviométrique de la France, troisième partie, régions du Nord et de l'Est, Annales de Géographie, 1920, p.12-35
E. de Martonne, Géographie physique de la France, Armand Colin, Paris, 1942

Renseignements fournis par le Service météorologique interrégional Nord-Est, Centre départemental du Haut-Rhin

LES EAUX

LES SOURCES

Elles sont très nombreuses. On en compte plus de 200 sur le territoire de la commune d'Orbey.

Les terrains étant imperméables, l'eau ne peut pénétrer que par des fissures ou diaclases où elle chemine jusqu'à ce qu'elle rencontre un versant qui coupe sa trajectoire et lui permet de sortir à l'air libre. Le sable de décomposition superficiel de la roche, l'arène, lui offre des possibilités de séjourner. Mais ce ne sont pas des réservoirs importants.

Par suite, les sources sont très dispersées et souvent tarées faute d'alimentation suffisante.

On distingue cependant un niveau de nappe aquifère sous la couverture du sol gréseux, au-dessus des roches cristallines.

Il en existe un dans la région du Grand Hohnack, du Hadot et du Rain des Chênes. "Trois sources surgissent à l'est du Hohnack dont profite l'eau potable des Trois-Épis. La route s'engage dans le grès, mais en-dessous, près du sentier Roche des Corbeaux-Croix de Wihr, là où la couche permienne repose sur les migmatites compactes allant vers Labaroche, sort la fontaine de Brion. Plus loin, une source minérale jugée médicinale, dédiée pour cette raison à Saint Michel, le vainqueur des forces malignes sataniques, suinte du grès vosgien au-dessus de la Croix de Wihr..."(1)

Un autre niveau aquifère existe sous le massif gréseux du Kalblin au contact des migmatites de Kaysersberg. Des sources ont été captées le long de la route de Fréland à Ursprung.

Les communes du canton sont alimentées par ces sources dont le débit varie d'une année à l'autre en fonction de l'importance des précipitations.

Le jaugeage est fait en période d'étiage en septembre ou octobre.

FRÉLAND	Moyenne Goutte	Barlin
	Source 1	Source 1
05.10.1962	6.66 l/mn	54.55 l/mn
14.10.1969	17.00 l/mn	50.00 l/mn
28.10.1970	30.00 l/mn	150.00 l/mn
05.10.1976	8.00 l/mn	36.00 l/mn
17.10.1978	16.50 l/mn	100.00 l/mn
ORBEY	Source du Lait	Source du Creux d'Argent
	Captage du bas	Captage du bas
22.10.1982	418 m ³ /jour	432 m ³ /jour
09.10.1985	550 m ³ /jour	366 m ³ /jour
09.10.1987	281 m ³ /jour	378 m ³ /jour
24.10.1989	246 m ³ /jour	302 m ³ /jour
02.10.1990	316 m ³ /jour	327 m ³ /jour

Comme nous le voyons, la puissance des sources est très variable : 6 l/mn à la Moyenne Goutte à Fréland, 316 m³/jour, soit 220 l/mn à la source du Lait à Orbey.

Pour une même source, le débit varie dans des proportions importantes d'une année à l'autre. Pour la source du Barlin, le débit en 1970 est le triple de celui relevé en 1962. Pour la source du Lait, le débit de 1985 est le double de celui de 1989.

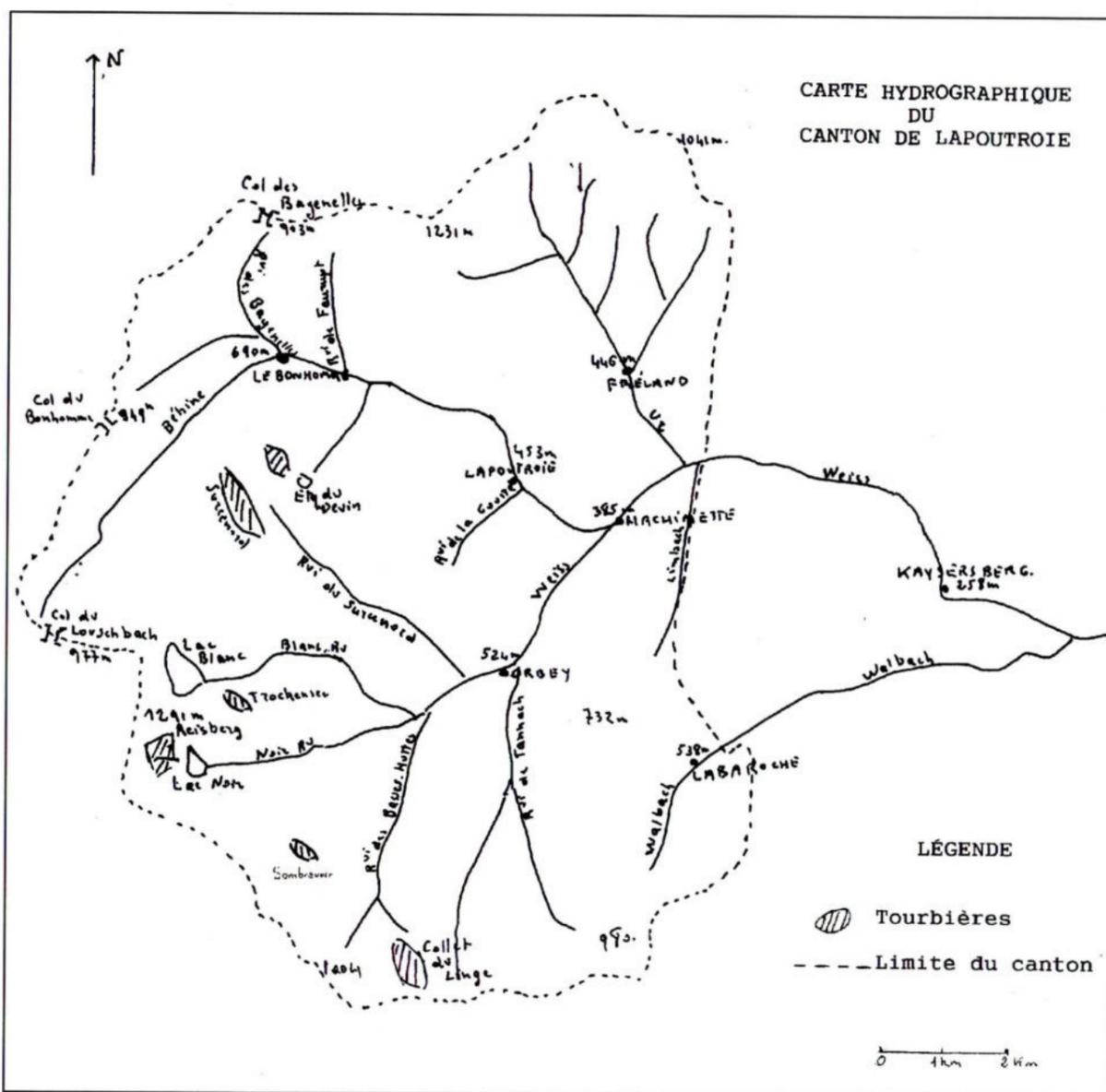
Tout est fonction des précipitations. En faisant le relevé, le garde des Eaux signale le temps. En 1990 celui d'Orbey fait la remarque suivante : "temps brumeux et humide. Fortes pluies depuis 48 heures. Arrière-saison très sèche".

Certaines de ces sources alimentent des ruisseaux, "les gouttes", dont le réseau s'écoule sur les versants des montagnes.

NOTES

1 - G. Ochsenbein, Lacs, forêts... p. 17

Les débits ont été communiqués par les mairies de Fréland et d'Orbey



LES LACS

Deux lacs sont nichés au pied des Hautes-Chaumes : le Lac Blanc à 1 054 m. et en dessous le Lac Noir à 950 m. Tous les deux sont des lacs d'origine glaciaire.

Le Lac Blanc, le plus vaste des lacs vosgiens alsaciens, a une superficie de 29 ha. Il comporte deux cuvettes de 60 et 53 m de profondeur. Les parois W et S sont des abrupts de 250 à 300 m. Le barrage du lac vers l'E est composé d'une moraine sur un seuil rocheux.

Le Lac Noir a une superficie et une profondeur moindres : 14 ha et 39 m. Il est dominé sur trois côtés par des abrupts d'environ 200 m. et fermé aussi vers l'E par une moraine.

Le Lac Noir doit son nom à son alimentation par de l'eau venue d'une tourbière, donc plus sombre que l'eau du Lac Blanc provenant de la fonte des neiges.

Les barrages de ces deux lacs ont été relevés artificiellement au milieu du XIX^e siècle, pour en faire des réservoirs naturels destinés à alimenter les usines de la vallée de la Weiss.

Plus récemment, en 1930, les deux lacs ont été réunis pour constituer une station de transfert d'énergie par pompage : le Lac Noir comme réservoir inférieur, le Lac Blanc comme réservoir supérieur. Cette station était chargée de valoriser l'énergie de nuit et des jours fériés produite par l'usine de Kembs sur le Rhin. Une centrale hydraulique a été construite sur le bord du Lac Noir, reliée par des tuyaux au Lac Blanc. L'énergie de nuit sert à pomper l'eau du Lac Noir vers le Lac Blanc. L'eau redescend aux heures de pointe vers la centrale où elle fait tourner les turbines. L'usine fut mise en service en 1933. Mais le 4 janvier 1934, alors que l'eau était pompée vers le Lac Blanc, un tuyau éclata, une trombe d'eau dévala sur la centrale provoquant la mort de 9 personnes. L'usine fut à nouveau mise en service en 1938.

Les lacs, comme les sources, sont à l'origine des rivières.

LES RIVIÈRES

1) Leurs cours

Trois rivières se partagent le canton de Lapoutroie : la Weiss qui traverse Orbey et Hachimette, la Béhine qui traverse Le Bonhomme, Lapoutroie et Hachimette et l'Ur, rivière de Fréland.

La Weiss est la réunion de trois ruisseaux : le Blanc-Ru, émissaire du Lac Blanc, le Noir-Ru, émissaire du Lac Noir et le ruisseau des Basses-Huttes, qui prend sa source au pied du Collet du Linge à 850 m. d'altitude. Ces trois ruisseaux confluent au Faing, à l'entrée d'Orbey. La Weiss reçoit ensuite sur sa rive gauche, le ruisseau du Surcenord et sur sa rive droite, le ruisseau de Tannach, avant de rencontrer la Béhine à Hachimette.

La Weiss parcourt environ 10 kilomètres entre les lacs et Hachimette.

La Béhine prend sa source au pied du col du Louschbach à 927 m. d'altitude. Elle s'écoule vers le Nord avant d'obliquer brutalement à l'Est au Bonhomme où elle reçoit sur sa rive gauche le ruisseau des Bagenelles. Elle descend ensuite vers Lapoutroie, recevant sur sa rive gauche le ruisseau de Faurupt, sur sa rive droite, celui de l'étang du Devin puis à Lapoutroie, celui de la Goutte. Elle rejoint ensuite la Weiss à Hachimette.

Le cours de la Béhine est d'environ 15 kilomètres, plus long que celui de la Weiss. Avant la Révolution, on la considérait comme la principale rivière du canton. La Béhine recevait à Hachimette

la rivière du Blanc-Ru, "mère rivière d'Orbey" et elle prenait le nom de Weiss quand elle entrait sur le territoire de Kaysersberg.

Au milieu du XIX^e siècle, le Blanc-Ru est devenu la Weiss qui supplante la Béhine.

L'Ur, qui traverse Fréland, est la réunion de plusieurs ruisseaux qui s'écoulent sur le versant du Brézouard. Son cours est d'environ 6 kilomètres. Elle se jette dans la Weiss en aval d'Hachimette.

La Weiss traverse ensuite un défilé pour entrer sur le ban de Kaysersberg.

2) La pente

Ces rivières sont des torrents. Les pentes sont fortes.

Le Blanc Ru, qui sort du Lac Blanc à 1 054 m d'altitude, arrive au Faing à 524 m., ce qui représente un dénivelé de 530 m. sur 4,5 kilomètres, soit 117 m/Km. La pente est moins forte entre le Faing et Hachimette à 385 m., soit un dénivelé de 139 m. pour environ 5 kilomètres, soit 28 m/Km.

La Béhine, qui prend sa source à 927 m., arrive au Bonhomme après 5 kilomètres à 690 m., soit un dénivelé de 237 m., donc 47 m/Km. Du Bonhomme à Hachimette, la différence de niveau est de 305 m. pour 10 kilomètres, donc 30 m/Km.

Pour Maurice Pardé, "dans la haute montagne les pentes de vallées...dépassent 5,10, parfois plusieurs dizaines de mètres par kilomètre" (1), ce qui est le cas pour ces rivières.

Par suite, ces cours d'eau ne sont ni flottables ni navigables. Traditionnellement l'eau était utilisée pour l'irrigation des prairies et pour fournir l'énergie aux établissements industriels : moulins, scieries, usines textiles.

3) Le débit et le régime

Le débit moyen mensuel de la Weiss, calculé sur la période 1989-1997 est de 0,409 m³/sec. et celui de la Béhine, de 0,980 m³/sec., calculé sur la période 1984-1997.

Mais l'étendue du bassin versant de chacune de ces deux rivières est différente : 15,6 km² pour la Weiss et 38,4 km² pour la Béhine. Si on rapporte le débit mensuel moyen à ces étendues, on s'aperçoit que l'écoulement relatif de la Weiss et celui de la Béhine est à peu près le même :

Weiss :	0,409 m ³ /sec. : 15,6 km ² = 0,026,2 m ³ /sec.
Béhine :	0,980 m ³ /sec. : 38,4 km ² = 0,025,5 m ³ /sec.

Le régime de ces deux cours d'eau est marqué par des hautes eaux de saison froide et des basses eaux de saison chaude.

Les coefficients mensuels de débit, c'est à dire le rapport de chaque débit moyen mensuel au débit moyen annuel, nous permettent de préciser ce régime. Quand le coefficient est supérieur à 1, le débit est élevé, dépassant la moyenne. Quand il est inférieur, c'est une période de basses eaux.

Weiss		Béhine	
Période 1989-1997		Période 1984-1997	
Janvier	1,46	Janvier	1,64
Février	1,40	Février	1,34
Mars	1,41	Mars	1,50
Avril	1,15	Avril	1,28
Mai	0,92	Mai	0,93
Juin	0,77	Juin	0,78
Juillet	0,65	Juillet	0,53
Août	0,56	Août	0,36
Septembre	0,59	Septembre	0,43
Octobre	0,67	Octobre	0,66
Novembre	0,96	Novembre	0,94
Décembre	1,42	Décembre	1,47

Les périodes d'abondance vont du mois de décembre au mois d'avril, avec un maximum en janvier plus marqué pour la Béhine (1,64) que pour la Weiss (1,46).

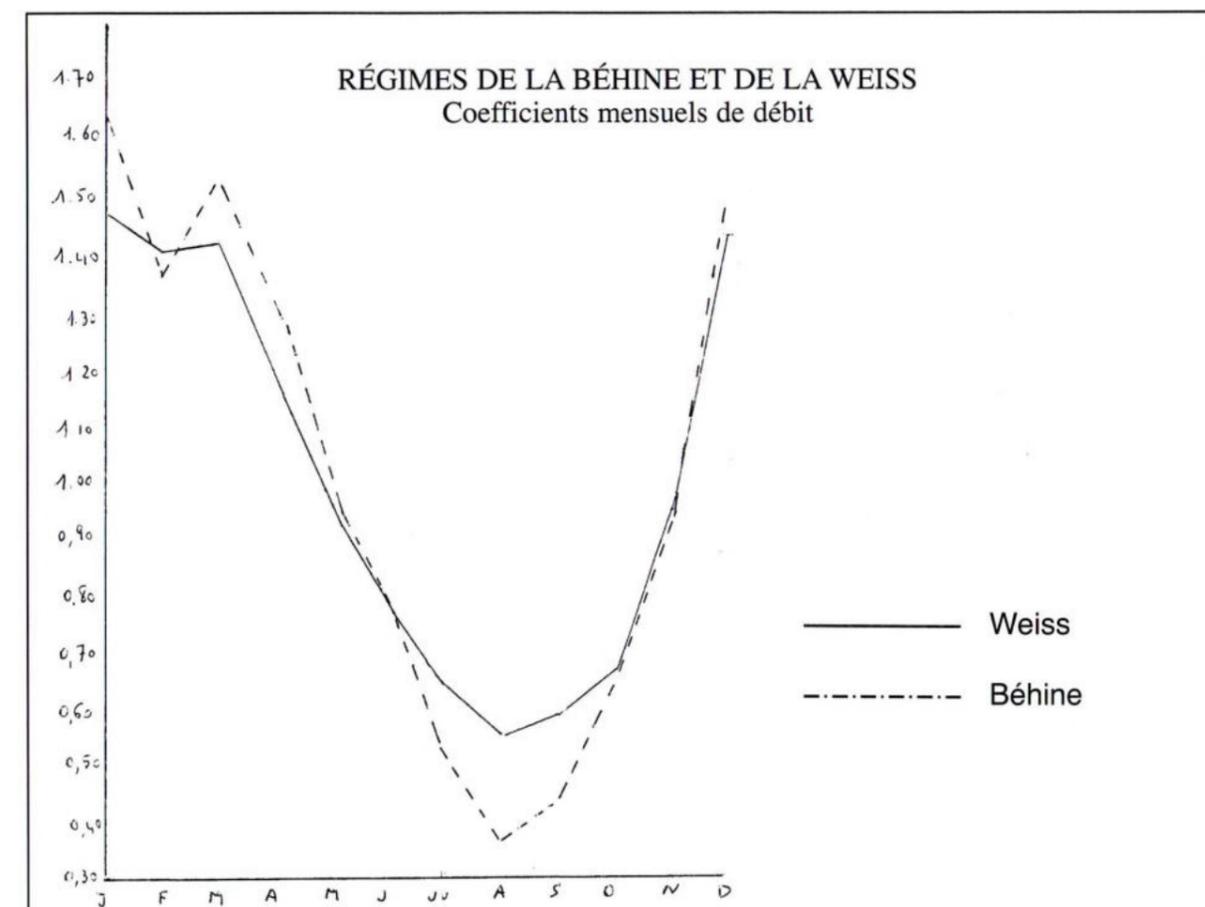
Les basses eaux vont du mois de mai au mois de novembre, avec un minimum plus marqué aussi pour la Béhine (0,36) que pour la Weiss (0,56).

Le régime moins contrasté de la Weiss peut s'expliquer par l'influence des lacs qui ont été endigués pour régulariser le débit.

Les caractéristiques des régimes de la Weiss et de la Béhine rappellent celles du régime pluvial océanique : « des hautes eaux de saison froide, des basses eaux de saison chaude avec un maximum de janvier, février et parfois mars et un minimum d'août ou de septembre » (2).

Comparons les courbes des régimes à celles de la température et des précipitations au Lac Blanc. Nous remarquons que les hautes eaux d'hiver coïncident avec la période de fortes précipitations. Les basses eaux de saison chaude sont dues non seulement à de plus faibles précipitations, mais aussi à une montée des températures.

Le phénomène de rétention nivale n'apparaît pas, les surfaces des bassins étant inférieures à 1000 m. Après s'être intéressé aux sources, aux lacs et aux rivières, on ne peut oublier l'existence de nombreuses tourbières.



NOTES

1 - M. Pardé, *Fleuves et rivières...* p. 14

2 - *id.*, p. 84

Les chiffres de débit ont été communiqués par le Service des eaux et milieux aquatiques, Direction régionale de l'Environnement, Alsace

LES TOURBIÈRES

Une tourbière est une association végétale décomposée, qui forme une certaine épaisseur de tourbe. "Apparues juste après la dernière période de glaciation du massif vosgien, des tourbières ont commencé à se former au moment du dégel, dans les dépressions creusées par les glaces et entre les débris arrachés à la montagne. Des couches de mousse, composées principalement de sphaignes et d'autres végétaux amateurs d'humidité, comme les laïches, s'y sont accumulées au fil des siècles en formant un matelas végétal" (1).

Dans le canton de Lapoutroie, on compte cinq tourbières d'intérêt national et une tourbière d'intérêt régional.

Deux tourbières d'intérêt national se trouvent près des lacs : la tourbière du Lac Sec (Trockensee) à 1 006 m. d'altitude, d'une étendue de 1 ha, et la tourbière du Reisberg à 1 272 m. d'altitude, dont on n'a pas encore mesuré la superficie.

Deux autres sont situées plus au nord : au pied des Immerlins, celle du Surcenord qui s'étend de 970 m. à 1 084 m. d'altitude sur 34 ha, et, au pied de la Tête des Faux, celle de l'étang du Devin à 926 m. d'altitude, sur une étendue de 3 ha.

La cinquième, la tourbière du Collet du Linge, est au sud et s'étend de 790 m. à 940 m. sur 30 ha. La tourbière d'intérêt régional est celle de Sombrevoir, au sud-est des Hautes-Hutttes, à 850 m d'altitude, dont l'étendue est de 3 ha.

Ces tourbières se sont créées, soit dans un cirque glaciaire comme l'étang du Devin ou celle du Reisberg, soit dans un ombilic comme le Lac Sec ou soit dans des thalwegs où se sont entassées des moraines comme au Surcenord ou au Collet du Linge.

On y trouve un grand nombre d'espèces végétales, 26 recensées au Surcenord, 24 au Lac Sec et au Reisberg, 17 au Collet du Linge, 10 à l'étang du Devin mais le relevé n'est pas terminé. On y trouve les Sphaignes, mousses en lente décomposition qui forment la tourbe, les Drosera qui se nourrissent d'insectes capturés, des bruyères, la Canneberge, l'Andromède. Toutes ces plantes sont adaptées à un milieu marqué par le manque de sol fournissant les éléments nutritifs.

Des oiseaux fréquentent ces tourbières : le grand tétras, la gélinotte, la bécasse des bois, de même que des amphibiens comme la grenouille rousse, la salamandre tachetée ou le crapaud commun.

Le paysage varie d'une tourbière à l'autre : le Lac Sec est une clairière avec tourbière tremblante, l'étang du Devin, un cirque glaciaire avec étang tourbeux. La tourbière du Reisberg est originale. On y voit "de pittoresques pessières avec épicéas en échasses, fermés sur de vieux troncs d'arbres pourris, chargés de lichens, vraies forêts vierges sur un sol moussu".(2)

Seuls l'étang du Devin et la tourbière du Surcenord ont bénéficié d'un arrêté de protection en 1964. Actuellement une protection est en cours pour toutes ces tourbières.

NOTES

1 - Tourbières, un héritage à transmettre

2 - Inventaire des zones humides remarquables...., la tourbière du Reisberg.

OUVRAGES CONSULTÉS

Thierry Beyer, *Eau et santé, étude de l'eau de source d'Orbey. Thèse présentée pour le doctorat en médecine, Université Louis Pasteur, Strasbourg, 1985*

Gonthier Ochsenbein, *Lacs, forêts et rivières d'Alsace, Mars et Mercure, Strasbourg, 1974*

Maurice Pardé, *Fleuves et rivières, Armand Colin, Paris, 1947*

Tourbières, un héritage à transmettre, Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.

Inventaire des zones humides remarquables du Haut-Rhin, Conseil Général du Haut-Rhin, Agence de l'eau Rhin-Meuse, AERU, 1996



*Tourbière de l'étang du Devin
Photo Pierre Bedez*



*Tourbière du Reisberg
Photo Pierre Bedez*

L'ÉVOLUTION DES PAYSAGES

Pour connaître les paysages du canton, il est intéressant, tout d'abord, de consulter les plans de finage établis à partir de 1760 sur ordre de l'intendant d'Alsace, Jacques Pineau, baron de Lucé. Il en existe cinq, un pour chacune de nos communes actuelles. Chaque ban a été divisé en cantons de même nature de culture. Quatre types de paysage apparaissent : les terres, les près, les pâturages et les forêts.

À cette date, les terres représentaient 22 % de l'ensemble, les près 17 %, les pâturages 26 % et les forêts 35 % (1).

En 1941, pour les mêmes types de paysage, une statistique fait apparaître une diminution de l'étendue des terres (6 %) et des pâturages (14 %) au profit des prairies (35 %) et des forêts (45 %).

Cette évolution s'est confirmée. En 1988, terres et pâturages ont disparu. On ne trouve plus que des près (29 %), des forêts et bois (41 %) et le reste est en landes.

Dans ces paysages l'habitat est dispersé, ce qui est une des originalités du canton, contrairement à d'autres vallées vosgiennes alsaciennes où l'habitat est groupé.

À Labaroche, situé sur un plateau, la dispersion a été longtemps totale. Par contre, les autres communes situées chacune dans un fond de vallée, comportent un chef-lieu et des fermes dispersées. Le chef-lieu est un village-rue qui s'allonge le long d'une rivière. Sur les pentes, des fermes sont soit dispersées, soit groupées dans des hameaux plus ou moins importants. Au milieu du XIX^e siècle on comptait, par exemple à Fréland, 17 hameaux dont le nombre des maisons était compris entre 5 et 20 (2).

Là aussi on se trouve devant une évolution. La dispersion, importante au XIX^e siècle, a tendance à s'atténuer actuellement (3).

**Population agglomérée
au chef-lieu**

	1836	1982
Le Bonhomme	?	62.00 %
Fréland	38.00 %	77.00 %
Labaroche	0.00	36.50 %
Lapoutroie	40.00 %	53.50 %
Orbey	22.00 %	64.00 %

Cette évolution est en rapport avec le déclin de l'agriculture.

On est donc amené à considérer deux types de paysages : un paysage ancien, dans lequel terres, pâturages et fermes dispersées tenaient une place importante et un paysage nouveau, comportant essentiellement des prairies et des forêts et où l'occupation humaine a tendance à se concentrer dans les fonds de vallée.



Etudes paysagère préalable au schéma directeur
"Montagne - Vignoble et Ried"
Phase 1 = Diagnostic paysager
Das Conseil, 68470 STORCKENSOHN



LE PAYSAGE ANCIEN

De bas en haut des versants s'étagaient les champs et les prairies, puis les pâturages et enfin les forêts sur les sommets.

Cet étagement n'était pas rigide. On trouvait des champs sur les hauteurs, à 900 mètres aux Hautes-Huttes ou au col d'Aubure, au-dessus de 1 000 mètres sur la pente des Immerlins. Les prés, qui suivaient les rivières, s'enfonçaient dans les forêts.

Cette montée des champs dans les hauteurs s'expliquait parfaitement par les besoins en nourriture des hommes et des animaux. On y cultivait des céréales : le seigle que l'on nommait "le blé", l'orge et l'avoine, et des pommes de terre. Le seigle donnait de la farine pour faire le pain, l'orge était destiné aux poules et aux porcs et l'avoine aux chevaux. Les pommes de terre étaient la base des repas. Celles qui avaient été abîmées lors de la récolte étaient données aux porcs.

Il faut ajouter que la paille des céréales était recherchée. Celle de seigle servait à couvrir les maisons, à faire des ruches, celle d'orge et d'avoine à faire des litières. (4).

Les champs n'ont pas entièrement disparu du paysage. En effet, ils étaient entourés de murets construits à l'aide des nombreuses pierres qu'on y ramassait. Certains de ces murets servaient de murs de soutènement et existent encore.

En dehors des champs, on distinguait deux types de prairies : les prés de fond ou « prés d'eau » et les prairies des pentes. Les premiers fournissaient l'alimentation en vert du bétail, on y faisait cinq à six coupes par an. Sur les secondes, on faisait les foins et les regains.

Ces prés étaient irrigués, ce qui permettait un enrichissement en sels minéraux et matière organique. « De la limite de la commune du Bonhomme et jusqu'à la limite de Kaysersberg, soit 8 kilomètres, tout au long de la rivière, la Béhine et la Weiss après Hachimette, ce n'était que des prés irrigables. Pas loin de vingt barrages au travers de la rivière, constitués de gros blocs de granit et de grumes de sapin, remontaient le niveau de l'eau, et par un système de canalisation à ciel ouvert de « merraye et raye » (rigole), permettaient l'irrigation. Cette dernière, par ruissellement, fertilisait les prés »(5).

Les pâturages longeaient les forêts comme l'écrivait le maire de Lapoutroie en 1820 : « Les pâturages dans les communes du canton se trouvent escarpés et longent le sommet des hautes montagnes, renfermant de bonnes plantes d'herbe et d'excellentes sources d'eau, servant d'abrévoirs qui en bonifient et en fructifient le sol, finalement se trouvent abrités par les forêts qui les dominent » (6).

En continuant à monter, on arrivait aux forêts. Sapins noirs ou rouges, chênes, hêtres, bouleaux, charmes, trembles y poussaient.

Les plans de finage de 1760 signalent, pour les forêts surtout, des sols pierreux sauf au Bonhomme où tous les sols « sont bons ».

Sapins et hêtres étaient surtout utilisés pour la charpente et la menuiserie. Mais la forêt fournissait bien d'autres ressources aux habitants : le chauffage, la matière première pour faire des outils, des sabots, le charbon de bois. On y envoyait aussi pâturer les animaux.

En 1760, au-dessus des forêts, sur le ban d'Orbey, s'étendait une lande d'altitude, appelée « chaume » ou « gazon ». C'était un pâturage, probablement gagné, en partie, sur la forêt. On voit en effet, à la fin du XIX^{ème} siècle, la commune du Bonhomme créer une chaume, « la chaume Thiriet », aux dépens de la forêt, sur la pente des Immerlins.

Ce paysage ancien était fortement humanisé et les allées et venues étaient incessantes. Les paysans cultivaient leurs champs, coupaient leur herbe, faisaient les foin et les regains, envoyaient leur bétail sur les pâturages communaux et allaient chercher du bois dans les forêts.

On se déplaçait sur des sentiers, souvent en pente raide, transformés en ravins par les pluies et où s'entassait la neige en hiver.

Les villages étaient entourés par des vergers d'arbres fruitiers. On séchait les fruits pour l'hiver, en particulier les poires et les questches, et on faisait de l'eau de vie. Fréland était connu pour ses cerisiers et son « eau de cerise ».

LE PAYSAGE ACTUEL

Le canton est maintenant un pays de prés et de forêt auquel on donne parfois le nom de «canton vert».

Les champs et les pâturages ont disparu. Petit à petit ils ont été envahis par les fougères, les genêts, la bruyère, puis les arbustes et les arbres, les premiers installés étant le noisetier et le bouleau. Les landes qui restent évoluent lentement vers la forêt.

Les prairies que l'on utilise encore, et qui permettent de maintenir un paysage ouvert, ne sont plus irriguées mais elles sont fumées régulièrement.

La forêt domine le paysage. Une politique de reboisement a été mise en place à partir du milieu du XIX^e siècle.

Le long des nombreux ruisseaux qui sillonnent la région, poussent des aulnes, des saules, parfois des noisetiers et, sur les bords, le cresson, la reine des prés...

Puis, sur les premières pentes, on voit des feuillus : Chêne et Charme.

Mais l'essentiel est la Hêtraie-Sapinière. C'est une futaie régulière de Sapins dans laquelle la proportion des Hêtres est variable en fonction des caractères du sol. Elle a été reboisée en résineux, surtout en Épicéas à partir de 1870 et en Pins Douglas au début du XX^e siècle.

Sur les versants sud et est, où l'humus est plus acide, le Sapin domine. Le sous-bois, où le Houx est dispersé, est le domaine de la Luzule et de la Myrtille.

Sur les versants nord, l'humus est plus doux. Le Hêtre se développe ainsi que d'autres arbres : le Sorbier des oiseleurs ou l'Érable sycomore. Le sous-bois, où les Houx sont encore peu nombreux, est couvert d'un tapis de Fétuques accompagnées d'autres plantes. On a compté une trentaine d'espèces.

Dans les zones les plus sèches et les plus ensoleillées de cet étage montagnard moyen et sur les grès très filtrants, poussent les Pins sylvestres. Ces peuplements se présentent sous forme de futaie, soit pure, soit mélangée en très faible proportion de Sapin, de Chêne ou de Hêtre.

Sur la pente du Kalblin à Fréland, les Pins ont remplacé les Chênes. Ce sont de très beaux arbres pouvant atteindre 40 mètres de haut et 200 ans. Myrtilles et Mousse composent le sous-bois.

Des Châtaigniers ont été plantés dans des anciens champs à partir du début du XIX^e siècle. Leur bois était très recherché pour faire des piquets de vigne.

Un nouveau paysage apparaît quand on s'élève en altitude et qu'on pénètre dans la forêt domaniale



*Les pentes du Kalblin vers 1930
Photothèque Kuster - Kaysersberg*



*Les pentes du Kalblin en 1991
Photo Henri Baradel*

des Deux Lacs. Après des futaies régulières de Sapins ou d'Épicéas, s'ouvre un espace de landes, avec des Bouleaux et des Sorbiers des oiseleurs et de pelouses, avec Myrtilles et Nards.

Plus haut, au-dessus de 900 mètres, c'est la Hêtraie d'altitude. Les arbres doivent s'adapter à un climat rude. Par suite, ils sont souvent tordus, de taille réduite et couverts de lichens.

Au-delà de 1 000 – 1 100 mètres, on atteint les landes et pelouses subalpines à la flore originaire des Alpes, des Pyrénées ou des pays nordiques. C'est le cas de la Pulsatille blanche qui fleurit fin mai, de l'Angélique des Pyrénées, de la Gentiane jaune ou de l'Arnica. Il s'y joint le Nard raide qui est la graminée la plus répandue. N'oublions pas la Bruyère, la Myrtille et l'Airelle.

Deux sites botaniques remarquables appartiennent à cette zone : le Reisberg, seul endroit où pousse une espèce protégée par la loi : la *Trientalis europaea* et le Lac Blanc, seul endroit aussi, où pousse sur les éboulis une autre plante protégée, le *Lycopodium complanatum*.

En conclusion, le paysage reste ouvert malgré une avance de la forêt. Le canton de Lapoutroie est considéré comme une des vallées les mieux préservées des Vosges haut-rhinoises.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin
BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - Plans de finage : *Le Bonhomme*, ADHR C 1159/9
Fréland, ADHR C 1163/4
Labaroche, ADHR C 1158/3
Lapoutroie, ADHR C 1171/8
Orbey, ADHR C 1170/22

Verzeichnis der Gemeinden und kreise im Elsass, Strasbourg, 1941

INSEE, Banque de données locales, juillet 1991 communiquée par la communauté de communes de la vallée de Kaysersberg

- 2 - Jacques Baquol, *Dictionnaire géographique, historique et statistique du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, 1849-1851*
3 - ADHR Recensement nominatif 1836
INSEE Recensement de la population 1982
4 - Gaby Baumann, Marcel Eitel, *La moisson dans notre canton au début du siècle*, BSH n° 12 (1993), p. 19-20
5 - Jean Mathieu, *Evolution de l'agriculture à Lapoutroie du XVIII^e siècle au XXI^e siècles*, BSH n° 20 (2001), p. 50
6 - ADHR 7M 4 *Etat des communes du canton de Lapoutroie qui possèdent des prés ou pâtures, 12/09/1820*

OUVRAGES CONSULTÉS

Daniel Daske (ss la dtion), *Les forêts de montagne*, éd. Mars et Mercure, Wettolsheim, 1977
Philippe Jehin, *Les hommes contre la forêt, La Nuée Bleue/DNA, Strasbourg, 1993*
Yves Sell, *L'Alsace et les Vosges, géologie, milieux naturels, flore et faune*, Delachaux et Niestlé, Lausanne 1998
J. Timbal, *Carte de la végétation de la France*, n° 28 Alsace, Centre National de la Recherche Scientifique, Paris 1985

Dans la forêt du Faudé
Photo Pierre Bedez



Sur le sentier des crêtes, au-dessus du Lac Blanc
Photo M. Véronique Baradel



LES ORIGINES

Du Néolithique à la fin de l'Empire romain

Pour connaître l'histoire du canton de Lapoutroie, de la Période néolithique à la fin de l'Empire romain, nous disposons de quelques découvertes archéologiques.

PÉRIODE NÉOLITHIQUE

Cette période est aussi connue sous le nom d'Âge de la Pierre Polie (5000 - 2500 av. J.C. environ).

De cette époque datent des trouvailles faites au Bonhomme, à Fréland et à Orbey.

Au Bonhomme, il s'agit de deux haches, l'une en lydienne noire, l'autre en amphibolite de Sainte-Marie, d'un pic en silex jaspoïde brun qui paraît provenir d'ateliers français et d'un tétraèdre équilatéral en serpentine polie. À Fréland, c'est une hache en syénite. À Orbey, les objets qui avaient été trouvés ont disparu, en dehors d'une perle en pierre blanche au trou biconique.

Le gisement le plus intéressant est celui du Bonhomme. Il se trouvait au lieu-dit "La Roche", sur le bord de l'ancienne piste de montagne qui franchissait autrefois le col des Bagenelles pour aller à Sainte-Marie, à proximité d'un gisement de serpentine bleu foncé micacé.

Cette serpentine était la matière première utilisée par les populations de la plaine pour faire des outils. On a trouvé, dans une sépulture néolithique à Rouffach, trois outils en serpentine du Bonhomme : une houe, un marteau-hache et une hache, de même à Wolfsgantzen, un marteau-hache et à Saint-Hippolyte, un marteau.

De ces découvertes, on a déduit l'existence d'un axe de circulation transvosgien le long de la Béhine et de la Weiss.

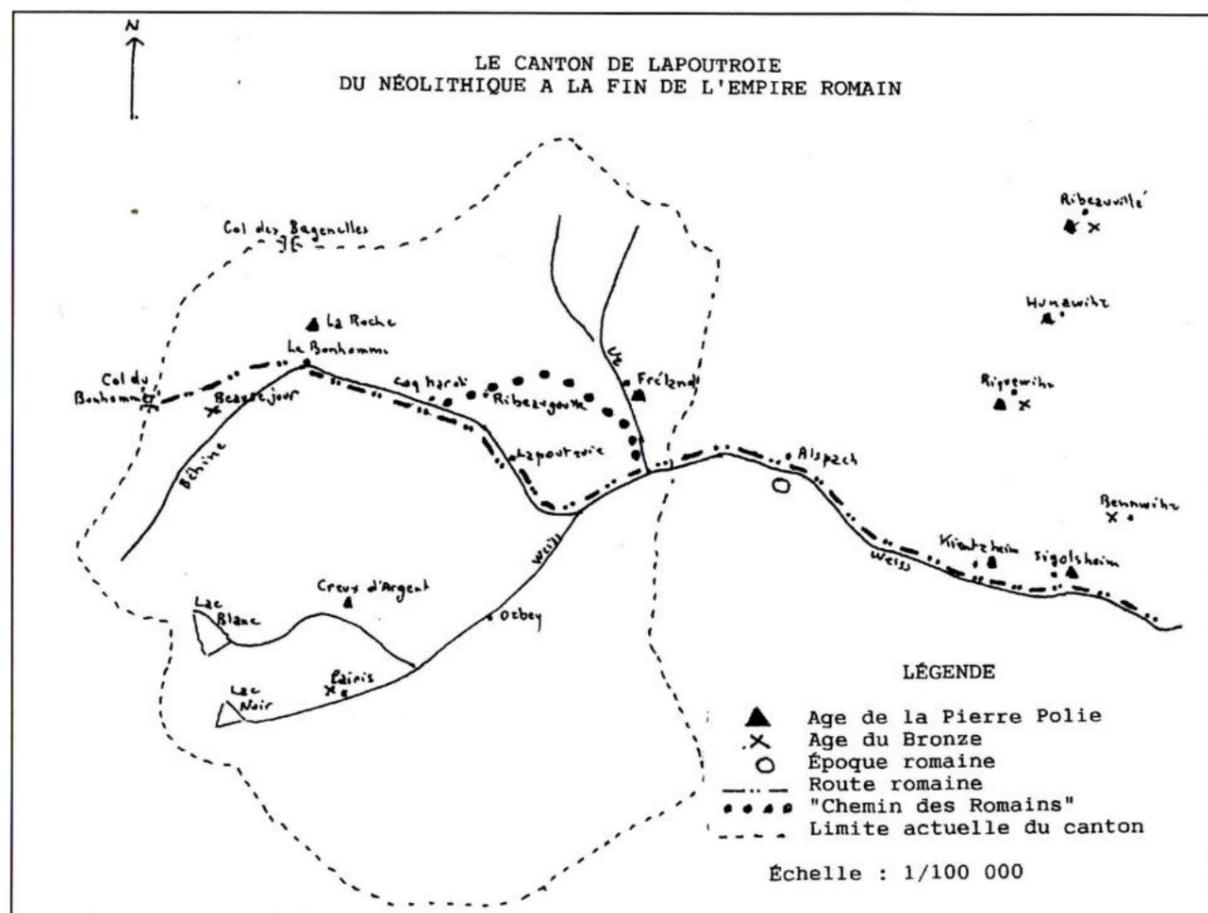
Venant de l'ouest, cette piste arrivait au col du Bonhomme, descendait la vallée en obliquant vers Fréland pour éviter la zone marécageuse d'Hachimette où confluent la Béhine et la Weiss, suivait ensuite la rive gauche de la Weiss et atteignait la plaine.

LA PROTOHISTOIRE: L'ÂGE DES MÉTAUX

À l'Âge du Bronze (2500 à 700 env. av. J.C.), la piste de la Béhine et de la Weiss continuait à être fréquentée.

En effet, toujours au Bonhomme, non plus sur la route des Bagenelles mais sur l'ancienne route allant au col du Bonhomme, on a découvert en 1879, au lieu-dit Beau-Séjour, un dépôt composé de quatre haches de bronze et de trois creusets en terre cuite. Ces haches seraient le reste d'un dépôt plus important d'une vingtaine de haches qui aurait disparu. Il s'agirait "d'une petite fonderie, qui coulait pour les passants, des armes et instruments de nécessité" (1).

À l'Âge du Fer (700 - 60 env. av. J.C.) les Celtes étaient installés en Alsace, les premiers étant arrivés vers 1500 av. J.C. Les trouvailles datant de cette époque sont quasi inexistantes pour notre canton.



*Le canton de Lapoutroie
Du Néolithique à la fin de l'Empire romain*

On a découvert récemment, en bordure de l'enclos de l'ancienne abbaye de Pairis, actuellement hôpital cantonal, un débris de poterie "provenant selon toute vraisemblance de la panse d'un gros récipient en terre cuite... Le fragment de poterie tendrait à se placer à la fin de l'âge du bronze ou au début de l'âge du fer... La fraîcheur du fragment milite en faveur d'un objet resté en place. Ce détail tend à faire croire en l'existence, dans l'enclos abbatial ou sur ses abords immédiats, d'un habitat protohistorique" (2)

Une étude des pollens des tourbières vosgiennes montrent l'apparition de céréales et de plantes herbacées, signe du développement d'une agriculture et d'un élevage. "L'homme conquiert, à ce moment-là, des secteurs de moyenne montagne qui sont défrichés d'abord pour l'élevage, secondairement pour la culture des céréales" (3).

On a voulu voir dans certains empilements bizarres de rochers aux sommets des montagnes : Le Grand Hohnack, le Rain de l'Autel ou le Faudé, des monuments mégalithiques, des lieux de culte. Mais, pour certains historiens, "Les pierres jonchant le sommet de la montagne ne forment qu'un jeu de la nature ou le produit d'un éboulement qui les a placées d'une façon assez bizarre" (4).

On peut penser qu'à l'époque protohistorique, le canton était habité. Nous avons comme témoins la fonderie probable du Bonhomme et le débris de poterie de Pairis.

LA PÉRIODE GALLO-ROMAINE

En 58 av. J.C., César vainquit le chef germain Arioviste aux environs de Cernay. C'était le début de l'installation des Romains en Alsace.

La région fut romaine pendant quatre siècles et joua le rôle d'un glacis qui défendait la frontière du Rhin face aux Germains.

Une légion fut cantonnée à Strasbourg, devenu un camp militaire. D'autres camps existaient, entre autres celui d'Horbourg : "Il barrait la grande route romaine qui du gué de Mons Brisiacus se dirigeait vers Colmar et ensuite gagnait par la vallée de Kaysersberg et par le col du Bonhomme l'intérieur de la Gaule" (5). Ainsi, "la vallée de la Weiss était d'une importance capitale pour le trafic... Le Haut-Rhin ne possédait alors que deux voies traversant les Vosges, celle du col de Bussang et celle du col du Bonhomme" (6).

À partir de la toponymie (7) et d'une trouvaille de pavage à Hachimette, "un tronçon de 8 à 10 m. de longueur, entièrement pavé de grandes dalles carrées épaisses, dans lesquelles se distinguaient les ornements des voitures à roues ferrées..." (8), les historiens supposent l'existence de deux voies. L'une suivait la vallée de la Weiss puis de la Béhine, sur la rive gauche en aval et sur la rive droite ou la rive gauche en amont, l'autre était une voie de secours pour contourner les marécages d'Hachimette où confluent la Weiss et la Béhine. Cette voie de la montagne partait du bas de Fréland, atteignait Ribeaugoutte et rejoignait la vallée de la Béhine au Coq Hardi.

D'après la tradition, les soldats romains faisaient ferrer leurs chevaux au Bonhomme où se trouvaient trois forges. Il est possible qu'au Bonhomme ait été installé un poste militaire qui surveillait le passage.

La vallée était donc habitée. On connaît l'existence, dans la région de Saverne, de populations qui vivaient sur les sommets vosgiens et s'adonnaient à la culture, à l'élevage et à l'exploitation de la forêt. Il est possible que des "gens de la culture des sommets vosgiens" aient aussi occupé les vallées de la Béhine et de la Weiss. (9)

À partir de 250, les invasions germaniques commencèrent. Les Alamans arrivèrent par vagues successives. "C'étaient des razzias de pillards qui rançonnaient la population gallo-romaine... Ils arrivaient en tempête et, selon les forces militaires qu'on leur opposait, reprenaient le chemin de l'autre côté du Rhin ou suivaient, toujours en pillant, les grandes et les petites routes vers l'intérieur de la Gaule" (10).

Les habitants enfouissaient leurs biens les plus précieux avant de s'enfuir. On a découvert des trésors de monnaies et d'objets divers que l'on peut parfois dater. Ainsi à l'entrée de notre vallée, à Alspach, on a mis au jour quatre chaudrons de bronze et des objets en fer qui datent du III^e ou du IV^e siècles. L'originalité de ce trésor "c'est qu'il a été enfoui alors que l'artisan-chaudronnier qui en était vraisemblablement le propriétaire, travaillait à l'achèvement de certaines pièces" (11). Les Alamans ont donc probablement pénétré dans la vallée en suivant la route existante.

Les empereurs s'efforcèrent de rejeter ces envahisseurs au-delà du Rhin : l'empereur Julien en 357 près de Strasbourg, l'empereur Gratien en 377 près d'Horbourg. Mais vers 460, les Alamans étaient installés en Alsace. À partir de 496, date à laquelle les Francs furent vainqueurs des Alamans à Tolbiac près de Cologne, les Francs s'installèrent en Alsace.

L'Alsace mérovingienne remplaçait désormais l'Alsace romaine.

Que devint la population de notre canton durant les invasions ?

Elle fut probablement décimée. Nous savons que les habitants qui vivaient sur les sommets vosgiens disparurent dans les premières décennies du III^e siècle.

Haches de bronze trouvées au Bonhomme
Lieu-dit, Beauséjour
Longueur : 19.6 cm – Largeur : 7.7 cm

Musée d'Unterlinden - Colmar
Photo Octave Zimmermann



NOTES

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - A. Ruhlmann, *l'Âge du Bronze dans le département du Haut-Rhin, Mulhouse 1930*, p. 12
- 2 - D.P. Brunel, *Découverte d'une céramique protohistorique à Pairis ds BSH n° 7 (1988)*, p. 18-19
- 3 - F. Pétry, *Les campagnes en Alsace de l'époque celtique à la fin de la période romaine ds Histoire de l'Alsace rurale, Istra, Strasbourg, 1983*, p. 46
- 4 - L. G. Werner, *L'arrondissement de Ribeauvillé à l'époque romaine ds Revue d'Alsace, 1954*, p. 16
- 5 - R. Forrer, *L'Alsace romaine, Paris 1935*, p. 74
- 6 - L.G. Werner, *ops cit.* p. 14
- 7 - Pierre Colin, *Bilan de recherche sur les voies anciennes dans la région de Saint-Dié et en Alsace ds Bulletin de la Société philomatique vosgienne, 1979*, p. 150-204
- 8 - L.G. Werner, *ops cit.* p. 15
- 9 - François Pétry, *Structures agraires archaïques en milieu gallo-romain ds Bulletin des Antiquités luxembourgeoises, VIII, 1977*, p. 117-154.
- 10 - R. Forrer, *ops cit.* p. 184
- 11 - N. Legendre, *le matériel gallo-romain du musée de Kaysersberg ds 4 Sociétés d'histoire de la vallée de la Weiss, 1996*, p. 97

OUVRAGES CONSULTÉS

PÉRIODE NÉOLITHIQUE

André Glory, *La civilisation du Néolithique en Haute-Alsace, Publications de l'Institut des hautes études alsaciennes, Strasbourg, 1942*

L'ÂGE DU BRONZE

Armand Ruhlmann, *L'Âge du Bronze dans le département du Haut-Rhin, Bader, Mulhouse, 1930*

LA PÉRIODE ROMAINE

Robert Forrer, *L'Alsace romaine, Paris 1935*

Jean-Jacques Hatt, *L'Alsace celtique et romaine, 2200 av. J.C. à 450 ap. J.C. Wettolsheim, 1978*

LES ROYAUMES BARBARES

MÉROVINGIENS (476-751) ET CAROLINGIENS (751-911)

Entre 481 et 511, Clovis réalisa l'unité du royaume franc. À sa mort, ce royaume fut partagé entre ses héritiers et l'Alsace fit alors partie du royaume d'Austrasie.

Le vocable "Alsace" apparut vers 610. Vers 640, l'Alsace était constituée en duché qui dura jusque vers 747. Une dynastie de ducs se forma dont le plus connu est Adalric (vers 670-vers 695), père de sainte Odile.

À partir de 751, Pépin le Bref, devenu roi des Francs, remit en ordre le royaume et son action fut continuée par son fils Charlemagne (768-814).

Après la mort de Charlemagne, l'empire franc se disloqua à nouveau. Par le traité de Meerssen, en 870, Louis le Germanique et Charles le Chauve reconnaissent l'existence de la France et de la Germanie et l'Alsace était désormais, pour plusieurs siècles, englobée dans la Germanie.

Cette période est marquée, en Alsace comme dans le reste de la France, par un développement des campagnes et le début de leur christianisation. Qu'en est-il de notre région ?

Nous pouvons nous fonder, pour la première fois, sur des documents écrits. Les premiers datent du VIII^e siècle mais présentent une situation qui s'est constituée antérieurement.

L'ÉCONOMIE

Au point de vue économique, deux pays vivaient en symbiose : le vignoble, sur les collines sous-vosgiennes et la forêt, sur les pentes des Vosges.

À l'entrée de la vallée de la Weiss, des chefs francs avaient créé, dès l'époque mérovingienne, de grands domaines : Sigolsheim "la maison de Sigolt" ou Ammerschwih, "Amalricivillare", "la ferme d'Amalric". Des autres propriétaires s'installèrent et des villages se formèrent où on cultivait déjà la vigne. Sigolsheim était l'agglomération la plus importante.

En arrière, sur les pentes de la montagne, s'étendait la "Sigoltmarca" attestée par une charte de 762. C'était une marche forestière qui existait encore au XIV^e siècle et s'étendait de Ribeauvillé à Munster. "Ce vaste territoire englobait la plus grande partie de la vallée du Strengbach en amont de Ribeauvillé, l'ensemble de la vallée de la Weiss et, dans la vallée de Munster que traversent les eaux de la Fecht, tout ce qui est situé au nord de cette rivière" (1). Cette marche était commune au XIV^e siècle à sept cours domaniales situées à Sigolsheim, Kientzheim et Ingersheim. La moitié de la marche relevait de Sigolsheim.

Notre canton était donc inclus dans cette marche. Mais nous n'avons aucune indication sur la manière dont elle était exploitée. Il est probable qu'une partie, en arrière d'Ammerschwih, était déjà défrichée par des moines du monastère de Saint-Dié, comme nous allons le voir en nous intéressant à la christianisation.

LA CHRISTIANISATION

Les premières traces de christianisation datent de l'époque mérovingienne.

En effet, la tradition rapporte que vers 660, saint Dié ou Déodat était venu évangéliser les paysans

alsaciens. Chassé par les habitants de "Wilra" qu'on suppose être Ammerschwihir, il emprunta la route du col du Bonhomme pour retourner vers l'ouest et s'arrêta quelques temps au Bonhomme où il vécut en ermite. Ce séjour au Bonhomme est mis en doute par les historiens. Il serait dû à l'imagination d'un chanoine de Saint-Dié au XVII^e siècle (2).

Il se dirigea ensuite vers la Lorraine où il fonda un monastère, noyau de la ville actuelle de Saint-Dié.

Saint Dié, d'origine irlandaise ou écossaise, était un disciple de saint Colomban qui avait fondé l'abbaye bénédictine de Luxeuil où étaient formés de nombreux moines et où saint Dié séjourna probablement.

Le roi Childéric II (656-675) dota richement de nombreuses abbayes bénédictines qui se fondaient à l'époque, dont celle de Saint-Dié et une abbaye créée vers 660 à Munster, dans le val Saint-Grégoire. L'abbaye de Saint-Dié reçut de nombreux biens fonciers en Lorraine et en Alsace. Elle était, entre autres, propriétaire de vignes dans des localités situées à l'entrée de la vallée de la Weiss, à Ingersheim, Mittelwihr et Hunawihr et dans la zone forestière qui s'étend de Labaroche à Ammerschwihir. En 1114, l'abbaye, devenue chapitre à la fin du X^e siècle, était propriétaire, à Labaroche, de onze manses, chaque manse étant tenu par un chef de famille.

La christianisation de notre canton aurait donc débuté à Labaroche.

À l'époque, à l'entrée de la vallée de la Weiss, s'étendait la paroisse de Sigolsheim qui englobait les territoires de Kientzheim et de Kaysersberg actuels. On y trouvait trois églises, attestées à l'époque carolingienne, mais très probablement antérieures. C'était l'église Sainte-Marie, l'église Saint-Maurice et l'église Saint-Pierre. Ces églises faisaient partie de domaines : Sainte-Marie de celui de l'évêché de Strasbourg, Saint-Maurice de celui du monastère d'Ebersmunster et Saint-Pierre de celui de l'abbaye d'Etival.

UN PAYS ROMAN

Un dernier fait d'importance est à signaler pour cette période des royaumes barbares, c'est l'apparition de la langue romane dans le canton actuel.

Une étude toponymique montre que le village de Sigolsheim était connu sous deux vocables à l'époque carolingienne : un vocable germanique, Sigoltesheim et un vocable roman, Mons Sigwaldi, Mons Sigoldo. Or, dans la langue welche du canton, Sigolsheim est appelé Sévomont, Savomont ou Savamont qui est issu du vocable roman carolingien. Des welches fréquentaient donc ce village à cette époque ancienne.

À l'intérieur du canton, Labaroche apparaît, en 1114 sous le terme latin de Festum (le faîte). Or il existe encore actuellement, à Labaroche, un lieu-dit, le Faîte.

Enfin le nom du village de Fréland, nom roman venant probablement du latin fragilis, "est susceptible de remonter avant la période comprise entre l'an mille et 1200" (3).

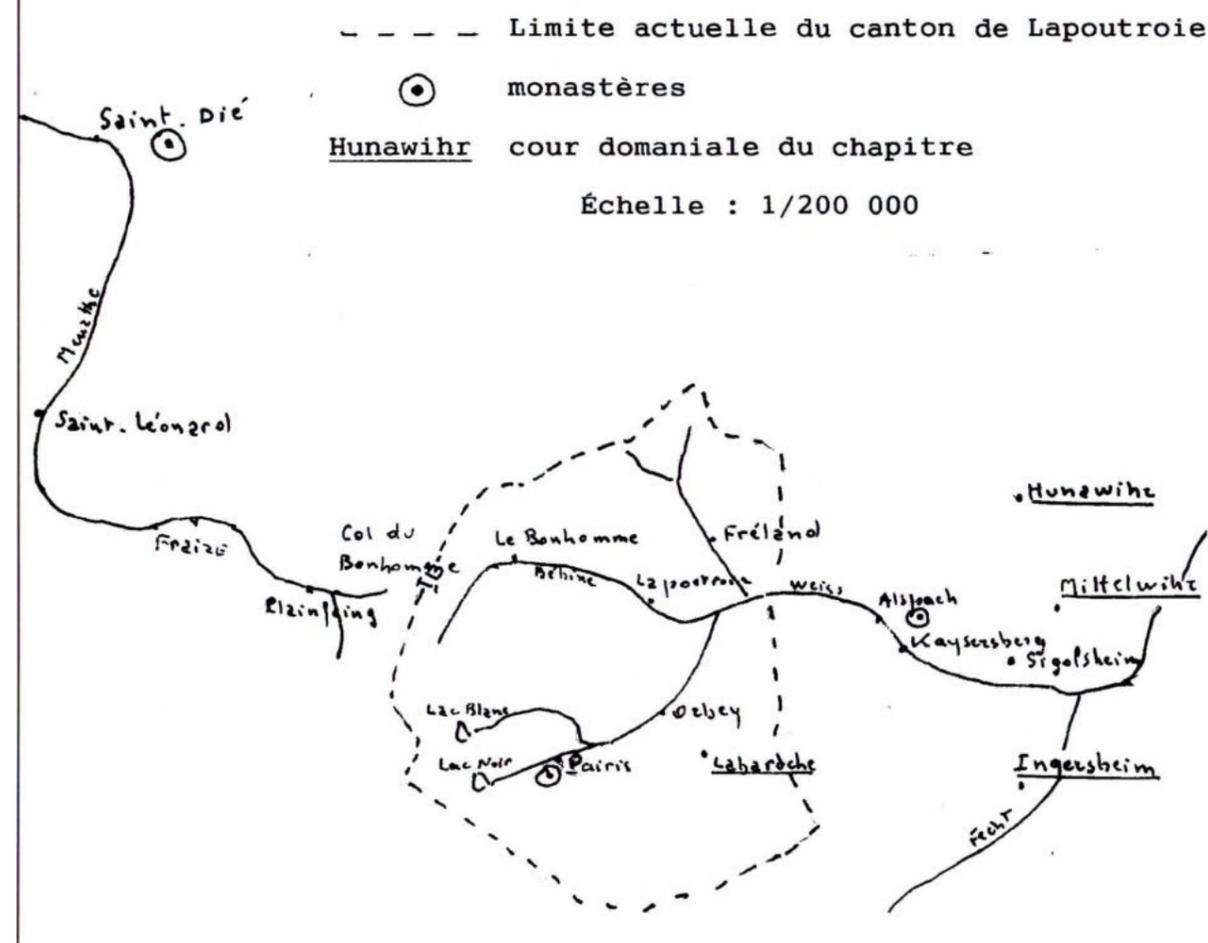
Comment expliquer l'existence de la langue romane dans la vallée de la Weiss et de la Béhine ?

Il y avait certainement des allers et venues de moines ou de leurs serviteurs, en particulier, entre l'abbaye de Saint-Dié et leurs possessions du vignoble par le col du Bonhomme. Ainsi la langue romane était véhiculée le long de l'ancienne route romaine.

N'oublions pas que des moines de Saint-Dié étaient aussi installés à Labaroche.

Ainsi il semble bien qu'on parlait romane dans la vallée de la Weiss et de la Béhine vers l'an mille. La limite des langues n'a pas varié depuis cette époque. En venant de Kaysersberg et en sortant d'Alspach, on entre toujours en pays roman.

LE CHAPITRE DE SAINT-DIÉ ET LA VALLÉE DE LA WEISS



NOTES

- 1 - Ch. Wilsdorf, *Sigolsheim et son vignoble aux temps carolingiens*, p.520
- 2 - Wulf Müller, *Une ancienne zone de contact : le Val d'Orbey ds Beiträge des Saarbrücker Kolloquiums vom 9-11 oktober 1980*, p. 325, note 70
- 3 - W. Müller, *Limite des langues et toponymie en Alsace moyenne*, p.317

ARTICLES ET OUVRAGES CONSULTÉS

- Damien Parmentier, *Eglise et société en Lorraine médiévale*, Ed. Messene, Paris, 1997
- Wulf Müller, *Limite des langues et toponymie en Alsace moyenne*, ds *Les pays de l'Entre Deux au Moyen Âge*, Actes du 113^e congrès des Sociétés savantes, Strasbourg, 1988
- Christian Wilsdorf, *L'entrée de la vallée de la Weiss au temps des Francs*, *Annuaire des 4 Sociétés d'Histoire de la vallée de la Weiss*, 1985
- Christian Wilsdorf, *Depuis combien de temps parle-t-on un patois roman dans le Val de Liepvre et dans celui d'Orbey*, *Société d'Histoire du Val de Liepvre*, 1985
- Christian Wilsdorf, *Sigolsheim et son vignoble aux temps carolingiens*, *Media in Francia*, Recueil de mélanges offerts à Karl Ferdinand Werner, Hérault-éditions
- Christian Wilsdorf, *L'origine de la population welche des vallées haut-rhinoises*, *Archives Départementales du Haut-Rhin*, ms n° 277

LES BEAUX JOURS DE LA SEIGNEURIE DU HOHNACK

XI° - XIII° SIÈCLES

I - LES INSTITUTIONS

LA NAISSANCE DE LA SEIGNEURIE DU HOHENACK OU DU HOHNACK

Le royaume franc, qui s'effondra à la suite des luttes opposant les héritiers de Charlemagne, laissa la place à des pouvoirs locaux.

Le régime féodal, c'est à dire le lien personnel unissant un vassal à son seigneur, s'établit peu à peu durant le X° siècle. De leur côté, les populations cherchèrent une protection auprès de ceux qui pouvaient la leur assurer, soit des comtes détenteurs des pouvoirs régaliens, soit des grands propriétaires. Ainsi ces puissants, devenus seigneurs entourés de vassaux, construisirent des châteaux forts qui assuraient la protection des populations et, en même temps, assuraient leur domination. Autour de chaque château fort se constituait une seigneurie dont les revenus étaient destinés à entretenir le château et ses habitants.

Les premiers maîtres de la région furent les comtes d'Eguisheim qui prirent le nom de leur château vers 1038.

C'était une famille très puissante, qui descendait probablement des anciens ducs d'Alsace et détenait le titre de comte du Nordgau, c'est à dire de Basse Alsace.

Le premier mentionné par les textes est Hugues IV, comte du Nordgau, mort avant 1050. Il était le père de Bruno d'Eguisheim, devenu pape sous le nom de Léon IX.

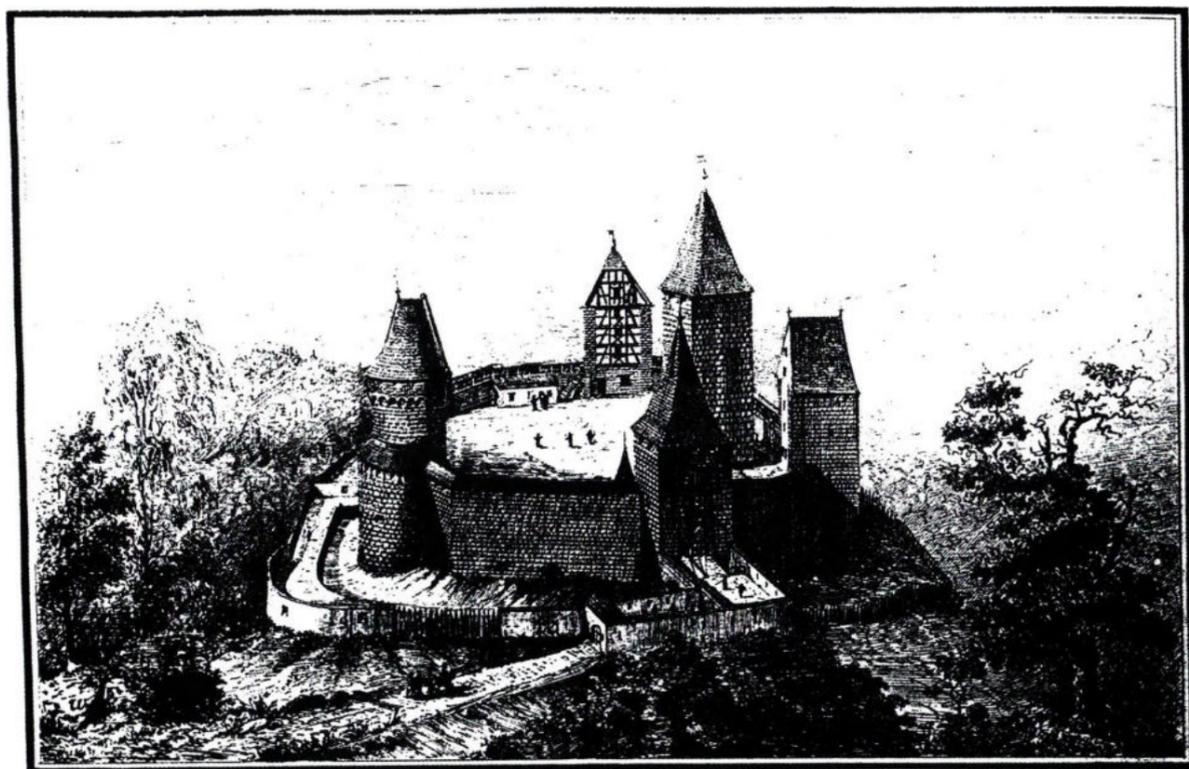
Ce fut probablement lui qui décida de la construction du château du Hohnack qui est à l'origine de la seigneurie du Hohnack et de la mise en valeur de la contrée.

Ce château est situé sur un piton à 927 m. d'altitude, sur le territoire de la commune actuelle de Labaroche et se trouve sur la ligne de crête qui sépare la vallée de Munster de celle d'Orbey. Il domine les Vosges jusqu'au Haut-Koenigsbourg et la plaine d'Alsace jusqu'à la Forêt Noire. On peut descendre rapidement, soit sur Orbey et la vallée de la Béhine donc la route du col du Bonhomme, soit dans la plaine à Ammerschwih.

Pourquoi avoir choisi ce site ? Les comtes d'Eguisheim étaient en rapport avec la Lorraine. Bruno d'Eguisheim, né en 1002, fit ses études à l'école de la cathédrale de Toul et devint évêque de Toul en 1026. Pour aller à Toul, il passait par Saint-Dié, donc par le col du Bonhomme. Rappelons que le monastère de Saint-Dié, devenu chapitre, avait des terres à Labaroche. Des relations existaient donc entre ce chapitre et les Eguisheim. En effet, en 1049, lors de son voyage en Alsace, le nouveau pape Léon IX rendit visite aux chanoines de Saint-Dié.

Ainsi les Eguisheim, pour protéger la route du col du Bonhomme, choisirent un site dans une région qui avait commencé à être défrichée par des religieux qu'ils connaissaient.

Le château du Hohnack aurait été déjà construit en 1079. Il était imposant, ayant 280 pieds de longueur (soit 90 m.) et 210 pieds de largeur (soit 67 m.). Une enceinte polygonale entourait une cour à l'intérieur de laquelle s'élevait un donjon carré (1).



Phototypie F. X. Sallé, Colmar.

*Château de Hohnack - (Reconstitution de M. Ch. Winkler)
ds Fritz Kessler, Le Château du Hohnack, Bulletin du musée historique de Mulhouse, 1888*

Les trois tours carrées et la tour ronde, situées sur l'enceinte, sont postérieures à la construction initiale. La construction en bossages de grès présente une belle unité.

Un autre château fut construit par les Eguisheim, le Gutenberg, situé au-dessus du village du Bonhomme. Il existait en 1162 (2). Sa position s'explique parfaitement puisqu'il surveillait directement la route du col du Bonhomme. Perché sur une arête très étroite, il apparaît plutôt comme un poste de guet.

La construction de ces châteaux entraîna la mise en valeur des terres alentour. À Orbey existait en 1049 une "villicatione", c'est à dire un domaine dirigé par un "villicus" (3). Ce "villicus" était un intendant connu aussi sous le nom de maire. Nommé par le seigneur, il était chargé de la gestion économique du domaine.

À la même époque, on trouvait à Lapoutroie une colonge ou dinghof. C'était aussi une propriété foncière mais à laquelle était attaché un pouvoir de justice appartenant au propriétaire. Il existait aussi une colonge à Fréland, mais on ne sait quand elle a été créée. Elle est mentionnée en 1398 (4). Le domaine d'Orbey et la colonge de Lapoutroie furent donnés par le pape Léon IX en 1049 à l'abbaye de Sainte-Croix, située à l'emplacement actuel de Sainte-Croix-en-Plaine où étaient enterrés ses parents.

Le village d'Orbey se développa, car au début du XII^e siècle on y trouvait 30 manses, c'est à dire 30 exploitations agricoles appartenant à des tenanciers (5). Les domaines d'Orbey et de Lapoutroie disposaient chacun d'une église. La mise en valeur des terres et la christianisation allaient de pair.

Cette politique fut appliquée par le dernier des Eguisheim, le comte Ulrich. Il offrit à l'abbaye cistercienne de Lucelle des terres au fond de la vallée de la Weiss, au pied des lacs. Vers 1138 une colonie de douze moines de Lucelle s'installa à Pairis.

La famille d'Eguisheim s'éteignit avec le comte Ulrich qui mourut après 1142. Comme il n'avait pas d'héritier direct, ses biens passèrent à son neveu Louis, comte de Ferrette.

LES SUCCESSEURS DES ÉGUISHEIM

Les comtes de Ferrette étaient la famille la plus puissante en Haute Alsace aux XII^e et XIII^e siècles. Les Ferrette participèrent à de très nombreuses guerres, changeant bien souvent de camp. Pour obtenir une protection ou une alliance, ils offraient leurs biens qu'ils reprenaient ensuite en fief. En 1251, le comte Ulrich II devenait homme lige de l'évêque de Strasbourg, recevant en fief, entre autres, le château du Hohnack. Mais en 1261, cet évêque étant en position de faiblesse, le comte reprit ses biens. Puis, en 1271, le comte Ulrich se rapprocha de l'évêque de Bâle et en 1271, se reconnut son vassal.

Mais le Hohnack allait bientôt échapper aux Ferrette. Des seigneurs voisins, les sires de Ribeaupierre installés à Ribeauvillé, cherchaient à agrandir leur territoire. En 1288, les Ribeaupierre s'emparèrent du Hohnack mais restèrent vassaux des Ferrette.

En 1324, le comte Ulrich III de Ferrette mourut et ses domaines échurent à sa fille Jeanne, mariée à Albert de Habsbourg, duc d'Autriche. Désormais, les Ribeaupierre étaient vassaux des Habsbourg.

La complexité des successions dans la famille de Ribeaupierre fit que la seigneurie entra par mariage, en 1360, dans la famille de Saarwerden puis, à partir de 1398, dans la famille de Lupfen. La seigneurie revint définitivement aux Ribeaupierre en 1437.

SEIGNEURIE ET COMMUNAUTÉS RURALES

La seigneurie du Hohnack était à la fois une seigneurie banale et une seigneurie foncière. La première était fondée sur le droit de commander "le ban" et sur le pouvoir de contraindre, de promulguer des arrêtés et de punir. Le seigneur était ainsi chargé de la justice et de la police. Comme seigneur foncier, il était propriétaire des terres qu'il exploitait.

Face à ce pouvoir, les paysans cherchèrent à défendre leurs intérêts. Ils s'unirent pour fixer les usages et les droits du Val d'Orbey.

Ils étaient influencés par la formation de communes urbaines qui obtenaient des franchises. Ainsi, Colmar recevait les siennes en 1220.

La communauté d'Orbey "communitas de Urbeiz" apparaît en 1252 lors d'un procès qui l'opposait à l'abbaye de Pairis. Il était question de prés "possédés en commun par le monastère et l'église d'Orbey. Bien que l'acte ne le dise pas, il est possible que les paysans aient fait des défrichements ou exploités des prés sans autorisation préalable" (6).

L'acte précise que les paysans devront désormais avoir l'autorisation de l'abbé et du procureur de l'église d'Orbey "procurator ecclesiae de Urbeiz qui vulgariter dicitur hembergo". En effet, les communautés paysannes nouvellement formées avaient à leur tête un "heimburg", notable élu par la communauté, ce qui doit être le cas pour le "hembergo" d'Orbey.

Les droits de la seigneurie et des communautés furent codifiés dans des coutumes rédigées en 1513 et revues en 1536 et 1564 (7). On voit apparaître alors l'expression "Val d'Orbey".

Le texte de 1513 s'intitule "Droit du Hohennach et du Val d'Orbey" et celui de 1564 "Coutumier et statuts du Val d'Orbey". Dans le préambule du texte de 1564, le seigneur est "reignant de la seigneurie du Hohennach et val d'Orbey".

Un document de 1521 peut nous apporter une explication. On lit "dominatus hochenack vulgariter urbeistal" (8). Donc le terme "Val d'Orbey" aurait été employé couramment par les habitants de langue romane et aurait peu à peu supplanté le terme Hohennach germanique. L'utilisation de ces deux termes indifféremment est confirmé par un document de 1689 "seigneurie du Hohenac dit Val d'Orbey" (9).

Pour rédiger le coutumier du Val d'Orbey en 1513, le seigneur de Ribeaupierre fit appel aux habitants de la vallée, en particulier "aux vieillards de la commune, convoqués et appelés à indiquer et reconnaître les vieilles habitudes, traditions, coutumes et pratiques du val".

Ce coutumier nous permet donc de connaître les institutions anciennes du Val, antérieures à sa date de rédaction.

LA SEIGNEURIE BANALE

Rappelons que la seigneurie banale était fondée sur le droit de commander.

Le Val d'Orbey comportait quatre "baroches" c'est à dire quatre paroisses, Orbey, Lapoutroie, Labaroche et Fréland.

Les sires de Ribeaupierre étaient vassaux des Habsbourg pour les trois premières paroisses mais pour Fréland et sa vallée, ils étaient vassaux de l'évêque de Bâle. À leur tour, ils donnaient en fief une cour colongère à Fréland ainsi que la chasse et la pêche dans cette vallée.

Pour gérer leur domaine, les Ribeaupierre les avaient répartis en neuf bailliages : Bergheim, Guémar, Heiteren, Jebnheim, Orbey, Ribeauvillé, Sainte-Marie-Aux-Mines, Wihr-au-Val, Zellenberg. Le bailliage d'Orbey recouvrait la seigneurie du Hohnack.

Dans le Val, les représentants du pouvoir seigneurial étaient au nombre de trois : le châtelain, le prévôt et le capitaine.

Le châtelain appelé aussi "vogt" résidait au château du Hohnack. On en trouve un dès 1311. Un contrat le liait au seigneur. Un contrat de 1564 précise ses attributions : garder le château, y passer toutes les nuits, accomplir deux rondes par semaine dans la forêt seigneuriale en consignand les délits forestiers. Il était rétribué en argent et en nature : vin, farine, bois. Il était dédommagé pour les visites du seigneur ou la présence d'une garnison. (10).

Le second était le prévôt ou "schultheiss". Nommé par le seigneur, il présidait la justice et tenait annuellement quatre plaids banaux, un dans chaque paroisse.

Le troisième enfin était le capitaine. Il était élu par les communes du Val et prêtait serment au prévôt. Il tenait la bannière de la seigneurie, encadré de quatre hommes, chacun élu par une communauté et ne devait « ni céder ni fuir, sous peine de mort ».

De leur côté les communautés élisaient leurs représentants.

Chaque paroisse élisait quatre jurés "pour faire et tenir droit et justice". En cas de nécessité, les seize jurés du Val se réunissaient à Lapoutroie sous la présidence du prévôt.

On trouvait aussi un doyen et un banvard par paroisse. Le premier avait des attributions multiples : convoquer les jurés, exécuter les jugements, garder les prisons, constater les délits commis dans les eaux et forêts. Le second était un garde champêtre.

Les appels en justice soulignent la hiérarchie des pouvoirs dans le Val : "Pour les affaires jugées dans le Val on peut porter appel devant les quatre jurés et le schultheiss à Lapoutroie, ensuite devant les seize jurés du Val et de là devant Notre Gracieux Seigneur de Ribeaupierre, à Ribeauvillé".

Lapoutroie apparaît comme le centre judiciaire du Val.

LA SEIGNEURIE FONCIÈRE

Le seigneur était propriétaire des "hautes forêts et des eaux". Chaque habitant pouvait envoyer "dans les forêts autant de porcs qu'il en faut à chacun pour sa maison". Mais en ce qui concerne les eaux, il était interdit de pêcher. Quant à la chasse, elle était limitée. Les habitants ne pouvaient chasser que les animaux nuisibles aux récoltes et aux troupeaux : sangliers, ours, loups, renards. Cerfs, biches et chevreuils étaient réservés au seigneur.

Le seigneur était propriétaire d'une réserve et d'exploitations agricoles, les manses, données à des paysans. On estime l'étendue d'un manse entre 6 et 8 hectares (11).

La réserve qui entourait le château, était composée de champs, de prés et de bois. Un lieu-dit "Bois le Sire" garde le souvenir de la forêt seigneuriale. L'entretien se faisait par corvées. Les habitants des paroisses d'Orbey et de Labaroche devaient faucher, récolter et amener les récoltes au château (12).

En dehors de la réserve existaient les manses exploités par des tenanciers. Ceux-ci pouvaient léguer leurs biens, qui étaient partagés à part égale entre les enfants, ou les vendre. Les manses s'émiettaient et devinrent, probablement, des unités fiscales, comme dans d'autres régions d'Alsace. Ces tenanciers payaient au seigneur un cens en argent et donnaient des produits : avoine, poules, chapons et fromages (13).

LES AUTRES SEIGNEURIES

Le domaine le plus vaste était celui de l'abbaye de Pairis qui s'étendait sur environ 900 ha au pied des lacs. Il était limité à l'est par le Rain des Chênes et le ruisseau Rotenbach, arrivait au nord au Faing, faubourg d'Orbey, à l'ouest au Blanc Ru et au sud à la ligne des crêtes. En 1175, les moines agrandissaient leur domaine en recevant des biens à Vieux Pairis et Remeymont (au Creux d'Argent) (14).

Au début, ce domaine était cultivé par les moines et des frères convers qui exploitaient des fermes qui furent ensuite données à bail.

L'abbaye devait livrer annuellement au châtelain, du bois, de l'avoine, des veaux et une paire de bottes.

D'autres domaines existaient : les cours colongères. Elles formaient une communauté à part du village, propriété d'un seigneur qui pouvait être différent de celui du Hohnack.

Elles étaient au nombre de quatre situées à Labaroche, Orbey, Lapoutroie et Fréland.

À Labaroche, elle appartenait au chapitre de Saint-Dié depuis le X^e siècle, et comptait, en 1114, onze manses.

Les colonges d'Orbey et de Lapoutroie avaient été données par le pape Léon IX, en 1049, à l'abbaye de Sainte-Croix-en Plaine.

Quant à celle de Fréland, elle était donnée en fief par les Ribeaupierre.

Nous n'avons pas de précisions sur celle de Labaroche. La cour d'Orbey apparaît en 1508 et en 1545 et pourrait être à l'origine le domaine situé à Orbey en 1049 (15). À Fréland, la cour apparaît dans les textes entre 1398 et 1661 (16).

Nous connaissons mieux l'histoire de la cour de Lapoutroie. Donnée en 1049 à l'abbaye de Sainte-Croix, elle est acquise en 1536 par la ville de Colmar qui la vend à l'abbaye de Pairis en 1668. Le rotule colonger de Lapoutroie dont nous disposons date de 1698 mais il reprend des dispositions antérieures qui nous donnent une idée de la situation des paysans au Moyen Âge (17).

La cour de Lapoutroie comptait 16 manses et une forêt. Le seigneur nommait un maire qui lui prêtait serment. Il devait "recevoir les censes et rentes, soigner aux dixmes et fidèlement garder et conserver aussy tous les droitz et nottamment la forest, rien prendre ny donner de ladite forest sans permission dudit seigneur". Chaque menant (propriétaire d'un manse) devait "payer annuellement la rente et censes qu'il porte et doit de sa menantie, soit en argent, avoine, poulles, escuelles ou tranchoirs". Il devait aussi garder la forêt à tour de rôle.

Chaque année, à la Chandeleur (2 février), se tenait une assemblée générale des menants, présidée par le seigneur et le maire. On relevait les infractions et on distribuait les amendes. Si un menant ne payait pas l'amende "ordonnée par sentence, il doit estre descheut du benefice de sa menantie".

Toutes ces seigneuries vivaient de la même économie et rassemblaient la même société paysanne.

II- ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

L'ÉCONOMIE

L'agriculture souffrait des terres acides, du climat rude. C'était une agriculture de subsistance dont les rendements étaient faibles.

On cultivait sur les bonnes terres, en assolement triennal avec jachère, des céréales : orge, sarrasin, seigle, avoine. Dans les jardins, c'était surtout des pois et des fèves.

Les arbres fruitiers avaient de l'importance. Les fruits étaient tout d'abord partagés entre les membres de la communauté. Puis ils furent la propriété de celui à qui appartenait le sol.

La production agricole était certainement insuffisante pour nourrir l'ensemble de la population. Celle-ci se tourna alors vers l'élevage et essentiellement l'élevage de vaches laitières. Nous avons la structure du troupeau de la communauté d'Orbey à la veille de la guerre de Trente Ans : 55,9 % du troupeau est constitué par des vaches souvent jeunes, 20,6 % de veaux, 13 % de génisses, 6,3 % de bœufs et 3,9 % de taureaux. Ces bêtes appartenaient à 167 propriétaires (18).

Les chèvres étaient mal vues car elles abîmaient les pâturages. "celuy qui ne soutient point de vaches peut et doit avoir deux ou trois chèvres seulement, et non plus pour nourrir ses enfants et les doyt aussy pasturer aux lieux ordonnez par la justice".

On élevait le bétail à la ferme. On pouvait aussi l'envoyer sur le pâturage communal ou sur les prairies après la fenaison ou sur les chaumes. Le coutumier précise les conditions dans lesquelles les bêtes peuvent circuler. « Lorsque les habitants ont des bêtes qu'ils élèvent dans leurs écuries ou leurs maisons, ils peuvent les envoyer sur tous les pâturages, à condition de les rentrer le soir dans leurs maisons ou leurs granges. » « Celui qui n'envoie pas ses bêtes avec le troupeau commun doit les faire passer de sa maison dans sa grange avant la Chandeleur » (19).

En altitude s'étendaient les chaumes, prairies gagnées sur la forêt. On distinguait hautes et basses chaumes. Sur les hautes chaumes les vaches restaient sur place et sur les basses chaumes elles rentraient tous les soirs à l'étable.

Les chaumes étaient propriété du seigneur qui les affermaient.

Après l'agriculture et l'élevage, la forêt était la troisième ressource des paysans. Rappelons que la forêt n'était pas seulement un lieu de pâture, mais elle offrait le bois, source d'énergie et le matériau de construction.

Le coutumier reste vague sur les droits d'usage en forêt. Il signale seulement la pâture des porcs. La situation devait varier d'un canton forestier à l'autre. En effet, lors d'un procès qui opposa le seigneur aux habitants du Val à la fin du XVII^e siècle, ces derniers déclaraient : « Bois le Sire appartient à la seigneurie sans qu'il y ayt esté jamais permis à aucun habitant d'y couper du bois ». Par contre, à la Housserouze, aussi forêt seigneuriale, il était permis aux habitants "d'y couper du bois en payant les droits à la seigneurie". Il y aurait eu des bois communaux. C'est ce que déclaraient les habitants de Labaroche "étant en possession de temps immémorial d'une montagne au bois appartenant à nostre dite communauté dit au Limbach" (20).

Les habitants tiraient aussi parti des rivières et des ruisseaux qui s'écoulaient sur les pentes. L'eau servait à arroser les prairies, à faire tourner les roues des moulins et fonctionner les scieries. L'abbaye de Pairis avait son moulin et sa scierie. Un moulin de Lapoutroie fournissait de la farine au château.

Un commerce existait à l'intérieur du Val et avec l'extérieur.

D'après le coutumier de 1513, tout habitant pouvait s'installer comme boucher, aubergiste ou boulangier. Mais à partir de 1536, il fallut demander une autorisation à la justice pour être boucher. De même ceux qui vendaient du vin devaient faire vérifier leurs mesures à la cour colongère de Lapoutroie.



Scène de la vie des champs
Gravure sur bois du début du XVI^e siècle - B.N.U. Strasbourg - R10 014

Les habitants du Val allaient vendre leurs produits au marché de Kaysersberg. Un accord de 1503 entre Guillaume de Ribeaupierre et le conseil de Kaysersberg dispensait les produits du Val des droits de péage et de pontonage. La liste des produits exemptés présente un panorama des productions du Val : "le bois, les échaldas, les douves, les cercles, les fagots, le charbon de bois, les légumes, les veaux, les fromages, le beurre, les oies, les poules, le foin et la paille" (21).

Un commerce existait aussi avec les vallées vosgiennes voisines et la Lorraine. Il fallait franchir quatre postes de péage, ceux d'Orbey et des Hautes Huttes pour aller dans la vallée de Munster, celui de Fréland pour la vallée de Sainte-Marie et celui du Bonhomme pour le Val de Saint-Dié et la Lorraine. Le plus important était le dernier qui représentait 95 % du total des recettes des péages. Les habitants du Val achetaient des céréales en Lorraine et y vendaient du bétail et des fromages (22). Rappelons aussi que les Ribeaupierre avaient des terres à Fraize et Saulcy. Cela facilitait les allers et venues entre les deux versants, de part et d'autre du col.



Porteurs d'offrandes : un bourgeois présentant un coq – un paysan présentant un porcelet
Nicolas de Hagenau – fin XV^e s. - Sculptures provenant du rétable d'Issenheim - Musée d'Unterlinden

LA SOCIÉTÉ

1) Les communautés

Pour avancer un chiffre de population, on est obligé de se référer à une période très postérieure. Un état de 1580 signale 1 000 feux environ dans le Val qui se répartissent de la manière suivante :

Orbey	246	à	300	feux
Labaroche-Hachimette	220			feux
Lapoutroie	256	à	363	feux
Le Bonhomme	66			feux
Fréland	250			feux
Total	1 038	à	1 199	feux

On peut évaluer l'ensemble de la population à 4 000 habitants environ (23).
On voit que Lapoutroie et Orbey étaient les villages les plus peuplés, suivis par Fréland.

Ces habitants étaient de langue romane, vivant dans une seigneurie dont le souverain et l'administration étaient de langue germanique. Les noms des villages reflètent cette dualité. Ils portent un nom germanique donné par l'administration et un nom roman donné par la population, ce dernier apparaissant plus tardivement dans les textes.

Lapoutroie apparaît en 1090 sous le nom de "Sconerloch" c'est à dire belle aunaie, mais en 1288 sous celui de "Lai Poitraie", ce qui signifierait amas de boue, terrain détrempe.

Fréland est appelé "Urbach", "ruisseau des aurochs" en 1328 et "Frallan" en 1421. Ce dernier nom est à rapprocher du latin "fragilis" qui a formé des dérivés comme "frâlay" : «éboulement de terrain». Le Bonhomme est nommé "Diedelhüss", maison de saint Dié ou "Judelinhüss", maison de Judelin, en 1317. Judelin était peut-être un aubergiste qui recevait les voyageurs et faisait aussi fonction de douanier. En 1343, le col est "dénommé pedagium de Bono Homine" et en 1363 le village est appelé, "Boinhomme". S'agit-il de saint Dié ?

Labaroche reçut plusieurs noms : "Festum", c'est à dire le faîte en 1114, "Celle" c'est à dire cellule de moine en 1302 devenu "Zell" en langue germanique. Le nom de "La Baroche" apparaît en 1609, ce qui signifie la paroisse, du latin "parochia".

Orbey a peu changé : "Orbeiz" en 1050, "Urbeiz" en 1241, "Orbeys" en 1507 et "Orbey" en 1580. Ce nom signifierait défrichement, essartage. Son origine est controversée (24).

Les habitants vivaient en groupes : "Plutôt que d'individus, les sociétés anciennes étaient faites de groupes. Isolé, l'homme ne comptait guère. C'était associé à d'autres hommes qu'il peinait et se défendait ; c'était des groupements de toute taille, que les maîtres, seigneurs ou princes, étaient habitués à trouver devant eux, qu'ils dénombraient et taxaient" (25).

La paroisse était à la base de la communauté rurale. Les paroisses d'Orbey et de Lapoutroie apparurent les premières, en 1090. L'église d'Orbey, consacrée à saint Urbain, faisait partie de la "villicatio" d'Orbey et celle de Lapoutroie, consacrée à sainte Odile, de la cour colongère. L'église de Fréland, consacrée à Notre-Dame est citée en 1311 (26). Quant à l'église de Labaroche, consacrée à saint Michel, nous savons qu'elle fut reconstruite à la fin du XV^e siècle. Elle datait donc d'une période antérieure (27).

Les paroissiens payaient la dîme. À Orbey et Lapoutroie, la dîme était divisée en trois parties : un tiers au seigneur, un tiers au curé et un tiers à "messieurs d'Oberkirch".

La nomination du curé revenait au seigneur de la paroisse : au seigneur de Ribeaupierre à Fréland, à l'abbaye de Sainte-Croix puis à la ville de Colmar à partir de 1536 à Orbey et Lapoutroie. Pour Labaroche, nous savons qu'à la fin de notre période, la cure dépendait du prieuré de Feldbach, à côté de Ferrette, qui avait été fondé en 1144 par Frédéric de Ferrette. Le Bonhomme n'était pas encore une paroisse. En 1394 il y avait une chapelle, desservie par le curé de Fraize puis, à partir de 1570, par celui de Lapoutroie enfin, par un prêtre qui résidait au village (28).

La communauté de village s'était donc formée à partir de la paroisse.

Les habitants qui s'administraient eux-mêmes étaient tous soumis aux mêmes servitudes vis-à-vis de la seigneurie et aux mêmes règles d'exploitation commune.

Le Val formait aussi une communauté. On était bourgeois du Val. Quand on était demeuré un an et un jour dans le Val, on pouvait devenir bourgeois et on prêtait serment devant le prévôt.

Ces bourgeois pouvaient acheter et vendre des biens, aller et venir librement. S'ils quittaient le Val, ils devaient demander "quittance de son serment de bourgeois" et s'être acquitté de la dîme et des droits seigneuriaux.

La réunion du prévôt et des seize jurés était l'expression juridique de cette communauté.

Cette société qui paraît si bien encadrée n'était pas uniforme. Il y avait une hiérarchie fondée sur les fonctions et sur les biens qu'une étude dans les actes notariés pourrait préciser.

Les représentants du seigneur étaient des notables ainsi que les curés. La cure de Fréland était tenue par un recteur, un chapelain et un vicaire. La famille Pfaff, qui tenait en fief la cour colongère, s'efforçait de faire nommer comme curé des membres de sa famille (29).

Comme les biens s'achetaient et se vendaient librement, des fortunes foncières ont pu se constituer ou, au contraire, disparaître.

2) L'abbaye de Pairis

Dans le Val, un monde avait sa vie propre à l'écart des habitants, c'était les moines de l'abbaye de Pairis.

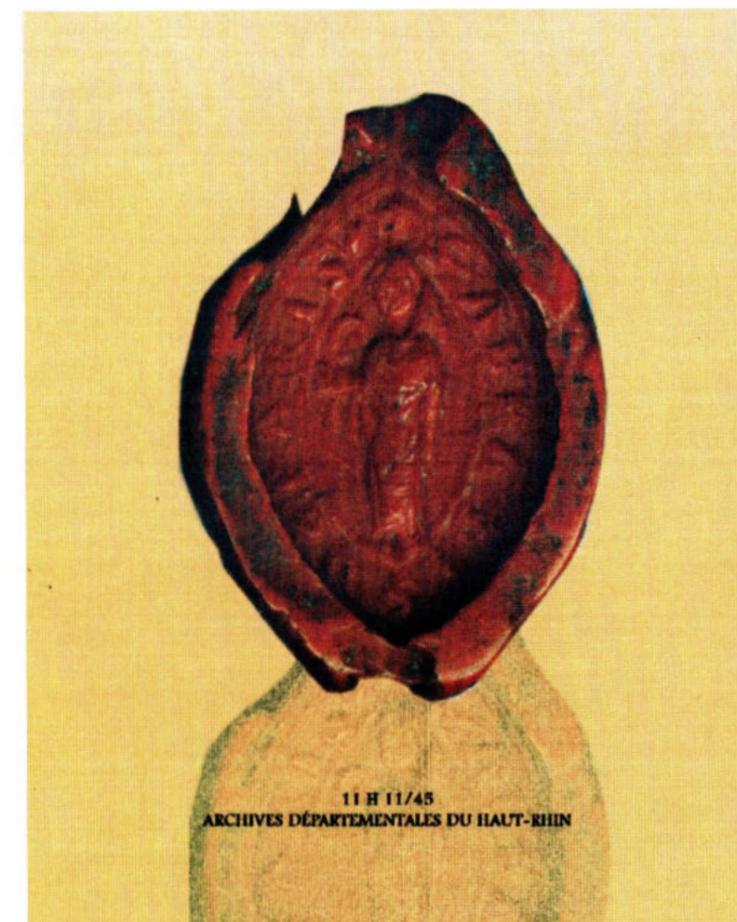
L'abbaye était devenue un grand propriétaire terrien grâce aux dons qui avaient afflué après sa fondation. En dehors du Val d'Orbey, elle avait des biens dans le vignoble, la plaine du Rhin et la Hardt. Profitant du développement économique de la première moitié du XIII^e siècle, elle construisit de nombreuses granges, s'enrichit dans le commerce du vin.

Les comtes de Ferrette étaient les protecteurs de l'abbaye et renouvelèrent ses privilèges en 1187, 1223 et 1236. Mais ensuite les moines eurent à faire aux Ribeaupierre avec lesquels les rapports étaient tendus. En 1318, Ulrich III, dernier comte de Ferrette vint à Pairis «Le comte en tant que membre de la famille du fondateur et héritier légitime de la seigneurie d'Eguisheim, déclara rendre au couvent la paix et la liberté dont les moines avaient été privés par les officiers de la chatellenie du Hohnack, défendit que ceux-ci viennent couper du bois dans les forêts de Pairis... précisa les limites des possessions de l'abbaye, rompit les accensements de terre de l'abbaye qui avaient été faits sans le consentement de celle-ci, rendit ses terres à l'abbaye, confirma ses franchises, s'engagea à la protéger... » (30).

Au XIII^e siècle, période de la splendeur de l'abbaye, on comptait une quarantaine de moines. L'abbé était un personnage, lié avec les familles nobles de la région. Certains avaient même un rayonnement international. Martin Litz, abbé de 1200 à 1207, fut chargé par le pape de prêcher la quatrième croisade en Allemagne. Il partit avec les croisés allemands, assista à la prise de Constantinople en 1204 et revint à Pairis chargé de reliques, ce qui donna du lustre à l'abbaye. Un autre abbé, Philippe de Rathsamhausen, abbé de 1301 à 1306, fut un célèbre prédicateur.

L'abbaye avait un atelier d'enluminures dont il reste quelques œuvres, en particulier un psautier qui se trouve à la bibliothèque de Fribourg-en-Brigau. Un moine de l'abbaye, maître Gunther, connu pour ses œuvres historiques en l'honneur des Hohenstaufen, rédigea un ouvrage, à la demande de Martin Litz : "La prise de Constantinople".

Le XIII^e siècle apparaît comme une période faste pour le Val d'Orbey. Mais ensuite débuta une période de guerres qui entraîna misère et ruines, comme dans toute l'Alsace.



Sceau de l'Abbaye de Pairis 1234

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

1 - Fritz Kessler, *Le château du Hohnack*, ds *Bulletin du musée historique de la ville de Mulhouse*, 1888

2 - Philippe Jehin, *Le château du Judenberg ds Détours en Pays welche*, ed. Office du tourisme du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 1997

3 - J. Daniel Schoepflin, *Alsatia Diplomatica*, T.I, p. 163, n° 207

4 - Georges Stoffel, *Le Haut-Rhin, dictionnaire topographique*, Res Universis, 1992

5 - ADHR 23 J 80, *Notitia bonorum abbatiae St Crucis per Mathildem comitissam*

6 - Henri Dubled, *La communauté de village en Alsace au XIII^e siècle ds Revue d'Histoire économique et sociale*, 1963, p. 17

7 - Ed. Bonvalot, *Les coutumes du Val d'Orbey*, Paris, Durand, 1864

LE VAL D'ORBEY DANS LA TOURMENTE XIV^e SIÈCLE - 1648

Comme dans le reste de l'Alsace, crises économiques, épidémies et guerres, se succédèrent à partir du XIV^e siècle dans le Val d'Orbey.

LA MISE EN DÉFENSE DU VAL D'ORBEY

La route par le col du Bonhomme reliait alors le cœur des possessions du duc de Lorraine à une des régions les plus riches de l'Alsace.

Cette situation fut mise en lumière en 1218, quand le duc de Lorraine fit une incursion en Alsace pour s'emparer de Rosheim.

Le bailli de Haguenau, Albin Woelflin, qui était chargé de l'administration de l'Alsace au nom des Hohenstaufen, décida de construire un château fort pour protéger cette route du col du Bonhomme. Le site choisi était tout à fait adapté au but recherché : un rocher, dominant un défilé à l'entrée de la vallée de la Weiss. Le château fut construit aux environs des années 1218-1220 et pouvait abriter quarante chevaliers, ce qui représentait une garnison conséquente. Au pied du château fut créée la ville de Kaysersberg qui fut ceinturée de remparts.

Quand les Ribeaupierre furent définitivement maîtres de la seigneurie du Hohnack en 1437, ils entreprirent des travaux au château du Hohnack qui devint une citadelle. Au XIV^e siècle, trois tours renforcèrent la muraille extérieure et, au début du XVII^e siècle, le sommet du donjon fut arasé pour le protéger de l'artillerie.

Le château était considéré comme une place très sûre qui servait de coffre-fort pour certains seigneurs. En 1525, Guillaume de Neuenstein, vassal des Ribeaupierre, déposait au château du Hohnack "douze gobelets en argent, deux gobelets dorés avec couvercle, un gobelet en argent avec couvercle, une crosse de prélat en argent" (1).

Durant la guerre de Trente Ans (1618-1648), des redoutes furent construites sur la ligne des crêtes entre Lorraine et Alsace. Les traces de l'une d'entre elles existent encore au col du Bonhomme. Elle est connue sous le nom de "redoute des Suédois" et apparaît sur la carte de Cassini sous le nom de "fort Galasse". Elle daterait des environs de 1634. En effet on rapproche le nom "Galasse" de celui de Mathias, comte de Gallas, qui commandait les troupes impériales et avait remporté, en 1634, contre les Suédois, la victoire de Nordlingen. Pour les uns, cette redoute aurait été construite par les Suédois, pour d'autres, par le duc de Lorraine, afin de défendre la Lorraine (2).

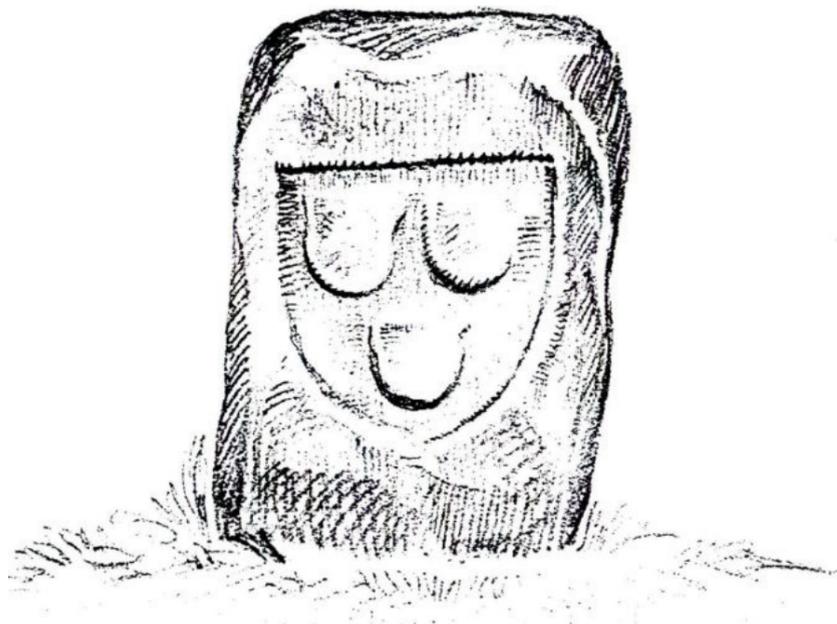
À cette époque, la route du col du Bonhomme était très fréquentée. Les Suédois, venant d'Alsace, y passèrent en 1635 et 1639 et allèrent ravager la région de Saint-Dié. En janvier 1636, des troupes françaises, sous la direction du cardinal de Lavalette, arrivèrent de Lorraine pour entrer en Alsace. Elles répondaient à l'appel des villes de Colmar, Kaysersberg, Ammerschwihr, Munster et Turkheim, qui demandaient la protection du roi de France.

Redoutes et forteresses ne paraissent pas avoir arrêté les armées. Elles se bornaient peut-être à servir de refuge aux populations.

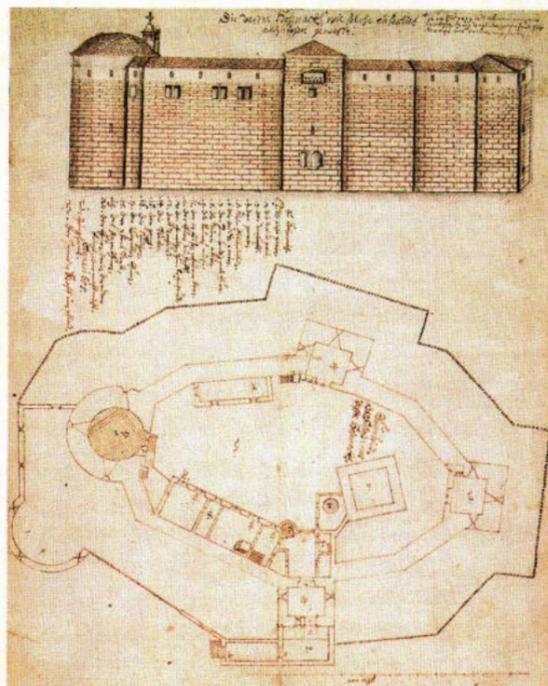
- 8 - Wulf Müller, *Die Siedlungs- und Flurnamen von Urbeis*, 1973, p. 246
- 9 - ADHR IB 929, p. 199
- 10 - Théodore Schoell, *Le château du Hohnack ds Revue d'Alsace*, 1894, p. 262-263
- 11 - Henri Dubled, *Les grandes tendances de l'exploitation au sein de la seigneurie rurale en Alsace du XIII^e au XV^e siècles ds Sozial- und wirtschaftsgeschichte*, mars 1962, p. 53, note 61
- 12 - Fritz Kessler, *ops. cit. pièces justificatives : renouvellement des droits et rentes appartenant au château du Hohnack, 1441*
- 13 - Benoît Jordan, *les seigneurs de Ribeaupierre, thèse de l'École des Chartes*, 1989, *Provenance des denrées et argent entrés à la cour de Ribeaupierre, 1566-1567-1568, T III*, p. 488
- 14 - *L'abbaye de Pairis, ed. Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey*, 1995, p. 21 et 25
- 15 - Benoît Jordan, *ops cit T I*, p. 139 et 141
- 16 - Charles Schillinger, *Fréland, recueil historique....1991*, p. 31 et 42
- 17 - Ed. Bonvalot, *ops cit*, p. 22-28
- 18 - Odile Kammerer, *Le cheptel bovin dans le Val d'Orbey avant la guerre de Trente Ans ds Histoire de l'Alsace rurale*, Istra, Paris, Strasbourg, 1983, p. 153
- 19 - Ed. Bonvalot, *ops cit, coutumier de 1564, n° 32*
- 20 - Philippe Jehin, *Les hommes contre la forêt, La Nuée bleue*, Strasbourg, 1993, p. 77-78
- 21 - Francis Lichtlé, *Les relations commerciales entre le Val d'Orbey et Kaysersberg, 1503-1810 ds BSH n° 14 (1995)*, p. 54
- 22 - Armand Simon, *Péages et octrois dans le Val d'Orbey au XVII^e et XVIII^e siècles, ds Dialogues transvosgiens, n° 3*, p. 102-113
- 23 - Odile Kammerer, *ops cit*, p. 152
- 24 - Wulf Müller, *Les noms de lieux du Val d'Orbey ds Bulletin de la Société d'Histoire du Canton de Lapoutroie - Val d'Orbey n° 4 (1985)*, p. 16-25
- 25 - Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, rééd. 1988, p. 185
- 26 - Charles Schillinger, *ops cit*, p. 18
- 27 - Benoît Jordan, *les édifices religieux dans le Val d'Orbey de la guerre de Trente Ans à la Révolution française ds BSH n° 15 (1996)*, p. 49-50
- 28 - Mr le curé Habig, *L'église Saint-Nicolas du Bonhomme ds BSH n° 3 (1984)*, p. 49-50
- 29 - Charles Schillinger, *ops cit*, p. 26
- 30 - Christian Wilsdorf, *Histoire des comtes de Ferrette, Société d'Histoire sundgovienne*, 1991, p. 221

OUVRAGES CONSULTÉS

- Edouard Bonvalot, *Les coutumes du Val d'Orbey*, Durand, Paris, 1864
 Benoît Jordan, *Les seigneurs de Ribeaupierre, 1451-1585, Thèse de l'École des Chartes*, 1989, 3 tomes
 Francis Rapp, *Le château fort dans la vie médiévale*, Strasbourg, 1968
 Christian Wilsdorf, *Histoire des comtes de Ferrette, 1105-1324, Société d'Histoire sundgovienne*, 1991



Borne aux armes des Ribeaupierre
 ds R. Gall, *Croix champêtres et habitat rural à Labaroche - Éd. Edira, Katzenthal 1983*

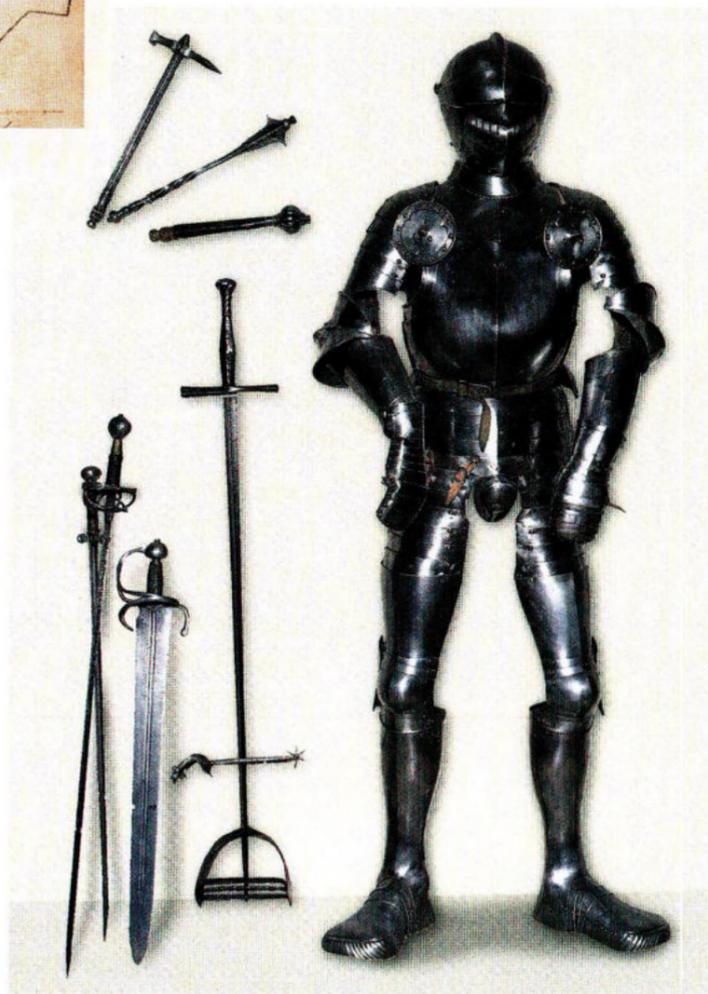


Le château du Hohnack en 1655
A.D.H.R. Cliché Edith Marbach
Ed. S.A.E.P. Ingersheim

Le Gutenberg avait été détruit au cours de la guerre. Il ne restait donc plus de château dans le val d'Orbey au milieu du XVII^e siècle pour protéger la route du col du Bonhomme.

En tous les cas, le château du Hohnack était considéré comme une forteresse qui protégeait la route. En septembre 1635, une garnison française y fut installée. Mais les jours du château étaient comptés.

Le gouverneur d'Alsace, nommé en 1649, Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, cherchait, à la faveur de la Fronde, à se tailler une principauté indépendante. Pour établir son pouvoir il devait disposer de forteresses et il regarda vers le Hohnack. En 1655, après la reddition du comte d'Harcourt, le gouvernement royal voulant éviter toute nouvelle menace, donna l'ordre de démolir le château. La démolition débuta en novembre 1655 et dura quinze jours. Le château ne fut plus désormais qu'une ruine.



Armures et armes des XV^e et XVI^e s.
Musée d'Unterlinden - Colmar

LES PREMIERS RAIDS

Il s'agit des incursions guerrières qui se sont succédées dans le Val d'Orbey aux XIV^e et XV^e siècles.

Ces "raids" se sont ajoutés aux épidémies et aux famines que l'Alsace connut à la même époque : famines de 1306, de 1313 à 1318, de 1337, "peste noire" de 1349 suivie de celles presque aussi graves de 1381-1382, de 1426 et de 1438. On assiste à un recul démographique certain.

Les premières destructions dues à des passages d'armées datent de 1293.

Les troupes d'Otton d'Ochsenstein, en guerre contre Thibaut de Ferrette, pillèrent le Val et en particulier l'abbaye de Pairis. La crise fut grave car l'abbaye dut aliéner des biens pour réparer les dommages.

Vinrent ensuite les incursions des Grandes Compagnies, conséquences de la guerre qui opposait la France et l'Angleterre et que l'on connaît sous le nom de guerre de Cent Ans. Dès qu'une paix était signée, les combattants licenciés s'organisaient en bandes armées et ravageaient les régions qu'ils traversaient.

Après la paix de Brétigny en 1360, les destructions se multiplièrent. Après avoir traversé la Lorraine, les bandes entrèrent en Alsace. Le Val d'Orbey fut pillé en 1356, 1359 et 1362. En 1369, l'abbaye de Pairis, dévastée, reçut l'autorisation du chapitre général de vendre une partie de ses biens pour reconstruire les bâtiments. Au début du XV^e siècle, l'abbaye n'avait plus que huit moines.

Mais bientôt, à la guerre entre France et Angleterre, s'ajouta, en France, une guerre civile entre deux clans : les Armagnacs et les Bourguignons. À la fin de la guerre de Cent Ans, entre 1435 et 1444, les pillages se multiplièrent. Ce fut l'époque des "Ecorcheurs". En 1439, ce fut un raid sur l'Alsace, mais en 1444, une véritable expédition. Le roi de France Charles VII voulut se débarrasser des bandes armées qui dévastaient son royaume. Il accepta d'aider l'empereur Frédéric III, en guerre contre les Suisses, et mit à la tête d'une armée composée de ces bandes, son fils, le futur Louis XI. Cette armée battit les Suisses près de Bâle mais ne poussa pas plus avant. Elle se répandit en Alsace, se rendant coupable de pillages et d'atrocités et repartit à la fin de l'hiver 1445.

Le Val d'Orbey fut pillé en 1439 et 1444. L'abbaye de Pairis était exsangue. En 1452, on estimait que seuls trois moines pouvaient y vivre.

Après 1450, la vie reprit dans le Val. La population était certainement moins nombreuse qu'avant les guerres, mais aucun village n'avait disparu contrairement à d'autres régions d'Alsace.

L'abbaye de Pairis, désormais rétrogradée au rang de prieuré, dépendait de l'abbaye de Maulbronn dans le Wurtemberg, mais elle reprenait de l'activité. Vers 1475, elle comptait dix-huit moines et pouvait acquérir à nouveau des terres.

La seigneurie du Hohnack était remise en ordre. Les Ribeaupierre, désormais maîtres de la seigneurie, établissaient en 1441, un censier de leurs possessions pour préciser leurs droits. En 1513, ils faisaient appel aux habitants du Val pour rédiger les coutumes.

Comme les prix des céréales diminuaient, l'élevage devint plus rémunérateur. Certains seigneurs se mirent à pratiquer l'élevage en grand. On peut penser que l'abbaye de Pairis suivit cet exemple. Une de leurs fermes qui porte le nom de "Geisshof", "ferme aux chèvres", apparaît pour la première fois dans les textes en 1456. (3)

Mais de nouveaux événements allaient gêner cette reprise économique.

LA GUERRE DES PAYSANS

1) *Le contexte économique*

À partir de 1450, on assiste à une montée des prix qui n'est pas régulière mais en dents de scie. Les flambées de prix eurent lieu en 1480-1483, 1490-1492, 1500-1503, 1516-1519. Les riches propriétaires, qui pouvaient stocker leurs récoltes dans des greniers, attendaient pour vendre que les cours montent. Par contre le petit paysan, qui n'avait pas de réserve, subissait la hausse des prix. Pour subvenir, il était obligé d'emprunter et de mettre ses biens en gage. Les gages sont évoqués dans le coutumier de 1513 : "Ils doivent être publiés et proclamés pendant quatre dimanches consécutifs... Si personne ne le réclame, le gage, immeuble ou meuble, demeure en la possession de celui qui l'a pris ou fait publier".

Par ailleurs, les seigneurs avaient tendance à augmenter les impôts. Dans le coutumier, les habitants avaient pris la précaution de préciser qu'ils "ont eu l'habitude et la franchise de ne donner pour pain et vin, ni umgeld, ni mauvais denier". Mais il y avait les autres impôts seigneuriaux.

Des révoltes paysannes éclatèrent dans la région de Sélestat en 1493, 1502 et 1513. On leur donnait le nom de "Bundschuh", c'est à dire "le soulier à lacets", qui était le soulier des paysans et qui devint l'emblème des révoltés.

La rédaction du coutumier est contemporaine de ces révoltes. On peut y voir non seulement la fixation des droits du seigneur mais aussi la fixation de ceux des communautés rurales.

Deux forces en présence limitaient leur territoire. En 1512, des règlements étaient aussi rédigés pour le bailliage de la Bruche.

2) *le contexte religieux*

À ces difficultés économiques s'ajoutait une inquiétude religieuse suscitée par les malheurs du temps et l'incapacité de l'église catholique à y répondre. Les pèlerinages se multiplièrent. Le culte marial connut une popularité croissante.



CROIX DE BERMONT (XV^e s.)
Lapoutroie - Orbey
Photo Henri Baradel

Les Ribeaupierre avaient créé, au XIII^e siècle, à côté de Ribeauvillé, le sanctuaire de Notre-Dame de Dusenbach devenu lieu de pèlerinage. L'église Notre-Dame de Fréland recevait aussi de nombreux dons. Guillaume II de Ribeaupierre lui légua, en 1509, par testament, une chaîne en or.

Mais le fait le plus important est l'apparition de la Vierge des Trois-Épis. En 1491, un maréchal d'Orbey, Thierry Schoeré, se rendait au marché de Niedermorschwihr en passant par Labaroche pour y acheter du grain. Arrivé près d'un chêne sur lequel était accrochée une image de Notre-Dame-Des-Sept-Douleurs, il s'arrêta pour prier. C'est alors qu'il eut la vision de la Vierge tenant dans une main trois épis de blé et dans l'autre un morceau de glace. Elle lui annonçait une période de prospérité représentée par les épis si les gens se repentaient et des calamités représentées par le glaçon dans le cas contraire. L'annonce de cette vision se répandit et c'est ainsi que naquit le pèlerinage des Trois-Épis.

Revendications économiques et sociales, inquiétude religieuse cristallisée, à partir de 1518, dans les prédications du moine Martin Luther, furent à l'origine de la guerre des paysans de 1525.

3) *La guerre des paysans*

Le point de départ fut le soulèvement des paysans de Souabe, en mars 1525. Ils présentaient des revendications économiques, sociales et religieuses qui furent reprises par les paysans alsaciens : libre usage des communaux, diminution des impôts, limitation des corvées, élection des pasteurs qui doivent prêcher le pur évangile...

Le 16 avril 1525, jour de Pâques, l'insurrection éclata dans toute l'Alsace. Des bandes de paysans se formèrent auxquelles on donna le nom du monastère où elles s'étaient installées. En effet, leur premier mouvement fut de s'attaquer aux établissements religieux. La bande de moyenne Alsace, menée par Wolf Wagner, originaire de Rhinau, s'installa dans l'abbaye d'Ebersmunster.

L'insurrection dura jusqu'au mois de mai. Le 23 avril, la métairie que l'abbaye de Pairis possédait à Mittelwihr fut saccagée par des habitants de Mittelwihr, de Beblenheim et de Sigolsheim. Les statues des saints furent jetés en bas des autels. Le religieux qui en avait la garde s'enfuit à Pairis. À l'annonce de cette nouvelle, les paysans d'Orbey s'attaquèrent à l'abbaye de Pairis. "Ils enlevèrent les ornements ecclésiastiques qu'ils emportèrent à Orbey, arrachèrent le plomb des toits, confisquèrent le bétail du monastère et le mirent en vente" (4).

L'entrée de la vallée de la Weiss fut investie à la mi-mai. La bande d'Ebersmunster occupa Sigolsheim, Kientzheim, Ammerschwihl et Kaysersberg. Le couvent des clarisses d'Alspach fut brûlé. Wolf Wagner envoya alors un message aux paysans du Val d'Orbey pour les sommer de se joindre à eux " au nom du Saint Évangile et de la parole de Dieu, faute de ce faire, il serait obligé de les y contraindre par la force". Le château du Hohnack avait été garni de soldats sous la direction d'un gouverneur, Jean de Talstein, pour faire face à l'attaque des paysans.

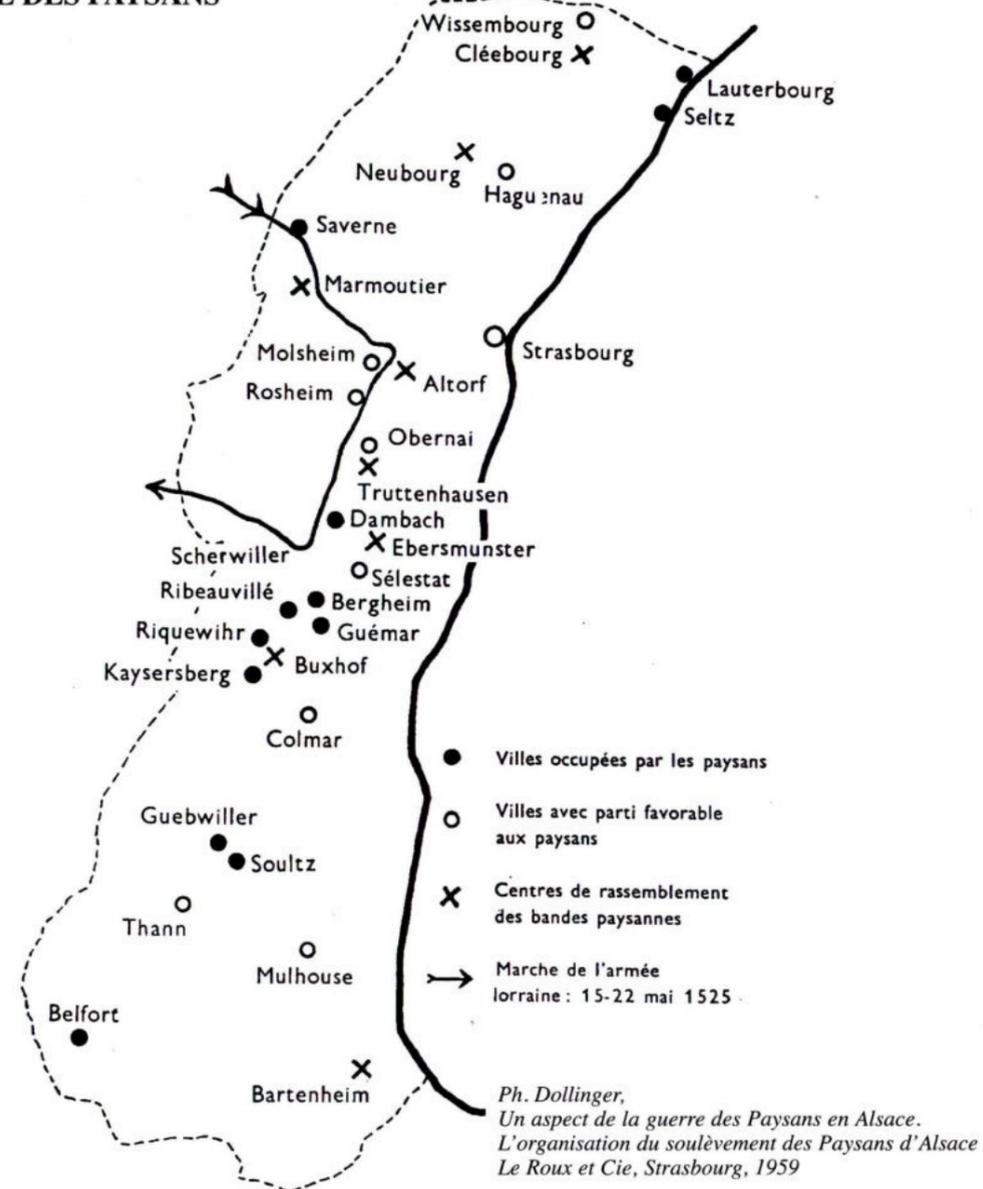
Mais la bande de Wolf Wagner n'eut pas le temps d'entrer dans le Val d'Orbey. Le duc de Lorraine, appelé au secours par les seigneurs alsaciens, arrivait par Saverne et, après avoir massacré la bande de Basse Alsace le 15 mai, se dirigeait vers le sud. Wolf Wagner avec ses paysans alla à sa rencontre et le choc eut lieu à Scherwiller le 20 mai. La bande fut anéantie. Le duc retourna ensuite dans ses états, laissant les Habsbourg mâter les paysans du Sundgau.

À la suite de ce soulèvement, chaque commune du Val dut prêter, à nouveau, serment au seigneur. Les trois commissaires chargés de le recevoir arrivèrent le dimanche 11 juin 1525 dans le Val d'Orbey, où toutes les paroisses jurèrent, en présence de Georges de Ribeaupierre, fils de Guillaume II de Ribeaupierre et chargé de l'administration de la seigneurie du Hohnack.

Un tribunal seigneurial siégea à partir du mois de janvier 1526 et condamna les quatre paroisses d'Orbey, Labaroche, Fréland et Lapoutroie à 2 000 florins d'amende en plus des dommages causés au prieuré de Pairis. Il n'y eut pas de condamnation à mort, contrairement à ce qui se passa dans d'autres seigneuries.

Mais le seigneur n'oubliait pas cette révolte. Lors de la nouvelle rédaction des coutumes, en 1536 puis en 1564, il limitait certains droits comme celui de la pêche. Alors que l'on pouvait encore "pêcher dans l'eau avec la main", désormais toute pêche était interdite « sans notre licence ou le consentement des admodiateurs dicelles eaux ».

LA GUERRE DES PAYSANS



UNE PÉRIODE DE RENOUVEAU

1) Le renouveau économique

L'élevage reprit de l'activité.

Le seigneur le favorisait en donnant des terres en emphythéose ou en les vendant avec le droit de créer une grange. Un texte de 1604 nous le montre à l'oeuvre, vendant un terrain à un habitant d'Orbey « Nous Eberhard, seigneur de Ribeaupierre, du Hohenack... nous avons fait arpenter par nos officiers à ce commis et établis à notre sujet Claude Mougé, bourgeois habitant Orbey... un terrain ou champ d'environ neuf arpents situé sur le ban et finage d'Orbey dans les montagnes au val dit Soulsbac... et icelui avons fait marquer et entourer de vingt quatre pierres... Il aura droit et faculté d'en faire une prairie et d'y bâtir une grange avec permission et liberté de conduire sur ledit bien autant d'eau du ruisseau qui coule hors ladite place ou canton aborné qu'il en aura besoin pour l'arroser selon l'exigence de la saison... » (5).

La montée sur les chaumes avait aussi repris. Un contrat du 18 février 1550 affermaient au prévôt d'Orbey et à quatre autres habitants du Val, les chaumes de Fréland entre "le Hecon et le ban d'Aubure" pour dix ans, moyennant le paiement annuel "de cinq florins d'or et cinq bons fromages qu'ils paieront et livreront tous les ans à la Saint Michel à notre château de Ribeauvillé". Il est intéressant de remarquer que le même prévôt d'Orbey prenait à ferme, dix jours après le 28 février, avec deux autres habitants du Val et dans les mêmes conditions, le gazon des Immerlins (6).

Bien sûr, le prieuré de Pairis vivait après les dévastations qu'il avait subies. Au début du XVII^e siècle, quatre moines y résidaient. En 1590, le prieuré employait du personnel « un cordier, un forgeron maréchal-ferrant, un sellier, un serrurier, un voiturier, un chaudronnier, un menuisier, un potier, un vitrier » (7). Les offices étaient célébrés et les aumônes distribuées.

Une nouvelle activité apparut qui donna un coup de fouet à l'économie.

Les Ribeaupierre avaient entrepris l'exploitation de mines d'argent, de plomb et de cuivre situées dans le Val de Liepvre.

L'exploitation débuta à Fertrupt, à l'ouest de Sainte-Marie en 1506. En 1550, il y avait une vingtaine de puits de mine. L'apogée de l'exploitation se situe entre 1547 et 1574. Ces fonderies réclamaient du bois et de l'eau. Les Ribeaupierre se tournèrent vers les forêts et les cours d'eau du Val d'Orbey.

En 1541, trois fonderies furent construites à Fréland, en amont du village, au bord de l'Ur, au pied du Brézouard. Le minerai était transporté à travers la montagne par un chemin dit « chemin des muletiers ».

En 1551, cinq fours étaient construits au Bonhomme en amont du village, le long de la Béhine. En 1558 était édicté un règlement pour la fonderie du Bonhomme. Mais en 1579 le poste de directeur n'était plus pourvu, ce qui signifiait, probablement, un ralentissement de l'activité.

On se tourna alors vers Orbey. Les prospections actuelles qui ont été faites ont révélé un site situé en aval de Pairis, le long du Noir-Rû (8).

À Fréland, la fonderie était encore signalée en 1623 et on y travaillait le cuivre (9).

Ces fonderies avaient attiré, probablement, une population nouvelle. En effet, le site d'une fonderie se composait au moins d'un habitat et d'ateliers avec un magasin à charbon et des infrastructures hydrauliques.

2) La Réforme

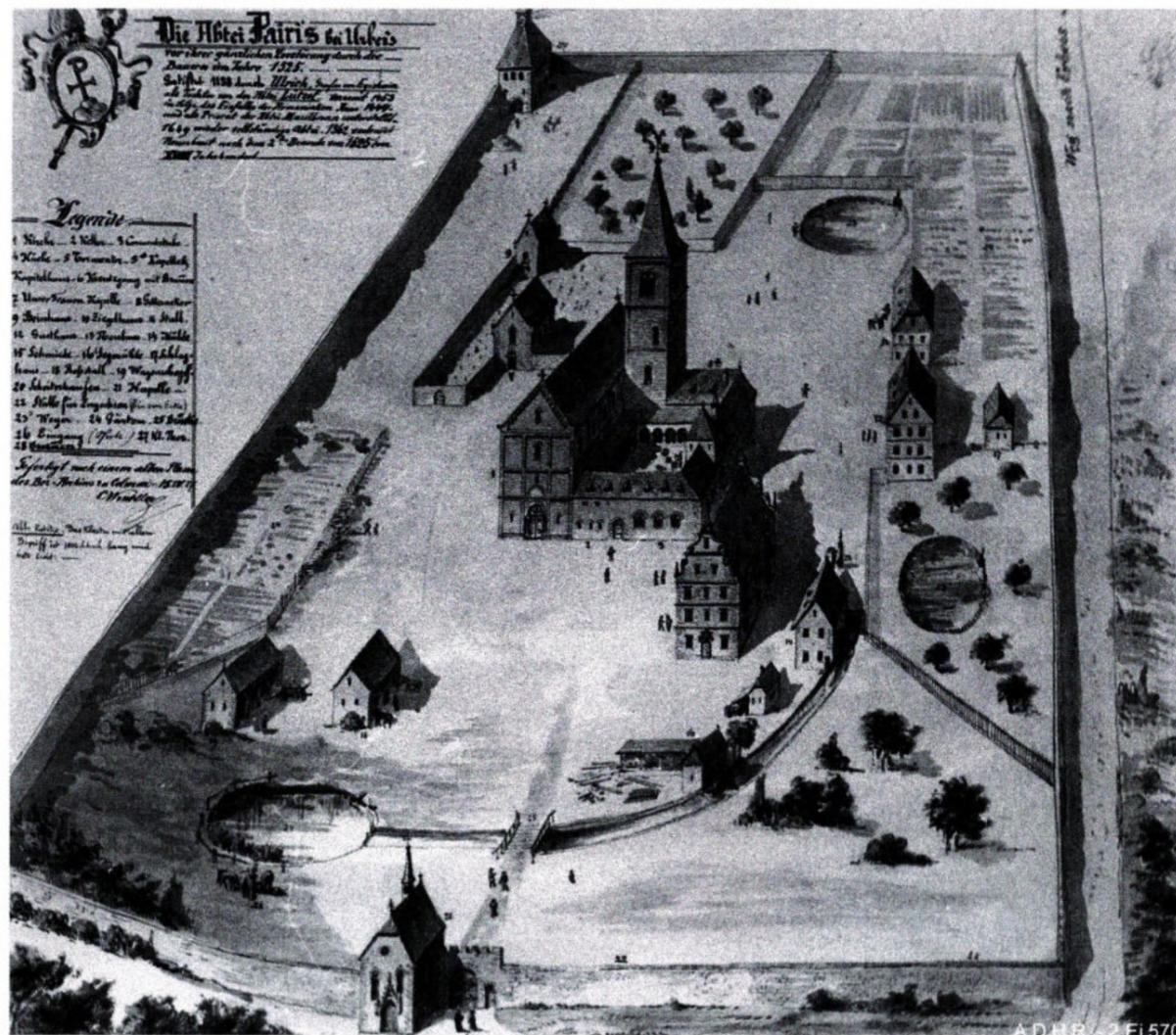
Le mouvement religieux de la Réforme n'a pas provoqué d'importantes perturbations dans le Val d'Orbey qui reprenait vie.

Eguenolfe de Ribeaupierre était favorable aux Réformés. Dès 1556, un prédicateur évangélique était introduit à la cour de Ribeauvillé et, à partir de 1558, une église réformée était organisée dans le Val de Liepvre.

Le prieuré de Pairis fut touché par la Réforme. Jean Funck, prieur de 1548 à 1558, abjura le catholicisme et adopta le luthéranisme.

En 1575, la ville de Colmar passa au culte luthérien. Le magistrat de Colmar, en tant que propriétaire des biens de l'abbaye de Sainte-Croix, nommait aux cures de Lapoutroie et d'Orbey.

Mais les Habsbourg, restés fidèles au catholicisme, protégeaient Pairis et le Val d'Orbey, en tant que suzerains et successeurs des Eguisheim et des Fernette. Quant à la vallée de Fréland, elle appartenait



Vue cavalière de l'abbaye de Pairis

Photographie d'une aquarelle de Winckler d'après un plan des A.D.H.R. H Pairis 3 n°5 bis - De 1610 ou 1620 - A.D.H.R. 2Fi n° 570

à l'évêque de Bâle qui la donnait en fief aux Ribeaupierre. La religion catholique avait donc des défenseurs.

Il y avait aussi, bien que très diminué, le prieuré de Pairis auquel les habitants étaient habitués depuis quatre siècles.

En 1576, on accusait le tabellion du Val d'Orbey, François Scherer, d'être calviniste et d'aller au culte à Échery. Il apparaît comme une exception.

Cette période de renouveau n'eut malheureusement qu'un temps.

LA GUERRE DE TRENTE ANS

La guerre de Trente Ans débuta en Bohême en 1618, et dura jusqu'en 1648, date des traités de Westphalie. Elle eut pour origine un conflit qui opposait des nobles tchèques protestants à leur souverain catholique, Ferdinand de Styrie, un Habsbourg. Les nobles destituèrent Ferdinand pour le remplacer par un souverain protestant. Mais Ferdinand de Styrie fut élu empereur en 1619 et fut vainqueur des nobles tchèques en 1620.

Le conflit devint européen. Des princes protestants, le roi de Danemark puis le roi de Suède, intervinrent pour combattre l'hégémonie du nouvel empereur. Craignant la puissance des Habsbourg, la France intervint dans le conflit en 1635 et s'allia aux Suédois.

L'Alsace fut entraînée dans le conflit. C'était une terre d'Empire sur laquelle seigneuries protestantes et catholiques s'imbriquaient les unes dans les autres. La Haute Alsace était propriété des Habsbourg. Elle devint un champ clos où s'affrontèrent les troupes catholiques de l'Empereur Habsbourg et du duc de Lorraine et les troupes protestantes du roi de Suède ou de princes allemands. C'était des mercenaires qui, entre les combats, vivaient sur l'habitant et tuaient, pillaient, violaient à qui mieux mieux.

En 1621 et 1622, les troupes protestantes du comte de Mansfeld franchirent le Rhin et s'infiltrèrent jusqu'à Colmar. Entre 1632 et 1636, ce fut le tour des troupes suédoises qui laissèrent un souvenir particulièrement atroce. Dans notre région elles incendièrent Kaisersberg et l'abbaye d'Alspach, pillèrent le prieuré de Pairis et détruisirent la chapelle des Trois-Épis.

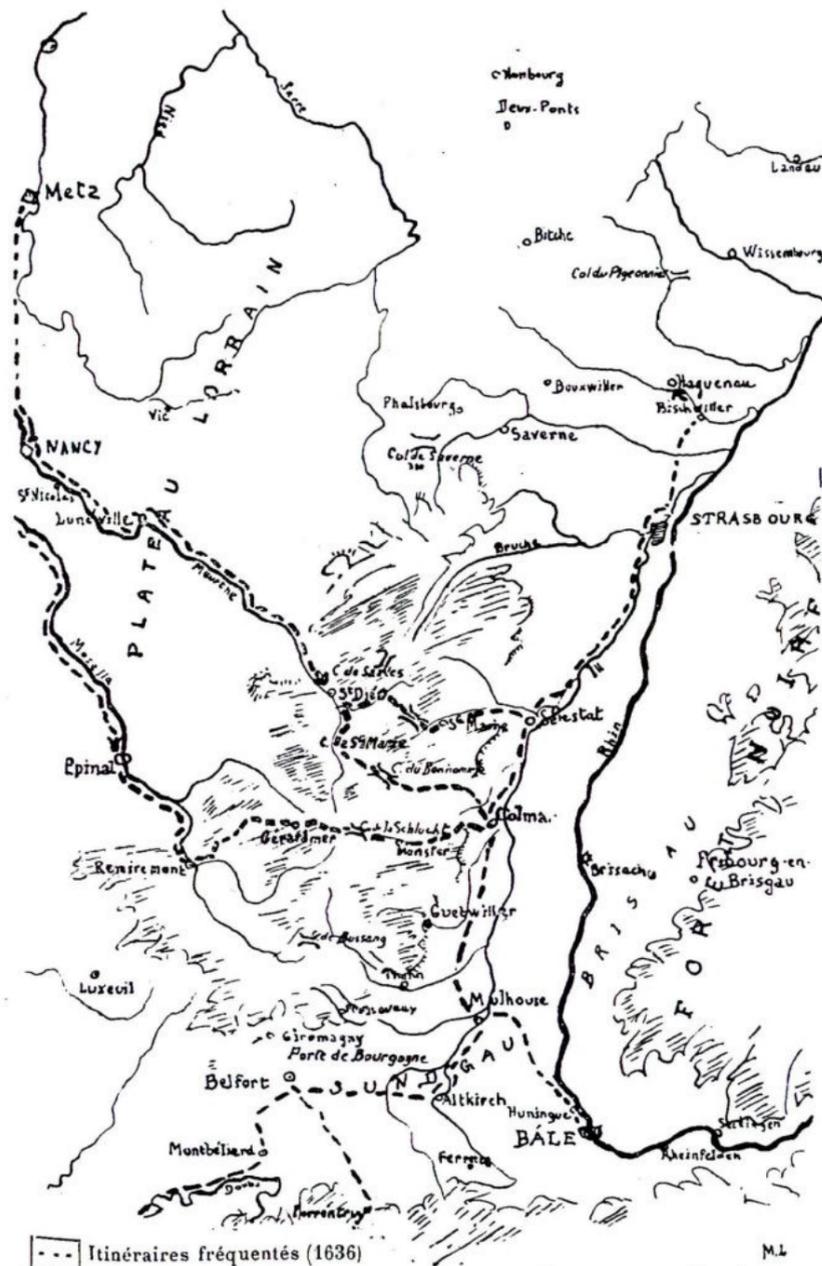
Des villes alsaciennes protestantes ou catholiques demandèrent la protection des troupes françaises contre les troupes impériales ou suédoises.

L'armée française occupait déjà la Lorraine. Dès 1633 et 1634, elle s'installa à Riquewihr, Saverne, Haguenau. En novembre 1634, Colmar se plaçait sous la protection du roi de France. Ce traité de protection fut étendu aux cités de Kaisersberg, Ammerschwir, Turkheim et Munster.

Pendant cette période, le seigneur du Hohnack, Eberhard de Ribeaupierre, s'était réfugié à Strasbourg et avait laissé à Ribeauvillé, ses deux fils, George-Frédéric et Jean-Jacques. Le château du Hohnack avait été mis en défense occupé par une garnison. Il en était de même pour le château de Guémar, le Molkenbourg, où des sujets du Val d'Orbey étaient envoyés en garnison. D'après un rôle militaire de Fréland de 1631, 40 hommes de la communauté, servant comme mousquetaires, étaient en garnison à Guémar (10).

Un gouverneur français, Achille de Manicamp, fut installé à Colmar en 1635. Il avait besoin de ravitailler ses troupes en vivres et en munitions depuis la Lorraine et la seule route libre était celle du col du Bonhomme. Pour la protéger, il fallait occuper le château du Hohnack. Il attira Georges Frédéric et Jean Jacques de Ribeaupierre à Colmar, les retint prisonniers et obtint d'eux la livraison du château où une garnison française s'installa dès le mois de septembre 1635.

LA ROUTE DES CONVOIS DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1636



Ds G. Livet, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715)*
Le Roux, Paris, Strasbourg, 1956, p.47

En décembre, le syndic de Colmar pouvait prévoir le ravitaillement de la ville "Ascheter d'abord des bleds à Darney et à Bourbonne, proche de la Franche-Comté, en faire venir de Nancy, les faire mettre à Épinal et les conduire à Colmar par le passage du Bonhomme à la faveur du fort et chasteau du Hohnack" (11).

En 1648 furent signés les traités de Westphalie. Pour l'Alsace, la Maison d'Autriche céda à la France Brisach et ses terres et seigneuries du Sundgau et de Haute Alsace. Les Ribeaupierre, vassaux des Habsbourg, devenaient vassaux du roi de France et le Val d'Orbey entra dans le royaume de France.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - Benoît Jordan, *Les seigneurs de Ribeaupierre (1451-1585)*, thèse École des Chartes, 1989, T. III, p. 366
- 2 - Hubert Ingold, *Le fort Gallas ds Revue d'Alsace*, 1909, p. 119-123
- 3 - Wulf Müller, *Die Siedlungs-und Flurnamen Von Urbeis (Orbey) im Oberelsass*, Bern, Frankfurt/M, 1973, p. 95
- 4 - Charles Pfister, *La guerre des paysans dans les seigneuries de Riquewihl et de Ribeaupierre ds Bulletin de la Société d'Archéologie de Ribeauvillé*, T. IX, 1924.
- 5 - ADHR E 1517
- 6 - ADHR E 1523
- 7 - Benoît Jordan, *L'abbaye de Pairis de 1585 à 1753 ds BSH n° 14 (1995)*, p. 29
- 8 - Pierre Fluck, *L'archéologie du feu, les fonderies d'argent du Bonhomme ds BSH n° 15 (1996)*, p. 9-28 et n° 16 (1997), p. 13-27
- 9 - Charles Schillinger, *Fréland*, 1991, p. 40
- 10 - id p. 63
- 11 - Georges Livet, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV, 1648-1715*, Leroux, Strasbourg, Paris, 1956, p. 45

OUVRAGES CONSULTÉS

- Henri Dubled, *Conséquences économiques et sociales des "mortalités" du XIV^e siècle, essentiellement en Alsace*, ds *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1959, n° 3, p. 273-294
- J. Luc Eichenlaub, Lucien Jecker, J. Marie Jenn, Benoît Jordan, Claude Muller, Laurent Nitsch, *L'abbaye de Pairis dans la haute vallée de la Weiss*, Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 1995
- Benoît Jordan, *Les seigneurs de Ribeaupierre, 1451-1585*, Thèse École des Chartes, 1989
- Francis Rapp, *Le château fort dans la vie médiévale*, Strasbourg, 1968
- Francis Rapp, *Du domaine à l'État, les avatars de la seigneurie rurale*, ds *Histoire de l'Alsace rurale*, Istra, Strasbourg, Paris, 1983, p. 83-99

LE VAL D'ORBÈY DANS LE ROYAUME DE FRANCE

1648 - 1789

L'ENTRÉE DANS LE ROYAUME

1) *Un pays ruiné*

C'est un Val d'Orbey bien appauvri que la France recevait en 1648. Le pays était dépeuplé. Les chiffres dont nous disposons sont approximatifs mais donnent une idée de la dépopulation (1).

Nombre de chefs de famille

	1580	1632		Après la guerre	
Orbey	300	242	80 %	117	39 %
Lapoutroie	256	159	62 %	96	37 %
Le Bonhomme	66	41	62 %	7	10.6 %
Fréland	250	107	43 %	60	24 %
Labaroche/Hachimette	220	101	46 %	30	14 %
	1 092	650	59.5 %	310	28 %

D'après ce tableau, nous voyons qu'en 1648, il reste moins d'un tiers de la population qui existait au début du siècle. La diminution de population a eu lieu, surtout, entre 1632 et 1648. Ce sont le village du Bonhomme et le hameau d'Hachimette qui ont le plus souffert car ils se trouvaient sur la route empruntée par les soldats.

A quoi est due cette dépopulation ? Certains habitants ont fui et se sont réfugiés dans les villes. D'autres ont été tués par la soldatesque. Le seigneur de Ribeaupierre a enrôlé ses sujets pour défendre ses domaines. Beaucoup ne sont pas revenus. Un registre nominatif des habitants de Fréland de 1632 fait apparaître 78 chefs de famille masculins et 47 veuves, soit 38 % des chefs de famille (2).

À la dépopulation s'ajoutaient les ruines matérielles : "granges brûlées, chariots perdus et surtout livraisons régulières de foin et de céréales qui privaient la communauté de nourriture pour elle et ses bestiaux, l'empêchant de semer et de récolter" (3). Les chaumes étaient en friche et les pâturages couverts de broussailles.

Le commerce était, lui aussi, en sommeil. Les péages du Val d'Orbey rapportaient, entre 1620 et 1630, 263 florins en moyenne. En 1640, ils étaient tombés à 59 florins. À cette date les seigneurs de Ribeaupierre écrivaient, au sujet du péage du Bonhomme : "Le péage cy devant érigé sur le haut dudit Bonhomme pendant ces temps et émotions générales de la guerre ayant cessé quelques temps à cause que les maisons dudit lieu n'ont été habitées ainsi laissées désertes, lequel aussi pendant ces troubles n'y peut encore être rétabli" (4).

2) De nouvelles guerres

On peut penser que les habitants du Val d'Orbey qui s'y trouvaient encore, souhaitaient la paix. Or, pendant soixante ans, jusqu'en 1715, ils furent confrontés, à nouveau, à la guerre. Pendant la guerre de Hollande (1672-1678), les Impériaux pénétrèrent à trois reprises en Alsace. Colmar fut occupé et les habitants du Val virent arriver ceux qu'ils appelaient "les Brandebourgeois". Un aubergiste d'Orbey se plaignait que "les Brandebourgeois" lui avaient volé quatre vaches et un cheval (5).

Les deux guerres suivantes, celle de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) et celle de Succession d'Espagne (1701-1714) ne furent pas marquées par une occupation de troupes étrangères, mais les habitants participèrent à l'effort de guerre. Une étude des comptes des communautés du Val de 1709, nous en donne une idée. Il fallait payer pour entretenir les troupes qui tenaient leurs quartiers d'hiver en Basse Alsace et celles qui gardaient les lignes pendant l'hiver. Il s'y ajoutait la remonte de seize compagnies de cavalerie, le paiement de 280 000 rations de pain, les achats de la poudre et du plomb destinés aux troupes gardant le Rhin. Il fallait aussi participer à l'entretien des fortifications : les lignes de Wissembourg, le fort de Lauterbourg et les fortifications de Strasbourg, en envoyant des hommes dont il fallait assurer l'entretien. (6)

À cet effort de guerre s'ajoutaient des disettes. Les plus graves furent celles de 1693-1694, 1698-1699 et 1709-1710.

Ces disettes s'accompagnaient d'hivers rudes. En février 1695, un habitant d'Orbey, envoyé comme pionnier, mourut "gelé sur le Rhin au service du Roy" (7).

3) La rébellion paysanne

Face à une telle situation, le mécontentement grandissait. En 1675, les troupes françaises étaient installées en quartiers d'hiver dans le Val. Un représentant du seigneur demanda que les troupes quittent le Val. Un intendant d'armée lui répondit que "les habitants de la vallée d'Orbey étaient de méchants garçons ; qu'ils ont tué leurs fourrageurs en fourrageant". (8)

Les habitants s'attaquèrent ensuite aux impôts seigneuriaux. Ils espéraient en être débarrassés après la démolition du château du Hohnack. Le 13 mars 1657, les communautés du Val d'Orbey s'engageaient à payer une rente de 200 florins au seigneur de Ribeaupierre "en reconnaissance de l'avantage qu'ils retirent de la démolition du château du Hohenack, qui leur occasionnait beaucoup d'incommodités et dépenses, mais à condition qu'ils seront déchargés à l'avenir de la corvée qu'ils faisaient en cultivant les biens dont jouissait le concierge dudit château en cas que ces biens soient afferlés" (9). Le seigneur ne donna pas suite à cette demande.

Les habitants ne s'avouaient pas vaincus d'autant plus qu'aux impôts seigneuriaux s'ajoutaient les impôts royaux. En 1686 éclata "la rébellion du Val d'Orbey". Dans une lettre au roi, les communautés déclaraient rejeter "les droits de tailles, d'aides, et de corvées réelles et en dernier lieu, de triage et autres, non exigibles suivant le règlement du pays" (10). Les habitants s'adressèrent à l'intendant, au Conseil souverain, mais en vain.

Le roi soutenait la noblesse alsacienne et fit appliquer le principe français "nulle terre sans seigneur" alors que les habitants avançaient le principe allemand "nul seigneur sans titre". En effet, pour eux, leur seigneur n'avait "ni titre, ni concession". L'affaire dura jusqu'en 1715, marquée par l'emprisonnement d'un député du Val, la saisie de bestiaux, la menace d'enlever les prévôts, bourgmestres et principaux habitants des communautés rebelles, enfin la menace, en septembre 1716, de l'envoi de deux compagnies de grenadiers pour remettre les habitants à la raison. Ceux-ci furent obligés de se soumettre et de supporter leur seigneur jusqu'à la Révolution.

LA PAIX FRANÇAISE

Après 1715, on entre dans une période de paix et de prospérité.

1) L'accroissement démographique

Le Val d'Orbey se repeupla peu à peu (11)

1693 :	2 895	habitants
1732 :	3 927	habitants
1776 :	7 316	habitants

Au cours du siècle, la population avait plus que doublé.

On peut, à partir du rythme annuel des baptêmes, se faire une idée du rythme de peuplement. Nous avons relevé le nombre annuel des baptêmes à Labaroche, Fréland et Orbey et nous les avons groupés par décennies, en donnant l'indice 100 à la décennie 1700-1709.

	Labaroche	Fréland	Orbey + Pairis
1650 - 1659			59
1660 - 1669			56
1670 - 1679			68
1680 - 1689		99	109
1690 - 1699		105	108
1700 - 1709	100	100	100
1710 - 1719	121	98	103
1720 - 1729	141	165	136
1730 - 1739	153	166	152
1740 - 1749	199	156	176
1750 - 1759	200	217	190
1760 - 1769	195	225	202
1770 - 1779	243	223	234
1780 - 1789	293	227	223

La reprise a commencé en 1680 à Orbey. Nous remarquons une baisse au cours de la décennie 1700-1709 qui fut, en effet, marquée par une terrible disette. C'est en 1750 qu'on arrive à l'indice 200, c'est à dire au doublement des baptêmes par rapport au début du siècle. À la veille de la Révolution, le nombre des baptêmes à Labaroche frôle l'indice 300 (12).

L'augmentation de population peut avoir deux origines : soit une forte immigration, soit une augmentation par accroissement naturel.

Pour étudier l'immigration nous avons relevé, dans le registre des mariages d'Orbey, entre 1647 et 1792, les époux et les épouses étrangers au Val d'Orbey. Sur 1 930 mariages, nous comptons 155 époux et 71 épouses dans ce cas, soit 8 % des hommes et 3,6 % des femmes.

Avant 1680, l'enregistrement des mariages n'est pas régulier. C'est à partir de 1680 qu'il nous est possible de connaître les flux d'arrivée de ces étrangers.

	Hommes	Femmes	Total
1680 - 1689	11	5	16
1690 - 1699	12	4	16
1700 - 1709	10	3	13
1710 - 1719	6	1	7
1720 - 1729	11	2	13
1730 - 1739	19	4	23
1740 - 1749	8	6	14
1750 - 1759	15	10	25
1760 - 1769	15	7	22
1770 - 1779	30	13	43
1780 - 1789	13	11	24

C'est à partir de 1730 que les arrivées ont augmenté. Mais elles se sont accrues surtout entre 1750 et 1789. Il est malheureusement impossible de savoir combien de ces étrangers se sont installés dans la région.

Les époux venaient en majorité d'Alsace et de Lorraine. Sur 59 Alsaciens, 9 venaient du Bas-Rhin et le reste du Haut-Rhin. Les Haut-Rhinois étaient en majorité originaires des vallées voisines : celles de Sainte-Marie ou de Munster et du vignoble proche : Kaysersberg, Ammerschwih, Ribeauvillé.

Les Lorrains étaient aussi nombreux. Sur 58 Lorrains, 50 étaient originaires du département actuel des Vosges et 21 d'entre eux venaient de Gérardmer.

Parmi ceux qui venaient d'horizons plus lointains, le groupe des Suisses était le plus nombreux : 13, suivi par les Allemands : 6, puis à égalité par les Savoyards et les Italiens : 3. Le reste venait du royaume de France.

L'origine des épouses était à peu près la même. Mais les Lorraines étaient plus nombreuses que les Alsaciennes. Elles étaient aussi moins nombreuses que les hommes à venir d'horizons lointains : 12 femmes pour 54 hommes.

En dehors de l'immigration, l'accroissement naturel peut expliquer l'augmentation de la population. Pour le connaître, il suffit de comparer le nombre des sépultures à celui des baptêmes. Malheureusement, l'enregistrement des sépultures n'est pas fiable avant 1756 à Orbey et débute en 1737 à Labaroche.

	Orbey + Pairis			Labaroche		
	B.	S	A.N.	B.	S	A.N.
1740 - 1749				411	287	124
1750 - 1759				413	255	158
1760 - 1769	1 008	509	499	403	337	66
1770 - 1779	1 164	601	563	501	340	161
1780 - 1789	1 109	807	302	605	456	149

Nous nous trouvons devant un accroissement naturel certain. Il diminue à Labaroche durant la décennie 1760-1769 pour reprendre ensuite. La diminution à Orbey durant la décennie 1780-1789 s'explique par une année 1787 catastrophique. On compte 60 sépultures en 1786 et 165 en 1787 et elles dépassent pour la première fois le nombre des baptêmes : 136. 50 % des décès sont ceux d'enfants de moins de cinq ans alors que la moyenne entre 1756 et 1789 est de 38 %. Ce pic de mortalité ne

de pas. On retombe à 80 décès en 1788 et 50 en 1789. On a à faire probablement à une épidémie provoquée par la disette. En effet, entre 1787 et 1789, l'Alsace a connu des hivers rudes et de mauvaises récoltes de grains et de pommes de terre.

Immigration et accroissement naturel se sont donc unis pour provoquer l'augmentation de la population.

2) La nouvelle gestion administrative

Le Val d'Orbey était toujours une seigneurie et un bailliage.

Les Ribeaupierre acceptèrent la domination française et reçurent le titre de comte. En 1673, le dernier représentant de la famille, Jean Jacques de Ribeaupierre, mourut. Le Roi reconnut, comme héritier des domaines, son gendre Christian II, duc de Birkenfeld, de la famille princière des Birkenfeld, Bischwiller, Deux-Ponts qui avait épousé sa fille, Catherine Agathe. Christian prêta hommage au roi en 1673, lors du voyage de ce dernier en Alsace. Cette famille garda la seigneurie du Hohnack jusqu'à la Révolution.

La gestion de la seigneurie se transforma en calquant l'administration française.

Les seigneurs alsaciens transformèrent les charges de leurs administrateurs en office. Les baillis achetèrent désormais leur charge à leur seigneur. Mais ils devaient se faire recevoir devant le Conseil souverain d'Alsace, installé à Colmar, parlement alsacien qui incarnait la justice royale. Ainsi entre baillis et seigneurs était introduit un pouvoir intermédiaire.

La première nomination de bailli du Val d'Orbey, que nous trouvons dans les archives du Conseil souverain, est celle de Dominique Doyen en 1689. Il devint conseiller en 1704. Désormais tous les baillis furent membres du Conseil souverain. Jean Luc Bartmann, son successeur, s'intitulait « Écuyer, Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison et Couronne de France, Grand Bailly du comté de Ribeaupierre et seigneurie du Hohnack » (13).

À l'office de bailli s'ajouta celui de procureur fiscal pour le Val. Un procureur fiscal existait dans le Val en 1689 (14).

Le greffier-tabellion seigneurial acheta une charge de notaire royal dont il reçut les lettres de provision en 1682. (15) Désormais la même personne fut notaire royal et tabellion seigneurial.

Bailli, procureur fiscal, notaire royal, c'était désormais les principaux administrateurs du Val. Le prévôt du Val disparut. On le voit encore, en 1709, à côté du bailli et du procureur fiscal, recevoir les comptes communaux (16) et, en 1718, s'occuper de la dîme de Fréland (17).

L'administration de chaque communauté s'était étoffée depuis le XVI^e siècle.

La justice était désormais rendue par trois jurés élus, qui étaient présidés par un prévôt, nommé par le seigneur. En 1785, Joseph Dielaine, bourgeois de Fréland, sollicitait la place de prévôt de la communauté (18).

Les officiers, chargés de la gestion quotidienne, étaient plus nombreux.

Aux doyen et bangard s'étaient ajoutés un maître-bourgeois, un consordier, un maître d'école qui était aussi marguillier, un maître des chemins et un taxeur de vin (19). Le maître-bourgeois était chargé de lever les impôts, le doyen d'appliquer les règlements. Le consordier s'occupait de la fabrique de l'église et le bangard était un garde-champêtre.

Lorsque le ban du village était vaste, on élisait plusieurs doyens et plusieurs bangards. C'était le cas à Lapoutroie où, en dehors du village, il y avait un doyen et un bangard à Hachimette, à Ribeaugoutte et au Grand Trait. Il en était de même à Orbey où on trouvait un doyen et un bangard aux Huttes, un bangard à Tannach et au Faing. Les habitants de Fréland, ainsi que ceux du Bonhomme, élisait un doyen des chaumes. Pour entretenir les chemins, on trouvait un ou deux maîtres des chemins, suivant les communautés.

3) La reprise économique

C'est à partir de quelques chiffres que l'on peut saisir la croissance économique dont a joui le Val au XVIII^e siècle.

L'étendue des champs s'est accrue considérablement pour faire face à l'augmentation démographique (20).

	1716	1770
Fréland	115 arpents	1 148 arpents
Labaroche	80 arpents	1 003 arpents
Le Bonhomme	rien	64 arpents
Lapoutroie	140 arpents	1 158 arpents
Orbey	300 arpents	1 602 arpents

Cette extension des champs entraîna la construction de moulins (21).

	1701		1773	
	Farine	Farine	Huile	Chanvre
Orbey	3	9	6	
Labaroche	1	1	1	
Lapoutroie	2	4	2	
Fréland	3	3	2	
Le Bonhomme	1	2		1
	10	20	11	1

Le nombre des moulins à farine a doublé. Des moulins à huile et à chanvre ont été construits.

On cultivait des céréales : seigle, avoine, orge, froment. Il s'y ajoutait la pomme de terre, dès le début du siècle, qui permettait de faire face aux disettes.

L'huile provenait du colza, peut-être aussi des noix. Le colza donnait de l'huile alimentaire, de l'huile pour l'éclairage et des tourteaux pour nourrir le bétail.

Il s'y ajoutait la culture du lin et du chanvre et dans les jardins, des légumes : pois, fèves...

La production des céréales était insuffisante pour la consommation. Les paysans en achetaient soit lors de la vente de la dîme dans les paroisses du canton, soit hors du canton, à Colmar.

La principale richesse venait de l'élevage des vaches laitières, dont les paysans vendaient les produits : beurre, fromages.

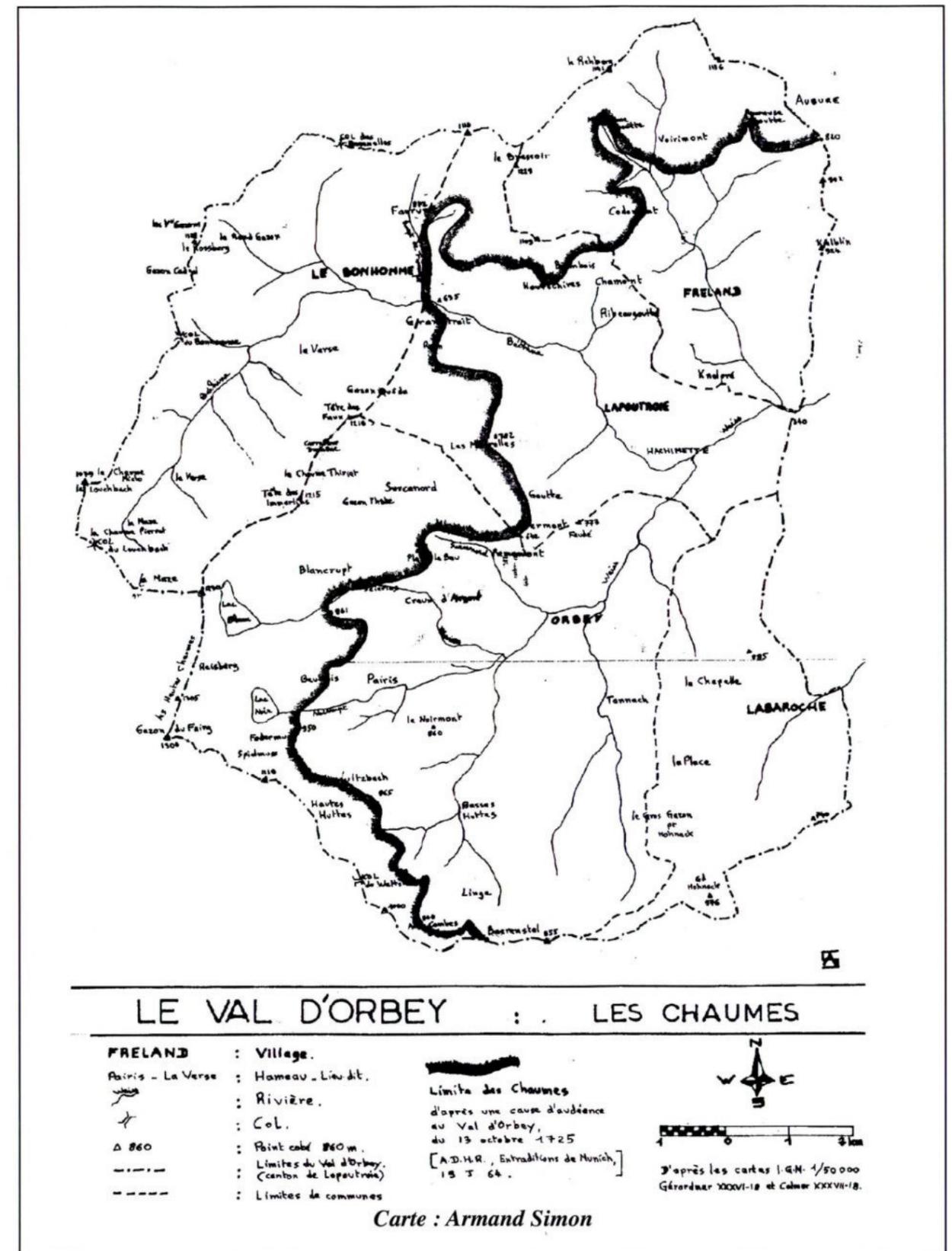
Le troupeau fut reconstitué. Nous avons quelques chiffres pour Lapoutroie (22) :

	1716	1776
Vaches	332	789
Chèvres	258	268
Chevaux		23
Bœufs		74
Porcs		91

Aux vaches laitières, dont le nombre a doublé, se sont ajoutés chevaux et bœufs qui composent le train de culture.

Par contre, la montée sur les chaumes paraissait être en régression, si nous prenons l'exemple de Fréland. En 1631, Fréland y envoyait 281 vaches (23). Or en 1752, le village n'en envoyait plus que 65 sur les hautes chaumes et en 1761, 56 sur les basses chaumes (24).

Désormais le bétail était, en majorité, gardé à la ferme, habitude qui s'est maintenue jusqu'au XX^e siècle.



La majorité des forêts appartenait au seigneur, ce qui représentait environ 4 000 ha (25).

Bois seigneuriaux en 1760
1 arpent = 51 ares

Orbey	2 565 arpents	
Le Bonhomme	1 919 arpents	
Fréland	1 753 arpents	
Lapoutroie	656 arpents	
Labaroche	569 arpents	
Total	7 462 arpents	soit 3 731 ha environ

Comme la population augmentait et par suite, les besoins en bois, le cantonnement de ces forêts fut décidé en 1778. Un tiers fut donné aux communautés, le reste au seigneur. Mais ce cantonnement donna lieu à de nombreuses contestations. Il fallut attendre la période révolutionnaire pour régler le partage des forêts.

Une ressource nouvelle se présenta au milieu du siècle : la filature et le tissage du coton. Les paysans filaient et tissaient déjà le lin et le chanvre pour leurs besoins domestiques.

En 1756, l'intendant d'Alsace autorisa un habitant de Sainte-Marie-Aux-Mines, l'ancien bourgmestre Steffan et un habitant de Sierentz à créer, chacun dans leur bourgade, une manufacture de tissage de toile de coton. C'était les premières manufactures de toiles de coton en Alsace. Pour celle de Sainte-Marie, les capitaux furent fournis par le prince de Deux-Ponts, qui était aussi seigneur du Hohnack. Le Val d'Orbey offrait une main d'œuvre proche, qui fut utilisée. On relève, sur le rôle de la patente de 1796, 44 tisserands dont 25 à Orbey (26).

4) La société

a) Les classes sociales

Deux grands propriétaires existaient dans le Val : le seigneur et l'abbaye de Pairis. Le seigneur, en dehors des forêts, possédait cinq fermes sur le ban du Bonhomme et deux sur celui d'Orbey.

L'abbaye de Pairis était propriétaire de 50 ha de prés, 135 ha de forêt et 6 fermes exploitant 240 ha sur le ban d'Orbey (27).

Les habitants du Val se partageaient le reste du terroir. D'après une matrice du rôle de la contribution foncière de l'an III (1794-1795) de la commune de Lapoutroie, les surfaces des propriétés étaient comprises entre quelques perches (une perche équivalait à moins d'un are) et 36 arpents (18 ha) (28) :

- moins d'un arpent	: 29 %
- de 1 à 4 arpents	: 42 %
- de 5 à 9 arpents	: 19 %
- de 10 à 14 arpents	: 6 %
- 15 arpents et plus	: 4 %

Ceux qui possédaient le moins de terre, était un maréchal-ferrand et un tailleur d'habits, qui avaient chacun un jardin d'une perche.

Le propriétaire qui était le mieux pourvu, 21 arpents, était Joseph Marco, greffier-tabellion de la seigneurie et notaire royal dont le père avait laissé à sa mort, en 1747, des biens évalués à 108 524 livres (29).

D'après des dénombrements fiscaux, on distinguait trois types de foyers : les bons, les médiocres et les mauvais. Mais ces états fiscaux laissaient de côté tous ceux qui ne payaient pas d'impôts et ils étaient nombreux.

En 1790, Orbey comptait 3 669 habitants. On relevait parmi eux :

- 150 individus qui ne payaient aucune taxe
- 246 individus qui payaient une ou deux journées de travail
- 225 vieillards hors d'état de travailler
- 150 infirmes

soit 771 personnes auxquelles il fallait ajouter 1 350 enfants de moins de 14 ans hors d'état de gagner leur vie, ce qui représente un total de 2 121 personnes : 57 % de la population (30).

Dans cette société l'église catholique était toute puissante.

b) La reconstruction religieuse

Dès l'installation de la France en Alsace, le pouvoir royal demanda à ses représentants "de prendre un soin particulier du culte et service de Dieu, du maintien de la Religion catholique apostolique et romaine" (31).

Dans le Val d'Orbey, ce programme fut appliqué à la lettre. Deux personnages s'y consacrèrent : Bernardin Buchinger et Pierre Dulys.

C'est à Bernardin Buchinger que l'abbaye de Pairis dut son renouveau. Originaire de Kientzheim, il était devenu, en 1642, abbé de Maulbronn dont dépendait le prieuré de Pairis. En 1648, il dut quitter son abbaye donnée au duc de Wurtemberg et se réfugia à Pairis.

Soutenu par l'abbé général de Cîteaux, il obtint que Pairis redevenne une abbaye sous l'autorité de celle de Lucelle. Élu abbé de Lucelle en 1654, Buchinger dut se démettre de sa dignité d'abbé de Pairis en 1656 pour laisser la place à un abbé, originaire de Normandie, proposé par le roi.

Désormais les abbés de Pairis qui étaient élus, furent des candidats, sujets fidèles du roi de France. L'abbaye rétablit peu à peu son pouvoir sur le Val. Elle acheta, en 1668, la cour colongère de Lapoutroie à la ville de Colmar, ce qui lui donnait le droit de présenter les curés de Lapoutroie et d'Orbey, ainsi que celui du Bonhomme qui était une paroisse filiale de Lapoutroie. Ce droit de collation entraînait la mainmise sur une partie des dîmes de ces cures.

L'abbaye de Pairis s'enrichit au cours du siècle. Il suffit de parcourir ses comptes (32)

	Recettes	Dépenses
1734	11 279 livres	4 220 livres
1763	23 973 livres	16 519 livres
1770	36 506 livres	24 494 livres
1777	29 346 livres	17 735 livres

C'est en 1770 que les recettes furent les plus élevées.

Dans un autre coin du Val, à Labaroche, un religieux agissait pour rétablir le pèlerinage des Trois-Épis.

Pierre Dulys, chanoine du chapitre de Saint-Dié, s'était fixé depuis 1640 à Ingersheim où son chapitre possédait une cour colongère. C'est à partir de cette cour que les biens du chapitre à Labaroche étaient gérés.(33).

La chapelle des Trois-Épis avaient été détruite en 1636. Il voulut la rétablir et créer un prieuré qui serait donné à des religieux. En 1651, le Magistrat d'Ammerschwihl lui accorda la chapelle et un terrain pour construire le couvent. Pierre Dulys reçut, en même temps, du couvent de Feldbach, la paroisse de Labaroche dont ce couvent était collateur.

L'évêque de Bâle érigea canoniquement en prieuré le pèlerinage des Trois-Épis et l'abbé Dulys reçut la chapelle. Ce dernier s'installa comme curé de Labaroche et prieur des Trois-Épis et abandonna en 1654 son canonicat de Saint-Dié. Devenu prieur perpétuel, Pierre Dulys laissa la gestion du prieuré aux religieux qu'il y avait appelés : tout d'abord une congrégation lorraine, la Congrégation de Notre Sauveur, puis de 1655 à 1659, les moines de Pairis, enfin les Pères Antonites d'Issenheim. Ceux-ci gardèrent le prieuré jusqu'en 1773. Ils furent remplacés par l'Ordre de Malte, suivi enfin par les Capucins de Kientzheim.

La paroisse de Labaroche dépendit du prieuré des Trois-Épis jusqu'à la Révolution et les curés furent nommés par les religieux du prieuré. Elle fut démembrée et perdit le hameau d'Hachimette qui fut rattaché à la paroisse de Lapoutroie.

Seule la paroisse de Fréland ne subit aucune transformation après la guerre de Trente Ans. Les Ribeaupierre et leurs successeurs en restèrent les collateurs.

c) L'Église dans la société

On sait qu'à l'époque, l'Église encadrait les populations de la naissance à la mort. On trouvait dans le Val deux types de religieux : le clergé régulier, représenté par les moines de l'abbaye de Pairis et le clergé séculier, composé des curés des paroisses.

Les moines de Pairis, une dizaine, vivaient à l'écart de la population. Leur vie était consacrée à la prière et à l'étude. Ils employaient des domestiques pour les travaux à faire dans l'abbaye et louaient leurs terres. Un témoignage de l'époque nous présente cette vie à l'abbaye : « L'abbé Bourste, le prieur Queffemme et une douzaine de bernardins avec quelques novices y vivaient confortablement et recevaient avec urbanité et hospitalité les nombreux étrangers qui venaient y passer et séjourner à diverses époques... Les courses à l'abbaye, dans les bois et les fermes de son voisinage, l'excellent dîner, le billard, les prévenances des religieux, devenaient des parties de plaisir pour nous » (34).

C'était les curés qui étaient en contact étroit avec la population. Ils étaient, en effet, chargés, depuis l'entrée du Val dans le royaume de France, de tenir les registres de baptêmes, mariages et sépultures. Les premiers datent de 1642 à Orbey, de 1650 à Lapoutroie, de 1664 à Fréland, de 1683 à Labaroche et de 1718 au Bonhomme.

Les sages-femmes ne pouvaient être nommées par les communautés qu'avec leur assentiment. Les curés leur faisaient passer un examen pour s'assurer de leurs convictions religieuses et de leur moralité car, lors de la naissance, elle prenait en charge la vie et le salut éternel de la mère et de l'enfant.

Quand les enfants allaient à l'école, ils recevaient leur instruction d'un maître d'école qui était un auxiliaire du curé, nommé sur sa recommandation, et souvent chargé des fonctions de marguillier, c'est à dire de sacristain.

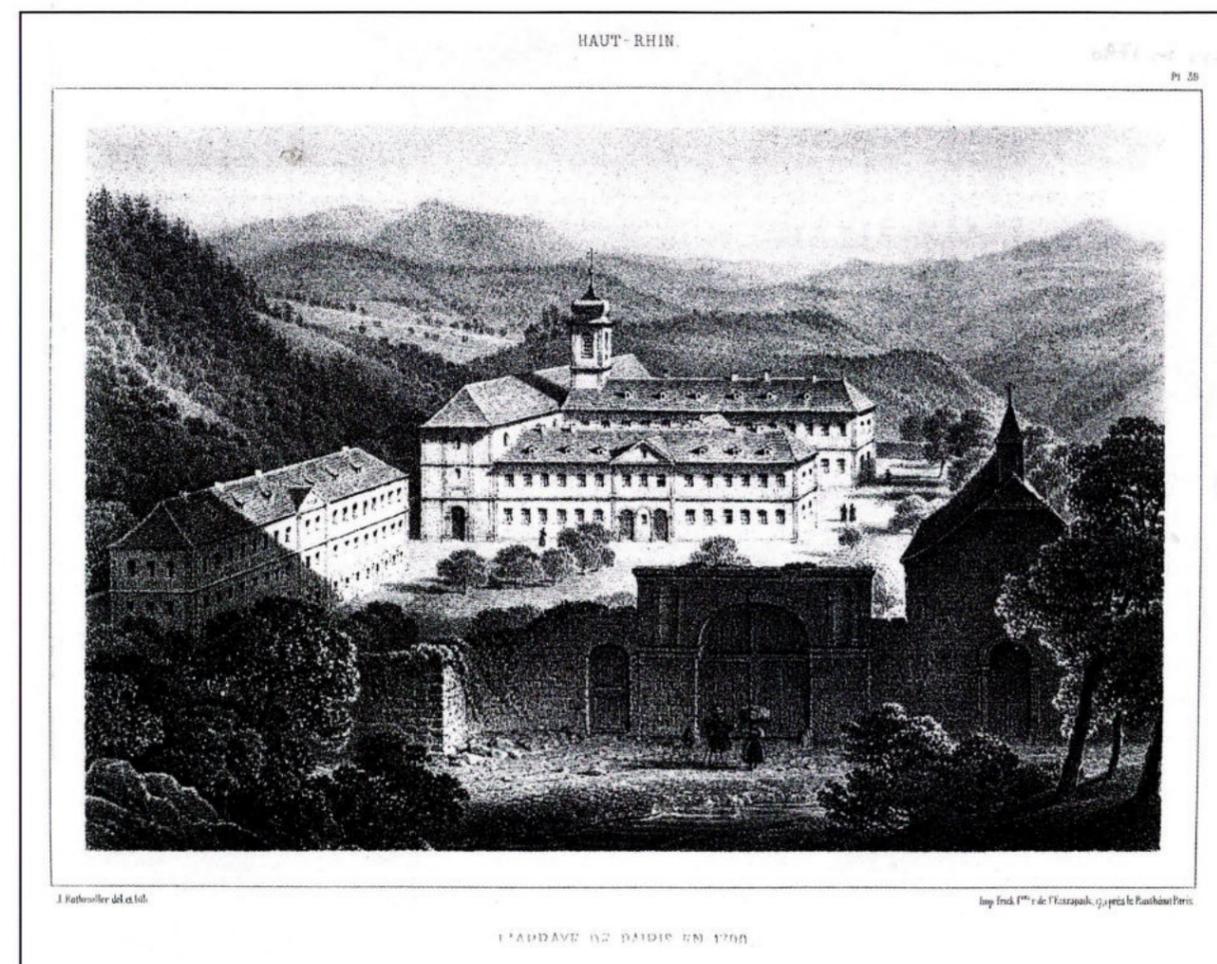
D'après une ordonnance royale de 1698, les enfants âgés de 7 ans accomplis jusqu'à leur première communion, devaient aller à l'école (35). Cette ordonnance ne devait pas être bien suivie car en 1773, le bailli du Val d'Orbey rendait l'école obligatoire, à partir de 7 ans jusqu'à ce que les élèves sachent lire et écrire, sous peine d'amende. (36).

On leur apprenait à lire et à écrire mais aussi le plain-chant, le catéchisme et à prier Dieu (37).

Les adultes continuaient à être encadrés par l'église. Ils faisaient partie de confréries. On en comptait cinq à Lapoutroie : celles du Saint Sacrement, de la Sainte Vierge, de sainte Odile, de saint Sébastien et de saint Éloy (38).

Les confirmations donnaient lieu à de grands rassemblements de confirmands : 600 à Lapoutroie en 1686, 878 à Fréland le 4 juillet 1706 et le lendemain, 1 246 à l'abbatiale de Pairis (39). En 1760, l'évêque de Bâle vint dans le Val et confirma à Lapoutroie 780 personnes du lieu et 300 du Bonhomme (40).

Les églises de toutes les paroisses furent reconstruites au cours du XVIII^e siècle, signe à la fois de l'augmentation de la population et de la vitalité religieuse.



Lithographie de Jacques Rothmüller
Musée pittoresque et historique de l'Alsace
1^{re} éd. 1863 - 2^e éd. J. Pierre Gyss, 1981
L'abbaye de Pairis en 1790

La première église reconstruite fut celle de Fréland, consacrée en 1706. Puis furent mises en chantier en 1730, l'église de Lapoutroie et en 1735, celle d'Orbey. L'église de Lapoutroie fut détruite par un incendie en 1750 et reconstruite. Au Bonhomme l'église fut reconstruite au cours de deux campagnes de 1754 à 1757 et en 1770. Enfin, c'est en 1787 que l'église de Labaroche fut mise en chantier.

Ce fut aussi le cas pour l'église de l'abbaye de Pairis, entre 1736 et 1741. Mais elle fut détruite par un incendie en 1753 et reconstruite immédiatement.

L'évêque de Bâle vint, en juin 1760, consacrer les trois églises de Pairis, Lapoutroie et Orbey.

À ces églises, il faut ajouter des chapelles construites par des particuliers. Deux furent élevées à Fréland en 1740 et 1771 et une au Bonhomme dont on connaît l'existence en 1788.

5) La naissance d'une vie culturelle

Les curés et les maîtres d'école, qu'on appelait aussi régents d'école, composaient l'encadrement culturel de la population. Que valait cet encadrement ?

La nomination des curés était faite par les collateurs des paroisses. Les abbés de Pairis nommaient aux cures d'Orbey, Lapoutroie et le Bonhomme, les Antonites d'Issenheim à celle de Labaroche et les Ribeaupierre à celle de Fréland.

En 1664, tous les curés venaient de Lorraine : Claude Scheleur à Orbey était natif de Metz, François Rothiot à Lapoutroie, de Charmes, Jean Chapouille à Fréland, de Dieuze, Pierre Dulys à Labaroche, de Saint-Dié. Seul le vicaire du Bonhomme, Jean de Noiseux, venait du Luxembourg. (41).

Les nominations de Lorrains continuèrent jusque vers 1750. Puis on nomma des curés qui appartenaient à des familles du Conseil Souverain qui siégeait à Colmar : François Antoine Chauffour en 1747 à Fréland, Pierre Xavier Chauffour en 1760 à Lapoutroie, J. Baptiste Xavier Delort en 1756 à Orbey.

À la veille de la Révolution, le clergé du Val et le Conseil Souverain étaient liés. François Xavier Bourste, qui fut abbé de Pairis de 1759 à 1788, était le fils d'un avocat et son successeur, Paul Jules Antoine Delort, était le



CROIX DE LA HAUTE PATTE - 1758 - Lapoutroie
Photo Henri Baradel

fils d'un procureur et le frère du curé d'Orbey. Le curé de Lapoutroie, Eusèbe Burger était lié, par sa mère, à la famille du procureur Théodore Drouineau dont un des fils, Jacques Bernard, était moine à Pairis.

On trouvait, dans les autres cures, des prêtres qui avaient un certain niveau intellectuel : au Bonhomme, François Jacques Roesch, originaire de Kaysersberg et jésuite de la province de Champagne et à Fréland, François Xavier Thannberger, qui avait été professeur de théologie et directeur au séminaire de Strasbourg. Seul le curé de Labaroche, Louis Petitdemange, né à Lapoutroie, avait fait sa carrière dans le Val : vicaire à Fréland et à Orbey avant d'être curé de Labaroche (42).

Ce furent ces différents curés qui choisirent les régents d'école.

Les premiers maîtres étaient originaires de Lorraine : Joseph Perrotey en 1689 à Fréland, originaire de Fraize, Jean Antoine à Orbey en 1676 originaire de Remiremont, Nicolas Jean au Bonhomme en 1689, qui avait exercé à Laveline. Puis des familles de maîtres d'école se constituèrent. Les Blaise à Orbey exercèrent à Orbey : Nicolas cité de 1709 à 1747 et son fils Jean Nicolas de 1742 à 1770. D'autres membres de la famille exercèrent à Labaroche.

Les maîtres d'école n'étaient pas toujours marguilliers. À Orbey, on trouvait côte à côte en 1718, Jean Piéré, marguillier et Nicolas Blaise, maître d'école (43).

Un effort fut accompli pour alphabétiser la jeunesse. En 1691 et en 1693, lors des élections des officiers des communautés, la majorité des officiers ne pouvaient signer leur nom. Seuls signaient : tous les maîtres d'école, deux consordiers, celui de Labaroche et celui du Bonhomme, quatre maîtres-bourgeois à Orbey, aux Huttes, à Fréland et au Bonhomme, et un doyen à Fréland (44).

À la veille de la Révolution, la situation s'était nettement améliorée. Une étude faite sur les conjoints signant leur acte de mariage sur la période 1775-1778, donne les résultats suivants :

Communautés	Hommes	Femmes
Le Bonhomme	76 %	45 %
Fréland	90 %	73 %
Labaroche	48 %	15 %
Lapoutroie	71 %	28 %
Orbey	63 %	23 %
Moyenne	67 %	31 %

Les pourcentages pour la France entière étant de 47 % pour les hommes et 27 % pour les femmes, ceux du Val d'Orbey apparaissent nettement supérieurs (45).

L'alphabétisation s'accompagna de l'enseignement de la langue française. Celle-ci dut être assimilée assez rapidement par une population dont la langue était romane. C'est en effet dans les contrées welches d'Alsace que le Conseil Souverain de Colmar recrutait ses procureurs. On y trouve comme élève-procureur, des enfants du Val. Citons Jean Louis Grenez, originaire de Lapoutroie, fils d'un sergent seigneurial et futur commissaire du Directoire.

Quelle est la situation du Val à la veille de la Révolution ?

Le pays subit une crise économique due aux mauvaises récoltes et dont souffrent les paysans les plus pauvres. Nous savons que les feux contribuables sont répartis en trois classes : les bons, les médiocres et les mauvais. Ces derniers augmentent alors que les premiers diminuent (46).

feux	Orbey		Labaroche		Lapoutroie		Fréland		Le Bonhomme	
	1766	1786	1766	1786	1766	1786	1766	1786	1766	1786
Bons	50	26	10	7	15	12	10	7	15	12
Médiocres	58	54	20	16	40	41	36	19	20	18
Mauvais	112	135		40	85	98	102	75	20	40
Total	220	215		63	140	151	148	101	55	70

À la crise économique et au manque de terre provoqué par l'essor démographique, il faut ajouter des sujets anciens de mécontentement : le contentieux sur les forêts et les droits seigneuriaux entre le seigneur et les habitants ainsi que les nombreux procès qui opposent ces derniers à l'abbaye de Pairis.

Pour défendre ce monde paysan, il existe une minorité agissante, alphabétisée, prête à prendre en charge la gestion du Val. Sur un document de 1786, tous les prévôts du Val et la majorité des jurés signent avec paraphe, et leurs signatures n'ont rien à envier à celle du greffier tabellion qui rédige le texte (47).

NOTES

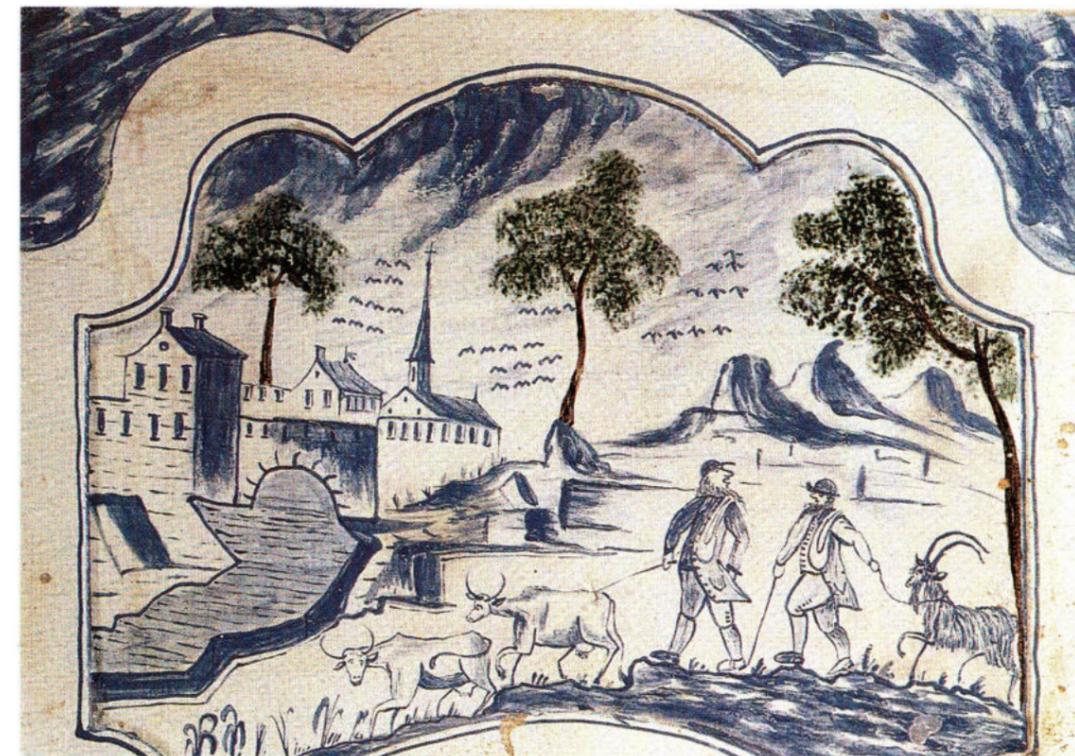
ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin
BSH : Bulletin de la Société d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey.

- 1 - Odile Kammerer, *Le cheptel bovin dans le Val d'Orbey avant la guerre de Trente Ans ds Histoire de l'Alsace rurale*, Istra, Strasbourg, 1983, p. 152
- 2 - Charles Schillinger, *Recueil historique et généalogique de la commune de Fréland*, 1991, p.65-66
- 3 - Odile Kammerer, *ops cit.* p. 157
- 4 - Armand Simon, *Péages et octrois dans le Val d'Orbey au XVII^e et XVIII^e siècles*, ds *Dialogues transvosgiens*, n° 3, p. 103
- 5 - J. Pol Miclo, *Les Miclo du Val d'Orbey*, ds *BSH n° 10* (1991), p. 30
- 6 - Yvette Baradel, *Les communautés du Val d'Orbey à travers leurs comptes, 1709*, ds *BSH n° 10* (1991), p. 58
- 7 - *Registres paroissiaux d'Orbey-Pairis, Sairepas (Alexsys), cahier n° 35, sépulture du 5/02/1695*
- 8 - Odile Kammerer, *ops cit.*, p. 157
- 9 - Fritz Kessler, *Le château du Hohnack ds Bulletin du musée historique de la ville de Mulhouse*, 1888, p. 89
- 10 - Georges Livet, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV, 1648-1715*, Leroux, Strasbourg, Paris, 1956, p. 829-831
- 11 - Francis Lichtlé, *La population de la haute vallée de la Weiss et ses réserves céréalières en 1693 ds BSH n° 15* (1996), p. 36-37
Armand Simon, *Quelle était la population du Val d'Orbey au XVII^e et XVIII^e siècles ds BSH n° 1* (1982), p. 23
- 12 - Labaroche : Philippe Jehin, *Naître à Labaroche au XVII^e et XVIII^e siècle ds BSH n° 15* (1996), p. 53
Fréland : Charles Schillinger, *ops cit.* p. 79-80
Orbey : *Registres paroissiaux ops cit.*
- 13 - ADHR 3B Val d'Orbey 478, *Comptes communaux, Fréland, 1709*
- 14 - Charles Schillinger, *ops cit.* p. 311
- 15 - ADHR IB 927, p. 130
- 16 - cf note 13
- 17 - Charles Schillinger, *ops cit.* p. 47
- 18 - id p. 59
- 19 - ADHR 3B Val d'Orbey 476, *Élections des officiers des communautés, 1693-1694*
- 20 - Philippe Jehin, *L'agriculture dans le Val d'Orbey au début du XVII^e siècle ds BSH n° 11* (1992), p. 45
Plans de finage 1765, ADHR C 1170/22, Orbey ; C 1159/9, Le Bonhomme ; C 1171/8, Lapoutroie ; C 1158/3, Labaroche ; C 1163/4, Fréland
- 21 - ADHR E 1507, *État des moulins, avril 1701*
Archives Départementales Bas-Rhin, liasse C 404, enquête de 1773
- 22 - Philippe Jehin, *L'agriculture... ops cit.* p. 51
Armand Simon, *Quelle était la population... ops cit.* p.23
- 23 - Odile Kammerer, *ops cit.* p. 152
- 24 - Charles Schillinger, *ops cit.* p. 74
- 25 - *Plans de finage*, cf note 20
- 26 - ADHR L 1001, *Registre d'inscription des patentes, 1^o vendémiaire an V (23/08/1796)*
- 27 - *L'abbaye de Pairis dans la haute vallée de la Weiss*, éd Société d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 1995, p. 65
- 28 - *Mairie de Lapoutroie*, G 12
- 29 - Francis Lichtlé, *Les Marco, notaires et receveurs seigneuriaux dans le Val d'Orbey au XVIII^e siècle*, BSH n° 17 (1998), p. 19-23
- 30 - Lucien Jecker, *Le Val d'Orbey en 1789*, BSH n° 8 (1989), p. 48

- 31 - Georges Livet, *ops cit.* p. 251
- 32 - *L'abbaye de Pairis... ops cit.* p. 69, 78, 81, 86
- 33 - Isidore Beuchot, Pierre Dulys, ds *Revue catholique d'Alsace*, 1890, p. 31-44 et 75-88
- 34 - *L'abbaye de Pairis, ops cit.* p. 87
- 35 - André Schaer, *La vie paroissiale dans un doyenné alsacien d'Ancien Régime, Ostheim*, 1971, p. 55
- 36 - Catherine et Armand Simon, *Maîtres et maisons d'école au XVII^e et XVIII^e siècles*, BSH n° 7 (1988), p. 46
- 37 - Catherine Simon, *les maîtres d'école du Val d'Orbey au XVII^e et XVIII^e siècles*, BSH n° 6 (1987), p. 35
- 38 - Armand Simon, *Les statuts des confréries de Lapoutroie à la fin du XVII^e siècle*, ds *BSH n° 14* (1995), p. 50-53
- 39 - André Schaer, *ops cit.* p. 129-130
- 40 - Benoît Jordan, *les édifices religieux dans le Val d'Orbey de la guerre de Trente Ans à la Révolution ds BSH n° 15* (1996), p. 44
- 41 - id p. 41-42
- 42 - Louis Kammerer, *Répertoire du clergé d'Alsace, 1648-1792*, Strasbourg, 1983
- 43 - Gérard Boutry, *Régents d'école du Val d'Orbey ds Bulletin du cercle généalogique d'Alsace*, 1977/2
- 44 - ADHR 3B Val d'Orbey 476
- 45 - Catherine et Armand Simon, *ops cit.*, p. 54
- 46 - ADHR E 709
- 47 - ADHR 3B Val d'Orbey 476, *Rôle des corvées*

OUVRAGES CONSULTÉS

- J. Luc Eichenlaub, Lucien Jecker, J. Marie Jenn, Benoît Jordan, Claude Muller, Laurent Nitsch, *L'abbaye de Pairis dans la haute vallée de la Weiss*, éd. Société d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 1995
Philippe Jehin, *Les hommes contre la forêt, l'exploitation des forêts dans le Val d'Orbey au XVIII^e siècle*, La Nuée bleue, Strasbourg, 1993
Georges Livet, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV, 1648-1715*, Leroux, Strasbourg, Paris, 1956
André Schaer, *La vie paroissiale dans un doyenné alsacien d'Ancien Régime, 1648-1789*, Ostheim, 1971



Alsace – XVIII^e siècle
Poêle – Détail d'un carreau
Musée d'Unterlinden – Colmar

DU VAL D'ORBÈY AU CANTON DE LAPOUTROIE

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

1787 - 1799

La Révolution dans le Val d'Orbey apporta les mêmes bouleversements que dans les autres régions françaises.

On a l'habitude de distinguer quatre périodes :

- tout d'abord la Pré-Révolution qui ne dura que deux ans, de 1787 à 1789, et au cours de laquelle certaines réformes furent engagées mais sans succès.
- puis de 1790 au 10 août 1792, le bouleversement de l'ordre établi dans le cadre de la royauté.
- après le 10 août 1792, date de la chute de la royauté entraînant la proclamation de la République, jusqu'en 1795, une période de guerre et l'instauration du régime de la Terreur.
- enfin le régime du Directoire, jusqu'au coup d'Etat de Brumaire (novembre 1799), s'efforça de rétablir, tant bien que mal, un peu d'ordre.

Comment se comportèrent les habitants du Val d'Orbey dans ce bouleversement général ?

LA PRÉ-RÉVOLUTION

Tout commença en 1787, quand le Roi décida de créer une hiérarchie d'assemblées élues qui devaient désormais administrer le royaume : assemblées provinciales, assemblées de district et municipalités. Le règlement pour l'Alsace fut publié le 12 juillet 1787. On installait une assemblée provinciale à Strasbourg, six assemblées de district, dont une à Colmar, et des municipalités là où elles n'existaient pas, ce qui était le cas pour les communautés du Val d'Orbey.

Les premières élections furent celles des municipalités, fixées au printemps 1788. Le suffrage était censitaire : les électeurs devaient payer dix livres de contributions et les élus, trente livres. Chaque municipalité comportait deux membres de droit : le seigneur et le curé, des conseillers dont le nombre variait suivant celui des feux, et un syndic chargé de l'exécution des décisions.

Nous n'avons retrouvé qu'un procès-verbal d'élection, celui de la municipalité de Lapoutroie, du dimanche 13 avril 1788 (1). Nous ne connaissons pas la participation électorale. Les élus étaient des notables de la fortune, qu'on retrouve d'ailleurs comme acheteurs de biens nationaux un peu plus tard.

Mais ces nouvelles municipalités ne jouèrent aucun rôle car l'ancienne administration restait en place : celle des prévôts et des officiers des communautés.

Au printemps suivant, on se prépara à un événement autrement important, les élections des députés aux États Généraux convoqués à Versailles pour le 1er mai 1789. En effet, le Roi faisait appel à la Nation pour résoudre les problèmes financiers du royaume.

Chaque municipalité rédigeait un cahier de doléances qui était porté au chef-lieu de la circonscription électorale qui, pour le Val d'Orbey, était Colmar.

Les communautés du Val rédigèrent leur cahier au mois de mars. Ces cahiers ont disparu. Des cahiers complémentaires furent rédigés en juillet et août. Nous avons celui de la municipalité de Lapoutroie, daté du 10 août (2). Il nous permet de connaître l'état d'esprit des habitants à l'époque. Ces derniers s'attaquaient essentiellement aux droits seigneuriaux.

Des représentants élus des communautés emportèrent les cahiers de doléances à Colmar où furent élus, à partir du 31 mars, les députés du grand bailliage de Colmar-Sélestat. Le Tiers état eut trois députés : deux avocats au Conseil souverain et un aubergiste, prévôt de Matzenheim.

La prise de la Bastille le 14 juillet, puis la Nuit du 4 Août durant laquelle furent pris les décrets instaurant le rachat des droits seigneuriaux, donnèrent le signal d'un soulèvement paysan contre le pouvoir seigneurial connu sous le nom de « Grande Peur ».

Dans le Val, les forêts furent mises à sac comme dans d'autres vallées vosgiennes et le pillage continua au cours des années suivantes. Mais ce soulèvement, qui atteignit son paroxysme en juillet et août, perdit peu à peu de sa violence et un calme apparent se rétablit.

LA DESTRUCTION DE L'ORDRE ÉTABLI : 1790 - 10 AOÛT 1792

Les États Généraux, devenus Assemblée nationale au mois de juin 1789 et Assemblée nationale constituante en juillet, entreprirent la réforme du royaume.

1) La nouvelle administration

Une nouvelle administration était mise en place. La France était divisée en départements, districts, cantons et communes.

L'Alsace comprenait désormais deux départements : le Haut-Rhin et le Bas-Rhin. Colmar était à la fois le chef-lieu du département du Haut-Rhin et celui d'un district dont dépendait le Val d'Orbey.

Le bailliage du Val d'Orbey disparaissait et était remplacé par le canton de Kaysersberg, qui comprenait les cinq communes de l'ancien bailliage auxquelles on avait ajouté Kaysersberg, Kientzheim, Sigolsheim et Bennwihr. Cela pouvait s'expliquer si l'on considérait la géographie de la région, c'est à dire la vallée de la Weiss.

Mais on n'avait pas tenu compte des langues. Les communes de parler welche émirent immédiatement une protestation. Elles faisaient valoir que, communes de langue romane, elles dépendaient d'un chef-lieu de langue germanique dont elles étaient par ailleurs trop éloignées (3). Il fallut attendre la période du Directoire pour que la question soit réglée.

Départements, districts, communes étaient gérés par des assemblées élues. Le canton n'était qu'une unité électorale primaire.

En février 1790 furent élues les nouvelles municipalités du canton. Ces nouvelles municipalités étaient composées, chacune, d'un conseil général de notables dont étaient issus des officiers formant le corps municipal présidé par un maire.

Le système électoral était encore censitaire. Seuls les "citoyens actifs", qui payaient une contribution égale à trois journées de travail, pouvaient voter. Cela représentait pour le canton 1 517 citoyens actifs pour 8 993 habitants (4).

Lapoutroie

1^{er} Août 1789

Demande d'abolition

Des droits seigneuriaux

(voies de)

En mil sept cent quatre

vingt-neuf le 1^{er} Août la Communauté assemblée et

général s'est chargée de différents droits seigneuriaux

de toute espèce et dénomination, les habitants

n'ont plus le support de poids, ce qui rend

les habitants au désespoir et en a causé

occasionne l'émigration: ainsi qu'il

est.

Le sieur

Que les terres qui font un droit seigneurial

auquel les habitants sont assujettis même jus qu'à

l'aye de soixante et dix ans, soient

supprimées.

Que la Communauté ne soit plus obligée de

payer aucune subside au seigneur.

Que le don gratuit que le seigneur a perçu pendant

vingt années, même la même proportion quoiqu'elle n'ait

pas été mentionnée dans aucun mandement, a

Cahier de doléances des habitants de Lapoutroie - 1er août 1789

Armand Simon, Le cahier de demande d'abolition des droits

Seigneuriaux de Lapoutroie, ds Bulletin de la Société d'Histoire du Canton de Lapoutroie - Val d'Orbey n° 8 (1989), p. 52

Ces élections eurent un certain succès. 841 citoyens actifs allèrent aux urnes, soit 55 %, entre 37 % au Bonhomme et 68 % à Orbey. Les maires élus étaient des personnalités du canton. À Lapoutroie, Jean Simon exploitait 22 arpents de prés et de champs au Grand Trait et avait été prévôt en 1774. Les aubergistes Antoine Million à Labaroche et Jean Georges Demangeat au Bonhomme recueillirent 90 % des suffrages (5).

Une nouvelle administration judiciaire remplaça l'ancienne. Les juges étaient désormais élus. Dans chaque canton, la justice était rendue par un juge de paix. C'était un arbitre dont on n'exigeait pas de compétence juridique spéciale. Il était élu parmi les citoyens payant une contribution équivalant à dix journées de travail. Deux juges de paix furent élus dans le canton de Kaisersberg à la fin de l'année 1790, l'un pour le chef-lieu, l'autre pour les communautés. Ce dernier fut un citoyen de Lapoutroie, Sébastien Petitdemange, alors secrétaire-greffier de la mairie de Lapoutroie. C'était le fils du syndic de la municipalité de 1788.

Quant à l'administration financière, elle fut plus longue à s'installer. Au cours du printemps 1791, les nouveaux impôts, contributions foncière et mobilière, furent mis au point. Les municipalités devaient confectionner les rôles. En attendant, les anciens impôts avaient cours mais plus personne ne voulait les payer. Cela donnait lieu parfois à des violences. Ce fut le cas au Bonhomme en juin 1790. Une insurrection éclata pour empêcher la levée de droits dus aux fermes du Roi. La garde nationale, au lieu de ramener l'ordre, se joignit aux émeutiers (6).

En effet, pour maintenir l'ordre dans le canton, il existait un corps nouveau, les gardes nationales (décrets du 12 juin 1790 et 29 septembre-14 octobre 1791) et une gendarmerie nationale qui était l'ancienne maréchaussée (décrets du 12 décembre 1790 et 16 février 1791).

Ces nouveautés administratives ne rencontrèrent pas d'opposition. Elles furent même vues d'un œil favorable par certaines familles comme les Demangeat du Bonhomme ou les Petitdemange de Lapoutroie. Une société des Amis de la Constitution fut créée à Lapoutroie le 10 avril 1791. Nous n'avons pas la liste des membres. Nous savons que Sébastien Petitdemange était affilié dès mars 1791 à la société de Colmar.

2) La vente des biens nationaux

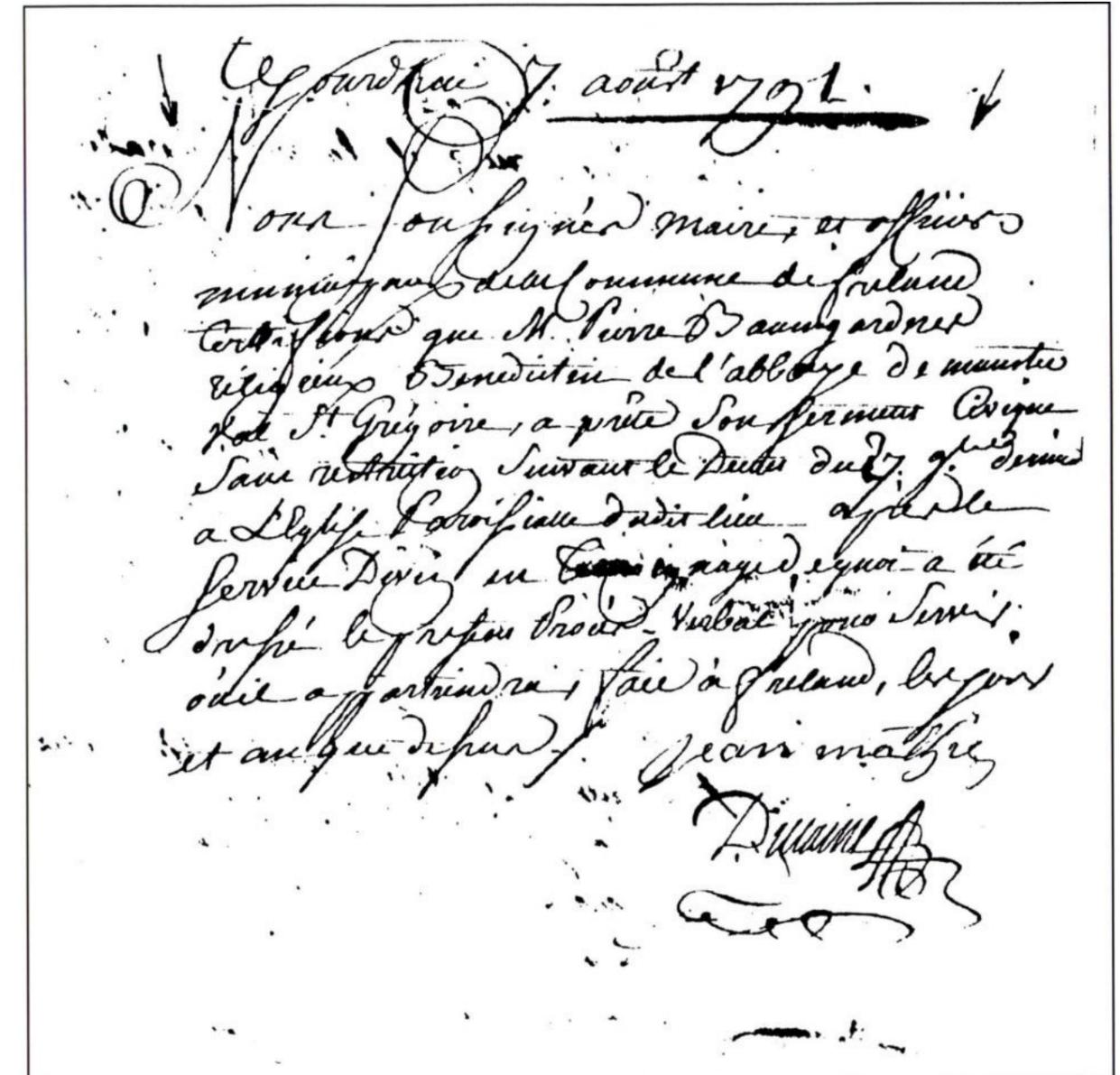
Les habitants du Val d'Orbey acceptaient d'autant mieux les réformes administratives de l'Assemblée nationale constituante, que celle-ci avait mis à la disposition de la Nation, en novembre 1789, les biens du clergé. Le plus gros propriétaire était, dans le canton, l'abbaye de Pairis et les paysans qui étaient les fermiers des moines ou vivaient dans leurs parages, lorgnaient sur ces terres. De mars à décembre 1790, les inventaires des biens de l'abbaye se succédèrent, établis par l'administration du district (7). De mars à octobre 1791, fermes et terres furent vendues aux enchères. Les acheteurs, qui furent en majorité des habitants du Val, s'organisaient en syndicats pour enlever plus rapidement les lots qu'ils se partageaient ensuite. L'abbaye elle-même et son enclos furent acquis par un industriel de Bollwiller, Georges Muller, pour être transformés en une usine de tissage de coton. Cette vente des biens nationaux s'accompagnait de la création d'une nouvelle monnaie : l'assignat, qui permettait de les acheter.

Ainsi deux monnaies circulèrent à partir de 1790, l'ancienne monnaie métallique et la nouvelle monnaie, qui était composée de billets de papier dont les habitants se méfiaient. En janvier 1792, le directoire du département prit un arrêté qui obligeait toute personne à recevoir les assignats "au pair et sans escompte". Mais ce fut un arrêté sans effet.

3) La Constitution civile du clergé

La réforme du royaume paraissait se dérouler sans heurt. Les premières difficultés apparurent quand l'Assemblée nationale constituante voulut mettre en application la Constitution civile du clergé du 12 juillet 1790, qui réorganisait l'Église catholique. En effet, la nationalisation des biens du clergé entraînait une restructuration de l'Église.

Dès octobre 1789, l'Assemblée avait supprimé les vœux prononcés par le clergé régulier et en février 1790, les couvents. Elle s'occupa ensuite du clergé séculier et créa une administration nouvelle.



Serment civique prêté par un bénédictin de l'abbaye de Munster
1er août 1791

Fréland - Registre des délibérations de la municipalité 1787 - 1801

Les diocèses étaient calqués sur les départements. Les évêques et les curés, qui recevaient un salaire, étaient élus comme les autres fonctionnaires et, en tant que fonctionnaires, devaient prêter serment à l'État : « de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur étaient confiés, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi ».

Devant un tel bouleversement, le clergé était hésitant et attendait de connaître l'opinion du Pape qui ne prononça la condamnation de la Constitution civile du clergé qu'en mars 1791. Or en décembre 1790, l'Assemblée exigea ce serment de tous les ecclésiastiques exerçant des fonctions publiques. C'est alors que le clergé de France se scinda en deux groupes, ceux qui refusaient de prêter ce serment "les réfractaires", ceux qui acceptaient, "les constitutionnels".

Le Val d'Orbey se vida de son clergé. Les moines de Pairis quittèrent le couvent au printemps 1791. Les cinq curés refusèrent de prêter serment et furent remplacés par des curés constitutionnels, élus en juillet 1791. Parmi les constitutionnels, deux étaient originaires du Val. Le curé de Lapoutroie, Jean Georges Demangeat qui était professeur d'Humanités au collège de Colmar, était le fils du maire du Bonhomme et le curé d'Orbey, Jean Georges Didierjean, ancien bénédictin, était né à Orbey (8). Les réfractaires pouvaient rester dans leur paroisse avec l'autorisation des curés constitutionnels. Mais la cohabitation était difficile et les réfractaires partirent les uns après les autres.

Cette situation mécontenta les fidèles habitués à leurs prêtres et bientôt un parti, favorable aux prêtres réfractaires, s'organisa, soutenu par des émissaires venus d'autres paroisses. En 1791, le curé constitutionnel de Fréland, Pierre Marchal, ancien augustin, se plaignait de l'ancien curé, François Thannberger, qui, bien que réfugié à Blotzheim, entretenait l'agitation dans la paroisse.

4) La déclaration de guerre

Dans cette agitation naissante arriva, à Lapoutroie, l'annonce de la fuite du Roi dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, envoyée par la municipalité du Bonhomme qui avait été alertée par celle de Saint-Dié. La crainte d'une invasion étrangère se précisa. Le procureur de la commune de Lapoutroie proposait "de mettre une bonne garde afin d'arrêter tous ceux qui passeraient et de les fouiller" (9).

L'Assemblée, dès le 21 juin, décréta la levée de "volontaires nationaux" pris parmi les gardes nationaux et destinés à participer à la défense des frontières. Des hommes du canton répondirent à l'appel : douze au Bonhomme (10). Ils partirent pour Cernay où furent constitués les bataillons de volontaires du Haut-Rhin en septembre et octobre 1791.

On fit de nouveau appel à des volontaires en janvier 1792. Sept se présentèrent à Orbey, trois à Lapoutroie, trois à Labaroche et un à Fréland (11).

L'effervescence grandissait sur les bords du Rhin car on craignait que les Impériaux ne franchissent le fleuve. En effet, dans le Grand duché de Bade, à Ettenheim, des émigrés, dont le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, formaient une armée prête à les aider pour entrer en France.

L'Assemblée législative, qui avait remplacé la Constituante en octobre 1791, se trouva devant une menace étrangère qui se précisait peu à peu et une agitation intérieure entretenue par les prêtres réfractaires et leurs fidèles, à laquelle s'ajoutait la dévaluation de l'assignat et ses conséquences économiques.

Elle voulut alors sauver la nouvelle constitution par une guerre défensive et idéologique et déclara la guerre à l'Autriche le 20 avril 1792. Une nouvelle ère commençait pour la France et naturellement pour le canton, pays désormais en guerre.

LA CONVENTION - LA GUERRE 1792-1795

La première conséquence importante de la guerre fut la chute de la royauté, le 10 août 1792, et son remplacement par la République proclamée le 21 septembre 1792 : l'An I de la République. La Législative laissa la place à une nouvelle assemblée constituante, la Convention.

1) Les mesures administratives

Une nouvelle administration fut mise en place, élue au suffrage universel et non plus censitaire. Dans le canton, les nouvelles municipalités furent élues en décembre 1792. La participation paraît avoir été assez faible. À Labaroche, il y eut 161 votants pour une population de 1 426 personnes (12). Mais bientôt la Convention dut faire face à l'invasion étrangère et à une guerre civile. Pour galvaniser le pays, elle instaura un régime exceptionnel : "la Terreur". D'après un décret du 10 octobre 1793, "le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix".

Les municipalités durent organiser des comités de surveillance. Le comité de Fréland, élu le 13 brumaire an II (3/10/1793) par 51 citoyens "patriotes et non suspects" pour une population de 1 300 habitants, comprenait 12 membres (13).

À partir de décembre 1793, pour renforcer la centralisation et faire appliquer les décrets de la Convention, un agent national fut nommé par l'administration dans chaque municipalité. Dans nos communes, le citoyen nommé à ce poste s'efforçait de ne pas y rester longtemps. À Lapoutroie, trois agents nationaux se succédèrent en un an.

Si on assiste à un manque d'élan chez certains, d'autres par contre affichaient un certain enthousiasme. Les citoyens du canton furent appelés à voter pour l'acceptation de la Constitution de 1793 qui ne fut, d'ailleurs, jamais appliquée. Nous n'avons pas de renseignements sur ce référendum. Mais nous avons la lettre que le curé Demangeat de Lapoutroie envoya à la Convention au lendemain de ce référendum qui eut lieu le 24 juillet 1793 "Les citoyens de cette section ont accepté unanimement les droits de l'homme et l'acte constitutionnel que leur a présenté la Montagne"(14).

La vie économique était aussi perturbée. Les nouveaux impôts commencèrent à être levés, la patente dès 1791, les contributions foncières et mobilières, en 1793. Ils apparaissent dans les comptes communaux de 1794.

L'assignat continuait à se déprécier. L'assignat de 100 livres n'en valait plus que 69 en janvier 1792, 56 en janvier 1793 et 46 en janvier 1794 et il continuait à être refusé en paiement. Les paysans n'apportaient plus leur beurre sur les marchés. L'un d'entre eux, originaire d'Orbey, fut condamné à six années de fer par le tribunal révolutionnaire de Colmar pour avoir refusé des assignats lors de la vente d'un cabri au marché de Niedermorschwihr (15).

Il était aussi question de partager les biens communaux. Cette idée était déjà débattue avant la Révolution. Pour une meilleure mise en valeur des terres et défendre le droit de propriété, on pensait qu'il était préférable de les clôturer. Cela n'arrangeait pas les paysans sans terre qui y faisaient pâture le peu de bétail qu'ils possédaient. Le partage fut décidé officiellement en juin 1793 mais les habitants devaient être consultés.

Les municipalités du canton réunirent chacune leurs citoyens le 14 juillet 1793. Ce fut un refus unanime pour plusieurs raisons. Tout d'abord c'était des terrains pauvres qui servaient surtout au pâturage du bétail et à quelques pauvres paysans pour y planter des pommes de terre. Ensuite, ces terres avaient été en grande partie adjugées au seigneur avant 1789 et les communes étaient en procès avec

la Nation pour les récupérer. Ces biens communaux furent d'ailleurs peu à peu grignotés par des particuliers, comme le reconnaissait la municipalité de Lapoutroie en 1795 : "Depuis un an les biens communaux se trouvent entièrement piochés et renversés pour y labourer". En 1801, la municipalité présentait le résultat final : « Le conseil autorise le maire à contraindre tous les particuliers détenteurs de partie des biens communaux qu'ils ont anticipé et enclavés dans leur propriété à en passer reconnaissance devant lui avec soumission d'en payer une redevance annuelle qui sera réglée de gré à gré sinon à dire d'experts et de faire ensuite aborner lesdits terrains anticipés ainsi que tous les autres de la commune pour éviter à l'avenir de nouvelles anticipations » (16).

2) Déchristianisation et émigration

L'agitation religieuse qui s'amplifiait ne favorisait pas la vie politique et administrative. Au lendemain de la chute de la royauté, la Convention avait pris des mesures contre les prêtres réfractaires qui devaient "se déporter" c'est à dire quitter la France. Les curés réfractaires du canton qui s'y étaient attardés "se déportèrent" à partir du mois d'août 1792. Seul celui de Labaroche, Louis Petitdémange, était resté. En mai 1793, il était arrêté ainsi que le maire et le maître d'école de Labaroche qui l'avaient hébergé. En juin, des coups de feu étaient tirés dans les fenêtres du presbytère au Bonhomme où logeait le curé constitutionnel et la troupe dut venir remettre de l'ordre dans la commune (17).

À cette guérilla entre partisans des constitutionnels et partisans des réfractaires s'ajouta le début de la déchristianisation. Un nouveau calendrier remplaça le calendrier grégorien. Les noms des saints disparurent et les noms des mois évoquèrent la nature : brumaire, frimaire ou fructidor. Le nouveau calendrier fut mis en vigueur le 22 septembre 1793. Les comptes communaux pour l'année 1793 furent arrêtés à cette date qui, pour les populations, était « le commencement du nouveau style républicain ».

Cette déchristianisation entraîna le départ des curés constitutionnels, abandonnés par l'État. Dès novembre 1793, le curé de Labaroche cessa ses fonctions, suivi en mars et juillet 1794 par les autres curés constitutionnels du canton. Toute vie religieuse officielle avait cessé. Mais une vie religieuse s'organisait dans la clandestinité avec des prêtres réfractaires de passage.

En dehors des prêtres réfractaires, les municipalités devaient s'occuper aussi des émigrés, Français qui avaient quitté la France depuis 1789. Il fallait en faire les listes par commune et confisquer leurs biens.

Pour le canton, la liste définitive comportait peu de noms. C'était tout d'abord le seigneur, Maximilien de Deux-Ponts, puis les cinq curés réfractaires et enfin deux domestiques partis avec leur maître (18).

3) La guerre

À tous ces événements qui agitaient le canton, s'ajoutait la guerre. Pour lutter contre l'Europe coalisée, la Convention fit appel aux "masses". En février 1793, elle décréta une levée de 300 000 hommes. Le département du Haut-Rhin devait en fournir 3 600. La levée fut organisée le 27 mars 1793 au Bonhomme sous la surveillance de la gendarmerie (19).

Puis le 23 août, la Convention proclama la levée en masse. Le 10 septembre, elle fut décrétée dans le Haut-Rhin par les représentants du Peuple, Lacoste et Milhaud et le général Labruyère. « Que tous les citoyens depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante-cinq à l'exception des meuniers, boulangers, postillons à raison d'un pour quatre chevaux, les infirmes notoirement connus, les membres de

PRELAND - 50, Grand'Rue
(linteau de fenêtre aveugle)

LABAROCHE, Maison J. Munier à la Trinque (dessin de R. GALL de novembre 1944)

LAPOUTROIE - 11, rue du Sapin

ORBÈY - 43, Champs Simon
(linteau double)

PRELAND - 19, Grand'Rue

PRELAND - 64, Grand'Rue

LAPOUTROIE - 78, rue du Général Dufieux

ORBÈY - 83, rue Charles de Gaulle

LAPOUTROIE - 10, rue du Sapin

LAPOUTROIE - 61, rue du Général Dufieux

PRELAND - 11, Grand'Rue

Armand Simon, Florent Ostheimer, La Révolution sur les linteaux
Ds Bulletin de la Société d'Histoire du Canton de Lapoutroie - Val d'Orbèy N°8 (1989), p.61

directoire de département et de district, les maires, procureurs des communes et greffiers, le juge de paix, l'accusateur public, les juges du tribunal criminel et autres fonctionnaires publics dont les fonctions ne peuvent être interrompues, se lèvent en masse ».

Il ne s'agissait plus de volontariat mais de service militaire obligatoire. On garda " en réquisition" les célibataires et veufs sans enfants âgés de 18 à 25 ans et on renvoya petit à petit les autres dans leurs foyers. Un tableau de l'armement du canton de Kaysersberg du 1er floréal an II (1/04/1794) donne les chiffres suivants (20) :

Citoyens de 1 ^o réquisition			
	Partis	Non partis	Total
Lapoutroie	43	16	59
Le Bonhomme	29	24	53
Orbey	69		69
Labaroche	12	8	20
Fréland	160		160

Nous voyons qu'au Bonhomme et à Labaroche, la moitié des recrues n'était pas partie. C'était des communes situées sur les sommets où il était facile de se cacher.

Vinrent ensuite les réquisitions pour nourrir et équiper une armée qui était passée de 645 000 hommes en août 1793, à 1 169 000 hommes en septembre 1794. Le canton fournit chevaux, fourrage, bois. Les communes durent emprunter à des particuliers pour acheter les chevaux destinés à la réquisition.

La municipalité de Lapoutroie prenait la défense des voituriers qui étaient sans cesse sollicités pour des transports : "La commune est obligée d'avoir quatre bêtes de trait au relais de Benfeld. Considérant que l'on reçoit journellement des réquisitions soit pour conduire des avoines au magasin de Colmar soit pour conduire du bois à l'hôpital ambulante de Colmar, considérant en outre qu'il se présente à tout instant d'autres réquisitions pour conduire d'autres denrées ou autres objets dans les magasins militaires ce qui cause que les voituriers se trouvent harcelés. En outre de toutes ces réquisitions il se présente journellement des volontaires ou militaires qui se trouvent blessés ou malades que l'on est obligé de faire conduire dans la commune la plus voisine. Pour un peu épargner les voituriers, les membres du conseil général demandent qu'il soit fait un rôle de tous les particuliers qui attellent des vaches et qui par ce moyen font leur ouvrage et cultivent leurs terres. Ils demandent que ces derniers soient tenus de conduire avec leurs vaches les volontaires malades ou blessés à la commune la plus voisine au lieu et place des voituriers qui attellent des bœufs et des vaches" (21).

Cette période de la Terreur se termina le 9 thermidor an II (27 juillet 1794) marqué par la chute de Robespierre. La Convention thermidorienne, qui succéda à cette période, allégea le dispositif terroriste.

Des représentants en mission furent envoyés dans les départements pour "épurer" les municipalités. Des commissaires du département du Haut-Rhin se rendirent dans nos communes en avril et mai 1795 pour remplir cette mission (22).

En même temps, la Convention essayait de régler le problème religieux. Le décret du 3 ventôse an III (21 février 1795) garantissait le libre exercice de tous les cultes mais la République ne reconnaissait ni ne salariait aucun culte. Le décret du 11 prairial an III (30 mai 1795) accordait le libre usage des églises non aliénées.

La vie religieuse pouvait donc reprendre. Mais il fallait que les prêtres prononcent une formule de soumission aux lois de la République. Les curés réfractaires du canton ne rentrèrent qu'à partir d'avril 1797.

Cette Convention thermidorienne n'était qu'un gouvernement de transition qui laissa la place au gouvernement du Directoire.

85,
Du 9. août 1793. L'an 2. de la République
française, est comparu dans notre commune
Le nommé Jean Louis Thiebaut Volontaire
de la liste du 29. avril dernier qui a la fièvre, et
malade, Michel Callegari, même volontaire
et François Lécuyer Volontaire de 1793. Et,
Jean Baptiste Erard Volontaire tous de l'armée
du Rhin, tous très malade et pourquo
ils ont été envoyés par ordonnance de leur
Supérieurs de Paris se rétablir et prendre
lais chef leur guérison jusqu'à parfaite
guérison. fait à Fréland le 9. août 1793.

Dillaine
S. greffier

Du 23. août 1793. L'an 2 de la République
française est comparu au Greffe de la municipalité
de Fréland le nommé Joseph Darliu Citoyen
Volontaire de notre commune venant de l'armée
du Rhin malade Partant de l'hôpital de
Colmar pour permission de fournir aux den
guerres du 22. jusqu'à moi pour se rétablir de sa
maladie jusqu'à parfaite guérison. fait à
Fréland le 23. août 1793.

Dillaine
S. greffier

LE DIRECTOIRE

Une nouvelle constitution, la Constitution de l'an III, fut soumise à un référendum en septembre 1795. Un nouveau gouvernement, le Directoire, s'installa en octobre 1795.

1) La réorganisation administrative

Une nouvelle administration s'installa dans le canton. On remplaça les municipalités des communes par une municipalité de canton installée à Kaysersberg.

Elle comprenait un président et un agent municipal pour chaque commune. Ces administrateurs étaient élus. À côté d'eux était nommé un commissaire du Directoire exécutif représentant le gouvernement.

Les élections eurent lieu en novembre 1795. Ce n'était plus le suffrage universel. Les électeurs devaient avoir 21 ans, résider dans le canton depuis un an et payer une contribution directe.

La participation électorale fut très faible : 49 votants à Labaroche pour 258 inscrits, 80 à Lapoutroie pour 313 inscrits. Parmi les élus, deux d'entre eux avaient déjà exercé des fonctions municipales : à Orbey, Jean Pierre Laurent avait été procureur de la commune en 1790 et au Bonhomme, Joseph Thiriet avait été élu maire en 1792. À Lapoutroie, c'était un aubergiste connu, Jean Baptiste Duby. Le Président de l'assemblée de canton fut Urbain Maire, ancien greffier-tabellion puis notaire à Lapoutroie. Son gendre, Jean-Louis Grenez, ancien procureur au Conseil souverain, fut nommé commissaire du Directoire exécutif.

Ces nouveaux élus étaient considérés comme des modérés, "citoyens probes réunissant au patriotisme des talents et des connaissances en administration, également ennemis du royalisme et de l'anarchie" (23)

Urbain Maire réussit à obtenir, à la faveur de la transformation administrative et, par la loi du 27 brumaire an V (17 novembre 1796), le transfert du chef-lieu de canton à Lapoutroie. Les citoyens de Kaysersberg demandèrent à quitter le canton et leur commune fut rattachée au canton d'Ammerschwih. Le bailliage du Val d'Orbey réapparaissait sous le nom de canton de Lapoutroie.

2) Les difficultés économiques

La vie quotidienne devenait de plus en plus difficile. L'assignat était totalement dévalué. L'assignat de 100 livres ne valait plus qu'une livre en novembre 1795. Il fut remplacé, à partir de mars 1796, par des mandats territoriaux qui ne valaient guère mieux mais qui permirent une spéculation sur les derniers biens nationaux que l'on mettait en vente.

En effet, les biens des émigrés, essentiellement ceux des Ribeaupierre et les biens d'église non encore vendus, en particulier les presbytères, furent liquidés à cette époque. Les biens étaient vendus sans enchères pour une somme équivalant à 18 fois le revenu de 1790. Les acheteurs payaient en mandats territoriaux qui n'avaient aucune valeur.

Alors que les biens vendus en 1791 furent acquis par les habitants du canton, en 1796, on vit des étrangers se mettre sur les rangs. Un Colmarien devint propriétaire de la ferme de Bois le Sire et de celle du Hohnack ainsi que du presbytère du Bonhomme (24).

Les communes étaient endettées. Elles se plaignaient d'avoir dû dépenser pour la levée en masse, une levée de chevaux et des livraisons de chariots et de harnois. Il faut ajouter que leurs ressources s'étaient taries quand les anciens impôts avaient disparu et qu'il avait fallu qu'elles attendent les nouveaux. Pour payer leurs dettes, les communes cherchaient à vendre des terrains communaux (25).

Mais la situation des habitants variait suivant leur profession comme nous le voyons en parcourant les registres d'inscription des patentes de 1796 à 1799 (26).

	Nombre de patentes	
	1796	1799
Marchands de beurre, œufs, volaille	17	2
Marchands de bétail	16	6
Aubergistes, cabaretiers	50	46
Marchands merciers	1	11
Maréchaux-ferrants	9	14
Tisserands	44	40

Alors que le commerce des produits agricoles était en nette régression : quasi disparition des marchands de beurre, diminution du nombre des marchands de bétail, d'autres commerces se maintenaient, comme celui des aubergistes et cabaretiers ou se multipliaient, comme celui des marchands merciers. La période favorisait aussi certains artisans comme les maréchaux-ferrants qui travaillaient pour les troupes de passage.

Ajoutons que la population avait augmenté durant le Directoire (27) :

	Nombre d'habitants		
	1790	1794	1797
Fréland	1 349	1 349	1 474
Labaroche	1 426	1 426	1 457
Lapoutroie	1 695	1 695	2 008
Le Bonhomme	888	888	1 018
Orbey	3 635	3 635	4 380
Total	8 993	8 993	10 337

3) Les cultes officiels

Pour maintenir l'intérêt des populations pour le régime et remplacer les cérémonies religieuses disparues officiellement, le Directoire multipliait les cérémonies civiles.

En 1799, on voit se succéder dans le canton, huit cérémonies entre le mois de janvier et le mois de septembre. Le 21 janvier, c'était "la célébration de l'anniversaire de la juste punition du dernier des rois des Français", le 20 mars, celle de la souveraineté du peuple, le 9 avril, la fête de la jeunesse, le 29 avril, la fête des époux, le 9 mai, une fête funéraire à cause de l'assassinat à Rastadt de ministres de la République, le 29 mai, la fête de la reconnaissance avec distribution d'une palme "aux défenseurs de la Patrie, gravement mutilés, retirés dans le canton", le 28 juin, la fête de l'agriculture et le 23 septembre, celle de la fondation de la République.

Ce n'était que les administrateurs qui assistaient à ces fêtes : administration municipale, gendarmerie, officiers et sous-officiers de la garde nationale. Certains même s'éclipsaient pour cause de maladie ou de voyage (28).

4) Les problèmes en suspens

La guerre continuait. On signa la paix avec l'Autriche en octobre 1797 mais il restait à combattre l'Angleterre. Les réquisitions se multipliaient. Il s'y ajouta la conscription à partir de 1798.

La question religieuse était toujours pendante. Les curés réfractaires étaient revenus dans leur ancienne paroisse à partir d'avril 1797, tirant les conséquences des décisions de la Convention thermidorienne.

Malheureusement, le calme qui paraissait être rétabli fut brutalement troublé par le coup d'état du 18 fructidor (4 septembre 1797). Craignant un coup d'état royaliste, le gouvernement du Directoire prit les devants, cassa les élections de plusieurs départements, remplaça des agents municipaux peu sûrs. Dans le canton ce fut ceux de Fréland et de Labaroche.

Les curés réfractaires durent à nouveau quitter la France dans les quinze jours. Certains restèrent et se cachèrent car ils étaient passibles de la déportation.

On vit alors les gendarmes de Lapoutroie parcourir le canton à leur recherche mais aussi à la recherche des déserteurs de l'armée. En septembre 1799, le commissaire du directoire exécutif du canton de Laveline demandait à celui du canton de Lapoutroie d'envoyer la gendarmerie stationnée à Lapoutroie "faire des visites dans les censés qui sont situées au pied et au haut de la montagne dite Berka près la commune du Bonhomme afin de découvrir et arrêter surtout le ci-devant prêtre Boudière, sujet à la déportation". Le commissaire du canton de Laveline ajoutait "Il m'est revenu que plusieurs de ces prêtres se tenaient habituellement dans un hameau du Bonhomme composé de quatre ou cinq maisons, à Faurupt". La veille, la même gendarmerie était appelée en renfort pour arrêter "des prêtres réfractaires, réquisitionnaires et conscrits fuyards" qui formaient un rassemblement "sur la montagne et dans les forêts avoisinant le hameau dit la Wantzel, canton de Villé" (29).

Une telle situation ne pouvait plus durer. Le coup d'État des 18 et 19 brumaire (9 et 10 novembre 1799) et l'arrivée au pouvoir de Napoléon Bonaparte permirent une remise en ordre.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin
BSH : Bulletin de la Société d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - Archives municipales, Lapoutroie, série BB, Registre des délibérations de la municipalité, année 1788
- 2 - Armand Simon, Cahier de demande d'abolition des droits seigneuriaux de Lapoutroie, 1/08/1789, BSH n° 8 (1989)
- 3 - ADHR L 74, Requête des maires et officiers municipaux des communautés du Val d'Orbey, ss date
- 4 - Archives municipales de Kaysersberg, 2D1, Extrait du tableau général de la vérification des cantons du département du Haut-Rhin, 23/11/1790
- 5 - ADHR C 1592, Tableau des municipalités établies dans les villes et communautés du district de Colmar, février 1790
- 6 - Armand Antoine Véron-Réville, Histoire de la Révolution française dans le département du Haut-Rhin, rééd. Edition du Rhin, 1989, p. 27
- 7 - Yvette Baradel, La vente des biens nationaux dans le canton de Lapoutroie, BSH n° 17 (1998), p. 31-38
- 8 - Louis Kammerer, Le clergé constitutionnel en Alsace, 1791-1802, Strasbourg 1987, dacty.
- 9 - Maria Julliard, Un document d'archives de 1791, BSH n° 3 (1984), p. 60
- 10 - ADHR L 132, Comptes du Bonhomme, 1791-An V
- 11 - Archives municipales de Kaysersberg, Registre contenant l'inscription des gardes nationales et citoyens qui sont intentionnés de servir, 19/02/1792
- 12 - ADHR L 79, Labaroche, renouvellement de la municipalité, 7/8 décembre 1792
- 13 - ADHR L 119, Comité de surveillance, 13 brumaire an II (3/10/1793)
- 14 - Roland Marx, Recherches sur la vie politique de l'Alsace pré-révolutionnaire et révolutionnaire, Istra, Strasbourg, 1966
- 15 - cf note 6, p. 148
- 16 - Mairie de Lapoutroie, série D, Registre des délibérations
- 17 - cf note 8
- 18 - ADHR 1 Q - L 1002, Etat indicatif des émigrés définitivement maintenus sur la liste, 2 nivôse an VI (22/12/1797)
- 19 - cf note 10
- 20 - Archives municipales de Kaysersberg, Tableau de l'armement du canton du Mont Libre ci-devant Kaysersberg, 1^o floréal an II (20/04/1794)
- 21 - cf note 16, 28 thermidor an III (15/08/1795)
- 22 - ADHR L 80, Épuration - Assemblée primaire du canton de Kaysersberg, 15 brumaire an IV (6/11/1795)
- 23 - ADHR L 1000, Liste des membres de l'administration municipale du canton de Lapoutroie, ss date

- 24 - cf note 7
- 25 - ADHR L 1000, Dettes des communes, germinal an VI (mars-avril 1798)
- 26 - ADHR L 1001
- 27 - 1790 : cf note 4
1794 : ADHR L 79, État des municipalités du district de Colmar, 27 germinal an II (16/04/1794)
1797 : ADHR L 1000, Tableau de la population du canton de Lapoutroie, 12 nivôse an VI (1/01/1797)
- 28 - ADHR L 1000, Fêtes nationales
- 29 - ADHR L 1000

OUVRAGES CONSULTÉS

- J. Beuchot, Louis Petiudemange, un apôtre du Val d'Orbey pendant la Révolution, Revue catholique d'Alsace, 1897
Vital Bourgeois, Les missionnaires du Val d'Orbey pendant la Grande Révolution, Revue catholique d'Alsace, 1932
J. Luc Eichenlaub, Lucien Jecker, J. Marie Jenn, Benoît Jordan, Claude Muller, Laurent Nitsch, L'abbaye de Pairis dans la haute vallée de la Weiss, Sté d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 1995
G. Hübner, les assignats dans le Haut-Rhin, Strasbourg 1932
Jules Joachim, Le clergé du Haut-Rhin pendant la Révolution, Bibliothèque municipale, Colmar, ms n° 972
Louis Kammerer, Répertoire du clergé d'Alsace sous l'Ancien Régime, 1648-1802, Strasbourg, 1983, dact.
Louis Kammerer, Le clergé constitutionnel en Alsace, 1791-1802, Strasbourg, 1987, dact.
Roland Marx, Recherches sur la vie politique de l'Alsace pré-révolutionnaire et révolutionnaire, Istra, Strasbourg, 1966
Roland Marx, La Révolution et les classes sociales en Basse-Alsace, Bibliothèque nationale, Paris, 1974
Rodolphe Reuss, L'Alsace pendant la Révolution française, Paris, 1981-1984
F. Schaedelin, L'émigration révolutionnaire du Haut-Rhin, Colmar, 1939
Armand Antoine Véron-Réville, Histoire de la Révolution française dans le département du Haut-Rhin, Paris, 1865, rééd. Mulhouse, 1989
Dominique Varry et Claude Muller, Hommes de Dieu et Révolution en Alsace, Brepols, Tournai, 1993

LE PREMIER EMPIRE

1787 - 1799 - 1815

L'INSTALLATION DES POUVOIRS

1) L'acceptation du nouveau régime politique

À la suite du coup d'état des 18 et 19 brumaire (9-10 novembre 1799), une nouvelle constitution, celle de l'an VIII, installa le régime du Consulat.

Elle fut soumise à un plébiscite. En décembre 1799 furent ouverts, dans chaque commune, des registres sur lesquels les citoyens signaient et indiquaient par écrit s'ils acceptaient la constitution. La commune de Lapoutroie fit preuve d'un certain enthousiasme. On relève, dans le registre, une poésie célébrant Bonaparte "Nos désirs sont comblés... Bonaparte entre au sanctuaire où l'honneur, la victoire, de lauriers immortels ont couronné sa gloire" (1).

Deux ans plus tard, en juin et juillet 1802, le consulat à vie accordé à Napoléon Bonaparte, fut aussi soumis à plébiscite. Il fut approuvé à 85 % des votants dans le Haut-Rhin. Dans le canton on note 689 oui à Orbey et 330 à Lapoutroie. Le nombre des oui était de 681 à Sainte-Marie-aux-Mines, de 360 à Kaysersberg et de 347 à Ammerschwihr (2).

Deux ans plus tard, en juin 1804, un nouveau plébiscite approuva l'installation de l'Empire. Dans le canton, l'enthousiasme fut moindre (3).

Ainsi, à la constitution de l'an VIII succéda celle de l'an X, puis celle de l'an XII.

2) L'administration locale

Les départements étaient maintenus. Ils étaient subdivisés en arrondissements, cantons et communes. Les municipalités de canton étaient supprimées. Le canton n'était, désormais, qu'une unité électorale.

Mais l'administration était bouleversée. Les administrateurs étaient nommés par le pouvoir car le Premier Consul était partisan du régime autoritaire.

La vie municipale fut organisée par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800).

Les communes étaient gérées par un conseil municipal, un maire et des adjoints. Tous étaient à la nomination du gouvernement, c'est à dire du préfet installé à la tête du département. Les communes de moins de 2 500 habitants étaient dotées d'un maire et d'un adjoint, celles entre 2 500 et 5 000 habitants d'un maire et de deux adjoints.

Le maire était à la fois l'administrateur de sa commune et le représentant du gouvernement. Il était considéré comme un fonctionnaire. Adjoints et conseils municipaux ne jouaient aucun rôle.

Le maire ne recevait aucun traitement car le gouvernement voulait que l'administration soit aux mains de notables.

Le Premier Consul envoya aux préfets des directives pour le choix des maires « Accueillez tous les Français, quelque soit le parti auquel ils ont appartenu... Jugez les hommes, non sur les vaines et légères accusations des partis, mais sur la connaissance acquise de leur probité et de leur capacité. Les méchants et les ineptes sont seuls exclus de la confiance et de l'estime du gouvernement... » (4).

Pour le canton de Lapoutroie, le préfet nomma trois personnalités ayant l'habitude de l'administration.

À Lapoutroie, ce fut Urbain Maire, notaire et président de la municipalité de canton, au Bonhomme, Joseph Thiriet, maire depuis 1792 et à Labaroche, Joseph Philippe Blaise, prévôt avant 1789 et agent municipal depuis septembre 1797. À Orbey, le choix se porta sur un nouveau venu, Georges Muller, qui avait acheté l'abbaye de Pairis et l'avait transformée en filature et tissage de coton. À Fréland, le maire fut Joseph Bertrand, un aubergiste et marchand de bétail, acheteur de biens nationaux (5).

En dehors des maires, une personnalité importante du canton était le juge de paix. Il était élu par les citoyens du canton. Le juge de paix du canton de Lapoutroie fut Jean Louis Grenez, commissaire du Directoire exécutif auprès de la municipalité de canton et gendre du maire de Lapoutroie, Urbain Maire.

En même temps que l'on nommait les maires et que l'on élisait les juges de paix, on mit en place le système électoral.

3) Les collèges électoraux

La constitution de l'an X mit au point un système électoral qui dura un demi-siècle, jusqu'en 1848, les collèges électoraux.

Le suffrage universel fut rétabli. Des assemblées cantonales composées des citoyens du canton élisaient les membres des collèges électoraux d'arrondissement, à raison d'un pour 500 habitants de l'arrondissement. Elles élisaient aussi les membres des collèges électoraux de département, à raison d'un pour 1 000 habitants du département et choisis parmi les 600 citoyens les plus imposés du département.

Les membres de ces collèges étaient élus à vie. La vie politique était donc aux mains de notables fortunés formant une aristocratie électorale.

Les assemblées cantonales élisaient aussi les juges de paix.

En l'an XII, 14 habitants du canton siégeaient au collège d'arrondissement : deux maires, cinq adjoints et un conseiller municipal, un secrétaire de mairie, le reste étant des cultivateurs.

À la même date, trois habitants siégeaient au collège de département : le notaire Urbain Maire, maire de Lapoutroie et deux cultivateurs d'Orbey, J. Nicolas Guidat et Joseph Miclo (6). Le premier, ancien fermier de la ferme du Geishof appartenant à l'abbaye de Pairis, l'avait achetée lors de la vente des biens nationaux. Le deuxième avait acheté, dans les mêmes conditions, la ferme du Pré Bracot.

4) Le retour de l'Église catholique

La mise en place du nouveau pouvoir politique fut facilitée par la pacification religieuse.

Le 16 juillet 1801, le Concordat entre la France et le Vatican fut signé et la loi sur les cultes fut votée le 8 avril 1802.

Dès 1801, quatre anciens curés du canton qui s'étaient déportés étaient à nouveau installés dans leur paroisse : François Thannberger à Fréland, Eusèbe Burger à Lapoutroie, Jean Baptiste Delort à Orbey et Louis Petitdemange à Labaroche. L'ancien curé du Bonhomme, François Roesch, était mort hors de France en 1800.

Ces curés étaient surveillés. Le préfet disait d'eux qu'ils étaient tranquilles et avaient la confiance publique (7). Tous prêtèrent serment de fidélité à la constitution, acceptèrent le Concordat et, en 1804, jurèrent fidélité à l'Empereur.

115

Ce jour d'aujourd'hui est comparu Devant moi maire de la commune
De Fréland le citoyen Jean Joseph François Thannberger —
Thannberger natif de Stotzheim, le quel apres avoir
De charé, qu'il étoit intentionné d'exercer les fonctions
religieuses de culte catholique dans cette commune
sous la garantie de la pleine et entière liberté
dans l'exercice de sa religion, que lui accorde le
gouvernement, a promis d'être fidèle a la constitution
conformément aux dispositions de la loi du vingt
et une vi pose dernier, en foi de quoi il a signé
le present acte a ses moi maire de Fréland ce Douze
fructidor de l'an huit de la republique française
Thannberger Curé
Joseph Bertrand
maire

Serment prêté par Jean Joseph Thannberger
Curé de Fréland - 12 fructidor an VIII (30/08/1800)
Fréland - Registre des délibérations de la municipalité - 1787 - 1801

UNE VIE POLITIQUE TERNE

Elle fut assez morne car tous les administrateurs étaient nommés et surveillés par le pouvoir.

Les maires étaient nommés pour cinq ans et renouvelables. Les renouvellements se firent sans difficultés sauf dans la commune d'Orbey.

Le maire choisi en 1801 était un industriel, Georges Muller, qui dut déposer son bilan en 1802. Le préfet ne pouvait garder un failli comme maire et il dut lui chercher un remplaçant. Il s'adressa au curé, Jean Baptiste Delort, qui connaissait bien la commune. Ce dernier lui conseilla un certain Quirin Ancel mais ajouta "Il est triste que dans une commune de près de 5 000 âmes, il ne se trouve peut-être pas deux qui aient assez d'énergie, d'activité et de fermeté pour exercer des fonctions selon les vues d'un gouvernement sage et bienfaisant".

Puis deux cultivateurs se disputèrent la mairie : Jean Antoine Guillemain et Jean Baptiste Didierjean. Le premier, nommé en 1808, dut démissionner car il était impliqué dans la banqueroute du percepteur de la commune. Il fut remplacé par le second.

En 1815, durant les Cent Jours, un décret impérial décida de faire élire les maires dans les communes de moins de 5 000 habitants. Guillemain fut élu mais Didierjean resta en place. Il fallut attendre le retour des Bourbons pour que Guillemain retrouve la mairie en août 1815. Il ne la garda, d'ailleurs, qu'un an pour la retrouver en 1821.

UN RENOUVEAU ÉCONOMIQUE

La population du canton diminua légèrement : 11 130 habitants en 1804, 10 430 en 1813 (8). Orbey était la commune la plus peuplée représentant près de la moitié de l'ensemble de la population : 4830 habitants en l'an XIII suivie de loin par Lapoutroie, 2 040 habitants.

La vie agricole reprit de l'activité. L'étendue des champs s'agrandit aux dépens des pâturages comme le montre une enquête de 1820 (9).

Pâturages abandonnés au pacage
(en arpents métriques)

	Existant en 1820	Cultivées depuis la Révolution	Existant en 1789
Lapoutroie	500	550	1 050
Orbey	1 400	1 100	2 500
Fréland	300	100	400
Labaroche	320	380	700
Le Bonhomme	500	100	600
	3 020	2 230	5 250

Nous voyons que près de la moitié des pâturages furent mis en culture.

La surface des prairies augmenta (10).

Prés produisant du foin
(en arpents métriques)

	Existant en 1820	Existant en 1789
Le Bonhomme	660	625
Fréland	325	300
Labaroche	165	150
Lapoutroie	425	375
Orbey	1 000	900
	2 575	2 350

En même temps, le nombre des vaches laitières diminuait dans les communes de fond de vallée et augmentait dans celles situées en altitude, au Bonhomme et à Labaroche (11).

Nombre de vaches laitières

	1797	1804	1805
Orbey	1 980	1 580	1 517
Lapoutroie	659	638	525
Fréland	468	444	379
Labaroche	309	600	560
Le Bonhomme	463	660	650
	3 879	3 922	3 631

Cette diminution de l'élevage dans le fond des vallées s'explique, peut-être, par l'intérêt qu'on portait à la production de céréales pour la nourriture des habitants et que l'on cultivait moins facilement sur les sommets.

En effet, en 1808, le préfet du Haut-Rhin fit remettre, au juge de paix du canton, Jean Louis Grenez, «4 kilogs de Bled de Pologne pour suivre dans ce canton les expériences sur ses qualités et son produit ». Ce blé fut semé à Lapoutroie et à Fréland. Les résultats furent encourageants "Partout où il a été semé dans des terres à froment non couvertes d'arbres, il a parfaitement réussi et est parvenu à maturité" (12).

Mais cette expérience fut sans lendemain.

On développa aussi la culture du lin et du chanvre. Le maire de Lapoutroie déclarait que "ce n'est que depuis la Révolution que la culture de ces deux semences s'est propagée dans le canton" (13). Mais l'essentiel des ressources venait de la vente de beurre et de fromages. Une partie de ces derniers était vendue dans le Bas-Rhin (14).

	Beurre		Fromages	
	1804	1805	1804	1805
Le Bonhomme	150 qx	180 qx	540 qx	500 qx
Fréland	100 qx	87 qx	60 qx	50 qx
Labaroche	150 qx	120 qx	-	-
Lapoutroie	450 qx	410 qx	120 qx	100 qx
Orbey	500 qx	480 qx	280 qx	250 qx

Le Bonhomme apparaît comme le plus gros producteur de fromages du canton.

L'essentiel de l'industrie était constituée par les moulins et les scieries qui s'échelonnaient le long des rivières.

En 1800, la situation était la suivante :

	Moulins à farine	Huileries	Scieries	Martinet
Lapoutroie	8	3	1	
Orbey	9	4	3	
Labaroche	2	1		
Le Bonhomme	3		1	1
Fréland	4	2	1	

Pour Le Bonhomme et Lapoutroie, nous disposons d'un état de 1818 que nous pouvons comparer à la situation de 1800 (15).

	Le Bonhomme		Lapoutroie	
	1800	1818	1800	1818
Moulins à farine	3	3	8	5
Huileries	-	1	3	3
Scieries	1	1	1	1
Martinet	1	1		
Meule		1		

On remarque qu'une petite métallurgie s'installait au Bonhomme.

L'industrie textile commença à pénétrer dans le canton.

L'abbaye de Pairis fut transformée en filature et tissage par son acquéreur, l'industriel Georges Muller. Il y installa la première filature mécanique et concentrée de l'Alsace mais seulement avec quatre machines à filer (16). Malheureusement, il fit faillite et l'ancienne abbaye fut vendue en 1804 et transformée en carrière.

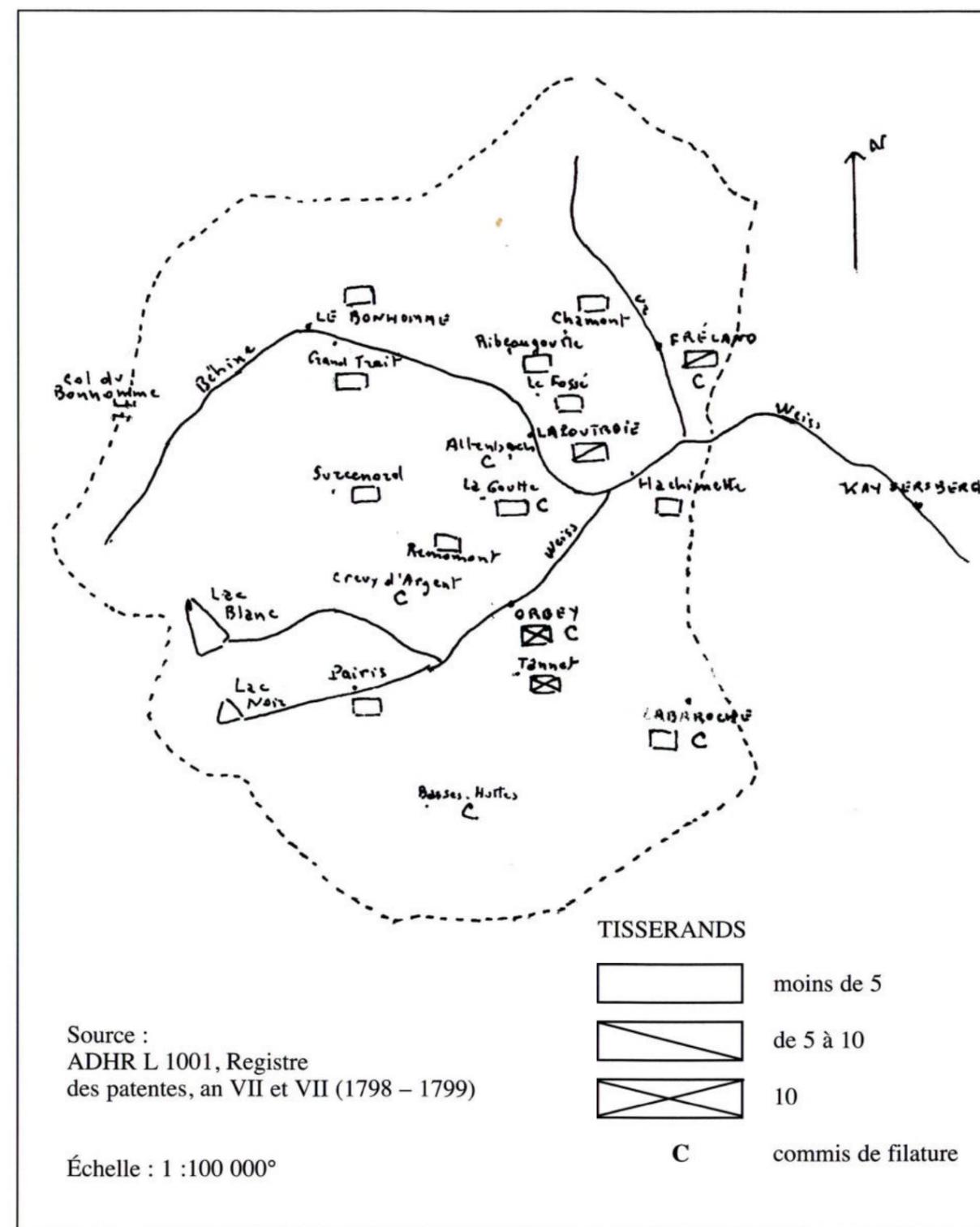
La tentative de Georges Muller ne découragea pas un certain Jean Joseph Masson qui installa un tissage au Bonhomme vers 1810 (17).

Mais l'essentiel de l'industrie du coton était représenté par des fileuses et des tisserands qui travaillaient à domicile. Labaroche, en particulier, était connu pour ses nombreuses fileuses. "On y emploie les pauvres pendant l'hiver. Ils reçoivent 4 francs pour 5 hectogrammes de coton filé, 1fr.50 à 2 frs pour 5 hectogrammes de lin filé, 60 centimes à 1 fr pour le même poids de chanvre filé et 40 centimes à 60 centimes pour l'étope" (18).

L'économie du canton n'apparaît pas stagnante. En effet, quelques tentatives étaient faites pour améliorer les productions existantes et introduire des nouveautés.

Un signe de cette vitalité est la création, en 1810, d'un marché hebdomadaire, le mercredi, à Orbey et de quatre foires à Lapoutroie qui se tenaient le mercredi le plus rapproché du 20 mars, 29 mai, 22 août et 28 novembre. On y vendait du bétail, des fromages, du beurre, des grains, des étoffes... (19).

Tisserands et commis de filature dans le Canton de Lapoutroie à la fin du XVIII^e siècle



UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Il faut déjà souligner que la France a été en guerre durant le Premier Empire et que la vie des communes était rythmée par les levées annuelles de conscrits auxquelles s'ajoutaient les nombreuses réquisitions dès 1805 : chevaux, voitures, paille, foin, avoine... "De l'an XII à 1807 inclusivement, environ 24 000 Alsaciens ont été mobilisés : prolifique, l'Alsace a pu fournir ce contingent et se distinguer par sa contribution de volontaires, tout en épargnant ses réserves..." (20). Heureusement, l'Alsace est restée loin des théâtres d'opérations jusqu'en 1813.

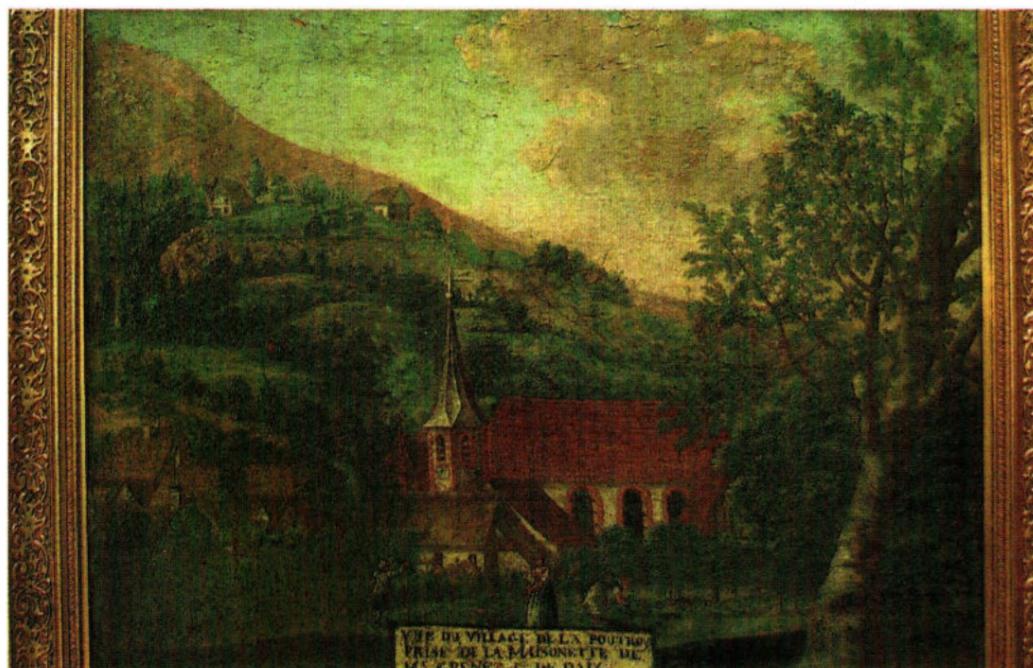
La vie a donc pu suivre son cours et une nouvelle société se constituer.

En effet, les biens seigneuriaux et les biens d'Église avaient été dispersés et les anciens pouvoirs avaient disparu.

De nouveaux notables de la fortune, qui jouissaient en même temps des pouvoirs politiques, s'installaient dans le canton comme dans l'ensemble de la France. On peut les connaître en regardant les listes des membres des collèges électoraux.

Durant toute la période, deux cultivateurs ont pu siéger au collège électoral du département car ils faisaient partie des contribuables les plus imposés du département. C'était Jean Nicolas Guidat et Joseph Miclo que nous connaissons déjà.

Au collège de l'arrondissement siégeaient quatorze habitants du canton. Les fortunes oscillaient entre 10 000 et 40 000 francs. Le plus riche était un maire de Lapoutroie, Jean Baptiste Duby, aubergiste et marchand de vin. Il était suivi par le juge de paix, Jean Louis Grenez, dont la fortune était évaluée à 30 000 francs. Venait ensuite un meunier d'Orbey, Jean Antoine Guillemain, acheteur et revendeur de biens nationaux, dont la fortune s'élevait à 25 000 francs.



Lapoutroie à l'époque du juge de paix, Jean Louis Grenez
Mairie de Lapoutroie
Photo Pascal Gadroy

La terre restait la principale source de richesses. Mais on voyait apparaître quelques marchands. En 1810, parmi les 550 contribuables les plus imposés du département, apparaissait un marchand de bétail, Jean Baptiste Marcellat ou Marcillat.

Le cadre religieux de cette société se reconstituait.

On comptait huit prêtres dans le canton en 1801. Parmi eux le curé d'Orbey, Jean Baptiste Delort, jouissait d'un certain prestige. Il était, avec son frère Paul Jules Antoine Delort, ancien abbé de Pairis, un des conseillers du nouvel évêque Saurine (21).

Parmi ces prêtres, un seul, François Dintroz, vicaire à Orbey, refusait de reconnaître le Concordat. Il entretenait une certaine agitation dans le canton, refusant de partir malgré les injonctions de Saurine et du préfet. En 1810, il fonda une association mystique "les Adorateurs perpétuels" qui comprenait une centaine de membres. Il dut partir en 1814 pour Morvillars, commune située à côté de Belfort, pour y prendre en charge la cure.

Les cérémonies religieuses avaient repris leurs cours. Les confréries anciennes renaissaient. Au Bonhomme on en comptait huit sous l'Empire (22).

À la demande de l'évêque de Strasbourg, le gouvernement, par les décrets de Berlin en 1806 et d'Osterode en 1807, autorisait les sœurs de la Providence de Strasbourg à ouvrir des écoles pour les filles. "L'association des sœurs maîtresses d'école aura pour objet d'élever convenablement les jeunes filles, de leur enseigner à lire et à écrire en allemand et en français, l'orthographe, les règles de l'arithmétique, les principes de la morale évangélique et aussi à leur apprendre les ouvrages manuels" (23).

Les écoles se multiplièrent à la fin de l'Empire. En 1813, il y en avait trois dans le canton, à Orbey, Lapoutroie et Fréland, tenues chacune par une sœur (24).

À Orbey, l'école comptait cent enfants et avait reçu un verger et un potager d'un particulier. À Lapoutroie, la sœur enseignait à 150 enfants. La commune accordait le logement et le bois de chauffage. Les parents, en état de payer, donnaient quarante centimes par enfant et par mois. À Fréland où on trouvait cinquante enfants, l'institutrice ne recevait rien de la commune et ne vivait que de la rétribution payée par les parents.

LA FIN DE L'EMPIRE

L'Alsace allait entrer brutalement dans la guerre, en 1813. Le 3 janvier 1814, les Bavares s'installaient à Colmar puis pénétraient dans les vallées vosgiennes pour atteindre la Lorraine.

Jusqu'au mois de mai 1814, les populations furent obligées d'entretenir les combattants alliés. Pour notre canton "les réquisitions étaient de diverses sortes mais principalement axées sur l'entretien des hommes et des chevaux. Une partie des produits était acheminée vers les magasins militaires de Colmar ou sur celui de Lapoutroie, l'autre partie était directement livrée aux troupes de passage. Une contribution en hommes fut également exigée. Ce fut l'envoi de pionniers sur les bords du Rhin chargés de participer à la construction de ponts". La contribution globale d'Orbey était estimée à 37 511 francs (25).

Ce fut ensuite les Cent Jours puis la seconde invasion, celle de 1815. Des corps francs furent organisés en Alsace. Un ancien militaire de Kaysersberg, Ebedinguer, recruta des hommes dans les vallées de Sainte-Marie, Ribeauvillé et Lapoutroie et posta ses compagnies en face de Vieux-Brisach, pour surveiller le passage du Rhin (26).

Après Waterloo, l'Alsace fut à nouveau occupée et soumise aux réquisitions. Dans le canton, il fallut à nouveau fournir les magasins de Colmar et de Lapoutroie, entretenir les troupes de passage. On estime les contributions des communes du canton aux sommes suivantes :

Fréland	9 695 francs
Lapoutroie	17 105 francs
Orbey	20 085 francs (27)

Il fallut attendre 1818 pour que les troupes alliées quittent le territoire français.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie - Val d'Orbey

- 1 - Fernand L'Huillier, *Recherches sur l'Alsace napoléonienne*, Istra, Strasbourg, 1947, p.39, note 5
- 2 - id p. 676 et 680 note 68
- 3 - id p. 677
- 4 - E. Monnet, *Histoire de l'administration en France*, Paris, 1885, p. 316
- 5 - L'étude des maires est faite à partir de :
Yvette Baradel, *Maires et vie municipale dans le canton de Lapoutroie au XIX^e siècle, 1800-1870*, BSH n° 17 (1998), p. 53-64
- 6 - ADHR 3 M4 :
- Liste des membres qui composent le collège électoral du département du Haut-Rhin, élections de l'An XII, s. d.
- Liste des membres qui composent le collège électoral de l'arrondissement de Colmar, élection de l'An XII, 28 nivôse an XII (19/01/1804)
- 7 - Yvette Baradel, *les curés des paroisses du Val d'Orbey dans la Révolution*, BSH n° 15 (1996), p. 65-72
- 8 - *Annuaire du département du Haut-Rhin, an XIII-1813*
- 9 - ADHR 7 M4, *État des communes du canton de Lapoutroie qui possèdent des prés ou pâtures entièrement abandonnés au pacage, 12 septembre 1820*
- 10 - ADHR 7 M4, *État des communes qui possèdent les prairies les plus intéressantes s. d. (1820 ?)*
- 11 - ADHR L 1000, *Tableau des bestiaux existant dans les communes du canton de Lapoutroie, 17 frimaire an VI (7/12/1797)*
A.D.H.R. 7 M12, *Dénombrement des animaux et des produits du règne animal, fructidor-thermidor an XIII (juillet - août 1805)*
- 12 - ADHR 7 M10, *Lettres du juge de paix du canton de Lapoutroie au préfet, 18/10/ 1809 et 15/01/1810*
- 13 - ADHR 7 M11, *Lettre du maire de la commune de Lapoutroie au préfet du Haut-Rhin, 20/09/1811*
- 14 - cf note 11, 7 M12
- 15 - ADHR 7S 14, *État des usines du canton de Lapoutroie, 11 nivôse an VIII (1/01/1800)*
ADHR 3S 141, *Plan général du cours de la Weiss, 1818*
- 16 - R. Lévy, *Histoire de l'industrie cotonnière en Alsace*, Alcan, Paris, 1912
- 17 - ADHR 9 M6, *Enquête sur les établissements industriels, état fait à la mairie de Lapoutroie, 18/11/1812*
- 18 - ADHR 1 M59, *Industrie, Art et Commerce, s.d. (1804-1805)*
- 19 - Francis Lichtlé, *Foires et marchés dans le canton au XIX^e siècle*, BSH n° 4 (1985), p. 50-54
- 20 - Fernand L'Huillier, *op. cit.* p. 231-232
- 21 - Dominique Varry et Claude Muller, *Hommes de Dieu et Révolution en Alsace*, Brepols, Tournai, 1993
- 22 - Armand Simon, *Confréries et premières communions au Bonhomme, 1807-1834*, BSH n° 13 (1994), p. 41-48
- 23 - Fernand L'Huillier, *op. cit.* p. 656
- 24 - ADHR V 446, *État des communes du département du Haut-Rhin qui possèdent des écoles desservies par les institutrices dites Sœurs de la Providence, 8 mai 1813*
- 25 - Francis Lichtlé, *Les contributions militaires 1813-1815*, BSH n° 12 (1993), p. 56-61
- 26 - Paul Leuilliot, *La Première Restauration et les Cent Jours en Alsace*, Leroux, Strasbourg-Paris 1958, p. 244
- 27 - cf note 25

OUVRAGES CONSULTÉS

Fernand L'Huillier, *Recherches sur l'Alsace napoléonienne*, Istra, Strasbourg, 1947

Paul Leuilliot, *La Première Restauration et les Cent Jours en Alsace*, Leroux, Strasbourg-Paris, 1958

LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE JUILLET

1815 - 1848

Durant la trentaine d'années que durèrent les deux monarchies qui succédèrent au Premier Empire, une société de notables, soutenue par les gouvernements successifs, s'organisa et domina la vie politique, économique et sociale.

AUTORITÉ ET LIBÉRALISME

Les institutions administratives existantes sous l'Empire furent maintenues, en particulier les collèges électoraux et l'administration locale.

1) La Restauration

En 1818, le cens électoral fut fixé à 300 francs si bien que le canton, qui n'avait déjà que peu d'électeurs, n'en eut plus qu'un seul, le marchand Jean Baptiste Marcillat d'Orbey, qui payait 349 francs de contributions (1).

Conseillers municipaux et maires continuaient à être nommés par le gouvernement. Durant la Restauration, le régime trouva, chez certains maires, de fidèles soutiens. Deux maires étaient soupçonnés de faire partie de la Congrégation, association de royalistes attachés aux valeurs d'Ancien Régime et qui avait des ramifications dans toute la France. Il s'agissait de François Thomas, maire de Fréland et de Jean Antoine Guillemain, maire d'Orbey (2). L'église catholique soutenait aussi le gouvernement. En janvier 1830, un vicaire de Lapoutroie, J.F.X. Herqué, prêchait contre les acquéreurs de biens nationaux. Il passait pour être, lui aussi, lié aux membres de la Congrégation de Colmar (3).

Les libéraux étaient mis de côté. Le plus en vue, le juge de paix Jean Louis Grenez, fut révoqué en 1823.

En août et septembre 1828, Charles X fit un voyage officiel en Alsace. Il arriva par le col de Saverne et quitta la province par le col du Bonhomme. Il reçut un accueil enthousiaste en passant à Lapoutroie et au Bonhomme. Un avocat à la Cour royale de Colmar, P. J. Farges-Méricourt, fit le récit de ce voyage qui est un panégyrique des Bourbons. Parmi les souscripteurs de son livre dans le canton, on note les communes et trois personnalités seulement : le maire de Fréland, François Thomas, et à Lapoutroie, le fabricant Aloyse Maire et le vicaire Herqué. C'était peu. (4)

2) La Monarchie de Juillet

La Révolution de juillet 1830 fut acceptée dans le canton, sauf à Fréland où on note des manifestations. D'après Jean Louis Grenez "le premier individu qui a arboré la cocarde tricolore a failli être lapidé par un grand nombre de femmes qui l'ont poursuivi et accablé d'épithètes injurieuses".

Une vie politique nouvelle apparut. Des élections remplacèrent les nominations. La loi municipale du 23 mars 1831 faisait des citoyens les plus imposés de chaque commune, dans une proportion du dixième de la population, les électeurs des conseils municipaux. Les maires et leurs adjoints, toujours nommés par le gouvernement, étaient désormais choisis dans le conseil municipal.

Les élections s'étendaient aux conseils généraux de département. Désormais chaque canton avait un représentant.

En même temps, le cens électoral fut abaissé à 200 francs. Le nombre d'électeurs du canton augmenta : cinq en 1833, treize en 1842 (5). Mais pour les élections cantonales, il fallait au moins cinquante électeurs et on dut abaisser le cens électoral à 91, 92 francs (6).

Une poussée libérale, menée par Jean Louis Grenez, apparut lors des premières élections municipales. Mais à Fréland, François Thomas remplacé, en 1830, par un libéral, l'aubergiste François Steiger, fut à nouveau élu en 1831.

En 1837, le maire d'Orbey définissait ainsi son conseil municipal :

Conseillers adhérents au gouvernement :	16
Conseillers appartenant à l'opposition légitimiste :	6
Conseillers appartenant à l'opposition démocratique :	1

Trois familles ont dominé la vie politique durant la Monarchie de Juillet : les Didierjean à Orbey et les Maire à Lapoutroie.

Les Didierjean étaient issus de fermiers ayant tenu des fermes de l'abbaye de Pairis. Jean Claude Didierjean, né à Pairis en 1764, fils du fermier Claude Didierjean, fut maire de 1830 à 1837 et son fils, Jean Baptiste, maire de 1840 à 1848 et conseiller d'arrondissement. Jean Joseph Didierjean, né aussi à Pairis en 1772, était le fils de Dominique Didierjean qui acheta la ferme de la Porte qu'il exploitait. Jean Joseph fut élu conseiller général en 1833.

La famille Maire à Lapoutroie était différente. Elle était composée d'hommes de loi, de marchands et d'industriels.

Le notaire Urbain Maire avait dominé la vie politique du canton durant le Directoire et le Premier Empire. Son gendre, l'huissier Jean Louis Maire, fils d'un marchand de Lapoutroie, Jean Joseph Maire, fut élu au conseil d'arrondissement puis au conseil général en 1839, en remplacement de Jean Joseph Didierjean. Le fils de Jean Louis, Aloyse Maire, qui était propriétaire d'un tissage, fut maire de Lapoutroie de 1830 à 1848.

Ainsi des notables fortunés dominaient la vie politique, mais aussi l'économie.

LA TERRE ET L'USINE

1) La démographie

La population du canton augmenta de 2 000 habitants entre 1821 et 1851, passant de 11 451 habitants à 13 456 (7).

Recensements	Population	Évolution
1821	11 451	
1826	12 059	+ 608
1831	12 694	+ 635
1836	13 025	+ 331
1841	13 619	+ 594
1846	13 859	+ 240
1851	13 456	- 403

Nous voyons qu'il y a eu une augmentation continue entre 1821 et 1846 puis, à partir de cette date, c'est une baisse brutale due, probablement, à la crise agricole de 1846-1847.

Les cinq communes du canton ne se sont pas comportées de la même manière. La population du Bonhomme a diminué régulièrement à partir de 1831, passant de 1 461 habitants en 1831 à 1 160 en 1851. La population de Labaroche, par contre, a régulièrement augmenté, même entre 1846 et 1851, passant de 1 717 habitants en 1821 à 2 303 en 1851. Fréland, Orbey et Lapoutroie ont suivi, à peu près, le schéma général. Orbey et Lapoutroie atteignirent leur maximum de population en 1841, Fréland en 1846.

	Fréland	Lapoutroie	Orbey
1821	1 656	2 101	4 809
1841	2 042	2 631	5 636
1846	2 179	2 618	5 619
1851	2 005	2 432	5 556

2) L'agriculture

La Restauration débuta par une importante disette, en 1816 et 1817. "En Alsace, aux intempéries : un été insuffisamment chaud, des pluies persistantes qui provoquèrent même des inondations, des orages de grêle en août 1816, s'ajoutèrent les difficultés de culture par suite de l'occupation, l'énorme consommation pendant les deux invasions, enfin les nécessités du ravitaillement des occupants" (8). "Dans la vallée voisine de Sainte-Marie, les seules nourritures de la plupart des habitants sont l'oseille sauvage, les orties et autres plantes des forêts et des prés" (9). Il en était probablement de même dans le canton de Lapoutroie. Une bonne récolte en 1818 et en 1819 permit à la vie de reprendre son cours.

L'habitat dispersé était toujours de règle. La majorité de la population vivait dans les écarts.

Communes	Situation en 1836 (10)		Total
	Population	agglomérée	
	Nombre	%	
Lapoutroie	1 045	40 %	2 634
Orbey	1 140	22 %	5 142
Fréland	751	38 %	1 973
Labaroche		0 %	2 021
Le Bonhomme	?		1 255

Cette situation entraînait une certaine liberté d'exploitation comme l'expliquait, en 1857, une commission chargée de relever les usages locaux dans le canton : « Il n'existe dans le canton de Lapoutroie que très peu d'usages locaux, ce qui tient sans doute à ce que les habitations sont en majeure partie disséminées dans le fond des vallées et sur les montagnes et que le propriétaire du domaine l'habite et l'exploite par lui-même en se créant toutes les aisances que lui permet son éloignement des habitations voisines » (11).



David Ortlieb, *Vue près du Hohnack* - Dessin - 1825
Cabinet des estampes
Bibliothèque municipale - Colmar - Boîte Ortlieb n° 1

L'agriculture du canton ne connut pas de transformations notables. Elle fut cependant mieux connue, car le cadastre fut terminé en 1835.

Une enquête de 1837 nous montre que 80 % du territoire était mis en valeur, soit 9 800 hectares sur 12 165 hectares (12).

Forêts et prairies l'emportaient suivies par les champs de pommes de terre et de seigle :

	Forêts (ha)	Prairies (ha)	Pommes de terre (ha)	Seigle (ha)
Lapoutroie	610	481	166	125
Orbey	1 775	980	300	200
Fréland	1 250	263	74	126
Labaroche	419	207	20	15
Le Bonhomme	800	426	18	4
Total	4 854	2 357	578	470

Beaucoup de soins étaient apportés aux prairies. Une partie était irriguée et les prairies artificielles commençaient à apparaître, surtout dans les villages de fond de vallée : 80 ha à Orbey, 45 ha à Lapoutroie et 35 ha à Fréland.

Ces prairies composaient la base de la nourriture des vaches laitières. Si nous comparons le nombre de vaches à celui des ménages, nous nous apercevons que le nombre moyen de vaches par ménages ne dépassait guère le nombre de trois.

Communes	Vaches	Ménages (13)	Vaches/ménages
Lapoutroie	1 000	484	2
Orbey	1 480	666	2.2
Fréland	625	425	1.4
Le Bonhomme	513	263	1.9
Labaroche	300	347	0.8

Deux questions ont été débattues dans le canton à l'époque : les parcours communaux et les forêts.

Pour les parcours communaux, deux populations de cultivateurs s'affrontaient : ceux de la montagne et ceux du village. Dans une lettre sur les élections municipales du canton, le maire de Lapoutroie écrivait en 1846 : "La montagne qui veut la conservation des parcours communaux lutte contre le village qui veut la culture et le défrichement" (14).

La politique suivie par les communes apparaît dans une enquête faite dans la commune du Bonhomme en 1845 : "Chaque famille pauvre a des terrains communaux à cultiver, chacune a son champ de pommes de terre. Plus de 25 hectares se trouvent labourés par eux et distraits des parcours" (15).

La question des forêts était tout aussi importante. La majorité des forêts était communale. La région forestière des Lacs, jadis indivise entre le seigneur et l'abbaye de Pairis, avait été partagée entre la commune d'Orbey et l'État.

	Situation des forêts en 1838 (16)		
	État (ha)	Commune (ha)	Particuliers (ha)
Lapoutroie		610	
Orbey	200	1 400	175
Fréland		1 240	10
Labaroche		398	21
Le Bonhomme		800	

Ces forêts avaient subi d'importantes déprédations au cours de la Révolution et durant les invasions de la fin du Premier Empire.

Afin de remettre de l'ordre dans la gestion des forêts, le gouvernement promulga, en 1827, le code forestier. En 1844, fut votée la loi instituant le permis de chasse.

Si l'on se réfère à l'enquête entreprise au Bonhomme en 1845, on s'aperçoit qu'un reboisement était en cours. « Ces semis sont en prospérité et dans quelques années ces mamelons qui offraient un hideux aspect à cause de leur nudité seront garnis et ornés de bois qui feront plus tard une richesse incalculable à la commune ».

Mais la grande nouveauté était l'implantation de l'industrie textile dans le canton.

3) L'industrie

La première tentative d'implantation d'une usine textile date de la Révolution. Une filature et un tissage de coton furent installés dans l'abbaye de Pairis, vendue comme bien national et achetée par un industriel de Bollwiller, Georges Muller. Mais celui-ci fit rapidement faillite.

Une nouvelle tentative date de la fin de l'Empire. Quatre établissements existaient au Bonhomme et à Orbey en 1812. Le principal tissage était celui de J. Joseph Masson au Bonhomme. L'ensemble employait 100 ouvriers. Mais il fallait ajouter 50 ouvriers "travaillant isolément pour leur compte". C'était une industrie à ses débuts "les chefs d'établissement ne connaissant point la tenue de livres" (17). L'essentiel du tissage et de la filature se faisaient alors à domicile. Labaroche était connue pour ses fileuses.

Durant la Restauration, cette industrie prit de l'extension.

L'industrie à domicile se développa. Nous pouvons prendre comme exemple la commune d'Aubure, voisine de celle de Fréland. Le maire estimait qu'en 1814, il y avait 4 à 5 métiers et il en recensait 28 en 1826. Il signalait en outre les fabricants pour lesquels travaillaient les tisserands : trois fabricants de Sainte-Marie-aux Mines, un de Colmar, un de Ribeauvillé et un de Kaysersberg (18).

Dans le canton, de nouvelles entreprises se montèrent sous l'impulsion, en particulier, de fabricants de Kaysersberg.

En 1826, on comptait deux tissages de coton au Bonhomme, dont l'un appartenait à François Joseph Barthélémy d'Alspach, un tissage à Orbey, créé en 1823 par le fabricant Jean Georges Schoen de Kaysersberg. On trouvait aussi un tissage de coton en couleurs à Lapoutroie, appartenant à l'huissier Jean Louis Maire. On signalait 80 ouvriers pour les deux tissages du Bonhomme, 120 pour celui de Schoen et 100 pour celui de Maire (19).

Après 1830, le panorama industriel se renouvela.

En 1836, deux négociants de Colmar, Benjamin Kress et Edouard Birkel achetaient un moulin à Orbey, "le moulin Guidat avec la chute d'eau qui en fait la force motrice et les terrains en dépendant, le tout situé au milieu du village d'Orbey". La même année, le fabricant Joachim Fauster, qui avait fait l'acquisition d'une maison à Orbey, demandait l'autorisation de faire une prise d'eau dans la rivière, en vue de construire un atelier de fabrication. Enfin, toujours en 1836, Eugène Lefébure, gendre du fabricant Antoine Herzog du Logelbach, achetait des terrains à Orbey en vue de construire un tissage mécanique (20).

En 1844, on trouvait cinq établissements industriels dans le canton : deux filatures et trois tissages à Orbey et à Lapoutroie. Il n'était plus question des usines du Bonhomme.

À Orbey, c'était la filature Kress et Birkel et les tissages Fauster et Lefébure. À Lapoutroie, on retrouvait le tissage Maire auquel s'était ajoutée une filature dirigée par Pierre Dollfus, originaire de Mulhouse et fils d'un boulanger (21).

L'usine la plus importante était celle d'Eugène Lefébure : elle employait le plus grand nombre d'ouvriers et sa patente était la plus élevée.

Situation industrielle en 1844 (22)

FILATURES	Patentes	Ouvriers			Total
		Hommes	Femmes	Enfants	
Dollfus P.	381 F	30	25	20	75
Kress et Birkel	233 F	14	26	15	55
TISSAGES					
Fauster J.	479 F	28	55	11	94
Lefébure E.	966 F	53	82	25	160
Maire et fils	185 F	60	40		100

C'était le tissage Lefébure qui dominait la production du canton.

FILATURES	Valeur	
	Matières premières	Produits fabriqués
Dollfus P.	105 600 F	175 500 F
Kress et Birkel	48 000 F	67 000 F
TISSAGES		
Fauster J.	140 000 F	220 000 F
Lefébure E.	288 000 F	384 000 F
Maire et fils	60 000 F	100 000 F

Le coton venait d'Amérique, d'Égypte, du Levant. Le filé venait du Haut-Rhin et pour l'usine Lefébure plus précisément, de Mulhouse et de Thann. La vente du produit fini se faisait essentiellement dans les départements du Haut-Rhin et des Vosges (23).

En 1848, une enquête faite dans le canton de Lapoutroie relevait le nombre d'ouvriers travaillant dans ces usines (24) :

	Hommes	Femmes	Enfants
Filature de coton	109	61	60
Tissages mécaniques	181	205	31
Tissages à la main	575	570	
Total	865	836	91

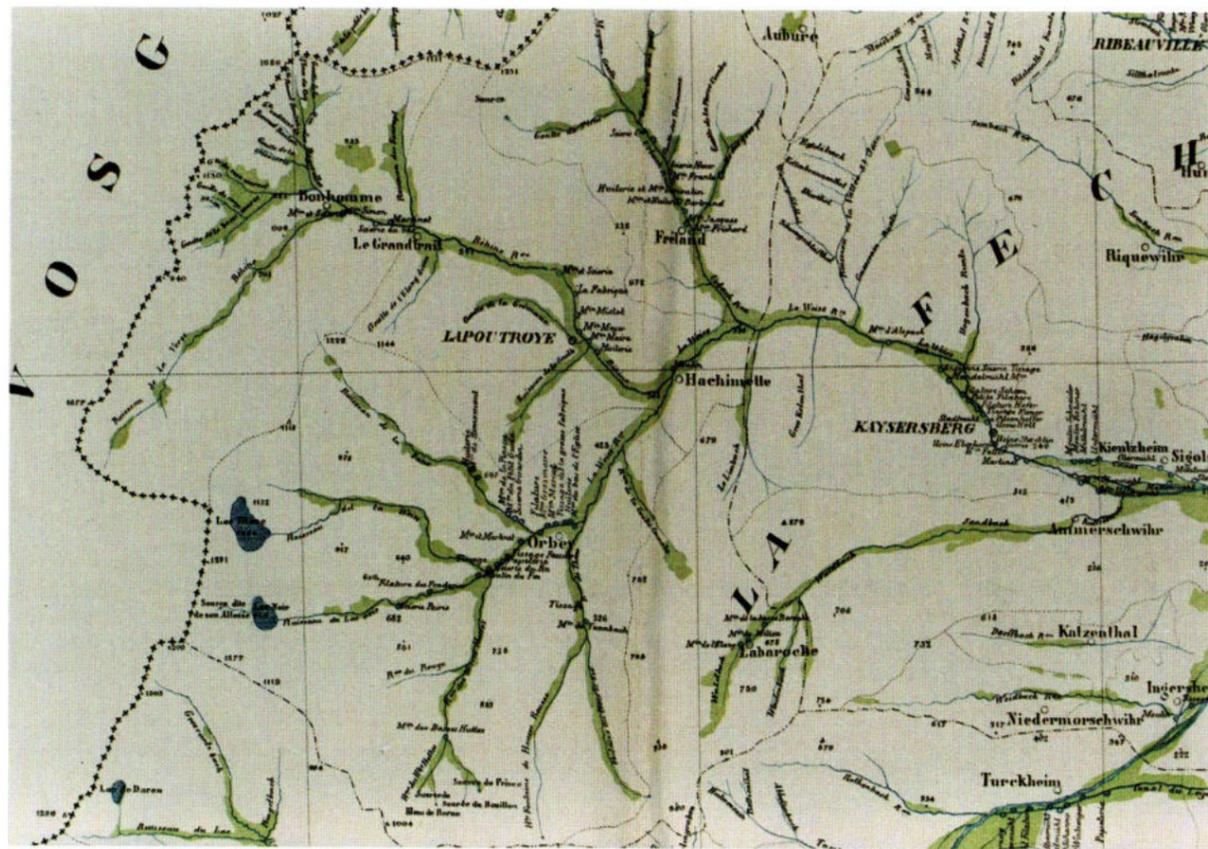
Nous voyons que le tissage à la main groupait encore 66 % des ouvriers du textile, et 68 % des ouvrières. Dans l'entreprise Lefébure, tous les métiers étaient mécaniques. Chez Fauster, métiers mécaniques et à bras coexistaient. Nous ne connaissons pas la situation dans l'entreprise Maire. Il est probable que le grand nombre de tisserands à la main comprenaient ceux qui travaillaient encore à domicile.

À côté de ces nouvelles usines se maintenaient les industries traditionnelles : moulins à farine, huileries, scieries. C'était des entreprises artisanales n'employant pas ou très peu de personnel mais qui restaient encore nombreuses. On trouvait aussi un moulin à papier à Orbey dont l'existence est attestée en 1829. La papeterie exista jusqu'à la fin du siècle et fut finalement absorbée par les établissements Herzog (25).

Établissements industriels en 1854

	Le Bonhomme	Fréland	Labaroche	Lapoutroie	Orbey
Moulins	1	3	3	4	7
Moulins et huileries		2			1
Huileries				1	1
Scieries	1	2			3
Scierie et moulin	1			1	
Martinet	1				
Moulin et martinet					1
Filatures				1	2
Tissages					2
Papeterie					1

Orbey, avec 18 établissements, était de loin la commune la plus industrialisée suivie par Lapoutroie où on en trouvait sept.



Carte hydrographique du département du Haut-Rhin - 1853 - 1855
ADHR Carte n°419

UNE SOCIÉTÉ DE NOTABLES

En parcourant les registres d'état civil des mariages, on a l'impression de se trouver devant une population immobile. La majorité des époux et des épouses sont nées dans la commune où ils se marient et le plus souvent les mariages se font entre habitants d'une même commune.

En réalité, il existait des mouvements de population que l'on peut connaître en comparant recensements et registres d'état civil.

1) Les mouvements de population

Nous présentons tout d'abord Orbey, qui était la commune la plus peuplée et la plus industrialisée du canton.

La population a augmenté entre 1821 et 1851. Dans quelle proportion intervenaient, dans cette augmentation, l'accroissement naturel et l'immigration ?

Population	Évolution	Accroissement naturel	Solde migratoire
1821 : 4 809			
1826 : 5 061	+ 252	1821 - 1825 : + 249	+ 3
1831 : 4 926	-135	1826 - 1830 : + 23	- 158
1836 : 5 142	+ 216	1831 - 1835 : + 278	- 62
1841 : 5 636	+ 514	1836 - 1840 : + 255	+ 259
1846 : 5 619	- 37	1841 - 1845 : + 236	- 273
1851 : 5 556	- 63	1846 - 1850 : + 140	- 203

L'accroissement naturel (rapport des naissances aux décès) a été positif pendant toute la période et n'a faibli qu'à partir de 1846. Mais son rôle a été limité par une émigration continue sauf, entre 1836 et 1841, où on note une forte immigration contemporaine de l'installation de l'industrie textile.

La démographie n'était pas la même dans les autres communes du canton. Ainsi à Fréland, l'accroissement naturel était insuffisant pour expliquer l'augmentation de population entre 1821 et 1851. Celle-ci n'a été possible que grâce à une immigration continue qui a cessé brusquement entre 1846 et 1850.

Population	Évolution	Accroissement naturel	Solde migratoire
1821 : 1 656			
1826 : 1 688	+ 32	1821 - 1825 : - 13	+ 45
1831 : 1 782	+ 94	1826 - 1830 : + 24	+ 70
1836 : 1 973	+ 191	1831 - 1835 : + 106	+ 85
1841 : 2 042	+ 69	1836 - 1840 : - 28	+ 97
1846 : 2 179	+ 137	1841 - 1845 : - 52	+ 189
1851 : 2 005	- 174	1846 - 1850 : - 41	- 133

Pourquoi un faible accroissement naturel à Fréland ?

D'après le médecin cantonal, "la mortalité des enfants en bas âge est beaucoup plus nombreuse que dans les autres communes" (26). Mais ce n'est probablement qu'une explication parmi d'autres.

Il est difficile de connaître les lieux d'émigration des habitants. Une étude faite sur l'émigration des Alsaciens aux États-Unis a relevé très peu d'émigrants originaires du canton de Lapoutroie. En 1817, lors de la crise économique, 17 passeports seulement, sur 775, ont été délivrés à des habitants du canton. Entre 1838 et 1857, les demandeurs de passeports du canton de Lapoutroie représentent 0,48 % de l'ensemble (27).

Par contre, l'immigration peut être étudiée à partir des actes de mariage dans lesquels sont indiquées, entre autres, la profession et l'origine géographique des époux. Mais cela ne nous donne qu'une vue partielle de l'immigration car tous les immigrés ne se sont pas mariés dans la commune concernée.

Nous avons choisi d'étudier l'immigration dans la commune d'Orbey, sur dix ans, entre 1836 et 1845, période durant laquelle l'industrie textile s'est installée.

Sur 368 mariages, 62, soit 17 % concernent des époux ou des épouses qui ne sont pas nées dans la commune. Ils viennent essentiellement du canton, du département du Haut-Rhin et des Vosges.

	Canton	Haut-Rhin	Vosges
Hommes	34 %	42 %	
Femmes	45 %	22.5 %	16 %

Les époux et épouses originaires du canton, viennent des communes de Labaroche, Lapoutroie et Le Bonhomme. Ceux du Haut-Rhin sont des voisins. Ils viennent d'Ammerschwih, d'Éguisheim, de Kaysersberg. Ceux qui sont nés à Colmar sont en réalité des enfants mis en nourrice et élevés dans le canton.

Un seul époux est né dans le département des Vosges. Par contre les épouses, originaires de ce département, sont plus nombreuses : une dizaine. Elles viennent de Fraize, de Plainfaing, de Saint-Dié, du Valtin, donc d'une région proche du canton de Lapoutroie.

La minorité restante arrive de Belfort, du Bas-Rhin et parfois de plus loin : Pays de Bade, Wurtemberg, Bavière, Autriche ou plus au sud, Porrentruy.

Qui sont ces immigrés ? Chez les hommes, ce sont des artisans (41 %), dont les plus nombreux sont des charpentiers, des menuisiers, des serruriers et des tailleurs d'habits. Viennent ensuite, à peu près à égalité, des cultivateurs (29 %) et des ouvriers du textile (23 %), le reste comprenant du tertiaire : employés, voituriers, garde forestier... Chez les femmes, ce sont les cultivatrices qui dominent (44 %), suivies par les ouvrières du textile (29 %) et diverses professions parmi lesquelles les cuisinières et les couturières.

2) Les notables

Cette population était dominée par une minorité, maîtresse de la politique et de l'économie : les notables, que nous connaissons car ce sont les seuls habitants qui figurent sur les listes électorales. Rappelons que seuls pouvaient voter ceux qui payaient, sous la Restauration, au moins 300 F de contributions et sous la Monarchie de Juillet, au moins 200 F (28).

Durant la Restauration, il n'y eut qu'un seul électeur, un marchand de bestiaux, Jean Baptiste Marcillat. Originaire d'Anould, près de Saint-Dié, il était arrivé dans le canton durant la Révolution et y avait épousé, à Orbey, le 29 ventôse an V (19/03/1797), Marguerite Blaise, fille d'un cabaretier, Jean Baptiste Blaise. Sa contribution s'élevait, en 1829, à 349 F.

Sous la Monarchie de Juillet le nombre d'électeurs augmenta, puisque le cens avait diminué. En 1833, ils étaient cinq, en 1840, douze et en 1842, treize.

Professionnellement ils se répartissaient de la manière suivante :

Professions	1833	1840	1842
Cultivateurs	3	5	5
Marchands	1	2	3
Brasseurs		1	1
Fabricants	1	4	4

Les cultivateurs représentaient la majorité des électeurs en 1833. Ils étaient la plus forte minorité en 1840 et 1842 mais étaient talonnés par les fabricants aussi nombreux qu'eux.

La puissance montante des fabricants apparaît quand on regarde les contributions payées en 1840 et 1842 par les plus forts contribuables.

		1840	1842
Fabricants	E. Lefébure	663 F	1 121 F
	P. Dollfus	830 F	918 F
Cultivateurs	J. Baptiste Didierjean	428 F	439 F
	J. Joseph Didierjean	302 F	320 F
Marchand	J. Baptiste Marcillat	310 F	320 F

En 1842, Eugène Lefébure payait trois fois plus d'impôts que Jean Baptiste Didierjean et quatre fois plus que Jean Joseph Didierjean, ancien conseiller général.

On assiste à un enrichissement des notables durant la Monarchie de Juillet mais les fortunes des agriculteurs et des marchands, dont l'activité est liée à l'agriculture, augmente moins que celles des fabricants. C'est ce que nous voyons en comparant leurs contributions.

	1829	1833	1840	1842
Pierre Dollfus		251 F	830 F	918 F
J. Baptiste Marcillat	349 F	287 F	310 F	320 F
J. Baptiste Didierjean		252 F	428 F	439 F

Le marchand J. Baptiste Marcillat payait moins de contributions en 1842 qu'en 1829. Pour J. Baptiste Didierjean, ses contributions avaient presque doublé entre 1833 et 1842, tandis que celles du fabricant Pierre Dollfus avaient plus que triplé.

Cette disparité entre fabricants et agriculteurs provoqua des conflits. Les premiers voulaient moderniser le pays, les seconds s'attachaient aux habitudes traditionnelles.

L'opposition se cristallisa autour du projet d'endiguement des Lacs (29). En 1839, 23 manufacturiers installés le long de la Weiss dont Eugène Lefébure et Edouard Birkel, voulant régulariser le débit de la rivière, demandèrent l'autorisation de construire une digue à la sortie des Lacs. Tout de suite les agriculteurs, menés par Jean Joseph Didierjean, alors conseiller général, s'y opposèrent. Ils craignaient une rupture des digues et le manque d'eau pour irriguer leurs prairies. L'affaire traîna, fut reprise en 1847, en vain. Il fallut attendre 1860 pour que l'endiguement soit réalisé.

3) La vie quotidienne

La majorité de la population du canton était composée de « cultivateurs » et de « cultivatrices » comme on les nomme dans les registres de mariage. Ils se mariaient entre eux. Ils étaient le plus souvent de la même commune où ils étaient nés.

Mais on voit apparaître de nouveaux ménages dont les époux travaillaient tous les deux dans l'industrie. En effet, des tisserands se mariaient avec des tisseuses, des ouvriers de fabrique avec des ouvrières de fabrique, des ouvriers pareurs avec des tisseuses... Un des deux époux n'était pas toujours né dans la commune.

Il y avait aussi des ménages que l'on peut qualifier de mixtes, réunissant des artisans et des ouvrières : menuisier et tisseuse, ouvrière de fabrique et charpentier. On voyait aussi des cultivateurs qui épousaient des ouvrières : cultivateur et tisseuse ou cultivateur et bobineuse.

Une société nouvelle était donc en formation.

Le niveau de vie était, en général, bas. La nourriture était faite de pommes de terre, de laitage et de fromage. On consommait peu de viande.

Dans le textile, les salaires journaliers des ouvriers étaient compris entre 1.50 F. et 2.50 F. Ils étaient de 0.80 F. pour les femmes, de 0.50 F. pour les enfants. On estimait qu'il fallait, pour vivre, un salaire annuel de 550 à 600 F pour un ménage avec deux enfants. L'opinion générale était que "les meilleures conditions dans lesquelles puisse se trouver une famille pour vivre avec une certaine aisance sont le père occupé aux travaux des champs, la mère occupée aux soins du ménage, les enfants occupés à la fabrique" (30).

Misère et mendicité étaient endémiques. Ce n'était pas une situation nouvelle. Avant la Révolution, les moines de l'abbaye de Pairis distribuaient des aumônes. Mais personne n'avait pris le relais.

En 1850, le médecin cantonal se plaignait qu'à Orbey, « sur 5 600 habitants, près de 200 individus indigents sont dépourvus de tout secours médical en cas de maladies, le conseil municipal n'ayant rien alloué pour leur porter le secours nécessaire ».

La première tentative pour améliorer le sort des plus démunis fut celle du curé d'Orbey, Louis Petitdemange, qui laissa à sa mort, en 1814, ses biens pour fonder un hospice pour orphelins. Cet hospice abrita ensuite des vieillards. L'hospice fut pris en charge en 1820 par la commune d'Orbey qui l'installa, à partir de 1849, dans les bâtiments restants de l'abbaye de Pairis.

En même temps, en 1827, les conseils municipaux des communes de Lapoutroie, Orbey et Fréland, acceptaient de salarier un médecin cantonal (31).

L'église catholique était toujours aussi puissante, soutenue par les notables.

Au cours de la période, des religieuses, surtout des sœurs de Portieux, remplacèrent peu à peu les institutrices laïques dans les écoles de filles. De même des Frères de la Doctrine chrétienne, dits Frères de Matzenheim, furent introduits à Fréland en 1849 pour enseigner aux garçons.

En 1850, le curé d'Orbey déclarait : "Le tout pour nous, c'est de ne point laisser prendre à un habitant d'Orbey, l'habitude de voir l'éducation de leurs jeunes filles confiée à d'autres qu'à des religieuses" (32).

Une crise économique suivie d'une révolution politique allaient frapper le canton comme l'ensemble de la France.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie Val d'Orbey

- 1 - ADHR 3M 4 Liste générale des électeurs formée à la préfecture conformément à la loi du 5/02/1817
3M 5 Liste électorale et du jury du département du Haut-Rhin 1829
- 2 - Yvette Baradel, Maires et vie municipale dans le canton de Lapoutroie au XIX^e siècle, 1800-1870, BSH n° 17 (1998), p. 53-64
- 3 - Paul Leuilliot, L'Alsace au début du XIX^e siècle, Paris 1957, T III, p. 154
- 4 - Armand Toscani - Armand Simon, Le passage du roi Charles X dans le canton en 1828, BSH n° 5 (1986) p. 57-61
- 5 - ADHR 3M 5 Liste générale du jury 1833-1842
- 6 - Olivier Conrad, Notables et intérêts locaux, les élections cantonales dans le canton de Lapoutroie, 1833-1870, BSH n° 17 (1998), p. 39-52
- 7 - Les chiffres sont pris dans les annuaires du département du Haut-Rhin, ADHR P 108
- 8 - Paul Leuilliot, L'Alsace au début du XIX^e siècle, T II p. 158
- 9 - Paul Leuilliot, id p. 170
- 10 - ADHR 6M 17, Recensements nominatifs 1836
- 11 - ADHR 7M1, Procès-verbal de la commission chargée de constater les usages locaux, 21/06/1855
- 12 - ADHR 7M 9, Tableau des cultures et de la quantité du bétail des communes du canton, 1837. La superficie des prairies du Bonhomme se trouve dans ADHR 7S 15, Lettre du maire à l'ingénieur des Ponts et chaussées, 14/09/1849
- 13 - ADHR 6M 17, Recensements nominatifs 1836
- 14 - ADHR 3M 50, Lettre du maire de Lapoutroie au préfet, 30/09/1846
- 15 - ADHR 2M 56, Rapport au préfet du greffier de la justice de paix du canton de Lapoutroie, 18/08/1845
- 16 - ADHR 7M 4, Renseignements statistiques sur la production des forêts tirés de la statistique agricole de 1838

- 17 - ADHR 9M 6, Enquête sur les établissements industriels, 18/11/1812
- 18 - ADHR 9M 7, Lettre du maire d'Aubure au préfet, 26/06/1826
- 19 - État des établissements industriels :
ADHR 9M 7 Lapoutroie 6/07/1826, Le Bonhomme 18/11/1826
ADHR 9M 9 Orbey 20/06/1826
- 20 - ADHR 7S 310, Lettre de B Kress et E Birkel au préfet 30/04/1836
ADHR 7S 310 Lettre de J. Fauster au préfet 18/04/1836
ADHR 7S 310 Lettre de E. Lefébure au préfet 4/05/1836
- 21 - E.C. Lapoutroie décès Pierre Dollfus 13/03/1848
- 22 - ADHR 9M 14, Arrondissement de Colmar, statistique industrielle, 1844
- 23 - ADHR 9M 13, Enquête industrielle 1840-1841
- 24 - M. Madeleine Kahan-Rabecq, L'Alsace économique et sociale sous le régime de Louis Philippe, Paris 1939, T II Canton de Lapoutroie p. 195-202
- 25 - ADHR carte n° 419 carte hydrographique du département du Haut-Rhin, 1853-1855
Pierre Schmitt, Essai d'une histoire du papier en Alsace ds Revue d'Alsace t. 99 (1960), p. 75-76
- 26 - ADHR 3X 39, Rapports annuels des médecins cantonaux, 11/01/1855
- 27 - Nicole Fouché, Émigration alsacienne aux États-Unis, Publications de la Sorbonne, 1992, p. 46 et 59.
- 28 - ADHR 3M 4, Listes électorales, 1817-1829
ADHR 3M 5, Listes électorales, 1840-1842
- 29 - Yvette Baradel, L'endiguement des lacs d'Orbey, 1839-1859, ds BSH n° 13 (1994), p. 60-70
- 30 - cf note n° 24
- 31 - Yvette Baradel, Médecins cantonaux dans le canton de Lapoutroie, BSH n° 19 (2000), p. 37-43
Yvette Baradel, Moralité publique, paupérisme et bienfaisance dans le canton de Lapoutroie sous le Second Empire, BSH n° 14 (1995), p. 70-80
- 32 - Aurélie Bouleau, L'enseignement dans le canton de Lapoutroie de 1833 à 1870, mémoire de maîtrise, Strasbourg, 1998

LA SECONDE RÉPUBLIQUE

1848 - 1851

LA CRISE DE 1848

Une crise agricole suivie d'une crise industrielle a secoué la France à partir de 1846. Une mauvaise récolte céréalière en 1846, aggravée par une pénurie de pommes de terre touchées par une maladie qui est apparue en Irlande en 1845, provoqua une disette et une brutale montée des prix des céréales entre 1845 et 1847.

Prix des grains à Colmar
(en hectolitres et francs) (1)

	Froment	Seigle	Orge	Avoine
1844	19.66 F	12.47 F	10.46 F	7.77 F
1845	22.56 F	11.96 F	11.85 F	7.77 F
1846	28.75 F	21.37 F	14.88 F	8.91 F
1847	31.70 F	22.72 F	19.46 F	11.83 F
1848	17.00 F	10.63 F	8.35 F	7.56 F

Après une hausse brutale en 1846 et 1847, les prix baissèrent en 1848, inférieurs même à ceux de 1844.

Nous avons un écho de cette hausse des prix, en lisant une pétition d'ouvriers de 1852 en faveur d'Eugène Lefébure : "En 1847 pendant la disette, prenant à sa charge une partie de l'énorme renchérissement des denrées alimentaires, il nous les procura pour nous et nos familles à plus de 30 % au-dessous du cours" (2).

La vie chère entraîna naturellement une baisse des achats des produits industriels. Les entreprises réduisirent le nombre de leurs ouvriers et le chômage s'ajouta à la disette.

Une enquête de 1848 signale que, dans le canton de Lapoutroie, l'effectif des ouvriers est, à cette date, le tiers de l'effectif normal (3). En 1850 "le prix de la main d'œuvre est réduit d'un cinquième sur le prix donné en 1847" (4).

Un des résultats de cette crise fut la diminution de la population sauf à Labaroche.

	1846	1851	Évolution
Le Bonhomme	1 215	1 160	- 55
Fréland	2 179	2 005	- 174
Labaroche	2 228	2 303	+ 75
Lapoutroie	2 618	2 432	- 186
Orbey	5 619	5 556	- 63

Aux difficultés économiques s'ajoutaient des tensions politiques. Depuis la Restauration, il y avait deux courants d'idées : les conservateurs ou traditionalistes, qui

s'appuyaient sur l'église catholique et les libéraux ou modernistes. C'est ce qui se passait, par exemple, dans la commune de Fréland.

En juillet 1843, la nomination d'un nouveau maire donna lieu à une joute entre le curé et le maire pressenti, Jean François Gassman, ancien instituteur devenu marchand.

Ce dernier était bien vu des autorités. Le Préfet avait demandé des renseignements au fabricant Eugène Lefébure qui lui avait répondu : « Monsieur Gassmann est en tête de tous les conseillers municipaux par son intelligence, son instruction et sa bonne réputation acquise pendant vingt années des fonctions d'instituteur. Il est sans contredit l'homme le plus influent de sa localité et sa position de fortune le met à même d'exercer les fonctions de maire » (5). Ce personnage n'avait rien de révolutionnaire. Mais il était le beau-frère de l'aubergiste François Steiger qui s'était fait remarquer comme libéral en 1830.

Le curé orchestra une campagne contre lui. L'instituteur écrivit à l'inspecteur primaire et au préfet pour les mettre en garde contre Gassmann et ses amis "Ils veulent, à ce qu'ils disent, mettre la commune sur un pied nouveau, la faire marcher vers le progrès, la mettre à la hauteur du siècle". (6) A la préfecture on ramenait la situation à une opposition de personne : "Antagoniste du curé. Si Gassmann était maire, on présume que le curé vaincu demanderait à quitter la commune. On voudrait lui opposer le frère du curé, un sieur Herqué, marchand de toiles". Mais on ajoutait : "D'un caractère très doux, n'a peut-être pas assez de vigueur pour s'affranchir d'influence" (7). Cette dernière remarque signifiait, probablement, que Gassmann faisait partie d'un groupe et que ce groupe souhaitait un changement.

Gassmann fut nommé maire mais dut se retirer en 1846.

Il est certain que des habitants du canton voulaient des réformes et étaient prêts à participer à une vie politique nouvelle.

L'INSTALLATION DE LA RÉPUBLIQUE

Le 25 février 1848, la République fut proclamée et le 5 mars, le suffrage universel fut instauré. Tous les citoyens âgés de 21 ans, ayant un domicile réel d'un an dans la commune et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques, pouvaient voter.

Le nombre des électeurs tripla et même, à Orbey, quadrupla. Mais les maires et leurs adjoints continuèrent à être nommés par le gouvernement et choisis dans le conseil municipal (8).

	Nombre d'électeurs	
	1830	1848
Le Bonhomme	125	295
Fréland	140	495
Labaroche	152	516
Lapoutroie	177	646
Orbey	298	1 213
TOTAL	892	3 185

L'année 1848 fut une année d'élections : 23 avril, élections législatives, 30 juillet, élections des conseils municipaux, 27 août, élections des conseils généraux et 3 septembre, des conseils d'arrondissement, enfin 10 décembre, élection du président de la République.

L'enthousiasme du début déclina peu à peu. On passa de 77 % de votants pour les législatives à 49 % pour l'élection présidentielle.

	Participation électorale		
	Nombre d'électeurs	Nombre de votants	%
Élections législatives (avril)	2 968	2 301	77 %
Élections municipales (juillet)	3 185	1 805	57 %
Élections cantonales (août) (Conseil général)	3 302	1 607	49 %
Élections cantonales (septembre) (Conseil d'arrondissement)	3 302	1 190	36 %
Élection présidentielle (décembre)	3 276	1 605	49 %

Les élections législatives paraissent avoir soulevé quelques passions et provoqué des heurts entre communes, aux dires du maire du Bonhomme, qui demandait que le vote n'eût pas lieu au chef-lieu de canton : "Les esprits des différentes localités sont tellement échauffés que des collisions fâcheuses seraient à craindre si le vote avait lieu au chef-lieu de canton"(9).

Le Haut-Rhin envoya douze députés libéraux à l'Assemblée constituante, dont le chef de file était François Antoine Struch, maire de Lutterbach, président du conseil général et député.

L'agitation continua lors des élections des conseils municipaux. C'est au Bonhomme que la participation fut la plus forte (88 %) et à Orbey, la plus faible (50 %). Les élections au Bonhomme furent d'ailleurs annulées. À Lapoutroie, une pétition des habitants s'attaqua au maire en place, le fabricant Aloyse Maire "misérable despote secondé par quelques automates ses créatures et valets" (10).

Il n'y eut pas un grand changement. Sur cinq maires, deux furent remplacés, l'un à Lapoutroie, l'autre au Bonhomme.

Les élections au Conseil général furent marquées par une lutte serrée entre deux candidats : le fabricant Eugène Lefébure d'Orbey et le notaire Jean Baptiste Nicolas Petitdemange de Lapoutroie.

Le premier faisait partie du conseil d'arrondissement depuis 1845. Qu'il se présente au Conseil général était normal. C'était aussi le plus riche fabricant du canton, soutenu par son beau-père Antoine Herzog, un des principaux industriels du Haut-Rhin, catholique de surcroît.

Le notaire Jean Baptiste Nicolas Petitdemange était un nouveau venu dans la vie politique. Né en 1816, il était le fils de Nicolas Petitdemange, propriétaire au Grand Trait, un hameau de Lapoutroie. Dans une lettre qu'il écrivit au préfet en 1852, il expliquait ainsi sa candidature au Conseil général : " J'ai été porté candidat sans l'avoir sollicité ni désiré, je n'ai pas fait un pas pour obtenir aucun suffrage. Cette élection avait un intérêt tout local et aucune couleur politique. C'était Lapoutroie et Orbey votant chacune pour son candidat" (11). Mais on peut penser, étant donné l'origine paysanne du notaire Petitdemange, qu'il était soutenu par les agriculteurs opposés aux fabricants. Petitdemange avait, en effet, de nombreux partisans comme nous le voyons d'après les résultats du vote (12) :

Eugène Lefébure	876	suffrages
J. Baptiste Petitdemange	729	suffrages
Alexandre Million, maire de Labaroche	1	suffrage

Le maire de Labaroche fut élu conseiller d'arrondissement en septembre.

Enfin arriva l'élection présidentielle. La moitié seulement des électeurs inscrits votèrent. Le maire de Fréland écrivait au préfet : "Je suis persuadé que, lors même il ferait beau, le nombre des électeurs n'en serait pas moins très faible à en juger par les élections des membres des conseils de département et d'arrondissement. Il paraît que ces déplacements ont, par leur fréquence, fatigué les électeurs des communes" (13).

Louis Napoléon Bonaparte fut le grand vainqueur mais des voix se portèrent aussi sur Cavaignac et Ledru-Rollin.

	Nombre de votants	Louis Napoléon Bonaparte	Cavaignac	Ledru-Rollin
Lapoutroie et Le Bonhomme	446	257	98	80
Fréland	296	276	6	9
Labaroche	?	300	14	1
Orbey	580	459	63	39

Nombre de voix en %	Louis Napoléon Bonaparte	Cavaignac	Ledru-Rollin
Lapoutroie et Le Bonhomme	58 %	22 %	18 %
Fréland	93 %	2 %	2 %
Orbey	79 %	11 %	7 %

D'après ces pourcentages, les votes à Lapoutroie et au Bonhomme paraissent plus diversifiés qu'à Orbey ou à Fréland. Lapoutroie, chef-lieu de canton, était probablement plus politisé tout comme Le Bonhomme, situé sur la principale route qui traversait le canton.

À la fin de l'année 1848, les trois partis : les Blancs, amis de l'ordre, les Bleus, républicains modérés partisans de Cavaignac et les Rouges, partisans du radical Ledru-Rollin, existaient dans le canton.

LE DÉCLIN 1849-1851

La vie politique durant cette période est marquée par la lente mainmise du Prince-Président sur le gouvernement du pays afin d'établir son pouvoir personnel et d'abattre la République.

La période débuta par une élection partielle, le 7 janvier 1849. Il s'agissait de remplacer un député démissionnaire. On vit alors se présenter un habitant d'Orbey, Jean Jacques Maritz.

Né en 1813 à Strasbourg, appartenant à une illustre lignée de fondateurs de canons, c'était un ancien capitaine du Génie. Il avait épousé en 1842 une des filles d'Antoine Herzog, Joséphine Caroline et dirigeait, conjointement avec son beau-frère Eugène Lefébure, l'usine textile d'Orbey. Il était connu pour l'intérêt qu'il portait à l'agriculture et à l'industrie du département.

Il posait sa candidature comme républicain modéré, attaché à la Constitution.

Ces élections n'attirèrent pas les foules. 30 % des électeurs allèrent aux urnes. Maritz recueillit la majorité des suffrages à Orbey : 325 voix sur 372 votants et à Labaroche: 178 voix sur 192 votants. Par contre Lapoutroie votait pour l'ex-préfet Joseph Fawtier, révoqué en décembre 1848 à cause de ses idées républicaines teintées de socialisme : 284 voix sur 318 votants (14). Sur l'ensemble du Haut-Rhin ce fut Fawtier qui recueillit le plus de voix.

Maritz ne se découragea pas et se présenta comme candidat à l'Assemblée législative, lors des élections du 13 mai 1849. Il se présentait toujours comme républicain modéré.

Dans le canton, 45 % des électeurs inscrits allèrent aux urnes. C'est un candidat du parti de l'ordre, le conseiller général d'Andolsheim, Germain Prudhomme, qui recueillit le plus de voix : 1183 alors que Maritz arrivait en troisième position avec 1077 voix.

Quant au Haut-Rhin, il envoya à l'Assemblée des républicains socialistes menés par Charles Koenig, un Colmarien, membre du conseil municipal, ancien avocat devenu un des plus importants pépiniéristes de la région.

Les Bleus, dont faisait partie Maritz, étaient désormais écartés de la vie publique. Seuls demeuraient les Blancs et les Rouges qui allaient s'affronter.

Les années 1850 et 1851 furent marquées par la chasse aux socialistes, derniers défenseurs de la République, par le Prince-Président et le parti de l'Ordre.

ÉLECTIONS DU HAUT-RHIN.

PROFESSION DE FOI
DE
JEAN-JACQUES MARITZ,
ancien Capitaine du Génie.

Orbey près Kayserberg, Haut-Rhin.

CHERS CONCITOYENS,

Il est des jours suprêmes dans la vie d'un peuple, alors que, sans guide et sans appui, entre un passé qui n'est plus et un avenir qui n'est point encore, il s'arrête incertain et cherche avec anxiété la voie de ses nouvelles destinées. En ces jours de doute, les hommes qui aspirent au périlleux honneur de diriger sa marche à travers les passions déchaînées, doivent se découvrir la poitrine et y donner à lire leurs pensées les plus intimes.

Vous connaissez les miennes, naguère encore je vous les exposais : vous redirai-je aujourd'hui qu'ami du progrès, je ne l'attendais que du jeu régulier de nos institutions, mais que dès l'origine j'accueillis la République sans arrière-pensée ; vous dirai-je qu'au milieu du conflit orageux des opinions, je regarde la Constitution comme notre ancre de salut.

Alsacien de naissance et de cœur, élève de l'école polytechnique, soldat en France, en Algérie, décoré à l'assaut de Constantine, j'ai servi pendant quinze ans mon pays dans les rangs de l'armée. C'est vous dire assez que sa gloire m'est chère. Oui, la France doit porter haut son drapeau ! sa voix doit peser sur les destinées du monde, mais elle doit être avare du sang de ses enfants. Faisons des vœux pour que toujours les voies pacifiques puissent assurer sa dignité vis-à-

Wahlen vom Oberrhein.

Politisches Glaubensbekenntnis
von
Johann Jacob Maritz,
vormaligen Kapitän vom Génie.

Orbey, bei Kaisersberg.

Werthe Mitbürger,

In dem Leben eines Volkes treten wichtige Tage ein, wenn ohne Leiter und Stütze eine entschundene Vergangenheit und eine noch unsichere Zukunft sich seinem Blicke darstellten da bleibt es ungewiß stehen und sucht ängstlich die zu betretende Bahn seiner neuen Bestimmung. In diesen Tagen des Zweifels müssen die Männer, welche nach der gefährlichen Ehre trachten, seinen Gang durch die zügellosen Leidenschaften zu leiten, sich zu erkennen geben und Ihr Innerstes enthüllen.

Ihr kennt meine Gesinnungen, erst vor Kurzem gab ich Euch dieselben zu erkennen ; muß ich Euch jetzt wieder sagen, daß ich als Freund des Fortschrittes, denselben bloß von dem regelmäßigen Gange unserer Institutionen erwartete ; daß ich aber gleich anfangs die Republik ohne Rückhalt annahm ; muß ich Euch sagen, daß ich während des stürmischen Kampfes der Meinungen, die Konstitution als unsern Anker des Heils ansah.

Alsäßer der Geburt und der Gesinnung nach, Zögling der polytechnischen Schule, habe ich als Soldat in Frankreich und in Algier, decorirt bei der Erstürmung von Constantine, meinem Vaterlande fünfzehn Jahre in den Reihen der Armee gedient ; dies mag Euch beweisen, daß sein Ruhm mir theuer ist. Ja, Frankreich soll seine Fahne hoch erheben ! seine Stimme soll gelten bei der Bestimmung des Schicksals der Länder ; allein mit dem Blute seiner Kinder soll es zeigen. Laßt uns wünschen, daß die

ADHR 3M 22

Le 10 mars 1850 se déroulèrent des élections partielles destinées à remplacer trois députés rouges qui avaient été arrêtés. Dans le canton, 53 % des électeurs allèrent aux urnes et votèrent pour le parti de l'Ordre, représenté par Emile Dollfus, industriel et maire de Mulhouse et par le fils d'un industriel des environs de Belfort, Jules Migeon (15).

Mais il y avait encore des socialistes dans le canton. Ceux d'entre eux qui exerçaient une fonction publique étaient étroitement surveillés et furent destitués.

Nicolas Aloyse Petitdemange, maire du Bonhomme, fut révoqué en 1849 car "lancé dans la démagogie la plus exaltée" (16). Ce fut aussi le cas du juge de paix Wendling. Le ministre de la justice écrivait au préfet du Haut-Rhin le 28 août 1851 : "On me signale Mr Wendling, juge de paix du canton de Lapoutroie, comme un anarchiste des plus ardents. Il serait connu de tout le monde comme président d'un club révolutionnaire au café Ruest à Orbey. Il aurait été secrétaire du club socialiste à Colmar. Il protégerait ouvertement les socialistes".

Le préfet répondait le 10 septembre : "Il est vrai que Mr Wendling est engagé dans une mauvaise voie politique... Le club du café Ruest à Orbey n'est autre chose que la réunion habituelle des socialistes du village qui viennent y prendre leur café et discuter les questions politiques. Ce lieu sert de rendez-vous fréquent aux frères et amis et il n'y a aucun doute que Mr Wendling est vu souvent" (17). Wendling fut bientôt remplacé par un juge de paix, acquis au Prince Président, qui fut chargé de préparer le plébiscite du 20 décembre 1851.

En effet, le 2 décembre, un coup d'État du Prince Président supprimait la Constitution, ce qui entraîna une révolte de républicains provinciaux, en particulier dans le sud-est. Pour la réprimer, il fallut envoyer la troupe.

Le notaire Petitdemange dans la lettre au préfet dont nous avons déjà fait état nous donne sa réaction face aux événements : « J'ai dit, il est vrai, le 4 décembre dernier que je n'accorderai pas mon suffrage à Monsieur le Président de la République. Ce jour là je ne voyais que la violation de la Constitution dans un but que je ne voyais autre que la satisfaction d'un intérêt personnel. Mais lorsque j'eus lu les massacres du midi et l'anarchie seule pouvant profiter du refus de concours demandé par Monsieur le Président, j'ai été un des premiers à voter oui... ».

Comme tous les notables de France, Petitdemange craignait l'agitation sociale et voyait dans le Prince Président le gardien de l'ordre. La République était oubliée.

Un plébiscite régla la situation. On demandait aux Français de donner à Louis Napoléon Bonaparte « les pouvoirs nécessaires pour établir une constitution ».

Dans le canton, 2 322 électeurs votèrent, soit 69 % du corps électoral et 97 % d'entre eux donnèrent tous les pouvoirs à Louis Napoléon. Il y eut quelques "non" : 30 à Lapoutroie, 20 à Orbey et 13 à Fréland (18).

C'était la fin de la République. Une nouvelle Constitution entrain en vigueur en janvier 1852.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

1 - A. Hanauer, *Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, Strasbourg, 1876-1878

2 - ADHR 3M 23 Élections législatives 1852

3 - M. Madeleine Kahan-Rabecq, *L'Alsace économique et sociale sous le régime de Louis Philippe*, Paris 1939, T II canton de Lapoutroie p. 195-202

4 - ADHR 9M 14 Lettre du maire de Lapoutroie au préfet 5/12/1850

5 - ADHR 2M 42 Lettre d'E. Lefebure au préfet, 24/07/1843

6 - ADHR 2M 42 Lettre de l'instituteur Valdéjo à l'inspecteur, 6/07/1843

7 - ADHR 2M 42 Brouillon sans date ni signature

8 - ADHR 3M 21 Élections législatives 23/04/1848

ADHR 3M 51 Élections des conseils municipaux 30/07/1848

ADHR 3M 34 Élections au conseil général et au conseil d'arrondissement, 27/08/1848- 3/09/1848

ADHR 3M 17 Élection présidentielle 10/12/1848

9 - ADHR 3M 21 Lettre du maire du Bonhomme au commissaire du département, 5/04/1848

10 - Yvette Baradel, *Maires et vie municipale dans le canton de Lapoutroie au XIX^e siècle, 1800-1870 BSH n° 17 (1998) p. 53-64*

11 - ADHR 2M 66 Lettre du notaire Petitdemange au préfet, 11/01/1852

12 - ADHR 3M 34 Renouveau des conseils généraux et d'arrondissement, 1848

13 - ADHR 3M 17 Lettre du maire de Fréland au préfet, 16/11/1848

ADHR 3M 17-18 Élections présidentielles du 10/12/1848

14 - ADHR 3M 22 Élections du 7/01/1849 et du 13/05/1849

15 - ADHR 3M 23

16 - ADHR 2M 56 Lettre du juge de paix de Sainte-Marie au préfet, 5/07/1854

17 - ADHR IV 8

18 - ADHR 3M 14



Vallée d'Orbey
Photo Adolphe Braun (1858-1859) - Repro. Christian Kempf
Bibliothèque municipale - Colmar

LE SECOND EMPIRE

1852 - 1870

En janvier 1852, une nouvelle constitution mit en place un régime présidentiel autoritaire : le président de la République jouissait de la totalité du pouvoir exécutif et le pouvoir législatif était affaibli. La marche à l'Empire commençait.

Les 18 et 19 juillet 1852, le Prince Président fit une visite à Strasbourg qui fut un succès. Il ne lui restait plus qu'à annoncer le rétablissement de l'Empire en novembre 1852. Il prit alors le nom de Napoléon III.

LA CARRIÈRE POLITIQUE D'EUGÈNE LEFÉBURE

1) La préparation à l'Empire

L'année 1852 fut une année de préparation à l'Empire.

Pour juguler toute opposition, le nouveau pouvoir voulut surveiller la vie politique et mit au point le système de "la candidature officielle".

Le suffrage universel était maintenu mais, lors des élections, seuls les candidats soutenus par le gouvernement pouvaient faire campagne. Seules les listes des conseillers municipaux à élire, approuvées par le préfet, étaient officialisées. Les maires et leurs adjoints continuaient à être nommés par le gouvernement.

Dans ce contexte, Eugène Lefébure entra en politique.

Eugène Lefébure était connu dans le canton depuis une quinzaine d'années. Gendre d'Antoine Herzog qui lui avait confié la direction du tissage de coton d'Orbey avec Jean Jacques Maritz, son autre gendre, il était entré au conseil d'arrondissement en 1845 et au conseil général en 1848. Il abandonna bientôt la direction du tissage, comme son beau-frère Jean Jacques Maritz, pour se consacrer à sa carrière politique.

Il fut choisi comme candidat officiel de la 1^o circonscription électorale du Haut-Rhin, c'est à dire de l'arrondissement de Colmar, pour les élections législatives de mars 1852. On voyait en lui non seulement un membre d'une des principales familles du Haut-Rhin, les Herzog, mais aussi "un homme de cœur et d'intelligence et un membre du conseil général qui a fait preuve de connaissances solides et étendues". Dans une lettre au préfet, les maires et les curés du canton exprimaient toute la satisfaction qu'ils avaient éprouvée "en apprenant que l'administration se propose de recommander la candidature de Mr Lefébure pour la députation au Corps législatif" (1).

Dans le canton, sur 3 514 inscrits, 1 535 votèrent, soit 47 %. Eugène Lefébure recueillit 1 526 voix, c'est à dire la quasi totalité mais l'abstention était importante.

Eugène Lefébure fut encore candidat officiel pour les élections cantonales du 2 juillet 1852 au conseil général.

Sur 3 473 électeurs inscrits, 1 348 allèrent voter, soit 39 %. En face de lui, Eugène Lefébure avait le notaire de Lapoutroie, Jean Baptiste Petitdemange. Le notaire ne recueillit que 37 voix et Lefébure 1 292 (2).

Le plébiscite pour l'acceptation de l'Empire eut lieu le 21 novembre 1852. Dans l'ensemble de la France ce plébiscite fut triomphal : 7 824 189 oui et 253 145 non et en Alsace : 6 000 non pour 213 000 suffrages. Mais il y eut 2 millions d'abstentions.

Comment réagit le canton de Lapoutroie ?

- Nombre d'électeurs	3 544		
- Nombre de votants	1 875	55	%
- Nombre de votes affirmatifs	1 869	99.6	%

CORPS LÉGISLATIF.



M. LEFÉBURE
Député du Haut-Rhin.

Photographie FRANCK

18 r. Vivienne, PARIS

J. Baptiste Charles Eugène Lefébure
Alsace portraits - Cabinet des estampes - Bibliothèque municipale - Colmar
Repro. Agence Pictural - Colmar

Nous voyons qu'il y eut 45 % d'abstentions. Le juge de paix de Lapoutroie écrivait au préfet : « Je ne puis vous dissimuler le regret que j'éprouve de voir que le chef-lieu de ce canton n'ait pas fait son adresse au gouvernement pour l'assurer de ses vœux pour l'avènement de l'Empire... » Il ajoutait : « J'ai obtenu connaissance que si la commune d'Orbey n'a pas fait son adresse comme partout ailleurs, cette abstention du maire est attribuée à l'influence de son secrétaire... » (3).
Que signifiait cette abstention ? Indifférence, regret de la République ?

Il apparaît, en tout cas, qu'en 1852 une grande partie du corps électoral du canton restait dans l'expectative.

2) L'Empire autoritaire

En 1857, le pouvoir d'Eugène Lefébure fut consolidé par sa nomination comme maire d'Orbey à la suite de la démission de son prédécesseur. Son installation comme maire le 14 juin 1857 donna lieu à des festivités : « Samedi toute la journée, 136 coups de canon ont annoncé à Orbey l'installation de ses deux premiers magistrats (le maire et son adjoint) pour le lendemain. Le dimanche matin, dès l'aurore, 36 coups de feu ont signalé aux habitants un jour de grande joie. À quatre heures et aussitôt après l'installation des deux nouveaux magistrats les coups de feu ont recommencé et ont terminé la fête à dix heures du soir... À la mairie a eu lieu un banquet offert au conseil municipal. Depuis la route jusque chez Monsieur Lefébure une haie d'arbres plantée de drapeaux traçait aux nouveaux magistrats le chemin de la mairie » (4).

Peu de jours après, le 21 juin 1857, c'était de nouvelles élections législatives. Eugène Lefébure était à nouveau candidat officiel, auréolé par son nouveau pouvoir de maire. Mais le commissaire de police qui écrivait au préfet le 14 juin présentait un tableau assez terne de la vie politique : « Il n'y a aucune agitation, aucune passion parmi les habitants... Il est vrai qu'il faut attribuer ce calme dans nos campagnes au défaut d'un autre candidat et les anciens partis ennemis du bon ordre n'osent pas se déclarer ostensiblement... Ainsi, à défaut d'autres candidatures, il n'y aura aucun parti hostile au gouvernement » (5). Eugène Lefébure fut à nouveau élu député.

Sur 3 381 électeurs inscrits dans le canton, 2 032 votèrent, donc 60 %. La participation la plus faible fut celle de Fréland : 30 % et les plus fortes, celles de Labaroche : 72 % et d'Orbey : 76 %. Eugène Lefébure recueillit 2 020 voix.

Une enquête administrative de 1858 confirmait l'opinion du commissaire de police. Tout était calme dans le canton. Les maires et les curés, qui avaient une forte influence sur la population, étaient entièrement dévoués au régime. Il n'y avait qu'un trouble fête, le notaire Jean Baptiste Petitdemange. « La commune de Lapoutroie est à un certain degré sous l'influence du notaire Petitdemange, d'un caractère très remuant. Ses antécédents politiques ne permettent pas à l'administration de compter sur lui » (6).

3) L'Empire libéral

En 1860, le gouvernement rétablit le droit d'adresse, c'est à dire le droit, pour les députés, au début de la session parlementaire, d'exprimer leur approbation ou leurs critiques.

Pour les élections municipales de 1860 l'abstention resta encore forte. Pour l'ensemble du canton, sur 3 457 inscrits, 1 413 d'entre eux votèrent, soit 41 %. À Orbey, Eugène Lefébure fut à nouveau nommé maire mais seulement 45 % des électeurs avaient voté (7).

Pour les élections cantonales en 1861, il y eut 55 % de votants et Eugène Lefébure fut à nouveau élu avec 91 % des suffrages, toujours soutenu par Orbey et Labaroche. Mais il avait encore en face de

lui, le notaire Jean Baptiste Petitdemange pour lequel les électeurs de Fréland votèrent, lui donnant 151 voix alors que 20 voix seulement se portaient sur Eugène Lefébure (8).

La libéralisation de la vie politique se fit sentir dans le canton à partir de 1863. Les électeurs furent plus nombreux à voter et on parla ouvertement d'opposition.

Aux élections législatives du 10 juin 1863, sur 3 575 électeurs inscrits, 2 343 votèrent soit 65,5 %. Eugène Lefébure était toujours le candidat officiel. Mais le préfet écrivait au ministre de l'Intérieur le 25 mai : "Monsieur Lefébure est le seul candidat. Il ne rencontre pas de vives sympathies. On devra combattre l'abstention des électeurs". Pourtant dans le canton, sur 2 343 votants, 2 337 votèrent pour Eugène Lefébure (9). Ceci s'explique par le soutien que le clergé catholique accordait à Lefébure. En effet, entre 1859 et 1861, il avait défendu le droit des maires et des conseils municipaux à imposer le recrutement des frères des Écoles chrétiennes. En 1861, il attaqua, avec d'autres députés, la politique romaine du gouvernement.

Aux élections municipales de 1865, l'abstention diminua encore, 71 % de votants. Eugène Lefébure se heurtait toujours à une opposition dont il ne précise pas le caractère, se bornant à écrire au préfet : "L'association du Casino d'Orbey... est le foyer de l'opposition à l'administration municipale". Le juge de paix de Lapoutroie donnait quelques précisions : « La liste d'opposition à Orbey a subi des modifications. Elle est devenue hostile à Monsieur Lefébure... Je crois que l'opposition pourra encore réunir une minorité importante si surtout, il est vrai comme j'ai lieu de le croire, les deux curés de chacune des paroisses d'Orbey appuient de leur influence la liste des opposants » (10). Pourtant Eugène Lefébure fut nommé à nouveau maire d'Orbey.

Eugène Lefébure quitta la vie politique en 1867. Il remit sa démission de conseiller général lors des élections cantonales de 1867. Il laissait la place à son fils, Léon, auditeur au Conseil d'Etat, connu comme secrétaire de la commission de l'Enquête agricole pour l'Est.

La participation aux élections cantonales de 1867 fut de 67 % et sur 2 350 votants, 2 313 votèrent pour Léon Lefébure (11).

Ce dernier eut le même succès aux élections législatives de 1869 pour lesquelles il avait été choisi comme candidat officiel. Il avait comme concurrent Frédéric Hartmann de Munster. La campagne se cristallisa autour de la question de la laïcité de l'enseignement. Léon Lefébure fut soutenu massivement par le clergé. Sur 3 500 inscrits, il y eut 2 700 votants soit 77 % et Léon Lefébure recueillit 2 392 voix soit 88,5 % des suffrages (12).

L'année 1870 fut marquée par trois élections.

Le 8 mai, ce fut le plébiscite qui demandait aux Français d'approuver "les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur". Ce fut un succès en France, comme dans le canton. En France : 1 500 000 non et 7 358 000 oui. Dans le canton, la participation fut de 69 %. Sur 2 376 votants, il y eut 2 185 oui et 153 non. C'était une victoire pour l'Empereur (13).

Le 12 juin 1870, pour les élections cantonales, la participation fut moindre : 62 %. Sur 2 290 votants, Léon Lefébure recueillit 1 754 suffrages, soit 76 %. Mais il y avait, contrairement à 1867, d'autres candidats. Deux propriétaires cultivateurs se présentaient : un ancien maire d'Orbey, Jean Joseph Bertrand et un futur maire de Lapoutroie, Jules Conreaux. Il s'y ajoutait le propriétaire de la filature de Lapoutroie, Pierre Dollfus (14).

Les élections municipales se déroulèrent le 7 août et les maires furent nommés en octobre. Pour Orbey, nous n'avons pas trouvé la nomination du maire si bien que nous ignorons si un Lefébure était encore maire d'Orbey.

4) Les oppositions au candidat officiel

Durant le Second Empire une opposition a toujours existé, se manifestant soit par une abstention importante, soit par la présentation de candidats non officiels.

Cette opposition avait un double aspect. Elle s'explique soit par des problèmes locaux, soit par des problèmes nationaux.

Les désaccords dus à des problèmes locaux apparaissaient lors des élections municipales ou cantonales.

En 1855, lors des élections municipales à Orbey, les habitants des Basses-Huttes demandaient la transformation de leur hameau en une commune. Ils étaient soutenus par le curé des Basses-Huttes. Celui-ci avait établi une liste "qu'il colportait dans le but d'arriver à avoir un certain nombre de conseillers élus dans cette section qui forme une paroisse à part et dont les habitants demandent depuis longtemps à ce que leur annexe soit distraite de la commune d'Orbey" (15).

En 1865, au Bonhomme, c'était le commerce du bois qui était sur la sellette. Il était reproché au maire, marchand de bois, d'avoir mis sur sa liste, un "entrepreneur d'abattage et de façonnage de coupe et un marchand de bois et entrepreneur de réensemencements au Bonhomme, que la clameur publique dit associés au maire pour ce genre de travaux..." (16).

Enfin l'utilisation de l'eau des rivières continuait à être la pomme de discorde entre les agriculteurs et les industriels. Les élections cantonales de 1870 en sont la preuve flagrante.

Sur le plan des questions nationales, l'opposition est moins facile à cerner, mais elle existe. Elle apparaît comme une opposition libérale, issue de la révolution de 1848 et la commune de Lapoutroie paraît en être le centre.

En 1855, le juge de paix de Kaysersberg, auquel le préfet demandait des renseignements pour nommer un maire à Lapoutroie, lui donnait son opinion : "Cette commune est très pauvre en sujet. De plus ceux qui seraient capables sont tellement connus pour leurs opinions démagogiques que votre choix ne saurait tomber sur eux... J'ai pris des renseignements sur le nommé Ancel, brasseur, cafetier, entrepreneur de travaux de la route départementale. Mais ils ont été des plus déplorables. Son auberge est le rendez-vous des rouges de la localité ce qui est déjà une mauvaise recommandation...". Lors du plébiscite de 1870, cette opposition existait toujours. Le 10 mai "une réunion se tenait à Lapoutroie dans l'une des usines de Pierre Dollfus. 250 à 300 personnes venues de Lapoutroie, d'Orbey, du Bonhomme et de Fréland y prirent part sous la présidence du docteur Laviéville d'Orbey... Environ la moitié de l'assistance, consultée par le président, se prononça pour le NON" (17).

LE RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le nombre d'habitants diminua au cours de la période, passant de 13 456 en 1851 à 12 791 en 1871.

1851 :	13 456	
1856 :	12 739	- 717
1861 :	13 144	+ 405
1866 :	13 314	+ 170
1871 :	12 791	- 523

Cette situation démographique s'explique par un contexte économique difficile.

Ce fut déjà la crise agricole de 1854 -1856 qui provoqua une augmentation des prix. Le prix de l'hectolitre de froment sur le marché de Colmar, passa de 23 francs en 1853 à 31 francs en 1854, se maintint à 30 francs en 1855 et 1856 et redescendit à 24 francs en 1857 et 16 francs en 1858 (18).

Puis de 1861 à 1865, l'industrie textile subit les effets du traité de commerce avec l'Angleterre, qui abaissait les droits de douane entre les deux pays, et de la guerre de Sécession aux États-Unis, qui stoppa les importations de coton. Le commissaire de police du canton écrivait dans son rapport du mois de mai 1865 : « L'industrie cotonnière reprend beaucoup d'activité. On a ouvert dans les tissages mécaniques des ateliers qui étaient fermés depuis trois ans ».

Enfin, en 1867-1868, ce fut une nouvelle crise agricole. Le prix de l'hectolitre de froment à Colmar, passa de 20 francs en 1866 à 27 francs en 1867 et 25 francs en 1868 pour retomber à 20 francs en 1869. En même temps les industriels qui étaient obligés de restructurer leurs usines, baissaient les salaires. C'est ce que signalait ce même commissaire de police en octobre 1869 : «Plusieurs industriels se plaignent du manque de main d'œuvre. Je crois que cela tient à la mauvaise situation qu'ils leur font. En effet certains d'entre eux ont été obligés de changer le genre de leur fabrication pour ne pas perdre et il est résulté de ce changement que des ouvriers qui gagnaient 30 à 40 francs par quinzaine ne gagnent plus que de 20 à 30" (19).

1) L'agriculture

Aucune transformation notable ne marqua la vie agricole. On restait dans une économie de subsistance. Pommes de terre et seigle restaient les principales cultures auxquelles s'ajoutaient l'élevage des vaches laitières et des porcs.

	Situation agricole du canton	
	1837	1864 (20)
- Pommes de terre	578 ha	565 ha
- Seigle	470 ha	527 ha
- Froment	99 ha	189 ha
- Vaches	3 918	4 032
- Porcs	1 770	1 164

Le reboisement continuait et même s'intensifiait. La loi du 28 juillet 1860 organisa le reboisement en montagne et accorda des subventions. En 1862, un périmètre de reboisement fut créé à Orbey et donna naissance à la forêt domaniale des Deux Lacs. Au Bonhomme la forêt qui s'étendait sur 800 hectares en 1837, atteignait 1 032 hectares en 1863 (21).

2) L'industrie

L'industrie textile restait la deuxième ressource du canton. Durant la première décennie de la période, elle se remit de la crise de 1848, se développa et se modernisa.

Vers 1850, Jean Henri Hofer, propriétaire d'une filature à Kaysersberg, racheta la filature Kress et Birkel à Orbey. Benjamin Kress entra comme régisseur dans l'entreprise Hofer puis comme associé-caissier. En 1856, la filature d'Orbey employait 96 ouvriers et comprenait 4 000 broches. Lorsque l'entreprise Hofer fit faillite en 1874, la filature d'Orbey fut reprise par un industriel de Kaysersberg, Bernard Lehrmann qui la céda ensuite à la firme Jean Kiener de Gunsbach (22).

LAC BLANC AVANT TRAVAUX



LAC BLANC APRÈS TRAVAUX



Photo A. Braun (1858 - 1859) - Repro. Ch. Kempf
Bibliothèque municipale - Colmar

Un manufacturier de Stosswihr, Auguste Bachmann, présenta, en 1855, un projet de construction d'un établissement industriel, au Bonhomme, comportant une filature de coton de 5 000 broches et un tissage mécanique de 200 métiers. Le tissage était construit en 1857 (23).

En 1857, Nicolas Florence, chef graveur dans l'établissement Hartmann de Munster, demanda l'autorisation de construire un tissage mécanique à Hachimette. La réception des travaux eut lieu en 1860 (24).

À Orbey, Antoine Herzog modernisait ses usines. En 1854, il fit installer un gazomètre pour l'éclairage des ateliers et, en 1858, une machine à vapeur. En 1860, il demandait l'autorisation d'installer une chaudière à vapeur "pour préparer les colles nécessaires pour le parage" et une machine à vapeur pour un tissage qu'il avait à Tannach, pour servir "de moteur auxiliaire à une turbine en temps des basses eaux" (25).

Les industriels obtinrent enfin l'autorisation d'endiguer les lacs malgré l'opposition des agriculteurs. Les travaux se déroulèrent de 1857 à 1861.

Mais, à partir de 1861, les établissements industriels souffrirent de la crise. Certains purent se maintenir. Mme Veuve Dollfus, à la tête de la filature Dollfus de Lapoutroie demandait, en 1868, l'autorisation d'établir une nouvelle chute d'eau "ayant l'intention d'agrandir mon établissement de filature" (26).

Beaucoup de petites entreprises disparurent ou perdirent leur indépendance. Antoine Herzog fils, qui avait succédé à son père, en loua un certain nombre. C'est ce qu'il expliquait, lors d'une enquête en 1868 : "J'ai réuni à mes établissements beaucoup d'autres qui ont été ruinés par les dernières crises et je fabrique pour eux en compte à demi. Pour plusieurs d'entre eux j'ai un loyer basé sur la situation commerciale existant au moment de la crise par conséquent relativement faible et je travaille dans des conditions assez bonnes pour y trouver bénéfice là où ce serait ruine pour les autres". Il déclarait pour Orbey : 400 métiers en propriété et 4 000 broches et 150 métiers en location (27).

LA PERMANENCE DES NOTABLES

1) Les notables

La société des notables se maintenait. Le gouvernement comptait sur les maires qu'il nommait bien souvent en fonction de leur fortune, comme le faisaient d'ailleurs les gouvernements précédents. En établissant la liste des maires, nous verrons quelles personnalités dominaient le canton, réunissant pouvoir politique et économique (28).

LES MAIRES

Communes	Renouvellement	
	1852	1860
Le Bonhomme	J. Joseph Conreau	Nicolas Aloyse Petitdemange
Fréland	J. Baptiste Bertrand	Joseph Fréchar
Labaroche	J. Baptiste Alexandre Million	J. Baptiste Alexandre Million
Lapoutroie	Aloyse Maire	J. Joseph Petitdemange
Orbey	J. Joseph Bertrand	Eugène Lefébure

On trouvait parmi ces maires des propriétaires-cultivateurs, des marchands et des fabricants.

Nom, Prénom	Profession	Revenus
J. Joseph Conreau	Propriétaire	?
J. Joseph Petitdemange	id	1 500 Frs
J. Joseph Bertrand	Propriétaire	2 000 Frs
Joseph Fréchar	Meunier	2 000 Frs
J. Baptiste Bertrand	Marchand	2 500 Frs
Nicolas Aloyse Petitdemange	Marchand	?
J. Baptiste Alexandre Million	Voiturier	2 000 Frs
Aloyse Maire	Fabricant	?
Eugène Lefébure	Député	15 000 Frs

Naturellement Eugène Lefébure sortait du lot. Maire d'Orbey, conseiller général, député, il était soutenu par la famille Herzog, propriétaire du tissage d'Orbey.

On ne voit, parmi les maires, qu'un fabricant, Aloyse Maire, qui d'ailleurs disparaît, comme fabricant, après 1852.

Le nombre des cultivateurs et des marchands s'équilibrait.

Au Bonhomme, c'était les marchands de bois qui profitaient du reboisement. Le maire Nicolas Aloyse Petitdemange dit "le Prince" était connu "comme le plus fin, le plus rusé marchand de bois du pays" (29).

Le maire de Fréland, Jean Baptiste Bertrand, cultivateur devenu marchand, était considéré comme un homme riche. Sa fortune était estimée à 400 000 Frs (30).

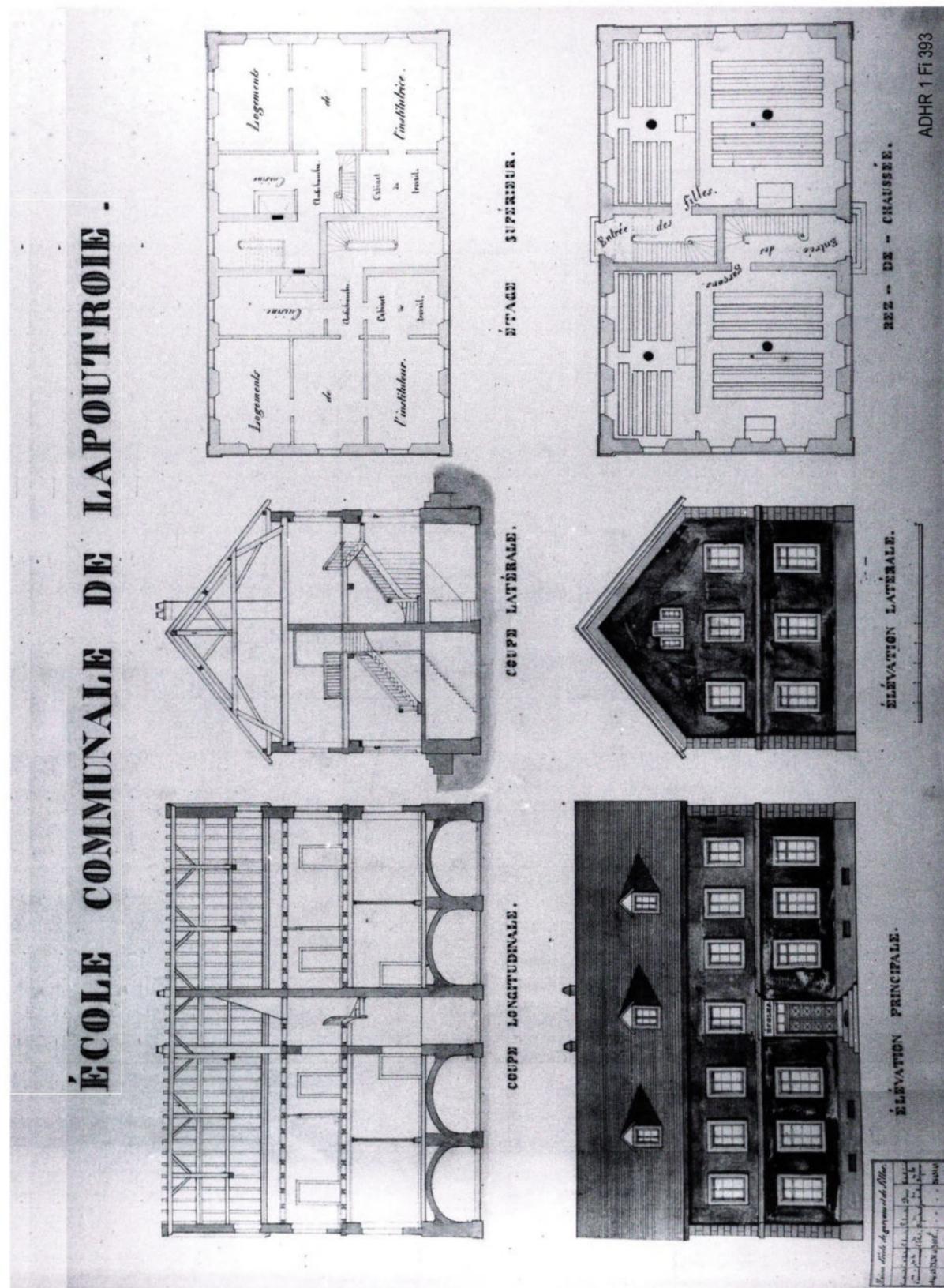
N'oublions pas l'adversaire d'Eugène Lefébure, le notaire Jean Baptiste Nicolas Petitdemange qui se vantait de posséder une fortune de "plus de 100 000 francs" et d'être apparenté à des familles connues de la région. Il avait épousé Antoinette Leclair de Kientzheim, "fille de l'ancien notaire de cette ville et nièce de monsieur de Peyerimhoff, conseiller de préfecture" (31).

2) Les indigents

Au bas de l'échelle sociale se trouvaient les indigents. Les communes en tenaient une liste qui n'était pas toujours à jour. Pour la période allant de 1858 à 1869, le nombre annuel des indigents a oscillé entre 1 219 en 1859 et 1 519 en 1868, soit environ 10 % de la population. Les médecins cantonaux, qui les soignaient gratuitement, distinguaient deux catégories : "les uns vivant dans des conditions hygiéniques passables, les autres, surtout en cas de maladie, sont privés des ressources les plus indispensables. Les affections des premiers ne diffèrent pas en général de la classe aisée. Chez les seconds les maladies ont souvent pour origine la misère elle-même" (32).

Cette classe n'était donc pas homogène, allant du petit cultivateur qui souffrait d'une crise agricole au simple mendiant. On y trouvait des vieillards, des enfants abandonnés.

Les communes s'efforçaient de remédier à cette misère qui engendrait une importante mendicité. À Orbey, un hospice créé en 1815 par le curé Louis Petitdemange pour des enfants orphelins, avait été repris par la commune et avait été installé en 1849 dans les bâtiments de l'abbaye de Pairis qui n'avaient pas été détruits. À partir de 1853, des bureaux de bienfaisance furent installés peu à peu dans chaque commune. Enfin les médecins cantonaux, au nombre de deux à partir de 1856, soignaient gratuitement les indigents (33).



Malheureusement ces efforts étaient insuffisants et la mendicité continuait à sévir dans le canton.

3) L'enseignement

Au cours du Second Empire, l'Eglise catholique, soutenue par les Lefébure, renforça son enseignement. Les frères de la Doctrine chrétienne ou frères de Matzenheim, qui s'étaient installés en 1849 à Fréland, furent appelés en 1859 à Orbey.

De son côté, l'enseignement d'État était bien vivant. On comptait 18 bâtiments scolaires en 1867 dont la majorité avait été construite après 1833, date de la loi Guizot qui obligeait chaque commune à entretenir une école primaire (34).

En 1862 furent créées les bibliothèques scolaires. Elles étaient destinées aussi bien aux enfants qu'à leurs parents. En outre, les communes achetaient et donnaient aux enfants pauvres des livres scolaires (35).

La commune du Bonhomme se fit remarquer par son dynamisme. En 1869, elle avait de loin la bibliothèque la plus fournie :

Le Bonhomme	448 volumes
Fréland	160 volumes
Labaroche	170 volumes
Lapoutroie	145 volumes
Orbey	140 volumes

Au Grand Trait existait une bibliothèque populaire qui dépendait de la Société des bibliothèques communales du Haut-Rhin. Les livres se répartissaient en livres d'agriculture, d'histoire, de géographie et voyages, de sciences, de littérature, de livres de lecture et de livres divers. L'instituteur au Grand Trait, J. B. Ancel, s'en occupait.

À la fin de notre période, les illettrés avaient presque complètement disparu du canton. D'après les signatures dans les actes de mariage en 1870, 98 % des hommes et 95 % des femmes savaient signer.

Mais pour la majorité de la population, le français n'était pas la langue courante. La langue traditionnelle se maintenait. On continuait à parler "welche".

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - ADHR 3M 23 Lettre du préfet aux maires 20/02/1852, réponse des maires et résultats des votes
- 2 - ADHR 3M 35
- 3 - ADHR 3M 15 Relevé des votes et lettre du juge de paix du canton de Lapoutroie au préfet 13/11/1852
- 4 - ADHR 2M 71 Rapport du commissaire de police de Lapoutroie au préfet, 15/06/1857
- 5 - ADHR 3M 24
- 6 - ADHR 1M 69 Enquête par commune 1858
- 7 - ADHR 3M 52
- 8 - Olivier Conrad, *Notables et intérêts locaux, les élections cantonales dans le canton de Lapoutroie au XIX^e siècle, 1833-1870*, BSH n° 17 (1998) p.39-52
- 9 - ADHR 3M 27-28
- 10 - ADHR 3M 54 Lettre d'E. Lefébure au préfet, 20/07/1865 et Lettre du juge de paix au préfet, 17/07/1865
- 11 - cf note 8
- 12 - ADHR 3M 30
- 13 - ADHR 3M 16
- 14 - cf note 8
- 15 - ADHR 3M 52 Lettre du commissaire de police au préfet, 26/07/1855
- 16 - ADHR 3M 54 Lettre du juge de paix au préfet, 27/07/1865
- 17 - ADHR 2M 66 Lettre du juge de paix de Kaysersberg au préfet, 14/02/1855
Léon Strauss, *Le plébiscite du 8 mai dans le Haut-Rhin, ds l'Alsace en 1870-1871, Strasbourg, 1971, p. 170.*
- 18 - A. Hanauer, *Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne, Strasbourg 1876-1878*
- 19 - ADHR 4M 27 Rapports périodiques du commissaire de police du canton de Lapoutroie 1853-1869
- 20 - ADHR 7M 7 Statistiques agricoles
- 21 - ADHR 7P 46
- 22 - Francis Lichtlé, *L'industrie textile à Kaysersberg au 19^e siècle, la filature de coton Jean Henri Hofer (1832-1874) ds 4 sociétés d'histoire de la vallée de la Weiss, annuaire 2000, p. 89-96*
- 23 - ADHR 20 279 et 7S 309
- 24 - ADHR 7S 309
- 25 - ADHR 5M 85 Lettres au préfet d'Antoine Hertzog 2/11/1854 - 23/09/1858 - 13/03/1860
- 26 - ADHR 7S 309 Lettre de Mme Vve Dollfus au préfet, 11/03/1868
- 27 - Claude Fohlen, *L'industrie textile au temps du Second Empire, Plon 1956, p. 444-445*
- 28 - ADHR 2M 45 Nominations 1852
ADHR 2M 47 Renouvellement intégral 1860
- 29 - ADHR 2M 56 Lettre du juge de paix de Sainte-Marie au préfet 5/07/1854
- 30 - ADHR 2M 60 Lettre du juge de paix de Lapoutroie au préfet 3/08/1865
- 31 - ADHR 2M 66 Lettre de J.B.N. Petitdemange au préfet 11/01/1852
- 32 - Yvette Baradel, *Médecins cantonaux dans le canton de Lapoutroie 1838-1869 BSH n° 19 (2000) p.37-43*
- 33 - Yvette Baradel, *Moralité publique, paupérisme et bienfaisance publique dans le canton de Lapoutroie sous le Second Empire*, BSH n° 14 (1995) p. 70-80
- 34 - Aurélie Bouleau, *L'enseignement dans le canton de Lapoutroie de 1833 à 1870, Mémoire de maîtrise, Strasbourg, 1998*
- 35 - Françoise Prunier, *les bibliothèques scolaires et communales dans le canton de Lapoutroie de 1863 à 1869, BSH n° 11 p. 67-75*

LE XXÈME SIÈCLE
GUERRES ET OCCUPATIONS

1870 - 1945

LA GUERRE DE 1870-1871

Le 19 juillet 1870, la France déclarait la guerre à la Prusse. Cela permit au premier ministre de Prusse, Otto von Bismarck, de réaliser l'union de l'Allemagne derrière la Prusse et d'opposer à la France une armée composée de contingents de tous les états allemands.

La supériorité numérique et technique de l'armée allemande s'imposa, en Alsace, dès les premiers combats qui l'opposèrent à l'armée française, à Wissembourg le 4 août et à Froeschwiller le 6 août. L'invasion commençait.

1) La défense du canton

Pour se défendre, l'Alsace avait peu de moyens. Dès le milieu du mois d'août, l'essentiel des troupes combattantes fut retiré de la province et acheminé par voie ferrée vers le camp de Châlons d'où elles partirent pour Sedan où, le 2 septembre, l'Empereur Napoléon III et son armée furent faits prisonniers.

Il restait dans le département du Haut-Rhin cinq bataillons et dans chaque localité une garde nationale. Une partie de celle-ci, la garde nationale mobile, avait été créée en 1868 pour défendre le territoire.



1870 ?

GIRAGOUTTE

Le Lièvre blanc de la Garde Nationale Joseph Munier, t. 6 n° 12 1870 à cet endroit.

Croix du Lt Munier
ds Robert Gall, *Croix champêtres et habitat rural à Labaroche*
Ed. Edira - Katzenthal - 1983

L'essentiel des troupes, bataillons et gardes nationaux mobiles appelés couramment "les mobiles", furent envoyés dans les places fortes. Des compagnies de francs-tireurs se formèrent alors pour défendre le plat pays.

Les mobiles du canton furent envoyés à Neuf-Brisach dont le siège dura du 9 octobre au 11 novembre. C'est ce qui se passa pour un jeune homme du Bonhomme, Jean Baptiste Batot qui avait fait "avec les jeunes gens contemporains du pays la campagne franco-allemande de 1870/71 dans la garde mobile à Neuf-Brisach" (1). Dans chaque commune restait une garde nationale sédentaire disposant de fusils.

Le Haut-Rhin fut occupé entre le 11 et le 20 septembre. Les Allemands entrèrent à Colmar le 14 septembre. Ils ne rencontrèrent aucune résistance dans le canton. Les gardes nationaux, devant la force de l'ennemi, se rendirent compte de la nullité de toute résistance. Cependant un garde national de Labaroche, refusant les ordres, voulut faire le coup de feu et, en se cachant, tira sur un convoi allemand et tua un officier. En représailles, un habitant de Labaroche, Joseph Munier, fut mis à mort. Une croix, "Lè krey do pti lora", située à Giragoutte, rappelle cette tragédie (2).

2) L'occupation

Si aucun combat ne s'est déroulé dans le canton en 1870, par contre l'occupation par les troupes ennemies a été pénible. Dès le 14 novembre, le commandant allemand à Colmar imposait au canton de Lapoutroie une contribution de 2 500 thalers, soit 9 375 francs qui était répartie entre les cinq communes (3).

Orbey :	2 500	Francs
Fréland :	2 400	Francs
Lapoutroie :	2 000	Francs
Le Bonhomme :	1 475	Francs
Labaroche :	1 000	Francs

Le conseil municipal du Bonhomme se plaignait des « réquisitions faites par les Prussiens et ci-devant par les militaires de la garde mobile et les francs-tireurs de passage dans cette commune ». Il s'y ajouta, en janvier, "l'envahissement de la commune par des troupes allemandes pour effectuer des abattis d'arbres dans les forêts" (4).

En janvier, une compagnie du 3^e régiment de Thuringe de la Landwehr s'installa à Lapoutroie pour occuper la route de Saint-Dié à Colmar. Le capitaine commandant la compagnie fixa les denrées à livrer par jour et pour chaque homme (nous respectons l'orthographe de la réquisition) :

- 1° Une livre de la viande et au jour cinquième une livre de lard
- 2° 1/3 de livre de riz ou des autres légumes
- 3° Une livre et une demi de pain
- 4° Cinq cigares
- 5° Un litre de la bière ou 1/2 litre du vin ou 1/10 de litre de l'eau de vie
- 6° 2 1/2 last du café et 1 1/2 last de sel.

Les officiers recevaient une somme d'argent : 8 francs pour chaque officier et 9 francs pour le chef de la compagnie. Les logeurs des militaires recevaient deux francs par jour et pour chaque homme et devaient fournir, dans cette somme, les cigares.

La réquisition était répartie entre les communes du canton : la commune d'Orbey seule pour un tiers, celles de Lapoutroie et du Bonhomme aussi pour un tiers et le dernier tiers pour Labaroche et Fréland (5).

En février, le gouvernement général d'Alsace réclamait aux communes une contribution "pour le paiement de toutes les chaussures et fournitures en cuir qui ont été distribuées au corps assiégeant à Belfort" (6).

Les municipalités eurent beaucoup de peine à payer. En effet, au début de la guerre, le receveur du canton avait emporté les pièces comptables et les fonds des communes. Il fallut emprunter auprès des habitants aisés. Lorsque le maire de Labaroche demanda à son conseil, le 20 novembre, de voter un emprunt de 1 000 Francs pour payer la contribution de guerre, "À l'instant le sieur Nicolas Parmentier, membre du conseil municipal, a versé ladite somme de 1 000 francs" (7). Mais un tel geste fut exceptionnel.

Le 28 février 1871 étaient signés les préliminaires de Versailles et le 10 mai 1871, le traité de Francfort. Le 9 juin 1871, une loi faisait de l'Alsace-Lorraine un "Reichsland", une terre d'Empire. Le 24 mars 1871, la municipalité du Bonhomme estimait que "les communes rentraient dans le domaine de la légalité et la jouissance de leurs droits selon les anciens règlements". La vie reprenait son cours normal.

Pendant une quarantaine d'années la paix régna dans le canton de Lapoutroie jusqu'en 1914 lorsqu'éclata la Première guerre mondiale.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1914-1918

Le 28 juin 1914, l'archiduc d'Autriche, François-Ferdinand, fut assassiné à Sarajevo. Les alliances internationales se mirent à fonctionner : "Ultimatum, puis déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, mobilisation de la Russie, ultimatum allemand à la Russie, mobilisation générale en France le 1^{er} août, déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3, invasion de la Belgique qui détermine l'Angleterre à entrer dans la guerre le 4, tel est l'engrenage" (8).

1) L'offensive française

La tactique du général Joffre était l'offensive à tout prix pour mettre rapidement l'ennemi à genoux. Les cols vosgiens, portes de l'Alsace, étaient un des objectifs visés.

Pour les Allemands, l'Alsace était un glacis qu'il fallait protéger. Bismarck avait répondu à un député alsacien : "Nous n'avons pas conquis l'Alsace et la Lorraine pour les rendre heureuses, nous les avons conquises pour avoir un glacis contre la France" (9). Ils avaient donc pensé à fortifier les cols vosgiens. Par malheur, "le commandement français ignorait que les retranchements avaient été réalisés avant le déclenchement des hostilités par des compagnie du génie". Les troupes françaises, en particulier les chasseurs alpins, se heurtèrent "à des ouvrages fortifiés semi-permanents avec poutres et rails recouverts de terre et munis de créneaux devant lesquels avaient été préparés des fougasses" (10). Par suite les combats furent très durs et les pertes humaines importantes. "Au cours des combats d'août et septembre 1914, les pertes furent évaluées, côté français, au minimum à 329 000 morts, disparus ou prisonniers" (11).

Le 8 août 1914, le 158^e régiment d'infanterie, parti de Fraize, s'empara du col du Bonhomme et arrachait le poteau frontière. Mais le 10 août, c'était l'échec au col du Louschbach. Le 14 août débutait une offensive générale au col du Bonhomme, à la Tête des Faux et au col des Bagenelles. Les troupes françaises pénétraient dans le canton, descendant de Labaroche, des Lacs et du col du Bonhomme. Le village du Bonhomme subit un terrible bombardement qui détruisit une partie de l'église, des maisons et des fermes dispersées. Les Français parvinrent à Kaysersberg après avoir

occupé Orbey, Lapoutroie et Fréland. Mais la situation était instable. À Fréland, le 25 août, des chasseurs alpins furent surpris et tués par des soldats allemands au lieu-dit "la Halle" près du col d'Aubure. Le 2 septembre, les troupes françaises durent se replier vers le col du Bonhomme, le Wettstein et le Linge. La ligne de front se stabilisa, allant du col du Bonhomme à Pairis et au col du Wettstein.

À la fin de l'année, une offensive française fut lancée sur la Tête des Faux qui commande les débouchés du col du Bonhomme et du col de Louschbach. Le 2 décembre, l'assaut était lancé et les Français s'emparaient du sommet. Dans la nuit de Noël suivante, les Allemands lancèrent une violente attaque pour le reprendre mais échouèrent. Ils restèrent cependant cramponnés à quelques mètres du sommet.

À la fin de cette année 1914, un autre objectif intéressait l'état major français, Le Linge, qui occupe une position centrale entre le col du Bonhomme et le col de la Schlucht. Les Allemands, qui s'étaient aussi aperçus de la position stratégique du Linge, l'avaient fortifié.

La bataille du Linge débuta le 20 juillet 1915 et dura jusqu'au 16 octobre (12). Les combats furent très durs. Le 31 août, les Allemands utilisèrent, pour la première fois, des obus à gaz. "Du 20 juillet au 25 août 176 officiers, 9 485 sous-officiers et soldats sont tombés au Linge qui a été surnommé "le tombeau des chasseurs""(13).

2) La guerre de position - Les habitants dans la guerre

Après ces violents combats du début de la guerre, Allemands et Français restèrent face à face, séparés souvent par quelques dizaines de mètres, menant une guerre de position et renforçant leur ligne de front. Les ouvrages les plus spectaculaires furent réalisés par les Allemands. Ils construisirent, à la Tête des Faux, une véritable forteresse reliée par téléphérique à Lapoutroie.

Les habitants du canton furent obligés de vivre au milieu des combats.

La ligne de front traversait les bans du Bonhomme et d'Orbey. « Le front traversait le ban du Bonhomme depuis la Tête des Faux, la Verse, le Rain-Colas-Pierre, la Chapelle, la Tête des Chats jusqu'au Pré de Raves » (14). À Orbey, les Hautes Huttes étaient occupées par l'armée française ainsi que Pairis. Il y avait en réalité trois zones : celle occupée par les Français, celle occupée par les Allemands et le no man's land entre les deux.

Les habitants étaient déjà recrutés pour transporter les blessés et enterrer les morts. "Le matin (15 août 1914) on a réquisitionné les chevaux des habitants (d'Orbey) pour conduire les morts et les blessés qui avaient été frappés par des éclats d'obus à la Tête des Petits Faux". Ils étaient aussi recrutés pour faire des travaux pour l'armée : "De nouveaux ordres forcés pour tout homme valide et jeunes gens à aller travailler, faire des tranchées, couper le bois sous la surveillance militaire" (15).

Les duels d'artillerie étaient quotidiens. Les obus détruisaient les fermes qui pouvaient servir d'abris aux soldats. La mairie d'Orbey fut bombardée le 23 août 1915 et tout ce qu'elle contenait fut brûlé. Les civils vivaient dans la crainte d'être blessés ou tués : "Canonnade et fusillade à plusieurs endroits. Au Creux d'Argent une balle a pénétré dans une maison par la fenêtre et blessé une femme à la tête". "Au pré Bracot des personnes étaient au champs à la charrue, un bœuf est tué et un autre blessé par le tir des Français" (16).

Une telle situation ne pouvait durer et les civils furent évacués. Cela débuta aux Hautes Huttes en juillet 1915. Les habitants partirent vers la France. Ce fut ensuite au tour du Bonhomme et d'Orbey dont l'évacuation se termina en janvier 1916. Les habitants furent envoyés vers la plaine d'Alsace et le bassin minier lorrain. Certaines familles se réfugièrent dans le canton, à Fréland.

Pour ceux qui restaient, la vie ne fut pas facile car ils subirent la dictature militaire allemande. Le 31 janvier 1914, l'état de danger de guerre "Kriegsgefahrzustand" avait été décrété et l'armée s'immisça dans le gouvernement et l'administration.

À partir de Noël 1914, les denrées commencèrent à manquer et on instaura des cartes de pain. Les recensements se multiplièrent : en 1915, de blé et de farine, en 1916, de paille et de fourrage, en 1917, de la récolte de pommes de terre. À cela s'ajoutèrent les réquisitions en 1917 des alambics, en 1918 des cloches (17). Il ne faut pas oublier les cantonnements de troupes dans les mairies, les écoles et les maisons privées.



LE BONHOMME - Grand'Rue - 1918 - ADHR 16 Fi 8 n° 40

Usine Kiener - ORBEY - 1919 - ADHR Purg 059037



La dictature militaire était sensible dans deux domaines : les laissez-passer et l'usage de la langue française. "Pour aller à Colmar il fallait faire une demande par écrit et attendre quinze jours à trois semaines pour avoir une réponse.... Pour se rendre dans les champs il fallait avoir son laissez-passer et même plusieurs en un seul jour selon la direction qu'il fallait prendre pour ramasser l'herbe en bas ou en haut du village, du côté nord ou du côté sud" (18).

Enfin, les autorités militaires étaient décidées à germaniser l'Alsace : "Il est indispensable pour des raisons militaires impérieuses, que l'on trouve en Alsace-Lorraine un pays allemand, avec une population aux sentiments allemands, agissant d'une façon conforme aux intérêts allemands" (19). Le canton, pays *welche*, avait toujours pu maintenir la langue française qui, durant quelques heures, était encore enseignée à l'école. Dès le début de la guerre, les affiches bilingues disparurent, les sermons à l'église faits en français durent être suivis d'un sermon en allemand. Il fallut désormais écrire ses lettres, qui étaient soumises à la censure, en allemand.

On comprend la joie qui accueillit l'armistice du 11 novembre 1918. Mais vingt ans après, la guerre recommençait.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE 1939-1945

La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, à la suite de l'invasion de la Pologne, leur alliée.

1) La défaite de 1940

En Alsace, le gouvernement décréta l'évacuation de Strasbourg et des communes du Rhin. La province était défendue par la ligne de forteresses de la ligne Maginot. Jusqu'en mai 1940 ce fut une période d'attente « La drôle de guerre ».

Le 10 mai 1940, les divisions blindées du général Guderian attaquaient sur Sedan. Une guerre éclair débutait. Les aérodromes alsaciens étaient bombardés et les Allemands pénétraient au nord faisant reculer les troupes françaises qui évacuèrent Wissembourg le 18 mai. Le 5 juin, les Allemands franchissaient la Somme et le 14 juin ils attaquaient sur Neuf-Brisach. Colmar était occupée le 17 juin. Le 30 juin, les ouvrages de la ligne Maginot étaient livrés aux Allemands et leurs défenseurs conduits en captivité.

Aucune résistance n'avait été possible car, dès le 11 juin, les troupes françaises avaient reçu un ordre de repli. "Au moment crucial de l'opération sur le Rhin, le haut commandement français enlève la 54^e division d'infanterie pour l'employer dans les Vosges ne laissant en ligne que la 104^e division d'infanterie. Il ne reste que quelques batteries de 75 et 155, certes très utiles et d'une activité vraiment exemplaire, mais tout de même insuffisantes pour jouer un rôle à la taille du drame qui se prépare" (20).

Il y eut quelques accrochages dans les Vosges qui n'arrêtèrent pas l'avance allemande. Les Allemands pénétrèrent à Lapoutroie le 18 juin, à Labaroche, à Fréland et au col du Bonhomme le 19. Gérardmer fut occupée le 22 juin.

Arrivé le 29 juin au col de La Schlucht, Hitler pouvait admirer l'Alsace.

2) Le régime nazi

Le canton ne subit aucune destruction mais dès le mois de juillet, il commençait à supporter, comme le reste de l'Alsace, le régime nazi.

L'Alsace restait sous souveraineté française mais était occupée militairement. Les Allemands étaient bien décidés à l'annexer.

La frontière de 1870 fut rétablie sur les crêtes des Vosges. La province fut rattachée au *gau* de Bade et administrée par un *gauleiter*, Robert Wagner, décidé à germaniser le pays.

Dès le 2 juillet 1940, on réintroduisit "la langue maternelle" germanique. Les noms des communes, des rues, des places reprirent leurs noms d'avant 1918. Les noms de famille durent être aussi germanisés. Les cantons de langue française étaient particulièrement touchés. Le 12 mars 1941, "la statistique d'ensemble demandée par Wagner pour les arrondissements et les trois grandes villes fait état de 48 169 demandes de changement. Ribeauvillé et la vallée de Lapoutroie sont en tête pour les changements de patronyme, devant Molsheim et la vallée de la Bruche" (21). En 1944, les Allemands reconnaissaient que, malgré tous leurs efforts, les noms et les prénoms français se maintenaient.

Dès le mois d'août les associations existantes furent supprimées, remplacées par les organisations de jeunesse nazies et le Parti nazi. Les adhésions au Parti furent très faibles dans le canton : une vingtaine de personnes à Orbey (22).

En octobre commença la réorganisation administrative des communes : nomination de nouveaux maires, de personnel enseignant allemand. Orbey eut un maire, partisan du nouveau régime, "répandant un tel régime de terreur qu'il est devenu dans un court laps de temps l'homme le plus haï de toute la région". Dans les écoles primaires, comme à Labaroche, un enseignant allemand qui ne connaissait pas le français devait enseigner à des élèves qui ne connaissaient pas l'allemand : "Quand l'instituteur se fâchait tout rouge et se mettait à crier, nous (les élèves) pensions bien qu'il n'était pas content mais nous ne savions pas toujours pourquoi" (23).

Mais bientôt la situation allait encore s'aggraver. En septembre, des cartes de rationnement alimentaire étaient instaurées.

Comme l'hiver arrivait, les expulsions commencèrent, non seulement pour des raisons idéologiques mais aussi pour avoir moins de bouches à nourrir. Étaient expulsés les francophiles, ceux qui étaient originaires de "l'intérieur", les membres des associations patriotiques. Les premières expulsions avaient commencé le 13 août 1940. Il s'agissait de 13 employés du chantier du Lac Noir, de 6 habitants du Bonhomme et de 4 habitants de Fréland. Puis au mois de décembre, dans un froid glacial, 294 personnes furent expulsées vers la zone non occupée : 32 habitants de Fréland, 22 de Labaroche, 98 de Lapoutroie, 58 du Bonhomme et 84 d'Orbey. Parmi eux, 13 infirmes hébergés à l'hospice de Pairis.

Puis le 8 mai 1941, le service du travail du Reich, le RAD (*Reichsarbeitsdienst*) fut instauré pour les Alsaciens de 17 à 25 ans. Pour les hommes, c'était une préparation militaire avec marches forcées et maniement de la bêche à défaut du fusil. Pour les femmes, c'était des travaux divers. Ce service durait environ trois mois, quelquefois plus.

Le pire arriva le 25 août 1942 quand le *gauleiter* Robert Wagner publia l'ordonnance qui imposait aux Alsaciens le service obligatoire dans l'armée allemande. C'était contraire aux clauses de l'armistice et aux conventions de La Haye qui interdisaient la mobilisation en territoire occupé.

La majorité des jeunes gens acceptèrent de partir, craignant des représailles sur leur famille. Ce furent "les Malgré-Nous". À Fréland, 27 "Malgré-Nous" ne sont pas revenus. Sur ces 27, 9 sont morts en Russie, 5 en Pologne et les autres en Grèce, en Roumanie, en Estonie, en Lettonie et en Hongrie (24).

La minorité qui s'est efforcée d'échapper au RAD et à la *Werhmacht*, n'a pas toujours réussi. Les conseils de révision ont donné lieu à de nombreux incidents. Le plus tragique eut lieu à Orbey le 14 février 1943. Un conscrit, Paul Munier, refusa de signer les formulaires. À la suite d'une échauffourée, il fut emmené à Kaysersberg, puis à Schirmeck au camp du Struthof où il fut fusillé. Des filières d'évasion se formèrent pour aider les insoumis qui pouvaient aussi se cacher dans les fermes. Mais

cette résistance eut aussi son prix. Deux familles de Fréland, quatre de Lapoutroie, vingt d'Orbey furent transplantées en Silésie. Des hommes et des femmes furent emprisonnés ou déportés dans des camps : 18 jeunes gens de Fréland, 9 habitants de Labaroche, 13 de Lapoutroie, 20 du Bonhomme et 27 d'Orbey.

3) La Libération 1944-1945

La Libération arriva en décembre 1944.

Le canton fut délivré par des troupes qui avaient débarqué en Provence le 15 août 1944. C'était la 7^e Armée américaine, commandée par le général Patch, à laquelle appartenait la 1^{re} Armée française, sous les ordres du général De Lattre de Tassigny.

L'offensive sur les Vosges et l'Alsace débuta en novembre. Au nord, la 2^e Division Blindée du général Leclerc, qui était rattachée à l'armée américaine qui avait débarqué en Normandie le 6 juin 1944, entra dans Strasbourg le 22 novembre.

En même temps, la 1^{re} Armée française entra à Mulhouse le 21 novembre, tandis que les troupes américaines pénétraient dans les Vosges : libération de Gérardmer le 20 novembre, de Saint-Dié le 22 novembre. Il restait à libérer Colmar.

Le général de Lattre de Tassigny décida de stopper l'offensive qu'il menait en plaine et d'attaquer Colmar par l'Ouest, à partir de Kaysersberg. Ce plan fut critiqué par le général Leclerc dont l'unité, la 2^{ème} D.B., avait été rattachée à la 1^{re} Armée. Il était partisan de continuer l'avance en plaine : "Il veut attaquer Colmar par la montagne avec ses goums et que sais-je ? Il va laisser beaucoup de monde au lieu de venir tranquillement déboucher à partir d'ici, parallèlement aux rivières, à travers la plaine, et laisser Colmar se vider toute seule.." (25).

Les Allemands étaient bien décidés à défendre le terrain. Le 26 novembre, le général allemand Thumm déclarait dans son ordre du jour : "Les mesures les plus énergiques seront prises pour arrêter la retraite de nos troupes dans les Vosges et arrêter l'avance ennemie à sa cadence actuelle... La mollesse et l'indifférence dans la situation actuelle sont un crime..." (26).

La manœuvre du général De Lattre de Tassigny créa la "poche de Colmar". "Elle s'étendait depuis le Rhin au nord de Kembs jusqu'à Rhinau, en passant par le long de la vallée de la Thur, les crêtes jusqu'au Bonhomme et regagnait la plaine dans le secteur de Ribeauvillé" (27). Le canton de Lapoutroie se trouvait en position centrale.

Les Américains prirent l'offensive à partir de Fraize, occupée le 24 novembre. Ils arrivèrent le 27 novembre au col des Bagenelles et le 29 novembre à celui du Bonhomme. Mais les Allemands s'accrochaient au col du Bonhomme car ils voulaient protéger la route allant à Colmar par Lapoutroie et Kaysersberg et maintenir les accès vers le col de la Schlucht et la vallée de Munster. Aubure fut occupée le 3 décembre et Fréland le 5 décembre.

Le 6 décembre les troupes américaines étaient relevées par les troupes françaises de la 1^{re} Armée.

Il fallut deux mois, du début du mois de décembre au début du mois de février, pour libérer le canton. Les combats furent acharnés.

Les chemins étaient truffés de mines déposées par les Allemands. Froid, neige et verglas s'étaient mis de la partie. Les villages étaient "nettoyés" maison par maison. Attaques françaises et contre-attaques allemandes se succédaient sans cesse. Lors des combats pour la délivrance d'Orbey, le 2^{ème} Groupement de Tabors Marocains perdit, dans le secteur de Bermont, entre le 7 et le 11 décembre, 37 tués, 230 blessés et 83 soldats aux pieds gelés. "Ce n'est plus l'usure, c'est la destruction de mon groupe de tabors" disait le colonel (28).



Robert Gall, *Le calvaire de la victoire en Alsace*
Ed. des Dernières Nouvelles de Strasbourg - 1946

Après la libération de Fréland, le 5 décembre, les troupes françaises entrèrent à Hachimette le 7, à Lapoutroie le 8, au Bonhomme le 10 et au col du Bonhomme le 12. La libération d'Orbey fut plus difficile. Le village subit les premiers bombardements le 4 décembre mais ne fut libéré que le 17. Les Français montèrent ensuite vers Labaroche et atteignirent le Faîte le 20 décembre et la Chapelle le 21.

Puis ce fut une guerre d'usure. Une ligne de front s'établit alors dans le village de Labaroche. "Elle partait du Chêne (La route Orbey Trois-Épis), le côté sud de la Place (Basses-Loges), Derrière-la-Roche, le Moulin-à-Vent, Henzell. Depuis Henzell, la parcelle 5 de la forêt communale était coupée en diagonale par la ligne de front pour longer la crête du Vorhof d'Ammerschwihl pour les troupes françaises et le chemin du Vorhof pour les troupes allemandes"(29).

La population fut évacuée en janvier, du côté allemand, vers la vallée de Munster, du côté français vers le canton ou Sainte-Marie-Aux-Mines.

Le 1^{er} janvier les troupes françaises furent remplacées par les troupes américaines. L'offensive générale sur Colmar fut déclenchée le 20 janvier. Labaroche en profita. Colmar fut libérée le 2 février et Labaroche le 4.

À la fin du mois de décembre 1944, un officier de liaison fit une tournée dans les communes du canton qui venaient d'être libérées. À Fréland, les dégâts étaient considérés comme faibles : "quelques maisons ont les toitures touchées". On comptait "une jeune fille tuée, un habitant tué par méprise par une sentinelle marocaine". À Lapoutroie, l'annexe d'Hachimette "avait gravement souffert". On signalait un tué et trois personnes blessées. Au Bonhomme, "six maisons étaient entièrement détruites, trois à quatre endommagées à 50 %". Une femme avait été tuée. À Orbey, les combats n'étaient pas encore terminés et le village subissait toujours des bombardements. On comptait déjà 4

morts et 3 blessés (30). Quant à Labaroche, lors de sa libération, on comptait 27 personnes tuées ou mortes du fait de la guerre et 107 maisons et granges détruites. Il ne restait plus que 116 vaches laitières sur les 445 que comptait la commune en 1943 (31).

Dans sa préface au livre de Madame Lise Pommois sur la libération du canton, le général Hallo, qui participa aux combats dans la poche de Colmar, écrit : "Cette rude et si coûteuse campagne d'hiver qui ne fut ni une victoire ni un échec car, si elle n'aboutit pas aussitôt à la prise de Colmar par des forces déferlant du col des Trois-Épis, elle fixa néanmoins le meilleur des troupes ennemies et les usa jusqu'au jour de l'attaque victorieuse par la plaine" (32).

NOTES

BSH : Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

- 1 - Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 10/08/1909
- 2 - René Prud'homme, Un épisode de la guerre de 1870, BSH n° 2 (1983) p. 37
- 3 - Délibérations du conseil municipal de Lapoutroie, 25/11/1870
- 4 - Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 18/11/1870 et 19/01/1871
- 5 - Délibérations du conseil municipal de Lapoutroie, 25/01/1871
- 6 - Délibérations du conseil municipal de Fréland, 28/02/1871
- 7 - Délibérations du conseil municipal de Labaroche, 20/11/1870
- 8 - Jean Carpentier, François Lebrun, Histoire de France, Le Seuil, 1987, p. 322-323
- 9 - Colonel Jean Nouzille, Raymond Oberlé, Francis Rapp, Batailles d'Alsace, 1914-1918, Contades, 1989, p. 36
- 10 - id p. 111
- 11 - J. Claude Fombaron, 3 août 1914, le premier chasseur à pied tombé au col de Sainte-Marie, Dialogues Transvosgiens, n°7 (1991), p.49
- 12 - Pierre Crenner, La bataille du Linge, BSH n° 20 (2001), p. 81-87
- 13 - Colonel Jean Nouzille... Batailles d'Alsace, 1914-1918, p. 229
- 14 - Mr le curé Habig, L'église St Nicolas du Bonhomme, BSH n° 4, (1985) p. 63
- 15 - Journaux de guerre, 1914-1915, BSH n° 6 (1987), p. 86
- 16 - Journaux de guerre, 1914-1915, BSH n° 8 (1989), p. 106-107
- 17 - Henri Petitdemange, Fréland de 1914 à 1918, BSH n° 20 (2001), p. 76-77
- 18 - Frère Ernest, Fréland pendant la guerre 1914-1918, Mulhouse 1954, dact. p. 53
- 19 - Colonel Jean Nouzille... Batailles d'Alsace 1914-1918, p. 51
- 20 - Francis Lichtlé, Michèle Herzberg, Batailles d'Alsace, 1939-1945, Contades 1988, p. 87
- 21 - id p. 111
- 22 - L'étude du canton est faite à partir de René Meyer, Dans la tourmente, le sort difficile des Alsaciens francophones ds Saisons d'Alsace n° 114, hiver 1991-1992, p. 131-150
- 23 - André Perrin, L'école primaire à Labaroche sous l'occupation allemande, BSH n° 3 (1984), p. 88
- 24 - Fréland. Témoignages sur la guerre, Mairie de Fréland, 1998
- 25 - Lise Pommois, Des Vosges à Colmar, Société d'Histoire et d'Archéologie du Ried Nord, 1993, p. 50
- 26 - id p. 39
- 27 - id p. 54
- 28 - Francis Lichtlé... Batailles d'Alsace 1939-1945 p. 295
- 29 - Labaroche, 50° anniversaire de la Libération, Labaroche 1995
- 30 - Lise Pommois, Des Vosges à l'Alsace, p. 284-285
- 31 - cf n° 29
- 32 - Lise Pommois, Des Vosges à l'Alsace, préface du général Hallo

OUVRAGES CONSULTÉS

BATAILLES EN ALSACE

Raymond Oberlé, Batailles d'Alsace du Moyen Âge à 1870, Contades, 1987
 Colonel Jean Nouzille, Raymond Oberlé, Francis Rapp, Batailles d'Alsace 1914-1918, Contades 1989
 Francis Lichtlé, Michèle Herzberg, Batailles d'Alsace 1939-1945, Contades, 1988

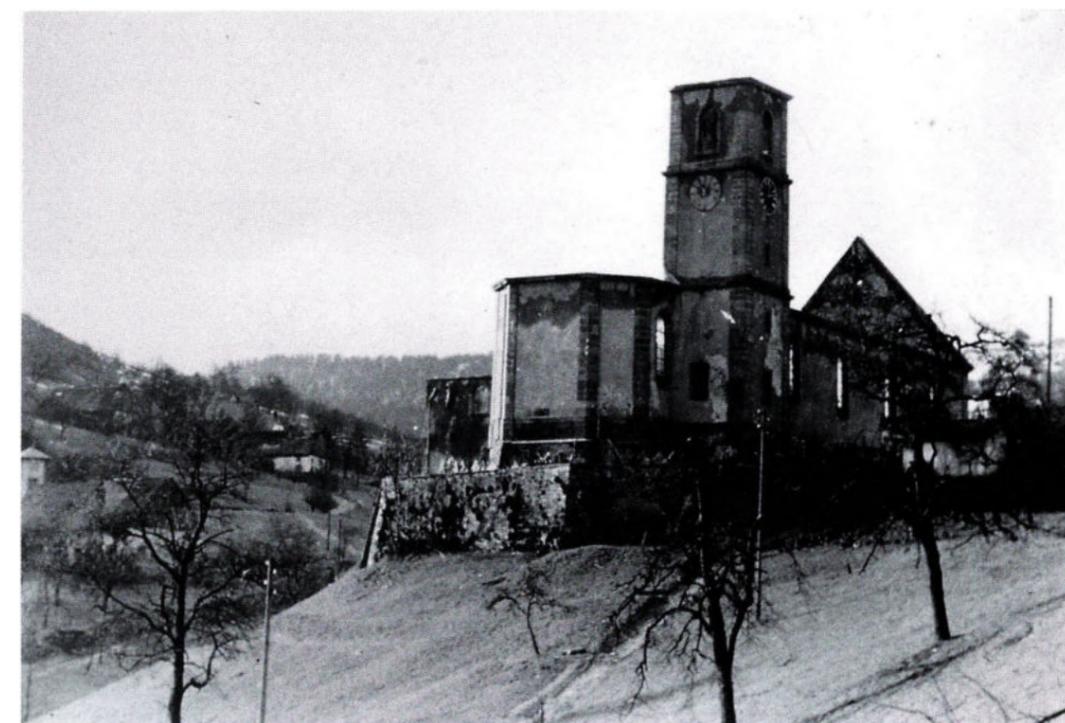
CANTON DE LAPOUTROIE

Lise Pommois, Des Vosges à Colmar, le Val d'Orbey dans la tourmente, Société d'Histoire et d'Archéologie du Ried Nord, 1993



ORBÉY - 1945
 ADHR Purg 30029

LABAROCHE - Église - 1945
 ADHR Purg 30029



LE XXème SIECLE LES NOUVELLES DONNES POLITIQUES

DANS LE REICHSLAND

1) *L'organisation administrative*

Le 4 août 1870, les troupes allemandes pénétraient en Alsace. Le 14 août était créé un Gouvernement Général qui comprenait les deux départements alsaciens auxquels on ajoutait, à la fin du mois d'août, un département lorrain formé de l'ancien département de la Moselle et de deux arrondissements de la Meurthe (Château-Salins et Sarrebourg). Le Gouverneur général était aidé d'un Commissaire civil. Une administration allemande, dont le centre était tout d'abord à Haguenau puis à Strasbourg, se mettait peu à peu en place car il fallait remplacer les fonctionnaires français qui étaient partis. En effet, le Commissaire civil constatait, dès le 14 septembre, que « en ce qui concerne les fonctionnaires français, aucun sous-préfet, aucun receveur général, aucun receveur particulier, aucun receveur local, pour autant qu'on sache à l'heure actuelle n'est resté à son poste. Les commissaires de police se retirent eux-mêmes presque tous ; la justice ne fonctionne pas... »(1). Dans le canton le receveur était parti avec les pièces comptables et l'argent des communes.

Les départements alsaciens étaient maintenus et prenaient le nom de "Bezirk" à la tête desquels était installé un directeur "Bezirks Direktor". Mais de nouveaux arrondissements étaient créés. Le canton de Lapoutroie dépendait désormais du nouvel arrondissement de Ribeauvillé, créé en février 1871. Les arrondissements recevaient le nom de "Kreis", "cercle" à la tête desquels était placé un directeur "Kreis Direktor". Dans les actes traduits en français on maintenait les termes département et arrondissement.

L'arrondissement de Ribeauvillé comprenait trois types de communes : des communes de langue française, des communes mixtes c'est à dire de langue française et germanique et des communes de langue germanique.

	Arrondissement de Ribeauvillé en 1878 (2)		
	Nombre	Population	%
Communes de langue française	6	13 944	22
Communes mixtes	4	18 243	28
Communes de langue allemande	22	30 984	49

Après la signature du traité de Francfort, le 10 mai 1871, une loi du 9 juin 1871 faisait de l'Alsace-Lorraine un Reichsland, une Terre d'Empire. Cela signifiait que ces provinces étaient administrées directement par l'Empereur et son chancelier, sans aucun contrôle. L'Alsace était exclue des institutions de l'empire allemand. On a appelé ce régime « le régime de la dictature ».

2) *L'option*

Au lendemain du traité de Francfort, se présenta le problème de l'option. D'après l'article 2 du traité : « Les sujets français originaires des territoires cédés, domiciliés actuel-

lement sur ce territoire, qui entendront conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au 1^o octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France ».

L'option se fit dans la confusion. Des jeunes partaient, sans faire de déclaration, pour échapper au service militaire. D'autres pensaient qu'une fois qu'ils avaient opté pour la France, ils pouvaient rester en Alsace. Opter signifiait, pour eux, être attaché à la France.

On allait opter soit devant le directeur du cercle de la résidence, soit en France pour les habitants des communes situées à la frontière. Ce fut le cas pour le canton de Lapoutroie. En juillet et août 1872, la municipalité de Plainfaing reçut les options de 67 habitants du Bonhomme, 75 d'Orbey, 75 de Lapoutroie et 17 de Labaroche (3). Le cercle de Ribeauvillé venait en tête des options avec ceux de Mulhouse et d'Altkirch (4).

Cercles	Nombre d'optants	Nombre d'habitants	Taux
Altkirch	13 177	55 603	23.7 %
Colmar	10 919	81 046	13.4 %
Guebwiller	12 543	64 181	19.5 %
Mulhouse	30 132	126 343	23.8 %
Ribeauvillé	14 818	67 102	22.0 %
Thann	11 520	64 598	17.8 %

Il est difficile de connaître le nombre des options dans le canton. En effet, dès qu'il fallut quitter son domicile, les optants hésitèrent et ne partirent pas. Eugène Lefébure alla s'installer à Paris mais garda sa maison d'Orbey où il mourut le 31 décembre 1874.

Au recensement de décembre 1871, on relevait 12 791 habitants dans le canton et en 1876, 12 023, soit une perte de 768 habitants. On remarquait qu'au Bonhomme, "Bien qu'il y ait eu chez nous un assez grand nombre d'options, huit ou dix familles seulement ont réellement transporté leur domicile en France" (5). Le Bonhomme, entre les deux recensements, avait perdu 170 habitants. On peut penser que option et émigration se mêlaient dans ces départs.

"En définitive, l'option a été une sorte de baromètre de l'acceptation par les Alsaciens-Lorrains de la situation nouvelle... Elle a traduit à la fois la protestation contre le nouveau maître et l'espoir de retour à la France" (6).

Ajoutons que quelques années après, des optants rentrèrent au pays. Durant le printemps 1877 les municipalités de Lapoutroie, du Bonhomme et d'Orbey recevaient de nombreuses demandes pour "obtenir la qualité de citoyen allemand du pays d'Empire d'Alsace-Lorraine" : 8 à Lapoutroie, 7 au Bonhomme et 7 à Orbey. C'était des optants, nés dans le canton entre 1846 et 1851 (7). Ils revenaient parce que le gouvernement allemand venait de décider que les optants, de retour en Alsace-Lorraine, étaient considérés comme les autres immigrés et par conséquent ne seraient pas incorporés dans l'armée active une fois leur 23^e année révolue.

3) La vie politique

Aux transformations administratives, aux problèmes présentés par l'option, s'ajouta le Kulturkampf. Bismarck entama une lutte contre l'église catholique dont il craignait l'influence. La loi du 11 mars 1872 mit l'école sous l'autorité de l'État afin d'en écarter l'Église. Il s'attaqua ensuite aux ordres religieux considérés comme des soutiens de la Papauté. La loi du 4 juillet 1872 excluait du territoire allemand l'ordre des Jésuites et les congrégations affiliées. Ainsi quittèrent l'Alsace les Jésuites en 1872, les Rédemptoristes en 1873. Le canton fut marqué par le départ des soeurs de Portieux et des Pères du Précieux Sang du couvent des Trois-Épis en 1874.

C'est dans ce contexte que débuta la vie politique.

La première question à résoudre fut la langue. En janvier 1871, les municipalités commencèrent à recevoir des documents administratifs écrits en allemand. "Coup sur coup les maires de Lapoutroie (6 janvier 1871), de Labaroche (8 janvier), de Fréland (9 janvier) retournent les envois officiels en faisant connaître au préfet (c'est à ce moment encore le titre officiel), comme disait le maire de Fréland, "que nous avons le regret de ne pouvoir lui être agréable, en tant qu'il correspondra avec nous en allemand, attendu que cet idiome est inconnu ici" (8).

En ce domaine le gouvernement allemand se montra tolérant. Une loi du 31 mars 1872, qui imposait la langue allemande comme langue officielle des administrations, en dispensait les communes welches. C'est à partir de 1892 que les débats dans les conseils municipaux welches durent être désormais conduits en allemand et les comptes rendus rédigés aussi en allemand. La municipalité du Bonhomme obtint en 1906 l'autorisation de délibérer en français et de faire traduire les procès-verbaux du conseil municipal en français.

Le rythme de la vie politique resta à peu près le même que durant le Second Empire.

Le suffrage universel fut maintenu. Tout Alsacien âgé de 25 ans révolus et qui jouissait de ses droits politiques était électeur.

Les conseils municipaux étaient élus mais les maires continuaient à être nommés par le pouvoir, en l'occurrence le président du bezirk. Les électeurs élisaient aussi les membres des conseils généraux et d'arrondissement qui étaient conservés. Enfin l'Alsace envoyait onze députés au Reichstag ce qui donnait lieu à des élections législatives.

La nouveauté fut la création, en 1874, de la Délégation provinciale d'Alsace-Lorraine (Landesausschuss), composée de conseillers généraux choisis par leurs pairs à raison de dix conseillers par conseil général.

Les premières élections furent celles des conseils municipaux en juillet 1871. Puis se succédèrent celles aux conseils généraux et d'arrondissement en juin 1873, les élections législatives en février 1874. Enfin, en juin 1875 se tint la première session de la Délégation provinciale.

Il y eut une certaine continuité dans la nomination des maires. Au Bonhomme, le marchand de bois Nicolas Aloyse Petitdemange reprit, en 1871, la mairie qu'il avait tenue de 1855 à 1870. À Lapoutroie, Jules Guillaume Conreaux, qui avait été nommé par le gouvernement français en 1870, garda son poste de maire. Il en fut de même pour Jean Joseph Gérard à Labaroche et Nicolas Bertrand à Fréland. À Orbey, ce fut Jean Joseph Bertrand qui avait été maire au début du Second Empire.

Les maires qui se succédèrent pendant la période du Reichsland appartenaient tous à des familles connues dans le pays. À Fréland, la famille Thomas garda la mairie de 1876 à 1914, Jean Baptiste de 1876 à 1891 et ensuite son fils Séraphin. À Labaroche, Jean Pierre Déchristé, nommé en 1892 était encore maire en 1919. À Orbey, le négociant Jean Baptiste Ruest occupa la mairie de 1874 à 1897. Il reçut, en 1885, l'Ordre de la couronne pour ses bons et loyaux services.

Il faut signaler cependant l'expérience faite à Orbey d'une nomination de maire d'origine allemande. Le médecin cantonal, Rudolph Schillian, remplaça Jean Baptiste Ruest. Mais ce médecin fut soupçonné de corruption, dut démissionner et fut remplacé par un boulanger, Lucien Baffrey, qui resta à son poste jusqu'en 1919.

La première élection cantonale envoya au conseil général Jean Joseph Bertrand, maire d'Orbey. Il était le neveu de Jean Joseph Didierjean, conseiller général en 1833, et s'était présenté comme adversaire de Léon Lefébure aux élections de juin 1870 où il avait obtenu 16% des voix.

Les séances du conseil général ne présentaient pas de difficultés linguistiques pour les représentants du canton de Lapoutroie. En effet, dans les arrondissements dans lesquels la langue française était partiellement ou exclusivement la langue populaire, l'usage de cette dernière était permis.

Jean Joseph Bertrand fit partie de la commission d'agriculture puis de celle de la viabilité et défendit la langue française en demandant que les mutations du cadastre soient rédigés en français (9). Ses

successeurs au conseil général furent tous des maires d'Orbey, Jean Baptiste Ruest puis Rudolf Schillian enfin Lucien Baffrey. Jean Baptiste Ruest entra même à la Délégation provinciale en 1890.

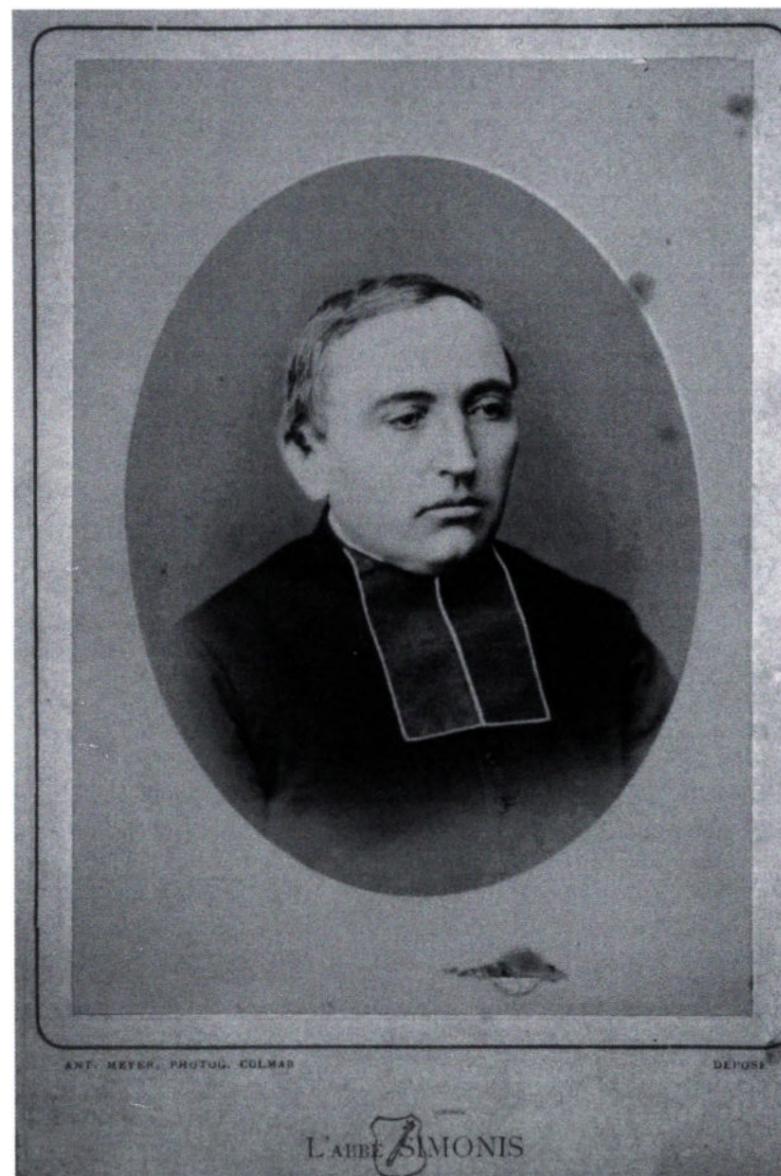
Pour les élections législatives, le canton de Lapoutroie faisait partie de l'arrondissement électoral de Ribeauvillé. Trouver des candidats était difficile. La famille Lefébure avait opté pour la France. Il fallait aussi connaître l'allemand pour pouvoir siéger à Berlin au Reichstag. N'ayant plus de notables laïcs qui pouvaient défendre leurs intérêts, les électeurs se tournèrent vers l'église catholique et offrirent la candidature pour le Reichstag à l'abbé Jean Ignace Simonis, originaire d'Ammerschwihl et supérieur de la Congrégation des Soeurs du Très-Saint-Sauveur de Niederbronn.

Celui-ci accepta et rédigea une profession de foi en janvier 1874 qui exprime bien l'état d'esprit du moment : "Depuis le jour de l'annexion, nous voyons mettre en question tous nos intérêts, les intérêts de la conscience, de la famille, de l'école, nos intérêts comme citoyens, comme chrétiens, comme catholiques. Nous avons souffert beaucoup et nous souffrons encore. Jusqu'à présent nous n'avons même pas eu la liberté de nous plaindre. Le seul moyen que nous ayons de nous faire entendre est la voix du député. Plus vous serez nombreux au scrutin, plus la voix de votre député sera autorisée". Il fallait protester contre l'annexion et défendre l'église catholique contre le Kulturkampf.

Pour les élections de février 1874, sur 13 581 inscrits dans l'arrondissement de Ribeauvillé, il y eut 10 094 votants soit 74 % des inscrits. Simonis recueillit 7662 suffrages, soit 76 % des votants (10).

Simonis fut réélu huit fois jusqu'en 1898. Il maintint toujours la protestation et la défense de l'église, en particulier la défense de l'enseignement confessionnel. Il était soutenu par le clergé du canton.

En 1887, d'après les rapports officiels, "jamais, sous l'administration allemande, la participation aux élections n'a été aussi



Abbé Jean Ignace SIMONIS

Cabinet des estampes - Bibliothèque municipale - Colmar
Alsace Portraits - Repro. Agence Pictural - Colmar

forte... À Orbey, le curé a cherché à influencer les électeurs au profit de Simonis en restant quatre heures devant le bureau électoral et en parlant en aparté à ses paroissiens venus voter." On signalait comme très actifs les prêtres Martin des Basses-Huttes, Uhrin du Bonhomme, Vuillemin de Labaroche, les vicaires Dennefeld et Mathis d'Orbey et Adam de Lapoutroie (11).

Mais Jean Ignace Simonis se retira lors des élections de 1898. Une nouvelle génération de prêtres voulait abandonner le thème protestataire et réclamait la reconnaissance de l'Alsace-Lorraine comme un état allemand à part entière.

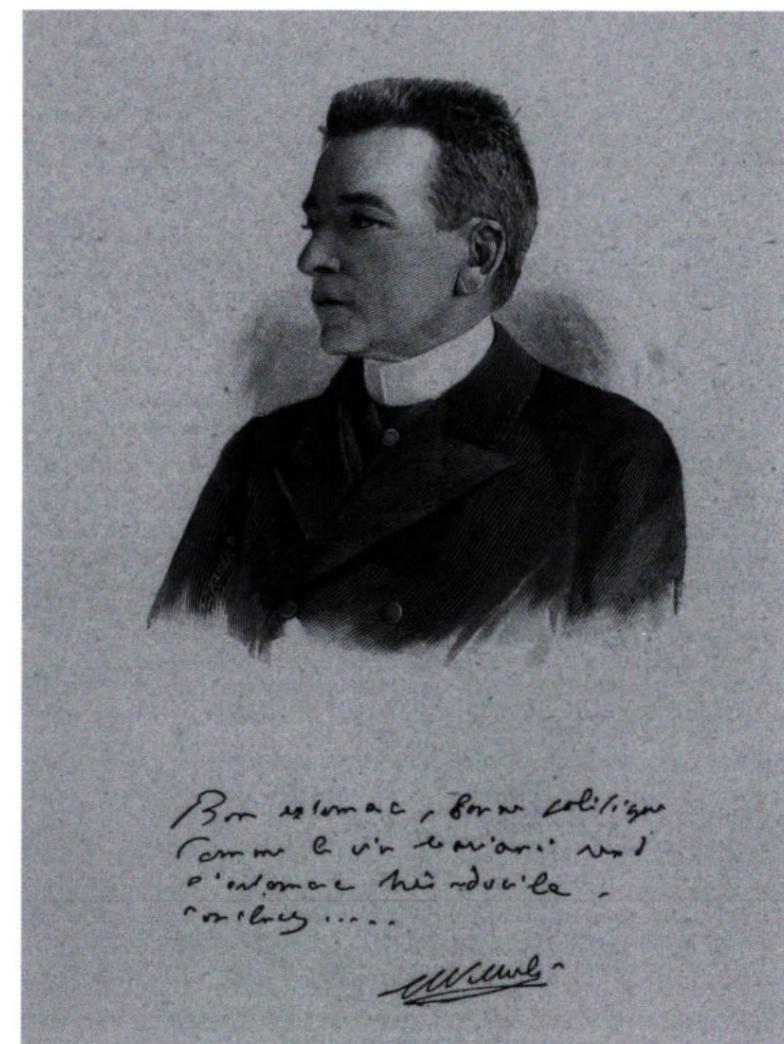
L'abbé Emile Wetterlé se présenta pour succéder à Simonis. Il était conseiller général du canton de Colmar depuis 1897 et était aussi connu comme journaliste, rédacteur du "Journal de Colmar" depuis 1893. Il fit paraître dans son journal, le 5 juin 1898, une profession de foi dans laquelle il présentait les buts recherchés :

"- Suppression de la dictature et de toutes les autres lois d'exception qui suspendent chez nous toute vie politique

- La mise sur pied d'égalité absolue de l'Alsace-Lorraine avec les autres pays confédérés
- L'élection du Landesauschuss par le suffrage universel, direct et secret
- Introduction en Alsace-Lorraine du code d'empire sur la presse
- La mise en pratique de notre devise : l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains
- Le développement du réseau de nos chemins de fer".

Emile Wetterlé fut élu en juin 1898 avec 4778 suffrages sur 8341 votants soit 55 % des suffrages (12). Il fut réélu en 1903, 1907, 1912. À cette dernière date, l'Alsace-Lorraine avait obtenu une constitution qui créait un landtag avec pouvoir législatif. Mais l'Alsace-Lorraine demeurait un Reichsland dont l'Empereur continuait à exercer la puissance étatique.

À la veille de 1914, un parti catholique alsacien dont un des porte-parole était Emile Wetterlé, le Centre alsacien-lorrain, fortement constitué, s'appuyait sur les régions rurales dont le canton de Lapoutroie faisait partie.



Abbé Émile WETTERLÉ

Cabinet des estampes - Bibliothèque municipale - Colmar
Alsace Portraits - Repro. Agence Pictural - Colmar

LE RETOUR À LA FRANCE

L'Alsace s'intégra dans la vie politique française.

La nouveauté fut l'introduction de la loi française du 28 mars 1882 qui instaurait l'élection des maires par leur conseil municipal.

1) Les élections municipales

Les premières élections municipales se déroulèrent les 30 novembre et 7 décembre 1919. Trois maires sur cinq furent maintenus dans leurs fonctions, Emile Claudel au Bonhomme, maire depuis 1914, Jean Pierre Dechristé à Labaroche, maire depuis 1892 et Emile Barlier à Fréland qui avait fait fonction de maire durant la guerre.

À la veille de 1940, les maires élus étaient des enfants du pays et en majorité des cultivateurs (13).

Le Bonhomme	Émile Claudel	Négociant
Fréland	Édmond Fritsch	Cultivateur
Labaroche	Jules Prud'homme	Propriétaire
Lapoutroie	René Raffner	Cultivateur
Orbey	René Husson	Rentier

2) Les élections cantonales

Les premières élections cantonales pour le conseil général eurent lieu les 14 et 21 décembre 1919 (14). Émile Claudel, maire du Bonhomme fut élu.

Aux élections suivantes, en 1925, Eugène Didierjean, maire d'Orbey, se présenta contre Émile Claudel. Il était soutenu par son conseil municipal qui estimait que la commune d'Orbey, la plus peuplée, devait avoir le siège de conseiller général. Eugène Didierjean fut élu mais son élection fut contestée par Émile Claudel. Les opérations électorales furent annulées et reprises en mars 1926. Eugène Didierjean fut à nouveau élu.

Ce dernier étant mort en 1933, il fut remplacé, en 1934, par Charles Woindrich, de Lapoutroie, cultivateur, candidat indépendant de l'Union paysanne. Cette élection était disputée. Charles Woindrich avait en face de lui deux Orbelais, le maire, Fernand Frécharde et un rentier, ancien marchand de fromages, René Husson. 82 % des électeurs allèrent aux urnes et les résultats furent très serrés :

Ch. Woindrich	774 voix
R. Husson	768 voix
F. Frécharde	768 voix

Deux communes se disputaient le conseil général. Ce n'était pas nouveau.

En 1937, Charles Woindrich se présentait à nouveau. Il avait encore devant lui René Husson, devenu maire d'Orbey, et un nouveau candidat, un cadre commercial d'Hachimette, Édmond Loing.

Il y eut encore une forte participation électorale : 86 % des électeurs inscrits. Édmond Loing fut élu.

Édmond Loing	885 voix
Charles Woindrich	857 voix
René Husson	714 voix

En 1945, Orbey reprit l'avantage. Ce fut le notaire d'Orbey, Joseph Tempé qui fut élu. Originaire de Ribeauvillé, il était le gendre d'Émile Claudel, maire du Bonhomme et ancien conseiller général.

3) Les élections législatives

Les problèmes locaux laissèrent la place aux problèmes nationaux lors des élections législatives dont les premières eurent lieu, le 16 novembre 1919 (15).

En 1919, le Centre alsacien-Lorrain se reconstitua sous le nom de Union populaire et républicaine d'Alsace (U.P.R.) parti catholique qui voulait défendre les acquits alsaciens durant le Reichsland : autonomie administrative face à la centralisation française et défense de l'Église : maintien du Concordat, écoles confessionnelles.

Le président du nouveau parti était le docteur Joseph Pflieger, médecin aux Trois-Épis. Il avait été élu au Landtag en 1912 sous l'étiquette du Centre alsacien lorrain. Comme son ami Émile Wetterlé, il était profondément francophile.

Aux élections du 16 novembre 1919, deux listes se faisaient face : la liste d'Union nationale menée par le docteur Pflieger et la liste socialiste menée par un Mulhousien, Jean Martin, journaliste et ancien député au Landtag.

Il y eut 25 % d'abstention dans le canton alors que pour l'arrondissement de Ribeauvillé, l'abstention était de 16 %. Cela était probablement dû aux destructions de la guerre, les habitants du canton n'ayant pas encore repris une vie normale. Sur 1 868 suffrages exprimés, 1 552 se portèrent sur le docteur Pflieger, soit 83 % des suffrages. Jean Martin n'en eut que 292, soit 16 %.

Le canton demeurait un fidèle soutien de l'Église comme avant 1914. Joseph Pflieger fut encore élu en 1924 et 1928 dans de très bonnes conditions.

Canton de Lapoutroie					
	Nbre d'inscrits	Nbre de suffrages exprimés		J. Pflieger	
			%	Nbre de voix	%
1919	2 503	1 868	75	1 552	83.0
1924	2 632	2 179	83	1 799	82.5
1928	2 861	2 521	88	1 791	71.0

Mais en décembre 1928, la situation politique se compliqua. L'U.P.R. se scinda en deux, des membres se tournant vers le régionalisme, d'autres restant fidèles à l'idée nationale. Ces derniers formèrent un nouveau parti, l'Action populaire nationale alsacienne, A.P.N.A. auquel se rallia le Docteur Pflieger.

Mais ce dernier fut élu au Sénat en 1929 et il fallut le remplacer.

En 1930, des élections législatives furent donc organisées dans l'arrondissement de Ribeauvillé. Ce fut le candidat présenté par l'A.P.N.A., Joseph Rieder, conseiller général et maire de Kaysersberg, qui fut élu dépassant de loin le candidat de l'U.P.R., le docteur Charles Dorner, médecin à Sainte-Marie-aux-Mines (16).

Canton de Lapoutroie					
	Électeurs inscrits		Des électeurs		
	Nbre	%	Nbre	%	
Suffrages exprimés	2 414	85.0 %			
J. Rieder	1 989	82.0 %			des suffrages exprimés
Ch. Dorner	419	17.5 %			des suffrages exprimés
Divers			6		

Aux élections législatives de mai 1932, un nouveau candidat entra en lice, "le milliardaire du tabac", Maurice Burrus de Sainte-Croix-aux-Mines. Il se présentait comme candidat indépendant. Comme Joseph Rieder venait de mourir en février 1932, l'U.P.R. et l'A.P.N.A. décidèrent de présenter un candidat commun, un ecclésiastique, monseigneur Charles Kolb, vicaire général de l'évêché.

Au deuxième tour, Maurice Burrus fut élu. Mais le canton de Lapoutroie avait voté pour le vicaire général (17).

	Arrondissement		Canton	
Électeurs inscrits	15 539		2 883	
Suffrages exprimés	11 716	75 %	2 394	83 %
M. Burrus	7 593	65 %	869	36 %
Ch. Kolb	4 032	34 %	1 513	63 %

On voit que le canton s'était mobilisé et que les deux tiers des voix allèrent à monseigneur Kolb.

Mais pour les élections d'avril 1936, la situation générale avait changé. La crise économique de 1929 s'éternisait et l'Allemagne hitlérienne, de l'autre côté du Rhin, posait problème. Elle effrayait les uns et séduisait les autres.

Maurice Burrus se présentait à nouveau comme candidat indépendant. Il avait en face de lui trois candidats. Philippe Rieder, frère de Joseph Rieder, viticulteur à Ammerschwihr, était présenté par l'A.P.N.A. Édouard Waterkotte, commerçant à Aubure était socialiste et Émile Bohrer, employé et conseiller municipal à Colmar était communiste. Tous réclamaient un "assainissement" de l'économie.

Le canton de Lapoutroie se rallia à Burrus mais il donna encore plus du tiers des suffrages au candidat de l'A.P.N.A. et tint à l'écart le candidat socialiste et le candidat communiste (18).

	Arrondissement		Canton	
Électeurs inscrits	15 557		2 902	
Suffrages exprimés	12 825	82.4 %	2 403	82.8 %
M. Burrus	7 434	58.0 %	1 382	57.5 %
Ph. Rieder	3 006	23.0 %	930	39.0 %
E. Waterkotte	1 746	14.0 %	75	3.0 %
E. Boehrer	639	5.0 %	14	0.5 %

On peut dire qu'entre 1919 et 1936, la fidélité du canton de Lapoutroie à l'église catholique n'avait pas faibli.

Quand la vie politique reprit en Alsace en 1945, les Alsaciens, s'intégrèrent dans les partis politiques nationaux contrairement à ce qui s'était passé dans l'entre-deux-guerres.

Le canton de Lapoutroie se tourna vers un parti nouvellement créé, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.), parti démocrate chrétien que l'on pouvait considérer comme un successeur de l'U.P.R.

Aux élections de juin 1946, le canton se fit remarquer par le fort pourcentage des voix accordées au M.R.P. (19).

	Arrondissement		Canton	
M.R.P.	12 276	55.5 %	3 160	73 %
S.F.I.O.	5 179	23.5 %	423	10 %
Parti communiste	1 243	6.0 %	137	3 %
Divers	3 406	15.0 %	593	14 %

Le chef de file de la liste M.R.P. était l'avocat Jacques Fonlupt-Espéraber qui avait déjà participé à la vie politique alsacienne avant la guerre. Il s'était présenté à trois reprises, en 1928, 1932 et 1936, comme démocrate chrétien indépendant dans la circonscription de Strasbourg-campagne et était à l'origine de la formation du M.R.P. Préfet du Haut-Rhin en 1944-1945, il était conseiller d'État. Il fut député M.R.P. du Haut-Rhin jusqu'en 1955.

Mais la vie politique se transforma, s'efforçant de répondre aux problèmes intérieurs et extérieurs. Le nombre des partis augmenta. L'église perdait de son influence et les partis devenaient interconfessionnels.

Le M.R.P. céda la place en 1978 à l'Union pour la démocratie française (U.D.F.). Il avait en face de lui le gaullisme qui était représenté par le Rassemblement pour la République (R.P.R.). Il fallait ajouter le parti socialiste, le parti communiste et des nouveaux venus, les écologistes.

Aux élections de 1978, sept partis présentaient des candidats alors qu'il n'y en avait que cinq en 1973 (20).

	Pourcentage calculé par rapport aux suffrages exprimés	
	1° tour 1973	1° tour 1978
Extrême-gauche	1.5	2.1
Écologistes	-	7.4
Parti communiste	6.4	6.7
Parti socialiste et M.R.G.	9.6	22.3
U.D.F.	28.1	30.1
R.P.R.	42.5	28.3
Régionalistes	-	1.6

Le canton de Lapoutroie vota à plus de 40 % pour l'U.D.F.

En 1986, douze listes étaient présentes. Le canton vota encore U.D.F. mais le pourcentage des suffrages accordés aux socialistes était le double de celui de 1946 (21).

Nombre d'inscrits	6 100	
Nombre de suffrages exprimés	4 605	
Liste U.D.F. (J.P. Fuchs)	2 048	44.47 %
Liste socialiste (J.M. Bockel)	999	21.69 %

Le canton de Lapoutroie s'est intéressé à la vie politique nationale depuis 1919, votant à 84 % en moyenne entre 1919 et 1936 et encore à 81 % en 1986. Il est resté fidèle à la démocratie chrétienne. Mais les pourcentages des voix accordés à ce mouvement ont diminué : 83 % pour le docteur Pflieger en 1919, 63 % pour le vicaire général Kolb en 1932, encore 73 % pour le M.R.P. en 1946 mais 44 % pour le député Jean Paul Fuchs, candidat de l'U.D.F. en 1986. D'autres centres d'intérêt et d'autres partis attirent maintenant les électeurs.

NOTES

ADHR : Archives Départementales du Haut-Rhin
BMC : Bibliothèque municipale de Colmar

- 1 - François Igersheim, *L'occupation, le commissariat civil ds L'Alsace en 1870-1871*, publication de la faculté des lettres de l'université de Strasbourg, 1971, p. 274
- 2 - Paul Lévy, *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*, Strasbourg, Paris, 1929, T II, p. 333
- 3 - Alfred Wahl, *L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains, 1871-1872*, Paris, 1974, p. 141
- 4 - id p. 122
- 5 - BMC PA 41 *Affiches alsaciennes*, 12/12/1872
- 6 - cf 4, p. 81
- 7 - *Registres des délibérations des municipalités d'Orbey, du Bonhomme et de Lapoutroie, avril-mai-juin 1877*

- 8 - cf 2, p. 346
 9 - BMC PA 41 Affiches alsaciennes, 23/08 et 20/09/1874
 10 - id 1/02/ et 5/02/1874
 11 - Claude Muller, Dieu est catholique et alsacien, T II, p. 1063
 12 - BMC PA 29 Journal de Colmar 5/06 et 19/06/1898
 13 - ADHR Purg 200604
 14 - ADHR Purg 200589-200590, élections cantonales 1919-1937
 15 - ADHR Purgatoire 200578-200579, élections 1919-1924-1928
 16 - ADHR Purgatoire 200580, élections 1930
 17 - ADHR Purgatoire 200581, élections 1932
 18 - ADHR Purgatoire 200582-200583, élections 1936
 19 - Raoul Husson, Élections et referendum du 21/10/1945, 5/05 et 2/06/1946. Le Monde, Paris, 1946
 20 - F.G. Dreyfus, Les élections de 1978 en Alsace, Revue d'Alsace n° 106 (1980), p. 151-171
 21 - Élections législatives et régionales du 16/03/1986, Bulletin d'information départemental et communal de la préfecture du Haut-Rhin

OUVRAGES CONSULTÉS

- Christian Baechler, Le parti catholique alsacien, 1890-1939, ed. Ophrys, Paris, 1982
 François G. Dreyfus, La vie politique en Alsace, 1919-1936, Armand Colin, Paris, 1969
 Claude Muller, Dieu est catholique et alsacien, Société d'histoire de l'église d'Alsace, Haguenau, 1987
 Bernard Vogler, Histoire politique de l'Alsace, La Nuée bleue, Strasbourg, 1995
 Alfred Wahl, L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains, 1871-1872, ed. Ophrys, Paris, 1974
 Alfred Wahl, L'Alsace contemporaine, 1871-1939, Mars et Mercure, Wettolsheim, 1977

LE XX^{ème} SIECLE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE

Un des phénomènes les plus importants et les plus graves dans le canton, a été la diminution de population à partir de 1870 jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle (1).

Population du canton

1871	12 791 habitants		
1875	12 023 habitants	-	768 habitants
1895	10 938 habitants	-	1 085 habitants
1900	10 959 habitants	+	21 habitants
1910	10 699 habitants	-	260 habitants
1921	8 556 habitants	-	2 143 habitants
1931	9 164 habitants	+	608 habitants
1936	8 929 habitants	-	235 habitants
1946	8 334 habitants	-	595 habitants
1968	7 995 habitants	-	339 habitants
1975	8 096 habitants	+	101 habitants
1982	8 220 habitants	+	124 habitants
1990	8 680 habitants	+	460 habitants
1999	9 691 habitants	+	1 011 habitants

Le canton a perdu 2 000 habitants durant la période du Reichsland, autant durant la Première guerre mondiale. Il y eut une reprise d'une dizaine d'années entre 1921 et 1931. Puis ce fut à nouveau le déclin qui ne s'est arrêté qu'en 1968. On assiste à une reprise démographique à partir de 1982.

Ce déclin démographique a plusieurs causes. Nous remarquons déjà l'hémorragie qui s'est produite au lendemain du traité de Francfort, due à la fois aux départs des optants que nous ne pouvons chiffrer, aux morts de la guerre et aux difficultés économiques des lendemains de guerre qui ont provoqué une émigration.

Ensuite une période de stagnation économique dura jusqu'en 1895, suivie d'une reprise qui n'apparaît guère dans la démographie du canton. Celui-ci ne gagne que 21 habitants entre 1896 et 1901 pour en perdre ensuite 260 entre 1906 et 1911.

Puis, à la suite de la Première guerre mondiale, le canton perdit plus de 2 000 habitants et passa définitivement sous la barre des 10 000 habitants.

Après une reprise démographique à partir de 1921, liée à la reprise des activités économiques, c'est une nouvelle débâcle à la suite de la crise de 1929, jusqu'en 1968. En effet, à la crise, puis à la guerre s'ajoutèrent les archaïsmes de l'agriculture et de l'industrie. À partir de 1968, une politique volontariste de modernisation du canton arrêta l'hémorragie.

Cette diminution de population est due à la fois aux mouvements naturels (natalité, mortalité) et à l'émigration.

Taux de natalité (pour 1000)

	Le Bonhomme	Fréland	Labaroche	Lapoutroie	Orbey
1871-1880	34.8	27.1	31.5	31.1	31.7
1901-1910	32.4	28.0	25.0	26.0	25.4
1985-1990	15.4	8.7	14.3	13.1	11.7

Le taux de natalité a régulièrement baissé depuis 1871, n'étant plus que la moitié et même le tiers de celui de 1871-1880.

Taux de mortalité (pour 1000)

	Le Bonhomme	Fréland	Labaroche	Lapoutroie	Orbey
1871-1880	26.9	36.3	36.8	32.1	32.5
1901-1910	17.6	23.9	17.7	21.3	21.8
1985-1990	18.7	14.3	9.2	12.0	12.9

Le taux de mortalité a aussi baissé, ce qui est le signe d'une amélioration des conditions de vie. Mais cela n'a pas toujours été suffisant pour contrebalancer le taux de natalité et soutenir le taux d'accroissement naturel qui est la différence entre le taux de natalité et de mortalité.

Taux d'accroissement naturel (pour 1000)

	Le Bonhomme	Fréland	Labaroche	Lapoutroie	Orbey
1871-1880	+ 7.9	- 9.2	- 5.3	- 2.0	- 0.8
1901-1910	+ 16.8	+ 4.1	+ 7.3	+ 4.7	+ 3.6
1985-1990	- 3.3	- 5.6	+ 5.1	+ 1.1	- 1.2

Entre le début et la fin du XX^e siècle, le taux d'accroissement naturel a diminué, restant positif uniquement à Labaroche et à Lapoutroie.

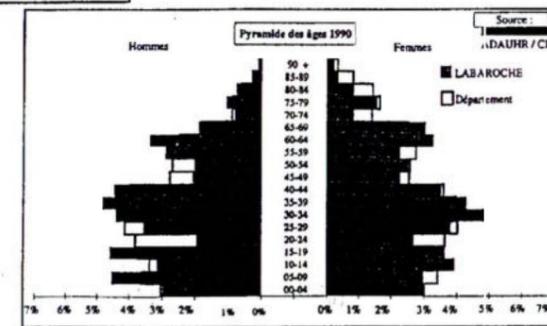
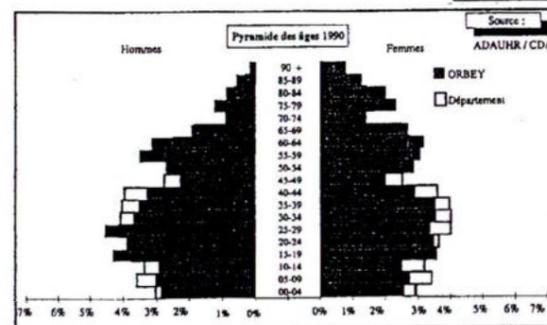
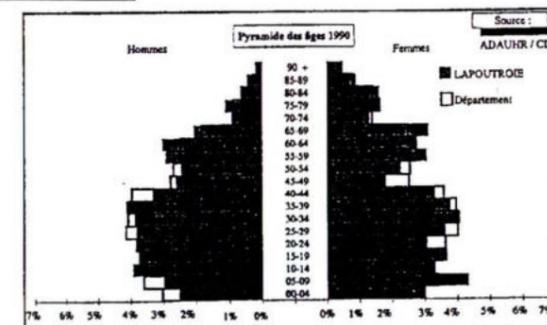
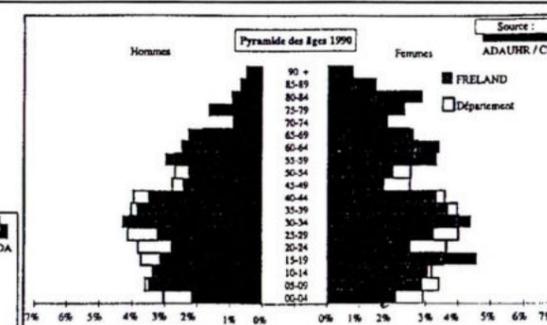
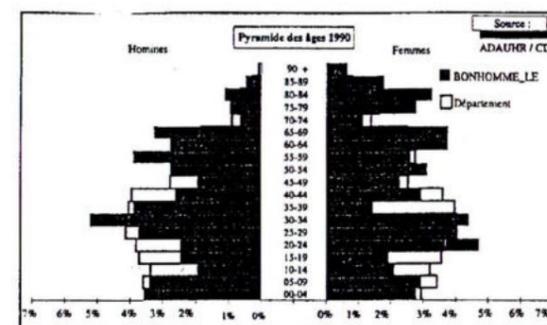
L'émigration a joué aussi son rôle dans l'évolution démographique.

Ce n'est pas un phénomène nouveau dans le canton. Nous avons vu qu'à Orbey au milieu du XIX^e siècle, l'émigration était courante. Ce phénomène a continué durant la période du Reichsland et l'Entre-deux guerres. Comme exemple, nous prendrons la commune d'Orbey qui est la plus peuplée.

ORBÉY, 1871-1936

	Population totale	Variation population	Solde naturel	Solde migratoire
1871	5 155			
1875	4 778	- 377	- 68	- 309
1880	4 744	- 34	+ 30	- 64
1885	4 683	- 61	+ 37	- 98
1890	4 686	+ 3	+ 19	- 16
1895	4 545	- 141	+ 180	- 321
1900	4 478	- 67	+ 214	- 281
1905	4 512	+ 34	+ 45	- 11
1910	4 485	- 27	+ 117	- 134
1921	3 232	- 1 253	- 46	- 1 207
1926	3 622	+ 390	+ 181	+ 209
1931	3 976	+ 354	+ 176	+ 178
1936	3 869	- 107	+ 78	- 185

**PYRAMIDE DES ÂGES
DES COMMUNES
DU CANTON DE LAPOUTROIE
1990**



Source :
Communauté des communes
de la vallée de Kaysersberg

Durant cette longue période d'émigration, la décennie 1921-1931 fait figure d'exception. En effet, une main d'œuvre italienne est arrivée dans le canton, appelée par les travaux de reconstruction.

Depuis 1968, immigration et émigration alternent, sauf à Labaroche où l'immigration est continue.

Soldes migratoires 1968-1990

	Le Bonhomme	Fréland	Labaroche	Lapoutroie	Orbey
1968	+ 11	- 76	+ 44	- 22	- 137
1975	- 126	- 3	+ 39	+ 83	+ 113
1982	- 23	+ 104	+ 274	+ 101	- 181
1990	+ 12	+ 69	+ 125	+ 54	+ 204

La population du canton, dont le taux de natalité a diminué depuis de nombreuses années et qui est frappé par une émigration de longue durée a vieilli. On s'en aperçoit si on compare la structure par âge de 1990 à celle de 1836 dans trois communes : Le Bonhomme, Fréland et Lapoutroie (2).

Structure par âge

	Le Bonhomme		Fréland		Lapoutroie	
	1836	1990	1836	1990	1836	1990
0-19 ans	41.6 %	21.2 %	43.6 %	25.0 %	43.2 %	27.5 %
20-59 ans	49.4 %	52.3 %	48.7 %	50.0 %	48.5 %	52.2 %
60 ans et +	9.0 %	26.5 %	7.7 %	25.0 %	7.6 %	20.3 %

Le pourcentage des jeunes est divisé par 2 et celui des personnes de plus de 60 ans est multiplié par 3.

C'est une population bien différente de celle du début du XX^e siècle qui vit actuellement dans le canton.

L'ENTRÉE DANS LE MARCHÉ ALLEMAND

1) L'industrie textile

Au lendemain de la guerre de 1870-1871, le canton, comme l'ensemble de l'Alsace, a connu une grave crise dans l'industrie textile.

Les produits alsaciens étaient adaptés au marché français. Il a fallu que les usines alsaciennes fassent brutalement volte-face et se tournent vers le marché allemand dont la demande était différente. Pour faciliter leur reconversion, les entreprises se constituèrent en sociétés anonymes pour trouver des fonds. La première grande entreprise textile haut-rhinoise à se transformer en société anonyme après 1870, fut celle d'Antoine Herzog, au Logelbach, en 1881 (3). La filature Pierre Dollfus à Lapoutroie s'organisa en société anonyme en 1904, sous le nom de Filature de Lapoutroie (4).

La crise dura pendant au moins une décennie. En avril 1882, une grève éclata dans l'usine Herzog d'Orbey, les ouvriers réclamant une augmentation de salaire. Antoine Herzog, administrateur de la nouvelle société, rédigea un appel aux ouvriers dans lequel il faisait état de la crise « En Alsace les ouvriers, les miens du moins, n'ont en rien participé à mes soucis ni à mes pertes d'argent depuis dix

ans, le travail a continué régulièrement, on n'a réduit aucun salaire tandis qu'en Angleterre les réductions sont fréquentes » et il ajoutait « depuis quelques mois l'industrie cotonnière semble se remettre un peu de la crise désastreuse et si longue qu'elle a traversée » (5).

À la veille de 1914 l'entreprise Herzog avait repris son activité. Elle s'était diversifiée travaillant non seulement le coton mais aussi la soie. Elle s'était aussi agrandie et comprenait quatre établissements à Orbey :

Le grand tissage	335	métiers soie
Le tissage Fauster	283	métiers soie
Le tissage Hildebrand	200	métiers soie et coton
Le tissage Tannach	90	métiers soie

Le tissage Hildebrand avait été acheté en décembre 1913 et il était question de construire un nouveau tissage de 252 métiers (6).

2) Le commerce du bois

Une autre branche traditionnelle de l'économie était le commerce du bois qui, lui, paraît avoir été florissant.

Pour les communes de Fréland et du Bonhomme, c'était la ressource essentielle qui permettait d'entreprendre des travaux. En 1888, à Fréland, « les ventes de bois avaient rapporté une plus value de 10800 marks, somme qui était placée en réserve pour faire des travaux routiers ». En 1891, la commune avait en dépôt au Crédit foncier d'Alsace et de Lorraine, 19 900 marks portant intérêt à 4% et en 1899, elle achetait des rentes pour 15 000 marks (7).



Le Grand Tissage - Usine Herzog - Orbey 1919
ADHR 16 Fi 25 n° 12

Le bois était vendu aux scieries mais aussi à deux usines de pâte à bois. L'une se trouvait à Kaysersberg-Alspach et appartenait à des scieurs, les frères Weibel, qui s'étaient installés en 1880. L'autre était située à Hachimette. Son propriétaire était aussi un scieur de Kaysersberg, Bernard Lehrmann qui, en 1875, avait racheté un moulin et l'avait transformé en usine (8).

Les scieries étaient en pleine activité. Au Bonhomme, le maire était propriétaire de trois scieries. Pour lutter contre ce monopole et, probablement, pensant obtenir des bénéfices substantiels, des conseillers municipaux demandèrent la construction d'une scierie communale dont les travaux furent réceptionnés en 1886 (9).

L'entreprise Weibel passait d'importantes commandes à Fréland. En 1895, Victor Weibel offrait d'acheter 3 000 m³ de bois et de les payer à un prix supérieur de 10% sur le prix officiel. Il faisait une proposition semblable en 1896 (10).

3) L'agriculture

Le troisième domaine économique traditionnel, l'élevage, trouvait des débouchés sur le marché allemand pour ses fromages. Des efforts de promotion furent entrepris pour faire connaître les produits agricoles de la région. En 1882, une exposition laitière fut organisée à Munster. On comptait 83 exposants dont 57 cultivateurs des régions de Munster, d'Orbey et d'Altkirch. Un jury dont faisait partie le maire d'Orbey, Jean Baptiste Ruest, distribua des récompenses (11). Le même Jean Baptiste Ruest envoya des produits du canton à une exposition laitière qui se tint à Munich, en octobre 1884. Les fromages d'un cultivateur du Surcenord à Orbey, Jean Joseph Deparis, qui avaient été trouvés "super fins" reçurent une médaille d'argent "la seule en Alsace-Lorraine" (12).

La commune du Bonhomme se mobilisa aussi. En 1887, elle demanda l'autorisation à l'administration forestière "d'ériger une chaume à pouvoir élever cent jeunes bestiaux". Le site choisi était le canton dit Reichberg "où les hêtres sont rabougris, chargés de mousse verte et donnant du chauffage de mauvaise qualité". Le conseil municipal expliquait que le reboisement avait supprimé des pâturages, que les bêtes achetées à Krüth, Munster, Felling et à la Suisse n'étaient pas faites au foin et au climat et réussissaient peu.

En 1891, la chaume que le maire Grégoire Thiriet avait obtenu était occupée, pour la première année, par un fermier qui tenait 12 vaches et 2 génisses (13).

En 1912, la vallée de Kaysersberg, c'est à dire essentiellement le canton de Lapoutroie, produisait pour plus de 2 millions de marks de fromage de Munster, la vallée de Munster, 1 million et celle de Saint Amarin, 40 000 marks (14).

En dehors des fromages, le kirsch était aussi de bon rapport. C'est la commune de Fréland qui était connue pour son « eau de cerise ». En 1893 le conseil municipal vota un crédit de 50 marks pour frais de participation à une exposition qui devait se tenir à Munich en juin 1893 (15).

4) La modernisation

Cette économie qui s'intégrait peu à peu au marché allemand était soutenue par un début de modernisation du canton.

L'électricité pénétrait dans le canton. En 1891 le conseil municipal du Bonhomme décidait d'installer l'électricité pour éclairer les rues et la scierie communale et de traiter avec la maison Siemens de Berlin (16) L'industrie n'était pas en reste. L'établissement Kiener d'Orbey installait une centrale électrique en 1894 de même la scierie Antoine d'Hachimette en 1901 (17).

La modernisation apparaissait aussi dans le domaine de la communication.

À la veille de 1914, on comptait trois bureaux de poste : au Bonhomme, à Lapoutroie et à Orbey. À Fréland, la poste se trouvait à la mairie. Quant à Labaroche, les habitants devaient se rendre au bureau de poste des Trois-Épis. Quelques particuliers avaient le téléphone : des commerçants, des restaurateurs et à Orbey, le notaire et le médecin (18).

On construisit des routes. La commune de Labaroche fut reliée à Ammerschwih et à Orbey, Fréland à Aubure. La route de Fréland à Hachimette qui servait au transport des bois fut réparée et le pont sur la Weiss reconstruit en fer.

Mais le projet qui mobilisa toutes les communes fut l'établissement d'un chemin de fer dans la vallée.

La construction d'un chemin de fer dans les vallées vosgiennes alsaciennes étaient à l'ordre du jour. Le chemin de fer de Wesserling datait de 1863, celui de Sainte-Marie-Aux-Mines de 1864, celui de Munster de 1868. Le projet d'une liaison ferroviaire entre Lapoutroie, Kaysersberg et Colmar était dans l'air et en 1874, la société d'agriculture de Kaysersberg le relança.

En septembre 1875, le kreisdirector de Ribeauvillé envoya aux communes du canton un avant-projet pour la construction d'un chemin de fer de la vallée, de Kaysersberg à Lapoutroie. Deux communes répondirent à cette initiative : Fréland qui offrit 20 000 marks et des terrains communaux gratuits et Le Bonhomme qui vota 10 000 marks pour aider à la construction. En septembre 1880, le kreisdirector organisa une réunion à Kaysersberg à laquelle assistaient François Joseph Baegert, maire de la ville et conseiller général, Charles Grad, député de Colmar au Reichstag et ancien secrétaire particulier d'Antoine Herzog, des industriels : Victor Weibel d'Alspach, Pierre Dollfus de Lapoutroie, Charles Auguste Heylandt propriétaire du tissage mécanique du Bonhomme et d'une filature à Orbey. Pour des raisons d'économie, on se décida pour un tramway à vapeur. Les communes furent à nouveau sollicitées.



1195 c — LAPOUTROIE — LA GARE

Le premier tronçon de Colmar à Kaysersberg fut inauguré le 18 janvier 1885 et celui de Kaysersberg à Lapoutroie le 10 décembre 1885. On pensait continuer les travaux vers Orbey et aussi vers le Bonhomme par une ligne à crémaillère afin d'atteindre le col puis Plainfaing et Fraize. Mais ces deux projets ne furent pas réalisés (19).

Ce désenclavement de la vallée favorisa le développement du tourisme. C'était essentiellement un tourisme de randonnée qui reposait sur des aménagements de sentiers, en particulier dans la région des Lacs. L'initiative était souvent prise par des gardes-forestiers dont certains faisaient partie du Club vosgien. Celui-ci avait été créé en 1872 à Saverne et une section locale existait à Kaysersberg en 1876.

En 1913, le canton avait déjà une réputation bien établie. Il suffit de lire le guide Joanne de l'époque : "le beau vallon de Fréland", "Orbey, agréable séjour d'été et excellent centre d'excursions dans une charmante vallée", « Le Bonhomme, centre d'excursions ». On trouvait deux hôtels à Orbey, deux à Paris, un au Lac Noir et un au Lac Blanc, deux hôtels à Lapoutroie et trois au Bonhomme.

La guerre de 1914-1918 arrêta cet élan.



LAC BLANC - Hôtel
Photo Adolphe Braun vers 1875-1885 - Propriétaire Musée d'Unterlinden - Colmar
ADHR 6 Fi - Repro. Ch. Kempf

LE RETOUR À LA FRANCE

Au lendemain de la guerre, la reconstruction favorisa une reprise économique qui dura une dizaine d'années jusqu'au déclenchement de la crise mondiale de 1929. Ce fut ensuite la menace allemande, qui fit de l'Alsace un glacis dans lequel les investissements se tarirent, et enfin la Seconde guerre mondiale. À partir de 1945, l'économie traditionnelle fut remise en question.

1) La disparition de l'industrie textile

L'industrie textile reprit son activité en 1919. Les dommages de guerre permirent de reconstruire les usines. L'entreprise Herzog mit en route deux nouveaux tissages, l'un à Fréland en 1924 et l'autre à Labaroche en 1929.

Mais la crise arriva. La filature de Lapoutroie arrêta son activité en 1930 puis elle ouvrit à nouveau ses ateliers deux ans plus tard (20). En 1933, la firme Jean Kiener de Gunsbach, en difficulté de trésorerie, céda son usine du Faing à Orbey aux établissements Dupuis-Merle de Thizy (Rhône). Ces derniers constituèrent la Société textile d'Orbey, manufacture de cotonnade, doublure, impression qui était à son tour en liquidation amiable en mai 1939 (21).

En 1945, on trouvait dans le canton trois tissages Herzog à Orbey, Labaroche et Fréland, un tissage Charles Mieg et Cie à Hachimette, une filature à Lapoutroie, un tissage Jules Marchal au Bonhomme et la Société textile d'Orbey (22).

Ces usines se heurtèrent à la fermeture des marchés d'Outre-Mer et à la concurrence d'établissements plus modernes. Elles disparurent les unes après les autres en 1956 à Labaroche, en 1957 à Orbey, en 1958 au Bonhomme, en 1960 à Fréland, en 1962 à Hachimette et en 1971 à Lapoutroie (23).

On ne trouve plus d'industrie textile dans le canton. Actuellement deux entreprises occupant plus de 50 ouvriers, l'une à Orbey, l'autre à Hachimette, travaillant dans le plastique et la mécanique, sont en activité.

2) Le commerce du bois

L'industrie et le commerce du bois déclina aussi. Le bois fut concurrencé par le charbon puis par d'autres combustibles. De nouveaux matériaux le remplaça. On l'utilisa désormais comme bois de charpente et de menuiserie. Les scieries disparurent les unes après les autres. Il n'en reste plus qu'une dans le canton, à Fréland.

3) L'agriculture

L'agriculture, quant à elle, se transforma. Le nombre des exploitations diminua. Les petites de moins de 5 hectares furent abandonnées au profit d'exploitations plus rentables dépassant 20 hectares (24).

	Exploitations					
	1929		1970		1988	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 5 ha	772	69.0 %	218	47.0 %	71	30.0 %
- de 10 ha	249	22.0 %	124	26.0 %	46	20.0 %
- de 20 ha	94	8.0 %	109	23.0 %	44	19.0 %
- de 50 ha	6	0.5 %	17	3.6 %	66	28.0 %
50 ha et +	6	0.5 %	2	0.4 %	6	3.0 %
Total	1 127	100.0 %	470	100 %	233	100 %

Le nombre de vaches laitières diminua (25).

	Nombre de vaches laitières			
	1907	1930	1955	1988
Le Bonhomme	697	638	509	218
Fréland	651	608	390	245
Labaroche	662	632	402	121
Lapoutroie	1 140	1 097	676	558
Orbey	2 407	2 480	1 595	798
Total	5 567	5 455	3 572	1 940

Le paysage se transforma en conséquence. Les champs furent abandonnés car le travail y était trop pénible et peu rentable et les prairies occupèrent la quasi totalité de la superficie agricole utilisée (26).

Utilisation du sol

	1941	1955	1988
Superficie agricole utilisée	4 808 ha	4 603 ha	3 613 ha
Superficie en herbe étendue	4 105 ha	3 992 ha	3 553 ha
% de la S.A.U.	85.5 %	87 %	98.5 %

La production et le commerce des fromages continua entre les deux guerres. Il existait un syndicat des producteurs et affineurs de fromages de Munster des Hautes Vosges dont le président était le maire du Bonhomme, Emile Claudel. En 1950, on comptait encore une quinzaine de marchands de fromages dans le canton (27). Mais le munster fermier se heurta à la concurrence des fromages des laiteries industrielles et « 80 % au moins des exploitants cessèrent de produire du fromage, livrant leur lait à des laiteries industrielles ou des coopératives laitières » (28).

On s'est efforcé de stopper le déclin de l'agriculture. « C'est à partir de 1965, lois Pisani, création des SAFER, plan d'occupation des sols, quotas laitiers, subventions sur matériel spécifique de montagne, mesures agro-environnementales et maintenant contrats territoriaux d'exploitation, que l'agriculture a pu se maintenir » (29).

4) De nouvelles activités

Ce déclin fut, en partie, compensé par le développement de grands travaux.

Un important chantier fut ouvert, celui du Lac Noir. On voulait valoriser l'énergie de nuit et des jours fériés de l'usine hydro-électrique de Kembs située sur le Rhin. On construisit une station de transfert d'énergie par pompage au Lac Noir. La nuit, l'eau est pompée du Lac Noir vers le Lac Blanc situé à 100 mètres au-dessus et le jour, l'eau est rendue à la station pour fournir du courant aux heures de pointe. L'usine fut mise en service en 1933. Mais le 4 janvier 1934, la conduite se rompit au-dessus de la centrale du Lac Noir dont le toit s'effondra et tua neuf personnes. La centrale fut remise en service en 1938 et fonctionne toujours.

L'autre ressource est le tourisme qui avait débuté à l'époque du Reichsland.

C'est toujours un tourisme de randonnée. On vient dans le canton, attiré par la montagne, la forêt, la pêche ou la chasse à quoi s'ajoute la beauté des sites. Une station de ski a été aménagée au Lac Blanc qui offre 40 kilomètres de pistes.

Les touristes sont accueillis dans des hôtels, des gîtes ruraux, des meublés, des campings, des refuges ou des centres de vacances. La capacité d'accueil varie suivant les communes (30).

Capacité d'accueil en 1990

Le Bonhomme	1 870 personnes, soit 3.08 fois la population
Fréland	890 personnes, soit 0.78 fois la population
Labaroche	2 180 personnes, soit 1.30 fois la population
Lapoutroie	910 personnes, soit 0.46 fois la population
Orbey	2 990 personnes, soit 0.91 fois la population

On peut résumer l'évolution de l'économie du canton en regardant l'évolution des secteurs d'activité de la population active.

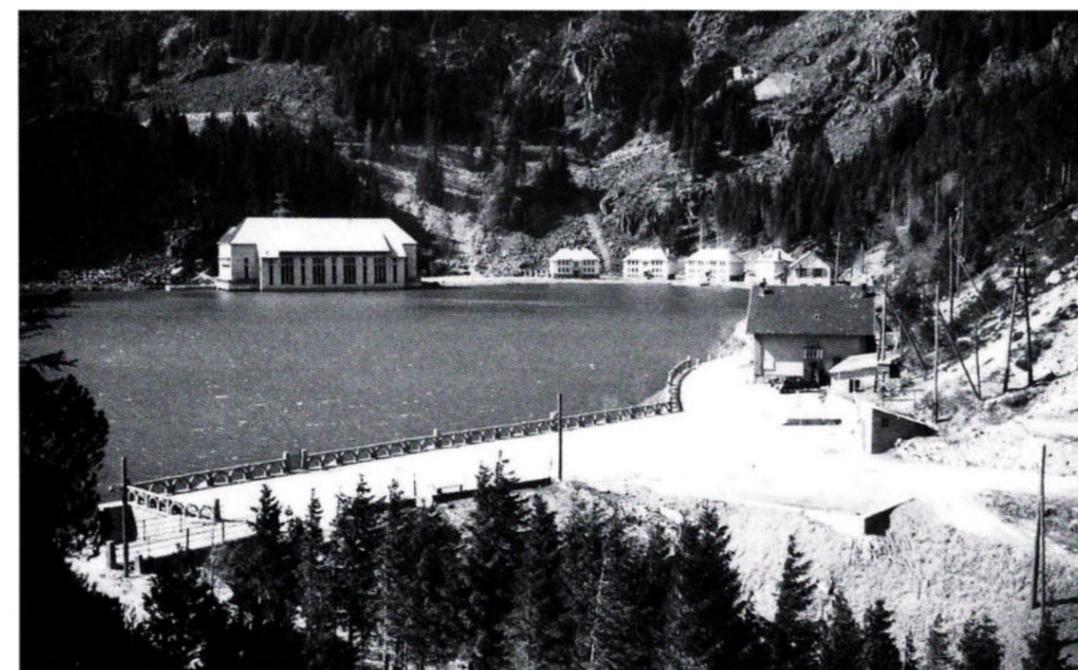
Secteurs d'activité de la population active

	1968	1975	1990
Agriculture, sylviculture	24.0 %	10.5 %	6.9 %
Industrie dont ind. de transformation bâtiment	47.0 %	50.0 %	43.9 %
Secteur tertiaire, commerce, transport, divers	29.0 %	39.5 %	49.2 %

En relevant le nombre des établissements, on s'aperçoit que le pourcentage des exploitations agricoles est le double de celui des établissements industriels. Mais le secteur tertiaire reste le grand gagnant.

Nombre d'établissements en 1990

Exploitations agricoles	233	soit	34 %
Industrie et bâtiment	111	soit	16 %
Commerce, transport, divers	337	soit	50 %



LAC NOIR - Usine
Photothèque Kuster - Kaysersberg

NOTES

ADHR : Archives départementales du Haut-Rhin

BMC : Bibliothèque municipale de Colmar

BSH : Bulletin de la Société d'histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

1 - INSEE, banque de données locales communiquée par la Communauté de communes de la vallée de Kaysersberg. Etat-civil des communes

Dictionnaire des paroisses et communes du Haut-Rhin

2 - Yvette Baradel, Aperçu sur la population du canton de Lapoutroie dans la première moitié du XIX^e siècle ds BSH n° 11 (1992), p. 59-66

3 - Bernard Vogler, Michel Hau, Histoire économique de L'Alsace, La Nuée bleue/DNA Strasbourg 1997. p. 231

4 - ADHR 088523, Fichier consulaire concernant les entreprises, s.d. (1950 ?)

5 - BMC PA 41, Affiches alsaciennes, 29/04/1882

6 - ADHR Purg 059035, Etablissements Herzog, dommages de guerre

7 - Henri Petitdemange, Fréland de 1876 à 1891 ds BSH n° 16 (1997), p. 63 et Fréland de 1891 à 1902 ds BSH n° 17 (1998), p. 74

8 - ADHR 8 AL 1/774

9 - Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 17/05/1886

10 - Henri Petitdemange, Fréland de 1891 à 1902, p. 75

11 - BMC PA 41, Affiches alsaciennes, 15 et 19/10/1882

12 - Délibérations du conseil municipal d'Orbey, 26/11/1884

13 - Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 18/12/1887 et 11/08/1891

14 - Strassburger Post, 13/12/1912

- 15 - cf note n° 10
 16 - Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 29/11/1891 et 15/6/1892
 17 - ADHR 8 AL 1 7781 et 8539
 18 - Lucien Jecker, *Le Deuxième bureau renseigne.. ds BSH n° 18 (1999), p. 47-50*
 19 - Henri Petitdemange, *Fréland de 1870 à 1876 ds BSH n° 15 (1996), p. 85*
Délibérations du conseil municipal du Bonhomme, 14/11/1875
BMC PA 41 Affiches alsaciennes, 12/4/1874 et 9/9/1880
Hansjürgen Wenzel, le chemin de fer de la vallée de Kayserberg ds 4 Sociétés d'histoire de la vallée de Kayserberg, 1997, p. 28
Maria Julliard, Histoire d'un petit train, ds BS n° 10 (1991), p. 77-81
 20 - *Lapoutroie et son passé, Bulletin municipal de Lapoutroie, 1995, p. 137*
 21 - cf note n° 4
 22 - ADHR Purg 93291, *Lettre du secrétaire de la Chambre de commerce de Colmar, 26/01/1945*
 23 - Anne et Paul Deparis, *L'industrie textile autour de Munster ds Annuaire de la Société d'histoire du val et de la ville de Munster, 2001, p. 61*
 24 - *Verzeichnis der Gemeinden und Kreise im Elsass, Strasbourg, 1941*
INSEE, recensement agricole 1988
 25 - ADHR Purg 28448a pour les années 1907-1930
Recensements agricoles 1955 et 1988
 26 - *Verzeichnis... et recensement agricoles 1955 et 1988*
 27 - cf note n° 4
 28 - Virginie Haxaire, *Le trésor lacté des Vosges, ds BSH n° 10 (1991)p. 60*
 29 - Jean Mathieu, *Evolution de l'agriculture à Lapoutroie du XVIII^e siècle au XXI^e siècle ds BSH n° 20 (2001), p. 53*
 30 - cf note n° 1 pour les capacités d'accueil, les secteurs d'activité et les établissements.

OUVRAGES CONSULTÉS

- Michel Hau, *L'industrialisation de l'Alsace, 1803-1939, Strasbourg, 1987*
 Bernard Vogler, Michel Hau, *Histoire économique de l'Alsace, La Nuée bleue/DNA, Strasbourg, 1997*
 Alfred Wahl, *Confession et comportement dans les campagnes d'Alsace et de Bade, 1871-1939, éd. Coprur, 1980*

LE XX^{ème} SIÈCLE LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

DANS LE REICHSLAND

Afin de connaître la société durant la période du Reichsland, nous avons choisi de relever, dans les registres de l'état civil, les mariages qui ont été contractés : ceux de la commune d'Orbey qui était la plus peuplée, pour les années 1876-1888 et ceux de la commune de Lapoutroie, chef-lieu de canton, pour les années 1876-1882 (1). Nous pourrions ainsi connaître l'origine des époux, leur profession et les contacts sociaux que les mariages font apparaître.

1) *L'origine des habitants*

La population était encore bien enracinée dans le terroir. Plus de 90 % des épouses étaient nées dans le canton, 75 % des époux à Lapoutroie et 90 % des époux à Orbey.

Origine des habitants

	Commune	Canton	Alsace	Lorraine
Lapoutroie - Époux	46.0 %	29.0 %	11.0 %	14.0 %
- Épouses	67.0 %	25.5 %	2.0 %	5.5 %
Orbey - Époux	77.0 %	12.0 %	9.0 %	2.0 %
- Épouses	84.0 %	9.0 %	6.0 %	1.0 %

L'immigration était surtout alsacienne ou lorraine. L'immigration lorraine paraissait être tarie à Orbey. Par contre à Lapoutroie, elle se maintenait. Les immigrants venaient du département des Vosges et des communes les plus proches du canton : Plainfaing, Fraize, puis Saint-Dié, Epinal... Il en arrivait aussi du Territoire de Belfort actuel.

Toute l'Alsace fournissait des immigrants aussi bien le Bas-Rhin que le Haut-Rhin.

Ces immigrants étaient surtout, chez les hommes, des ouvriers et chez les femmes, des ouvrières et des domestiques.

À partir de 1880, on voit s'installer dans le canton des artisans : menuisiers, maréchaux-ferrants, forgerons, cordonniers et, à partir de 1890, des maçons, terrassiers et tailleurs de pierre arrivant d'Italie. Ces arrivées étaient un signe de la reprise économique.

2) *Les secteurs d'activités*

On a réparti les professions des époux et des épouses entre les trois secteurs traditionnels d'activité : primaire, secondaire et tertiaire.

Secteurs d'activité

		Primaire	Secondaire		Tertiaire
			Artisans	Ouvriers	
Hommes	Lapoutroie	45 %	11 %	34 %	10 %
	Orbey	50 %	11 %	25 %	14 %
Femmes	Lapoutroie	50 %		36 %	14 %
	Orbey	48 %		29 %	23 %

Le secteur primaire qui recouvre le monde agricole, représentait la moitié des activités. Il comprenait en quasi totalité, chez les hommes, des cultivateurs propriétaires. Mais on y trouvait aussi quelques fermiers, quelques journaliers et ouvriers agricoles. Chez les femmes, c'était essentiellement des cultivatrices.

Le secteur secondaire englobait les ouvriers de fabrique et les artisans.

Les premiers qui, chez les hommes comme chez les femmes, représentaient un tiers des époux ou des épouses, soit le deuxième groupe social, apparaissent sous différents noms. Le terme le plus courant est "ouvriers ou ouvrières de fabrique". Mais on précise parfois le métier : chez les hommes : pareur, tisserand ou tisserand de toile, ouvrier lamier..., chez les femmes : rattacheuse, ourdisseuse, tisseuse...

Les artisans, moins nombreux que les ouvriers, sont soit des artisans du bois : menuisier, sabotier, charron, soit des artisans du fer : ferblantier, serrurier, maréchal-ferrant, forgeron. Les plus nombreux sont les menuisiers.

Le secteur tertiaire comprend le commerce, les transports et les services et représente 10 % à 20 % de l'ensemble.

Chez les hommes, le commerce est aux mains de négociants, de marchands de fromages ou de marchands tenant des boutiques d'alimentation : boucher, boulanger. Les boulangers sont les plus nombreux.



Fréland à la fin du XIX^e siècle. Dessin de Jacques Rothmuller
Cabinet des estampes - Bibliothèque municipale, Colmar - Série B du catalogue Waltz, n° 45

Le transport est surtout assuré par des voituriers. Il existe à Orbey un entrepreneur de voitures publiques.

Dans le secteur des services on trouve les cadres et les employés de l'administration : notaire, instituteur, facteur, garde-forestier... mais aussi un grand nombre de domestiques.

Les femmes sont bien intégrées dans le commerce. On les trouve sous des noms très variés : négociante, cabaretière, aubergiste, hôtelière, épicière.. Elles sont plus nombreuses que les hommes dans le domaine des services. À Orbey, on compte 25 domestiques femmes pour 11 domestiques hommes. Ajoutons les professions spécifiques : les couturières, cuisinières, postière, sage-femme.

3) Les groupes sociaux

En regardant la composition des couples, on s'aperçoit qu'il existait des groupes sociaux bien distincts fondés soit sur la profession soit sur la considération sociale.

Le plus nombreux est celui qui réunit un cultivateur et une cultivatrice qui, la plupart du temps, sont nés dans la commune. Il représente un tiers des mariages à Orbey. Vient ensuite l'union d'ouvriers et d'ouvrières de fabrique, soit 18 % des mariages. Les domestiques ont aussi tendance à se marier entre eux.

Quelques cultivateurs épousent des ouvrières. Mais cela ne représente que 3 % de l'ensemble comme pour les cultivateurs qui épousent des domestiques.

Chez les artisans, il ne semble pas qu'il y ait de règle. Ils épousent indifféremment des cultivatrices, des ouvrières ou autres.

Les mariages des épouses sans état, c'est à dire de jeunes filles qui vivent avec leurs parents et n'exercent pas un métier, nous révèlent une hiérarchie fondée sur la considération sociale. Elles représentent 6 à 7 % des épouses.

Elles se marient, en général, en dehors du monde des cultivateurs, des artisans et des ouvriers. Elles épousent un notaire, un clerc de notaire, un instituteur, un entrepreneur des voitures publiques, un négociant ou un secrétaire de tribunal. Il ne s'agit pas toujours d'époux jouissant d'une fortune importante mais d'époux dont la fonction est entourée d'une certaine considération sociale.

Mais la considération sociale reposait aussi sur la fortune. Le développement de certaines branches de l'économie avait enrichi certains habitants qui avaient acquis une position de notables.

Cela apparaît quand on compare le conseil municipal d'Orbey de 1914 à celui de 1893 (2).

	1893	1914
Cultivateurs	13	5
Propriétaires	3	2
Rentiers	1	5
Commerçants	4	8
dont marchands de fromages	1	3
Médecin	1	
Maître d'école		1
Notaire		1
Directeur de fabrique	1	2

Entre 1893 et 1914, la représentation des cultivateurs avait fortement diminué au profit de celle des commerçants. Le nombre des marchands de fromages avait triplé.

Deux marchands ont été maires d'Orbey. Jean Baptiste Ruest, marchand de fromages a été non seulement maire mais aussi conseiller général et membre de la Délégation provinciale. Le boulanger Lucien Baffray, lui aussi maire et conseiller général, était lié au milieu de l'hôtellerie, son frère Séraphin ayant épousé la veuve du propriétaire de l'hôtel du Lac Blanc (3).

La vie quotidienne soulignait la différence entre les groupes sociaux. En effet, elle apparaissait dans le vêtement. Nous disposons d'un récit de l'époque qui décrit la rencontre d'une jeune paysanne et de la veuve d'un officier : "Ce qui l'intéressait, c'était cette vieille dame distinguée. Elle était tellement différente des autres gens. Ses toilettes très ornées et de couleurs agréables, ses jupes à "faux culs", ses chapeaux ornés de fleurs en été ou ses toques de fourrure en hiver, ses bottines fines, son inséparable ombrelle ou parapluie" Quant à la petite paysanne : "Elle était fière de sa jupe simple en gros drap, de son cazavèque bleu foncé, de sa pèlerine grise à capuchon, de son bonnet de laine cousu par sa maman. En hiver des moufles.. complétaient l'ensemble gris qu'un tablier à petits carreaux bleus et blancs égayait" (4).

Non seulement les vêtements, mais aussi les mentalités étaient différentes. La même paysanne qui épousa successivement un charron, puis un fonctionnaire s'adapta à plusieurs genres de vie... Avec le charron "on se nourrissait mieux, on lisait les journaux, on bavardait avec les voisins". Quant au fonctionnaire, il lisait beaucoup. "On n'entendait plus parler de fantômes, de "jnach" (sorcière), de mauvais sort. C'était des fées, des farfadets, des petits nains de la montagne" (5).

4) Des nouveautés dans la vie culturelle

Un changement d'importance intervint dans la vie culturelle du canton : l'introduction de l'enseignement de l'allemand.

Les habitants parlaient leur patois roman et depuis deux siècles, dans les écoles, l'enseignement se faisait en français. Le canton était considéré comme de langue française.

Le gouvernement allemand n'imposa pas l'allemand comme dans les communes où l'on parlait un dialecte germanique. Il se borna à introduire des heures d'allemand dans l'enseignement primaire. Un inspecteur des écoles primaires à Molsheim, Ewald Bauch, mit au point une méthode dite « indirecte » c'est à dire « en gardant le français, langue maternelle comme langue d'enseignement et en introduisant l'allemand qu'à partir de la seconde année scolaire, à raison de 5 heures par semaine ». Ces heures augmentèrent petit à petit : 5 heures en 1874, 9 heures en 1887. Puis l'enseignement qui se faisait en français fut remplacé par un enseignement en allemand. Cela débuta en 1880 pour le calcul, la géographie et le chant. (6).

Un habitant de Labaroche qui avait connu cette période, racontait : " La première langue que j'ai parlée a été le patois... Ma mère et mon grand-père savaient le français... en famille nous parlions patois.. À l'école notre instituteur nous apprenait l'allemand "le hochdeutsch" et on avait droit à 1 heure de français par semaine ce qui était une exception en faveur des enfants du canton de Lapoutroie. Quand nous descendions dans la plaine, à Hohrod ou à Colmar, nous nous exprimions en alsacien... Je pouvais ainsi parler.. 4 langues, le patois vosgien, le français, le hochdeutsch et l'alsacien" (7). À la veille de 1914, les habitants du canton maîtrisaient aussi bien la langue française que la langue allemande. On s'en aperçoit en lisant les cartes postales échangées pendant la guerre 1914-1918 (8).

La vie culturelle s'enrichit aussi de la création de nouvelles associations, les sociétés de musique. Celle de Lapoutroie se forma en 1892, celle de Labaroche en 1893, celle de Fréland en 1901. Les premiers musiciens furent recrutés parmi les membres de la chorale de l'église. Paul Prud'homme, un des fondateurs de la société de Labaroche, créa ensuite celle du Bonhomme (9).

L'église continuait à encadrer la société qui vivait au rythme des fêtes religieuses et des pèlerinages. Il s'y ajoutait la fête annuelle du village, les veillées. C'était la tradition qui continuait. Mais le canton commençait à s'ouvrir vers l'extérieur.



École maternelle, Fréland - 1895 - Coll. Henri Baradel

LE RETOUR À LA FRANCE

1) Le développement des transports

L'Entre-deux-guerres fut marqué par le développement des moyens de transport. La bicyclette, "le vélocipède" avait fait son apparition à l'époque du Reichsland et provoqué déjà des accidents. À Orbey, en 1903, une jeune fille de Tannach avait été renversée "par un vélocipédiste qui descendait la route en pente à toute vitesse" (10).

Ce fut au tour des voitures de prendre possession du canton. Plusieurs entreprises vivant de ce nouveau moyen de transport s'installèrent entre 1930 et 1939. On trouvait au Bonhomme un service d'autobus. Mais c'était à Orbey que ces nouvelles activités étaient les plus nombreuses. On y trouvait deux postes à essence, un garage, quatre entreprises de camionnage de bois et charbon, un service d'autocars (11). Le train de Colmar à Lapoutroie fut doublé, à partir de 1934, par un service d'autocars.

2) La mobilité de la population

La jeunesse prit l'habitude de quitter le canton les dimanches et jours de fête, ce qui porta un coup aux activités traditionnelles. Les curés virent fondre leur assistance. Un curé de Fréland signalait, en

1954, le déclin de l'assistance aux offices du soir, "Raison : le monde est motorisé et part". Le même remarquait dix ans plus tard : "La jeunesse sort beaucoup depuis qu'elle est presque entièrement motorisée. Elle est nettement hostile à fournir des vocations sacerdotales" (12).

Les habitants prirent ensuite l'habitude de se déplacer pour régler les différents problèmes de la vie quotidienne. Actuellement, à l'intérieur du canton, on va à Lapoutroie où se trouvent la perception et la gendarmerie et à Orbey où, en dehors du notaire, on trouve des magasins et un supermarché.

En dehors du canton, les deux pôles attractifs sont, pour les cinq communes, Kaysersberg et Colmar.

La motorisation permit enfin les déplacements pendulaires. Des habitants qui trouvaient du travail à l'extérieur du canton pouvaient rentrer chez eux le soir. Ces déplacements se multiplièrent.

Migrations pendulaires
Canton de Lapoutroie

- 1 - Résidents de la commune ayant un emploi
- 2 - Actifs de la commune travaillant sur place
- 3 - Actifs travaillant dans le reste du canton de Lapoutroie
- 4 - Actifs travaillant à l'extérieur du canton de Lapoutroie

	1982		1990	
1 -	3 415		3 632	
2 -	1 827	53 %	1 639	45 %
3 -	293	9 %	381	10 %
4 -	1 295	38 %	1 612	44 %

Le nombre des actifs travaillant à l'extérieur du canton a augmenté entre 1982 et 1990. Les deux tiers d'entre eux travaillent dans le canton de Kaysersberg ou à Colmar et aux environs : cantons de Colmar Nord, Colmar Sud, Wintzenheim, Andolsheim, Neuf-Brisach (13).

On remarque que le canton de Lapoutroie regarde désormais de plus en plus vers la plaine d'Alsace et non plus vers les Vosges comme auparavant.

3) Habitat et genre de vie

Le canton s'est construit et le nombre des logements a augmenté (14)

Parc des logements. Ensemble

	1968	1975	1982	1990	
Le Bonhomme	308	321	361	345	+ 37
Fréland	398	484	519	537	+ 139
Labaroche	547	736	833	949	+ 402
Lapoutroie	657	703	777	870	+ 213
Orbey	1 278	1 348	1 427	1 545	+ 267

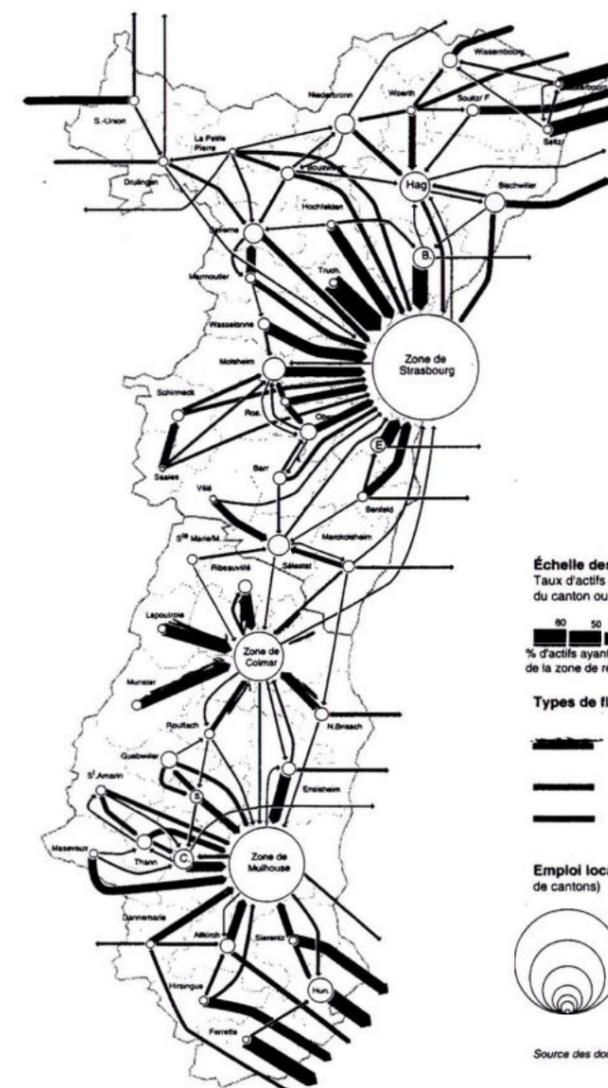
Labaroche est en tête pour la construction de logements.

Parmi ces derniers, il est intéressant de relever le nombre des résidences secondaires dont le nombre a aussi augmenté

Parc des logements. Résidences secondaires

	1968		1975		1982		1990	
	T	%	T	%	T	%	T	%
Le Bonhomme	53	17	73	23	145	40	96	29
Fréland	91	23	119	24	119	23	99	18
Labaroche	161	29	183	25	224	27	240	25
Lapoutroie	100	15	86	12	134	17	135	15
Orbey	170	13	159	12	247	17	229	15

MIGRATIONS ALTERNANTES (domicile - travail)
TAUX DE DÉPART en 1990



Sources :
Communauté de communes
de la vallée de Kaysersberg

Échelle des flux en %
Taux d'actifs résidents ayant un emploi à l'extérieur
du canton ou de la zone

80 50 40 30 20 10 5

% d'actifs ayant un emploi hors du canton ou
de la zone de résidence

Types de flux

- Polarités des zones urbaines de Strasbourg, Colmar et Mulhouse
- Polarités frontalières
- Autres polarités intra-régionales

Emploi localisé (dans les cantons ou regroupements
de cantons)

211 140
114 000
55 000
21 000
10 000
5 000
782

Source des données : INSEE - Fichier SAPHIR 1990

Les zones de Strasbourg, Colmar et Mulhouse sont constituées par les communes centres et les cantons périurbains :
Zone de Strasbourg : Strasbourg, Schiltigheim, Bachheim, Mundolsheim, Kirch-Graffenstaden et Geispolsheim.
Zone de Colmar : Colmar, Colmar-Sud, Andolsheim, Kaysersberg et Wintzenheim.
Zone de Mulhouse : Mulhouse, Mulhouse-Sud, Sausheim, Habsheim et Wittenheim.



C'est au Bonhomme et à Labaroche que le pourcentage de résidences secondaires est le plus élevé. Mais il semble que l'on assiste à une certaine stagnation.

Une enquête réalisée dans les écarts du canton vers 1975 fait apparaître deux genres de vie, liés aux deux types d'habitat : habitations principales et habitations secondaires (15).

Les premières sont des fermes soit exploitées, soit abritant des retraités de l'agriculture. Elles sont occupées par de vieilles familles du canton dont on retrouve les noms dans les registres paroissiaux du XVIII^e siècle.

Les secondes sont, soit des fermes qui ont été rachetées, soit des maisons ou des chalets. Elles appartiennent à des nouveaux venus dans le canton d'origines diverses. 70 % des occupants viennent de la plaine d'Alsace et 70 % d'entre eux de Colmar et des environs. 20 % sont originaires du reste de la France : Paris, Reims, Blois, Marseille, le Nord, La Moselle, Montbéliard. Le reste vient d'Allemagne, de Suisse et même d'Afrique. Cet habitat, qui est un lieu de vacances n'est occupé qu'une partie de l'année.

Mobilité et résidences temporaires auraient tendance à transformer les communes en cités-dortoirs. Pour l'éviter, les municipalités s'efforcent de maintenir une cohésion sociale en soutenant, en particulier, les associations. Chaque commune a son harmonie municipale ou son groupe vocal, ses associations sportives, son association de pêche. Des troupes théâtrales se sont constituées. Écoles de musique et écoles de danse sont dynamiques (16).

C'est une nouvelle société qui s'organise dans le canton, société mobile dans laquelle se mêlent autochtones et nouveaux venus et qui n'a plus rien à voir avec la société traditionnelle qui existait encore à la veille de 1940.

NOTES

ADHR: Archives Départementales du Haut-Rhin

BMC : Bibliothèque municipale de Colmar

BSH: Bulletin de la Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey

1 - État-civil des communes de Lapoutroie et d'Orbey

2 - Délibérations du conseil municipal d'Orbey, 9/05/1893 et 29/07/1914

3 - Mariage Marie Marcel Séraphin Baffray et Marie Célestine Henry, Orbey 12/07/1886

3 - Délibérations du conseil municipal d'Orbey, 9/05/1893 et 29/07/1914

4 - Légendes et récits du pays welche, ed. Société d'Histoire du canton de Lapoutroie-Val d'Orbey, 2001, p. 127

5 - id p. 128 et 131

6 - Paul Lévy, Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine, Paris 1929, T.II, p. 382

Encyclopédie d'Alsace, T. V. p. 2 766

7 - Le patois roman, ds Encyclopédie d'Alsace, T. X, Strasbourg, 1985

8 - Gilbert Michel, Labaroche 1900-1939, 1997. p. 135

9 - Gilbert Michel, ops cit. p. 255 et Bulletin municipal de Lapoutroie, 1995, p. 173

10 - BMC PA 29, Journal de Colmar, 15/11/1903

11 - ADHR 088523, Fichier consulaire concernant les entreprises, s.d. (1950 ?)

12 - Claude Muller, le catholicisme à Fréland, BSH n° 20 (2001), p. 106-107

13 - Communauté de communes de la vallée de Kaysersberg, Source INSEE, fichier mirabelle, 1982-1990

14 - Communauté de communes de la vallée de Kaysersberg, Banque de données locales, INSEE, juillet 1991

15 - Yvette Baradel, Les écarts du canton de Lapoutroie, 1970-1980, BSH 2002 n° 21, p.87-90

16 - cf n° 13

CONCLUSION

Comment se présente le canton de Lapoutroie à l'orée du XXI^e siècle ?

En cinquante ans, l'originalité du canton paraît s'être effacée.

Sa langue romane n'est plus parlée que dans un cercle étroit de personnes âgées. Son unité administrative est diluée dans une communauté de communes. Ses paysans ne représentent plus qu'une minorité des habitants et ses usines textiles ont été fermées.

La route du col du Bonhomme est toujours l'artère vitale du canton. Mais elle favorise la mobilité d'une population qui ne cherche plus à s'enraciner dans un terroir.

Et pourtant le canton de Lapoutroie a gardé une personnalité qui reflète sa longue histoire. Il suffit de regarder ses paysages où les prairies sont encore assez nombreuses pour maintenir un horizon ouvert, où les vieux murs des champs rythment encore les versants, où la forêt est encore cantonnée sur les sommets.

Une agriculture de montagne s'efforce de maintenir cet environnement qui est exceptionnel dans les Vosges et qui demande à être protégé.

Le nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme qui date de 1997 souligne l'originalité des villages de la Haute Vallée de la Weiss.

Il pose « les principes paysagers à promouvoir dans les villages de montagne » :

- Préserver la structure villageoise linéaire des fonds de vallons et mettre en valeur l'habitat de fermes dispersées sur les versants
- Favoriser le maintien de l'agriculture de montagne, garante de l'ouverture paysagère
- Maîtriser le développement des boisements
- Veiller au bon développement et à la bonne intégration paysagère de la station de ski du Bonhomme-Lac Blanc

Le canton de Lapoutroie, espérons-le, entrera dans ce schéma.

CHRONOLOGIE

- 5000 – 2500 AV. JC. Âge de la pierre polie :
 Trouvaille de haches de ludienne et amphibolite au Bonhomme, lieu-dit « La Roche » et d'un pic en silex
- 2500 – 700 av. J.C. Âge des métaux :
 Trouvaille de haches de bronze au Bonhomme, lieu-dit « Beauséjour »
 Trouvaille de fragments de poterie à Pairis

ENVIRONNEMENT

- 58 av.J.C. Bataille de Cernay
 Victoire de César sur Arioviste
 Installation des Romains en Alsace
- 250-258, Premières invasions des Alamans
 Vers 460, les Alamans sont installés en Alsace
- 343, Premiers évêques alsaciens : l'un à Strasbourg, l'autre à Bâle
 476, fin de l'Empire romain d'Occident
 496, Victoire de Clovis sur les Alamans à Tolbiac (S.O. de Cologne). Les Francs s'installent en Alsace
- 610, première apparition du vocable « Alsace »
 Vers 640, Gondouin, premier duc d'Alsace
 Vers 660, fondation de l'abbaye bénédictine de Munster au Val Saint Grégoire
 Vers 670-695, règne du duc d'Alsace Aldaric ou Etichon, père de sainte Odile. Fondation du Hohenbourg, futur Mont Sainte-Odile
 Entre 739 et 751, suppression du duché d'Alsace
- 751, Pépin le Bref, roi des Francs
 768-814, règne de Charlemagne
 775, Charlemagne passe à Sélestat
 Vers 770, création du monastère bénédictin de Liepvre
 833, « le champ du mensonge » :
 Combat à Sigolsheim entre Louis le Pieux et ses trois fils
 842, Serments de Strasbourg
 Reconnaissance des langues romane et tudesque
 843, Traité de Verdun. L'Alsace fait partie de la Lotharingie

CANTON

- Une route romaine, Kaysersberg-le col du Bonhomme ?
- III^e ou IV^e s. trouvaille de chaudrons de bronze à Alspach.
- Vers 660, saint Dié rentre en Lorraine par le col du Bonhomme. Séjour au Bonhomme ?
- Vers 860, apparition du premier comte d'Éguisheim, parent de Walrade épouse de Lothaire II (855-869)

870, Traité de Meersen. L'Alsace est rattachée à la Germanie

Vers 1000, construction du château d'Éguisheim
 1038, 1^o mention de « comte du château d'Éguisheim »
 1038, 1^o mention du château de Ribeaupierre
 1049, voyage du pape Léon IX, né Brunon d'Éguisheim, en Alsace

1130, installation d'un prieuré bénédictin à Alspach

1144, mort d'Ulrich d'Éguisheim dont l'héritier est le comte Louis de Ferrette

1218-1220, construction du château de Kaysersberg
 1228-1232, guerre féodale pour la succession de Dabo, ravage de l'Alsace

1324, mort d'Ulrich III de Ferrette. Le comté passe à Albert de Habsbourg, archiduc d'Autriche

1049, 1^o mention d'Orbeiz (Orbey)
 1079, 1^o mention du château du Hohnack
 1090, 1^o mention de Sconerloch (1288, lai Poitraie)
 1114, 1^o mention de Faîte (1609, Labaroche)

Vers 1138, fondation de l'abbaye cistercienne de Pairis par le comte Ulrich d'Éguisheim

1187, Louis de Ferrette confirme les privilèges de l'abbaye de Pairis
 1203, l'abbé de Pairis, Martin Litz, prêche la 4^e croisade en Allemagne et part avec les croisés allemands
 Le moine de Pairis, Gunther, rédige « histoire de la prise de Constantinople »

1217-1218, Invasion du duc de Lorraine par le col du Bonhomme

1232, assassinat du comte Frédéric III de Ferrette qui aurait eu lieu au château du Hohnack
 1252, 1^o mention de la communauté d'Orbey
 1279, 1^o siège du Hohnack par les Ribeaupierre
 1288, 2^o siège du Hohnack par les Ribeaupierre. Installation définitive
 1293, pillage du Val par les troupes d'Otto d'Ochsenstein
 1317, 1^o mention de Judelinshuss (1363, Le Bonhomme)
 1318, Ulrich III de Ferrette confirme les privilèges de l'abbaye de Pairis

1325, Albert de Habsbourg confirme la cession du fief du Hohnack aux Ribeaupierre
 1328, 1^o mention d'Urbach, (1421, Frallan)

1348-1349, la peste noire
 1340, début de la guerre de Cent Ans, ravage des « Grandes compagnies »

1439, ravage des « Écorcheurs »
 1444-1445, ravage des « Armagnacs »

1525, Guerre des paysans

1618, début de la guerre de Trente Ans
 1622, les troupes du comte de Mansfeld dans la région de Colmar
 1632, incendie de Kaysersberg par les Suédois

1635, installation d'une garnison française à Colmar

1648, les traités de Westphalie

1672-1678, guerre de Hollande
 1673, Louis XIV en Alsace

1688-1697, guerre de la Ligue d'Augsbourg

1702-1713, guerre de la Succession d'Espagne

1356-1359-1362, pillage de l'abbaye de Pairis
 1360-1437, la seigneurie du Hohnack passe à la famille de Saarwerden puis à celle de Lupfen
 1437, la seigneurie revient définitivement aux Ribeaupierre

1439-1444, pillage de l'abbaye de Pairis
 1441, établissement d'un censier par les Ribeaupierre
 1453, Pairis devient prieuré de l'abbaye de Maulbronn
 1491, apparition de la Vierge des Trois-Épis à Thierry Schoeré
 1513, rédaction des coutumes
 1525, pillage du prieuré de Pairis
 1536, nouvelle rédaction des coutumes
 1541, construction de fonderies à Fréland
 1551, construction de fonderies au Bonhomme
 1564, nouvelle rédaction des coutumes

1635, pillage du prieuré de Pairis par les Suédois

1635, occupation du Hohnack par une garnison française

1649, Pairis détaché de l'abbaye de Maulbronn redevient une abbaye
 1654, le prieuré des Trois-Épis nommé à la cure de Labaroche
 1655, démantèlement du château du Hohnack
 1668, L'abbé de Pairis nommé aux cures du Bonhomme, de Lapoutroie et d'Orbey

1673, mort de J. Jacques de Ribeaupierre
 Christian de Birkenfeld rend hommage à Louis XIV

1686-1715, révolte du Val d'Orbey
 1706, consécration de l'église de Fréland
 1730, construction de l'église de Lapoutroie
 1735, construction de l'église d'Orbey
 1736, construction de l'église de Pairis
 1750, incendie de l'église de Lapoutroie.
 Reconstruction
 1753, incendie de l'église de Pairis.

Reconstruction
 1760, l'évêque de Bâle consacre les églises de Lapoutroie, Orbey et Pairis
 1773, consécration de l'église du Bonhomme
 1778, cantonnement des forêts seigneuriales
 1787, construction de l'église de Labaroche

1787, création d'assemblées élues
 Règlement royal pour l'Alsace

Avril 1788, élection des nouvelles municipalités

1789
 31 mars, élection à Colmar des députés aux États Généraux

Mars, rédaction des cahiers de doléances

Juillet, création de l'Assemblée nationale constituante
 14 juillet, prise de la Bastille
 Juillet-août, la « Grande Peur »
 4 août, suppression des droits seigneuriaux
 Novembre, les biens du clergé sont mis à la disposition de la Nation
 Décembre, création de l'assignat

Juillet-août, rédaction de cahiers complémentaires

Dévastation des forêts du canton

1790
 13 février, suppression des ordres religieux
 15 février, départementalisation de la France

Création du canton de Kaysersberg
 Février, élection des nouvelles municipalités
 Mars-décembre, inventaire des biens de l'abbaye de Pairis
 Juin, émeute au Bonhomme contre les impôts

Juin, création des gardes nationales
 12 juillet, Constitution civile du clergé
 Décembre, les prêtres doivent prêter serment à la Constitution
 Décembre, création d'une gendarmerie nationale

Décembre, élection des juges de paix

1791
 Mars, condamnation de la Constitution civile du clergé par le Pape

Printemps, départ des moines de Pairis. Refus du serment par les curés du canton qui deviennent des réfractaires
 10 avril, création d'une Société des Jacobins à Lapoutroie
 Mars-octobre, vente des biens de l'abbaye de Pairis
 24 juin, la nouvelle arrive à Lapoutroie
 Départ de volontaires
 Juillet, élection des curés constitutionnels

20-21 juin, fuite du Roi
 21 juin, appel à des « volontaires nationaux »

Septembre-octobre, constitution des bataillons de volontaires du Haut-Rhin
 Octobre, installation de l'Assemblée législative

1792
 20 avril, déclaration de guerre à l'Autriche

Janvier, nouveaux départs volontaires

10 août, chute de la royauté
 26 août, les curés réfractaires doivent se déporter
 21 septembre, installation de la Convention
 22 septembre, proclamation de la République
1793
 24 février, levée de 300 000 hommes
 Mars, confiscation des biens des émigrés

10 juin, décision de partager les biens communaux
 23 août, la levée en masse

22 septembre, nouveau calendrier
 10 octobre, création d'un gouvernement « révolutionnaire »

27 juillet 1794 (9 Thermidor), chute de Robespierre

Octobre 1795, installation du gouvernement du Directoire

4 septembre 1797, Coup d'État du 18 fructidor
 9-10 novembre 1799, Coup d'État des 18-19 brumaire an VIII
 Décembre 1799, plébiscite pour le Consulat
 17 février 1800, loi municipale

16 juillet 1801, signature du Concordat
 Juin-juillet 1802, plébiscite pour le Consulat à vie
 Août 1802, création des collèges électoraux
 Juin 1804, plébiscite pour l'Empire

Décembre 1813, les Bavaois s'installent à Colmar

Août-septembre, départ des curés réfractaires
 Décembre, élection de nouvelles municipalités
 Mars, levée dans le canton
 Mai, arrestation du curé réfractaire et du maire de Labaroche
 Juin, agitation religieuse au Bonhomme

Juillet, refus du partage des biens communaux
 10 septembre, la levée en masse dans le Haut-Rhin

Octobre, élection de comités de surveillance
 Novembre, départ des curés constitutionnels
 Décembre, nomination d'agents nationaux

Avril- mai 1795, épuration des municipalités

Novembre 1795, élection de la municipalité du canton
 Juillet-septembre 1796, vente des derniers biens nationaux
 17 novembre 1796, création du canton de Lapoutroie
 Avril 1797, retour des curés réfractaires

Septembre 1797, départ des curés réfractaires

Juin 1800, nomination des maires
 1801, retour des curés réfractaires

1812, quatre tissages de coton dans le canton
 Vers 1810, ouverture d'écoles pour les filles, tenues par les sœurs de la Providence de Strasbourg

Décembre 1813 – mai 1814, entretien des

troupes alliées

Avril 1814, abdication de Napoléon
 30 mai 1814, signature de la paix
 25 août 1814, Te Deum à Colmar pour la Saint-Louis

Octobre 1814, voyage du duc de Berry en Alsace
 Mars-juin 1815, les Cent Jours
 22 avril 1815, décret créant les corps francs

18 juin 1815, Waterloo
 22 juin 1815, abdication de Napoléon

1816-1817, mauvaise récolte de céréales, famine
 Février 1817, loi fixant le cens électoral à 300 F.

Avril 1827, dissolution de la garde nationale
 Août-septembre 1828, voyage de Charles X en Alsace
 1829, le code forestier
 Juillet 1830, Révolution, «Les Trois Glorieuses»
 9 août 1830, Louis-Philippe, roi des Français
 23 mars 1831, loi municipale

22 mars 1831, rétablissement de la garde nationale
 19 avril 1831, loi qui abaisse le cens électoral à 200 F.

1845-1847, crise alimentaire
 1848
 25 février, proclamation de la République
 5 mars, instauration du suffrage universel

10 décembre, Louis Napoléon Bonaparte, président

«Danses champêtres et feux de joie sur les Vosges »

Avril 1815, recrutement d'hommes pour un corps franc
 Juin 1815, les Autrichiens au Bonhomme
 1815, création d'un hospice à Orbey
 1815-novembre 1818, occupation étrangère
 1816-1817, famine
 1818, un seul électeur dans le canton
 1820, la commune d'Orbey prend en charge l'hospice
 1823, création d'un tissage de coton à Orbey
 1826, existence de deux tissages de coton au Bonhomme et d'un à Lapoutroie
 1827, installation d'un médecin cantonal

13 septembre, Charles X dans le canton

Août-septembre 1831, élections municipales

1835, établissement du cadastre
 1836, création des tissages Herzog et Fauster et de la filature Kress et Birkel à Orbey
 1839, projet de l'endiguement des Lacs
 1845, début de reboisement
 1849, installation de l'hospice d'Orbey dans les restes de l'abbaye de Pairis
 1849, des frères de la Doctrine chrétienne enseignent à Fréland
 1847-1850, crise économique, chômage

23 avril, élections législatives
 30 juillet, élections des municipalités
 27 août-3 septembre, élections cantonales.
 Eugène Lefébure conseiller général
 10 décembre, élections présidentielles
 7 janvier 1849, élections législatives partielles,

13 mai 1849, élection à l'Assemblée législative
 2 décembre 1851, coup d'État de L.N. Bonaparte
 14 janvier 1852, nouvelle Constitution
 28 février 1852, élections législatives, candidatures officielles
 2 juillet 1852, élections cantonales
 18-19 juillet 1852, voyage de L. N. Bonaparte en Alsace
 Novembre 1852, Napoléon III, Empereur
 21 juin 1857, élections législatives
 1862, création des bibliothèques scolaires
 Mai-juin 1863, élections législatives
 Mai 1869, élections législatives
 8 mai 1870, plébiscite
 19 juillet 1870, déclaration de guerre de la France à la Prusse
 Septembre 1870, occupation du Haut-Rhin
 Juin 1871, l'Alsace-Lorraine est un Reichsland
 Mars 1872, l'école est mise sous l'autorité de l'État
 1871-1895, stagnation économique

10 mars 1850, élections législatives partielles
 J.J. Maritz, candidat, échec
 Eugène Lefébure, candidat officiel, député
 Eugène Lefébure, candidat officiel, conseiller général
 1853, premiers bureaux de Bienfaisance
 1854-1856, crise agricole
 14 juin 1857, Eugène Lefébure nommé maire d'Orbey
 Eugène Lefébure, candidat officiel, député
 1859, les frères de la Doctrine chrétienne installés à Orbey
 1860, Eugène Lefébure, nommé maire d'Orbey
 28 juillet 1860, organisation du reboisement en montagne
 1857-1861, endiguement des Lacs
 1861-1865, crise dans l'industrie textile
 Bibliothèques dans le canton
 Eugène Lefébure, candidat officiel, député
 1865, Eugène Lefébure, nommé maire d'Orbey
 1867, élections cantonales, Léon Lefébure, conseiller général
 1867-1868, crise agricole
 Léon Lefébure, candidat officiel, député
 Juin 1870, élections cantonales
 Léon Lefébure, conseiller général
 Août 1870, élections municipales
 Réquisitions et contributions
 Février 1871, création de l'arrondissement de Ribeauvillé
 1871-1872, l'option
 Mars 1872, maintien du français dans les communes welches
 Juillet 1871, élections des conseils municipaux
 Juin 1873, élections cantonales
 Février 1874, élections législatives, J. Ignace

1872, création du Club vosgien à Saverne
 3 août 1914, déclaration de guerre de l'Allemagne à la France
 11 novembre 1918, armistice de Rethondes
 28 juin 1919, traité de Versailles
 1929, crise économique
 3 septembre 1939 ; la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne
 17 juin 1940, occupation de Colmar
 Juillet 1940, introduction de la langue allemande
 8 mai 1941, service du Travail
 25 août 1942, service militaire obligatoire
 21 novembre 1944, la 1^o Armée française à Mulhouse
 22 novembre 1944, la 2^o D.B. à Strasbourg
 23 novembre 1944, les troupes américaines à Saint-Dié

Simonis, député élu juqu'en 1898
 1876, existence d'une section du club vosgien à Kaysersberg
 1880, usines de pâte à bois à Alspach et Hachimette
 1881, l'établissement Herzog devient une société anonyme
 1882, exposition laitière à Munster, participation du canton
 1875-1885, construction d'un tramway à vapeur de Kaysersberg à Lapoutroie
 Juin 1898, élections législatives, Émile Wetterlé, député
 8 août 1914, les Français au col du Bonhomme
 2 décembre 1914, assaut français sur la Tête des Faux
 20 juillet-16 octobre 1915, combats du Linge
 1915-1916, évacuation des Hautes-Huttes, du Bonhomme et d'Orbey
 16 novembre 1919, élections législatives, docteur Pflieger, député, réélu en 1924 et 1928
 29 novembre-7 décembre 1919, élections des municipalités et des maires
 Décembre 1919, élections cantonales
 1930, élections législatives, député Joseph Rieder
 1932-1936, élections législatives, Maurice Burrus député
 1933, mise en service de la centrale du Lac Noir
 4 janvier 1934, destruction de la centrale qui est remise en service en 1938
 Octobre 1940, nomination des maires
 Août-décembre 1940, expulsion d'habitants
 Février 1943, conseil de révision, arrestation et exécution de Paul Munier d'Orbey
 27 novembre, les Américains au col du

Bonhomme
 5 décembre, libération de Fréland
 8 décembre, libération de Lapoutroie
 10 décembre, libération du Bonhomme
 17 décembre, libération d'Orbey
 4 février 1945, libération de Labaroche
 Septembre 1945, élections municipales et cantonales
 Juin 1946, élections législatives
 1956-1971, fermeture des usines textiles

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

ADALRIC, 37
 ADAM (vicaire), 157
 AMALRIC, 37
 ANCEL, 133
 ANCEL (J.B.), 139
 ANCEL (Quirin), 100
 ANTOINE (Jean), 77

B

BACHMANN (Auguste), 136
 BAEGERT (François Joseph), 169
 BAFFRAY (Lucien), 155, 156, 177
 BAFFRAY (Séraphin), 177
 BARLIER (Émile), 158
 BARTHÉLÉMY (François Joseph), 112
 BARTMANN (Jean Luc), 69
 BATOT (Jean Baptiste), 142
 BAUCH (Ewald), 178
 BERTRAND (Jean Baptiste), 136, 137
 BERTRAND (Jean Joseph), 132, 136, 137, 155
 BERTRAND (Joseph), 98
 BERTRAND (Nicolas), 155
 BIRKEL (Édouard), 112, 117
 BIRKENFELD (Christian, duc de), 69
 BISMARCK (Otto von), 141, 143, 154
 BLAISE (Jean Baptiste), 116
 BLAISE (Jean Nicolas), 77
 BLAISE (Joseph Philippe), 98
 BLAISE (Marguerite), 116
 BLAISE (Nicolas), 77
 BOCKEL (Jean Marie), 161
 BONAPARTE (Louis Napoléon), 124, 126
 BONAPARTE (Napoléon), 97
 BOHRER (Émile), 160
 BOUDIÈRE, 94
 BOURSTE (François Xavier, abbé), 74, 76
 BUCHINGER (Bernardin), 73
 BURGER (Eusèbe), 77, 98
 BURRUS (Maurice), 159, 160

C

CAVAIGNAC (Jean Baptiste), 124
 CHAPOULLE (Jean), 76
 CHARLES VII, 55
 CHARLES X, 107
 CHARLES LE CHAUVÉ, 37
 CHARLEMAGNE, 37, 41
 CHAUFFOUR (François Antoine), 76
 CHAUFFOUR (Pierre Xavier), 76
 CHILDÉRIC II, 38
 CLAUDEL (Émile), 158, 172
 CLOVIS, 37
 COLOMBAN (saint), 38
 CONREAU (Jean Joseph), 136, 137
 CONREAUX (Jules), 132, 155

D

DÉCHRISTÉ (Jean Pierre), 155, 158
 DELORT (Jean Baptiste Xavier), 76, 98, 100, 105
 DELORT (Paul Jules Antoine), 76, 105
 DEMANGEAT (Jean Georges), 84
 DEMANGEAT (Jean Georges, curé), 86, 87
 DENNEFELD (vicaire), 157
 DEPARIS (Jean Joseph), 168
 DEUX- PONTIS (Maximilien de), 88
 DIDIERJEAN (Claude), 108
 DIDIERJEAN (Dominique), 108
 DIDIERJEAN (Eugène), 158
 DIDIERJEAN (Jean Baptiste), 100
 DIDIERJEAN (Jean Baptiste), 108, 112, 117
 DIDIERJEAN (Jean Claude), 108
 DIDIERJEAN (Jean Georges), 86
 DIDIERJEAN (Jean Joseph), 108, 117, 155
 DIÉ ou DÉODAT (saint), 37, 38
 DIÉLAINE (Joseph), 69
 DINTROZ (François), 105
 DOLLFUS (Émile), 126
 DOLLFUS (Pierre, père), 112, 117
 DOLLFUS (Pierre, fils), 132, 133, 166, 169
 DOLLFUS (veuve), 136
 DORNER (Charles), 159
 DOYEN (Dominique), 69
 DROUINEAU (Jacques Bernard), 77
 DROUINEAU (Théodore), 77
 DUBY (Jean Baptiste), 92, 104
 DULYS (Pierre), 73, 74, 76

E

EBEDINGUER, 105
 EGUISHHEIM
 Bruno (Léon IX), 41
 Hugues IV, 41
 Ulrich, 43

F

FARGES-MÉRICOURT (Philippe Jacques), 107
 FAUSTER (Joachim), 112
 FAWTIER (Joseph), 124
 FERRETTE
 Frédéric, 50
 Jeanne, 43
 Louis 1^o, 43
 Thibaut, 55
 Ulrich II, 43
 Ulrich III, 43, 50
 FLORENCE (Nicolas), 136
 FONLUPT-ESPÉRABER (Jacques), 160
 FRÉCHARD (Fernand), 158
 FRÉCHARD (Joseph), 136, 137
 FRITSCH (Edmond), 158
 FUCHS (Jean Paul), 161
 FUNCK (Jean), 60

G

GALLAS (Mathias, comte de), 53
 GASSMANN (Jean François), 122
 GÉRARD (Jean Joseph), 155
 GRAD (Charles), 169
 GRENEZ (Jean Louis), 77, 92, 98, 101, 104, 107, 108
 GUDERIAN (Heinz, général), 146
 GUIDAT (Jean Nicolas), 98, 104
 GUILLEMAIN (Jean Antoine), 100, 104, 107
 GUNTHER (maître), 51

H

HABSBURG
 Albert (duc d'Autriche), 43
 Ferdinand de Styrie, 61
 François Ferdinand, 143
 Frédéric III (Empereur), 55
 HALLO (général), 150
 HARCOURT (Henri, comte d'), 54
 HARTMANN (Frédéric), 132
 HERQUÉ, 122
 HERQUÉ (J.F.X.), 107
 HERZOG (Antoine, père), 112, 123, 124, 129, 136
 HERZOG (Antoine, fils), 136, 166, 169
 HERZOG (Joséphine Caroline), 124
 HEYLANDT (Charles, Auguste), 169
 HITLER (Adolf), 146
 HOFER (Jean Henri), 134
 HUSSON (René), 158

J

JEAN (Nicolas), 77
 JOFFRE (Joseph, général), 143
 JUDELIN, 49

K

KIENER (Jean), 134, 172
 KOENIG (Charles), 124
 KOLB (Charles), 159, 160
 KRESS (Benjamin), 112, 134

L

LABRUYÈRE, 88
 LACOSTE, 88
 LATTRE DE TASSIGNY (Jean Marie Gabriel de, général) 148
 LAURENT (Jean Pierre), 92
 LAVALETTE (Cardinal de), 53
 LAVIÉVILLE (Pierre Antoine), 133
 LECLAIRE (Antoinette), 137
 LECLERC (Philippe Marie de HAUTECLOQUE dit, général) 148
 LEDRU-ROLLIN (Alexandre, Auguste LEDRU dit), 124
 LEFÉBURE (Eugène), 112, 113, 117, 121, 122, 123, 124, 129, 131, 132, 136, 137, 154
 LEFÉBURE (Léon), 132, 155
 LEHRMANN (Bernard), 134, 168
 LITZ (Martin), 50
 LOING (Edmond), 158
 LOUIS XI, 55

LOUIS Le GERMANIQUE, 37
 LUPFEN (Famille), 43

M

MAIRE (Aloyse), 107, 108, 123, 136, 137
 MAIRE (Jean Louis), 108, 112
 MAIRE (Jean Joseph), 108
 MAIRE (Urbain), 92, 98, 108
 MANICAMP (Achille de), 61
 MANSFELD (comte de), 61
 MARCELAT ou MARCILLAT (Jean Baptiste), 105, 107, 116, 117
 MARCHAL (Jules), 171
 MARCHAL (Pierre), 86
 MARCO (Joseph), 73
 MARITZ (Jean Jacques), 124, 129
 MARTIN (Jean), 159
 MARTIN (prêtre), 157
 MASSON (Jean Joseph), 102, 112
 MATHIS (vicaire), 157
 MICLO (Joseph), 98, 104
 MIEG (Charles), 171
 MIGEON (Jules), 126
 MILHAUD, 88
 MILLION (Antoine), 84
 MILLION (Jean Baptiste Alexandre), 123, 136, 137
 MOUGÉ (Claude), 59
 MULLER (Georges), 84, 98, 100, 102, 112
 MUNIER (Paul), 147
 MUNIER (Joseph), 142

N

NAPOLÉON III, 129, 141
 NEUNSTEIN (Guillaume de), 53
 NOISEUX (Jean de), 76

O

OBERKIRCH (famille), 50
 OCHSENSTEIN (Otton d'), 55
 ODILE (sainte), 37,49

P

PARMENTIER (Nicolas), 143
 PATCH (Alexander, général), 148
 PÉPIN LE BREF, 37
 PERROTEY (Joseph), 77
 PETITDEMANGE (Jean Baptiste Nicolas), 123, 126, 129, 131, 132, 137
 PETITDEMANGE (Jean Joseph), 136, 137
 PETITDEMANGE (Louis), 77, 88, 98, 118, 137
 PETIDEMANGE (Nicolas), 123
 PETITDEMANGE (Nicolas Aloyse), 126, 136, 137, 155
 PETITDEMANGE (Sébastien), 84
 PEYERIMHOFF (Mr de), 137
 PFAFF (famille), 50
 PFLEGER (Joseph Alexandre), 159
 PIÉRÉ (Jean), 77
 POMMOIS (Lise), 150
 PRUDHOMME (Germain), 124
 PRUD'HOMME (Jules), 158

Q

QUEFFEMME (Jean Baptiste), 74

R

RAFFNER (René), 158
 RATHSAMHAUSEN (Philippe de), 150
 RIBEAUPIERRE
 Catherine, Agathe, 69
 Eberhard, 59, 61
 Eguenolfe, 60
 Georges, 57
 Georges, Frédéric, 61
 Guillaume II, 48, 57
 Jean Jacques, 61, 69
 RIEDER (Joseph), 159
 RIEDER (Philippe), 160
 ROESCH (François Jacques), 77, 98
 ROHAN (cardinal de), 86
 ROTHOT (François), 76
 RUEST (Jean Baptiste), 155, 156, 168, 177

S

SAARWERDEN (famille), 43
 SAURINE (Jean Pierre), 105
 SCHELEUR (Claude), 76
 SCHERER (François), 61
 SCHILLIAN (Rudolf), 155, 156
 SCHOEN (Jean Georges), 112
 SCHOERÉ (Thierry), 57
 SIGOLT, 37
 SIMON (Jean), 84
 SIMONIS (Jean Ignace), 156, 157
 STEFFAN, 72
 STRUCH (François Antoine), 123
 STEIGER (François), 108, 122

T

TALSTEIN (Jean de), 57
 TEMPÉ (Joseph), 158
 THANNBERGER (François Xavier), 77, 86, 98
 THIRIET (Grégoire), 168
 THIRIET (Joseph), 92, 98
 THOMAS (François), 107, 108
 THOMAS (Jean Baptiste), 155
 THOMAS (Séraphin), 155
 THUMM (général), 148

U

URHIN (prêtre), 157

V

VUILLEMIN (prêtre), 157

W

WAGNER (Robert), 147
 WAGNER (Wolf), 57
 WATTERKOTTE (Édouard), 160
 WEIBEL (frères), 168
 WEIBEL (Victor), 168, 169
 WENDLING, 126
 WETTERLÉ (Émile), 157, 159
 WOELFLIN (Albin), 53
 WOINDRICH (Charles), 158

TABLE DES CARTES ET GRAPHIQUES

Carte géologique du canton de Lapoutroie	6
Carte du relief	8
Coupe géologique des Vosges moyennes	9
Rose des vents, station automatique d'Aubure	12
Températures sous abri ; moyennes mensuelles	14
Précipitations ; coefficients pluviométriques mensuels	15
Carte hydrographique du canton de Lapoutroie	18
Régimes de la Béhine et de la Weiss	21
Étude paysagère, Orbey	26
Le canton de Lapoutroie du néolithique à la fin de l'empire romain	34
Le chapitre de Saint-Dié et la vallée de la Weiss	39
La guerre des paysans, 1525	58
Les routes des convois de l'armée française en 1636	62
Le Val d'Orbey ; les chaumes, 1725	71
Tisserands et commis de filature à la fin du XVIII ^e siècle	103
Carte hydrographique du département du Haut-Rhin, 1853-1855	114
Pyramide des âges des communes du canton de Lapoutroie, 1990	165
Migrations alternantes, 1990	181

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Le massif du Brézouard et la vallée de Fréland	10
Le plateau de Labaroche et le château du Hohnack	10
La tourbière de l'étang du Devin	23
La tourbière de la Reisberg	23
Le Kalblin vers 1930	29
Le Kalblin en 1991	29
La forêt du Faudé	31
Le sentier des crêtes	31
Haches de bronze trouvées au Bonhomme	36
Le château du Hohnack	42
Scène de la vie des champs, début XVI ^e siècle	47

Porteurs d'offrandes, fin XV ^e siècle	48
Sceau de l'abbaye de Pairis, 1234	51
Armes des Ribeaupierre	52
Le château du Hohnack en 1655	54
Armures et armes des XV ^e et XVI ^e siècles	54
Croix de Bermont, XV ^e siècle	56
Vue cavalière de l'abbaye de Pairis, 1610-1620	60
L'abbaye de Pairis en 1790	75
Croix de la Haute Patte, 1758	76
Alsace XVIII ^e siècle ; poêle, détail d'un carreau	79
Cahier de doléances des habitants de Lapoutroie, 1 ^o août 1789	83
Serment civique prêté par un bénédictin de l'abbaye de Munster, 1 ^o août 1791	85
La Révolution sur les linteaux	89
Retour de volontaires, août 1793	91
Serment prêté par J.J. Thannberger, curé de Fréland, 30 août 1800	99
Lapoutroie à l'époque du juge de paix J. Louis Grenez, 1800-1820	104
Une vue près du Hohnack, 1825	110
Profession de foi de J.J. Maritz, 1849	125
Vallée d'Orbey, 1858-1859	127
Eugène Lefébure	130
Lac Blanc, avant et après travaux, 1858-1859	135
École communale de Lapoutroie	138
Croix du Lt Munier	141
Le Bonhomme, Grand'Rue, 1918	145
Usine Kiener, Orbey, 1919	145
Le col du Bonhomme, 1945	149
Orbey, 1945	151
Labaroche, Église, 1945	151
Abbé J. Ignace Simonis	156
Abbé Émile Wetterlé	157
Le grand tissage (usine Herzog, Orbey), 1919	167
Lapoutroie - Gare	169
Lac Blanc - Hôtel, 1875-1885	170
Lac Noir, usine	173
Fréland à la fin du XIX ^e siècle	176
École maternelle, Fréland, 1895	179

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
1 - Le Relief	5
2 - Le climat	11
3 - Les eaux	17
4 - Les paysages	25
5 - Les origines du Néolithique à la fin de l'Empire romain	33
6 - Les royaumes barbares, mérovingiens et carolingiens, 476 - 911	37
7 - Les beaux jours de la seigneurie du Hohnack, XI ^e - XIII ^e siècles	41
8 - Le Val d'Orbey dans la tourmente, XIV ^e siècle - 1648	53
9 - Le Val d'Orbey dans le royaume de France, 1648 - 1789	65
10 - Du val d'Orbey au canton de Lapoutroie, la période révolutionnaire, 1787 - 1799	81
11 - Le Premier Empire, 1800 - 1815	97
12 - La Restauration de la Monarchie de Juillet, 1815 - 1848	107
13 - La Seconde République, 1848 - 1851	121
14 - Le Seconde Empire, 1852 - 1870	129
15 - XX ^e siècle, guerres et occupations, 1870 - 1945	141
16 - XX ^e siècle, les nouvelles donnees politiques	153
17 - XX ^e siècle, l'évolution économique	163
18 - XX ^e siècle, les transformations de la société	175
Conclusion	183
Chronologie	184
Index des noms de personnes	193
Table des cartes et graphiques	196
Table des illustrations	196